# NUCLEAIRE SUR SAÔNE

**Documents sur le combat anti-nucléaire dans le val de Saône (1975-1982)**

## La lutte anti-nucléaire dans le Val de Saône

Editions Prolétariennes

Janvier 1997

Prix : 10 euros

# NUCLEAIRE SUR SAÔNE

## Sommaire:


NAISSANCE: 1975-1976 (page 1)

- Tracts antinucléaires.....pages 2.3.5.6.7.8
- Implantation dans la région.....page 4.
- Articles de presse.....pages 9.10

CHARNIERE: 1977 (page 11)

- Cousteau et le nucléaire.....pages 12-13-14
- Contre la barbarie capitaliste (tract OCT).....page 15
- Articles: manif de chalon et conférence à Tournus.....pages 16-17-18
- Tract: EDF intente un procès aux antinucléaires du Val de Saône.....page 19

REORIENTATION: 1978 (page 20)

- Nucléaire, écologie et politique révolutionnaire (UCFML).....pages 21à37
- Articles sur le rassemblement du 2 juillet à Boyer.....pages 38à42
- Super Pholix n°17 spécial Val de Saône.....pages 43à52

ACTIVISME: 1979 (page 53)

- Article du QDP (PCRML) "Danger Nucléaire ".....pages 54à56
- Appel National Antinucléaire.....page 57
- Tracts Sgen-CFDT et UI CFDT.....pages 58à59 et 72-73
- Nucléaire et Santé.....pages 60à64
- Tract MET-MRAN et article sur réunion Nucléaire et Santé.....pages 65à66
- Délit d'opinion.....pages 67à70
- Articles: CNAN, Bal folk à Tournus, AG du MET.....pages 71-80-81-82-83
- Tracts Pentecôte, article et grève du zèle.....pages 74à78
- Mobilisation pour les 3 de Marnay.....pages 84-85-89à93
- Faibles doses.....pages 87-88

REFLUX: 1980 ( page 98)

- Articles et Tracts: l'expo, les 4 heures, Plogoff, la Hague.....pages 99à124

AGONIE: 1981-1982 ( page 125)

- Dossier Plogoff.....pages 127à133
- Saônette d'Alarme n°1.....pages 134à145
- Tracts: appel, la pétition, nucléaire où est le changement ?.....pages 146à151

INDEX DES Sigles: page 152.

# Naissance

C'est en 1975 que prend naissance dans le Val de Saône, un vaste mouvement contre l'implantation d'une CENTRALE NUCLEAIRE.

Les années 75-76, sont celles de la "*mise en place*", de comités antinucléaires , Groupement Anti-Nucléaire (Sennecey le Grand), Comité Anti-Nucléaire de Mâcon, Mouvement Régional Anti-Nucléaire (Chalon), et bien d'autres comités dans les petits villages du Val.

Les Jeunes amis de la Nature (Sassenay), SOS-Nature du Tournugeois, le Comité Départemental de Protection de la Nature....vont prendre position contre le projet de centrale.

-Années des premières mobilisations, manifestations, soutiens de personnalités ( avec la venue d'Haroun Tazieff ), des premières divergences politiques au sein des comités, mais aussi entre comités.

-La Coordination Anti-Nucléaire du Val de Saône crée en 1976 sera un outil très important pour la lutte.

-Mais, ces années sont aussi celles des premières tentatives pour les "*parlementaires*" de se servir de la lutte Anti-Nucléaire comme d'un marchepied pour leurs "*conquêtes électorales*". Certains "responsables" antinucléaires vont se retrouver quelques années plus tard, maires, conseillers, députés...

# CONTRE LE PROJET D'UNE CENTRALE NUCLÉAIRE ENTRE SENNECEY ET TOURNUS

Habitants du Val de Saône, de nombreuses régions de France se mobilisent contre des projets de ce genre. On vous a parlé de la Centrale de Bugey dans l'Ain. Elle n'est aucunement comparable à celle qui serait installée chez nous.

— A Bugey (filière graphite gaz) la puissance nette est 540 MWe.

— A Sennecey (filière à neutrons rapides) la puissance nette serait 3.600 Megawatts.

On voit que non seulement la puissance, mais le procédé de fabrication ne sont pas les mêmes. Or on peut noter dans un article du Nouvel Observateur, n° 598, du 26 avril 1976 (page 65), sous la plume de Charles Schreider :

« Il n'existe, ou n'a existé, sur la planète qu'une poignée de prototypes de surrégénérateurs : le petit prototype Enrico Fermi, aux Etats-Unis, qui a eu pas mal d'ennuis, ce qui a conduit les Américains à suspendre le programme des surrégénérateurs ; le P.F.R. de Dounreay, en Grande-Bretagne, qui a accumulé les difficultés ; le BN 350 de Chevchenke, en U.R.S.S., qui fonctionne au ralenti après avoir subi un accident grave, et, en France, le modèle expérimental « Rhapsodie », plus le premier prototype industriel « Phœnix » de 250 MWe, premier surrégénérateur couplé au réseau E.D.F. en 1973 et qui, depuis, a produit plus de 2,5 millions de Megawatts-heure.

L'hésitation et la lenteur dont font preuve les autres pays nucléaires en matière de surrégénérateurs tient en partie au fait que, si ces réacteurs sont éminemment intéressants du point de vue énergétique, ils sont en revanche cent fois plus dangereux que les centrales classiques. Il n'est pas inutile de résumer les principaux dangers qu'ils présentent :

LE PLUTONIUM. — C'est une matière extrêmement toxique, qui demande des précautions énormes lors de sa manipulation. Il y en aura quatre tonnes dans « Super-Phœnix », de quoi intoxiquer mortellement mille fois la population du globe. L'extraction du plutonium néo-formé dans l'uranium doit se faire dans des usines spéciales de retraitement. Toutes celles qui existent au monde se sont heurtées à des difficultés technologiques et aucune ne fonctionne. Celle de La Hague, en France, est en retard. Des spécialistes de renommée mondiale, parmi lesquels Lew Kowarski, un des « pères » de l'énergie nucléaire, peu soupçonnables d'antipathie à l'égard des centrales nucléaires qu'ils ont contribué personnellement à promouvoir, sont formels sur ce point : il ne faut pas faire de surrégénérateurs, c'est trop dangereux.



suite ☞

# CONTRE LE PROJET D'UNE CENTRALE NUCLEAIRE ENTRE SENNECEY ET TOURNUS

## ( suite de la page précédente)

LE REFROIDISSEMENT. — Contrairement à ce qui se passe dans une centrale classique, où la chaleur est extraite par une circulation d'eau, dans un surrégénérateur le fluide de refroidissement est du sodium en fusion, dans lequel baigne le cœur du réacteur. Ce sodium échange ensuite sa chaleur avec de l'eau dans des échangeurs sodium-eau à travers des tubulures très minces. Mais le sodium, au contact de l'eau, explose violemment en dégageant des vapeurs toxiques. C'est ce qui s'est produit à la centrale soviétique de Chevchenko, à la suite d'une fuite de quelques millimètres carrés dans une tubulure. L'explosion a été vue par un satellite artificiel américain. Or « Super-Phœnix » contiendra 5.000 tonnes de sodium fondu...

« L'EXCURSION NUCLÉAIRE ». — C'est ainsi que les spécialistes appellent pudiquement ce qui pourrait se produire en cas de fusion partielle du cœur du réacteur, au cas où le refroidissement viendrait à défaillir. Ce n'est rien d'autre que la constitution, en un point du réacteur, d'une « masse critique » de plutonium, dans laquelle pourrait se produire une réaction en chaine, un emballement. C'est sur ce principe que fonctionne

LA BOMBE ATOMIQUE... »

Habitants du Val de Saône, c'est un « pari » trop dangereux, trop hâtif, insuffisamment préparé. Les conditions de sécurité sont loin d'être au point. D'ailleurs une de nos plus grandes Centrales ouvrières de l'énergie atomique a récemment demandé un moratoire de plusieurs années, c'est-à-dire un arrêt complet de construction, pour l'étude des conditions de sécurité et un bilan général sur le nucléaire.

— ÊTES-VOUS PRÊTS A ÊTRE LES COBAYES DE CETTE EXPÉRIMENTATION ?

— Etes-vous prêts à laisser se transformer radicalement cette région verdoyante et paisible en un chantier permanent qui serait suivi, en période de service, de centaines de pylônes, de câbles, d'usines nouvelles attirées à leur tour telles que cimenteries, raffineries ?...

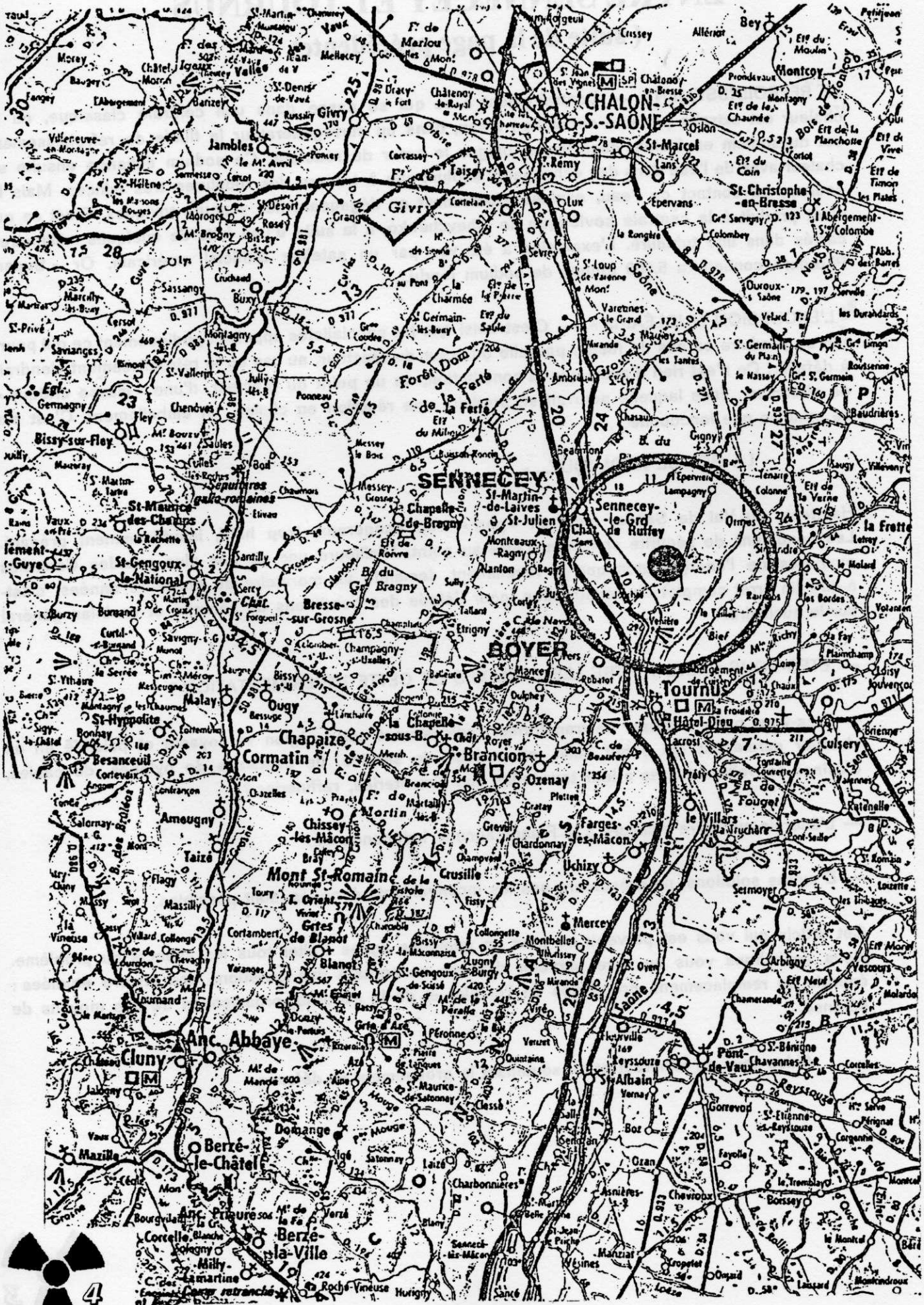
— L'énergie nucléaire n'assure à la France aucune indépendance.

— D'autres solutions, ne présentant pas les inconvénients évoqués, sont possibles.

Cet article qui vous est parvenu ne peut en quelques lignes traiter tous les aspects du problème. Nous souhaitons vous en faire parvenir d'autres concernant des questions non encore étudiées : énergie de remplacement, problèmes de l'emploi et de la sécurité, organisation de nos moyens de défense...

Aidez-nous en adhérant et en soutenant le groupement de défense.

# Implantation dans la région


CHALON-S.-SAÔNE
SENNECEY
BOYER
Tournus
Cluny
Anc. Abbaye
Berzé-le-Châtel
Berzé-la-Ville
Mont St-Romain
Cormatin
Chapaize
Brancion
Uchizy
Mercey
Farges-lès-Mâcon
Chissey-lès-Mâcon
Amougny
Taizé
Blanot
Dommange
Pont-de-Vaux
St-Albain
Sennecey-le-Grd
St-Marcel
St-Christophe-en-Bresse
Montcoy
Bey
Givry
Jambles
Taisey
Buxy
Bissy-sur-Fley
St-Maurice-des-Champs
St-Gengoux-le-National
Bresse-sur-Grosne
Malay
Ougy
Besanceuil
St-Hippolite
Ozenay
Crusille
Chardonnay
Uchizy
Setmoyer
Culsery
le Villars
Hôtel-Dieu
Pont-de-Vaux
Reyssouze
Gorrevod
Oran
Chevroux
Borssey
Asnières-s-S.
Manziat
Vésines
Laizé
Charbonnières
Milly-Lamartine
Corcelle
Mazille
Jalogny
Massilly
Flagy
Verzé
Roche-Vineuse
Hurigny
Sancé
Lugny
Burgy
Montbellet
Davayé
Fuissé
Solutré
Vergisson
Pierreclos
Tramayes
Verzé
Igé
Clessé
Viré
Péronne
Azé
Mancey
Rebatot
Lacrost
Prissy
Fougel
Arbigny
Vescours
Romenay
Ste-Bénigne
Chavannes-s-R.
Corcelles
Reyssouze
Servas
Pérignat
Corgenon
Montcet
Montcindroux
Lassard
Bâgé
Bâgé-la-Ville
Bâgé-le-Châtel
Bâgé-Dommartin

# HALTE AU MONSTRUEUX PROJET D'UNE CENTRALE NUCLÉAIRE ENTRE SENNECEY ET TOURNUS

Marcel BOITEUX, Président-directeur général d'ÉLECTRICITÉ DE FRANCE a déclaré publiquement le mardi 13 avril 1976, sur l'antenne d'Europe N° 1, que l'E.D.F. renonçait à « équiper » de centrales nucléaires les quatre départements bretons **« à cause des réticences de la population ».**

La construction d'une centrale nucléaire qui était prévue dans la région de Verdun-sur-le-Doubs semble maintenant abandonnée, sans doute à la suite d'une vigoureuse campagne des parlementaires et élus locaux.

EST-CE QUE LA POPULATION DE SENNECEY-LE-GRAND ET TOURNUS VA FAIRE LES FRAIS DE CE PROJET ABSURDE ET REDOUTABLE?

## REDOUTABLE

Ce projet est redoutable pour l'avenir du pays et de la population, vous savez pourquoi et il est inutile de revenir trop longtemps sur les dangers d'une centrale nucléaire :

1°) **les radiations actives** — dont certaines inévitablement s'échappent des centrales — augmenteront la radioactivité des eaux, de l'herbe, des légumes, des fruits, augmenteront le nombre des cancers, provoqueront des malformations génétiques dont les conséquences sont pour l'instant incalculables,

2°) les risques de sabotage terroriste, sans parler des dangers d'**explosion accidentelle** (1), conduiront progressivement les services de police à interdire toute approche sur des kilomètres autour de la centrale,

3°) **enfin l'élévation de 8 à 10° de la température de l'atmosphère** dans l'humide vallée de la Saône provoquera des journées de brouillards et de verglas. Dans un article du 15 avril 1976 intitulé : « Bouchon de nuages sur les centrales nucléaires » le Figaro, journal sérieux, écrit page 8 : « Lorsque l'air chaud et humide s'échappant des tours rencontrera de l'air frais et lui aussi humide, la vapeur aura beaucoup de mal à se disperser. Selon les météorologistes, les panaches pourront atteindre une quinzaine de kilomètres sur au moins cinq cents mètres de large et plus de cent mètres d'épaisseur. Cette taille sera largement suffisante pour voiler le soleil... Certains terrains sont ainsi menacés de se retrouver à l'ombre au moins une partie du temps. »

T.S.V.P.

---

(1) Tout dernièrement, trois ingénieurs américains, responsables des systèmes de sécurité des réacteurs nucléaires de la General Electric — qui avec Westinghouse fabrique et exporte des centrales — ont démissionné en expliquant qu'ils avaient acquis la conviction qu'un accident nucléaire était inévitable.

# HALTE AU MONSTRUEUX PROJET D'UNE CENTRALE NUCLEAIRE ENTRE SENNECEY ET TOURNUS

( suite de la page précédente)

## ABSURDE

Mais si ce projet est redoutable en ce sens qu'il menace directement nos vies, il est aussi devenu absurde.

La recherche nucléaire à des fins pacifiques a été lancée à titre expérimental, il y a quelques années, dans le but louable d'essayer d'obtenir de l'énergie à bon marché. Il n'est pas question de sous-estimer la qualité de nos savants et de nos techniciens. Mais, comme pour l'avion Concorde, la réussite technique est souvent obtenue au détriment de l'aspect économique des choses et le nucléaire est maintenant considéré, par les gens sérieux, comme un énorme gaspillage financier et intellectuel.

Gouvernement et E.D.F. sont de bonne foi, nous voulons bien le croire. Ils seront amenés à prendre le maximum de précautions pour essayer de réduire un peu les risques de contamination radioactive et ces précautions coûteront de plus en plus cher. En 1974, une centrale de 1 000 Megawatts (c'est-à-dire d'une puissance de un million de kilowatts) coûtait un milliard deux cent millions de nouveaux francs. Elle en coûte aujourd'hui plus de deux milliards. Par ailleurs, le prix de l'uranium a doublé depuis deux ans et la France devra bientôt en importer d'Afrique du Sud. Pour toutes ces raisons, le Gouvernement a décidé, dans un conseil de planification du 15 avril 1976, de réduire, pour l'avenir, le programme de construction des centrales nucléaires.

On devait en construire pour 6 000 Megawatts par an au cours des années 1977 et 1978. E.D.F. a été autorisée à passer commande de seulement 5 000 Megawatts en 1977. « Cette décision — écrit le Courrier de Saône-et-Loire du 16 avril 1976 — marque un infléchissement du rythme des commandes ».

Le Progrès de Lyon écrit de son côté, le 16 avril 1976, page 20 : « L'année dernière, lors de la conférence nucléaire européenne de Paris, il avait été admis que le Super Phenix n'accéderait pas à la rentabilité, qu'il ne constituerait qu'un maillon dans la chaîne du progrès scientifique ».

Le Gouvernement a compris que l'énergie nucléaire allait coûter de plus en plus cher mais il n'a pas osé tirer toutes les conclusions qu'imposait le bon sens. S'il a bien laissé entendre qu'il ne s'engageait pas pour 1979, il laisse achever la majeure partie des projets et études en cours en 1977 et 1978.

AINSI RISQUONS-NOUS, HABITANTS DU VAL-DE-SAONE, D'ÊTRE LES COBAYES D'UNE EXPÉRIMENTATION SCIENTIFIQUE QU'ON NOUS PRÉSENTE ABUSIVEMENT COMME UN PROGRÈS ÉCONOMIQUE INDISPENSABLE.

LES POPULATIONS DE BRETAGNE ONT FAIT RECULER E.D.F. ALLONS-NOUS PAR NOTRE PASSIVITÉ, SACRIFIER NOTRE TERROIR, MENACER LA VIE DE NOS DESCENDANTS ET ACCEPTER DES NUISANCES INTOLÉRABLES POUR LE PLAISIR DES INGÉNIEURS D'E.D.F. ET POUR QUE SOIT RETARDÉE LA DÉCISION QUI S'IMPOSERA UN JOUR COMME ELLE S'EST IMPOSÉE APRÈS TANT D'HÉSITATION POUR CONCORDE : L'ABANDON DU NUCLÉAIRE, **ÉCONOMIQUEMENT NON RENTABLE.**



S. et G. - Ivry

# UN GASPILLAGE ORGANISÉ

## PAR QUI ? POUR QUI ?

HALTE AU GASPILLAGE :

Si l'on observe d'un œil critique notre société de Consommation-Gaspillage, nous constatons souvent l'absurdité d'un système qui nous fait changer de montre en même temps que de cravate ou de rasoir plutôt que de lame. Beaucoup d'appareils ne sont fabriqués que pour durer le temps de leur garantie... On favorise aussi le gaspillage pour la consommation électrique. E.D.F. veut vendre ses produits et emploie pour nous convaincre tous les moyens de persuasion.

Mais pour obtenir 100 calories au niveau d'un radiateur, il faut fournir, compte tenu des pertes,

— 125 calories-fuel par chauffage individuel ;
— 250 calories-fuel au niveau d'une centrale thermique ;
— 400 calories s'il s'agit d'une centrale nucléaire.

**ALORS OU EST L'ÉCONOMIE ?**

JUSQU'OU IRA-T-ON ?

Nous sommes peut-être en pleine crise économique, comme on l'entend dire un peu partout, mais nous consommons en tout cas deux fois plus d'énergie qu'en 1963. On dirait que les systèmes n'ont qu'un seul but : produire et nous faire consommer toujours plus. Sommes-nous deux fois plus heureux qu'il y a treize ans ?

MÊME LE NUCLÉAIRE EST UN GASPILLAGE (pas pour tout le monde)

Il est basé sur un pari économique, mais c'est un pari trop risqué.

De 1975 à 1980, la France devra investir 130 milliards de francs dans le domaine de l'énergie, dont quelque 70 milliards dans le seul secteur nucléaire. Soit en cinq ans, huit fois les sommes consacrées sur dix ans au programme Concorde. Tel est le prix de la politique arrêtée en février 1975 par le Conseil de Planification. M. Bernard Grégory, directeur général du C.N.R.S., n'a fait aucune allusion aux réserves émises huit jours plus tôt dans le rapport sur l'énergie nucléaire publié par « Le Courrier du C.N.R.S. ». L'absence de discussion apparaît surprenant au moment où la plupart des pays industriels, notamment les Etats-Unis, s'interrogent sur l'intérêt économique de l'industrie nucléaire.

Les compagnies d'électricité américaines ont, depuis deux ans, annulé 14 commandes et en ont retardé 96, sine die. Et pourtant ce sont des compagnies privées, donc soucieuses de rentabilité ! Leur incertitude porte autant sur les prévisions de consommation que sur le coût réel du kilowatt nucléaire. Les centrales en construction subissent des hausses de prix bien supérieures à l'inflation. Lorsqu'elle fut commandée, en 1968, la centrale de Midland était évaluée à 260 milions de dollars. Aujourd'hui, alors qu'elle n'est pas encore terminée, on estime qu'elle coûtera au moins 1,4 milliard de dollars. De même, le coût du kilowatt installé a augmenté entre 1969 et 1975 de 13 dollars par an pour les centrales au charbon et de 31 dollars pour les centrales nucléaires.

Au Japon, qui a une dépendance énergétique supérieure à celle de la France, on ne note aucune commande en 1975.

Les experts français ont, eux aussi, des doutes sur les prévisions de consommation. En 1975, la consommation d'énergie a baissé de 6,5 %. Bien qu'il n'y paraisse guère, la commission de l'énergie se pose des problèmes, en particulier celui de l'augmentation du coût du kilowatt nucléaire. En 1973 et 1974, les centrales américaines ont fonctionné 57 % de l'année du fait d'incidents. En 1975, six centrales d'une compagnie n'ont tourné que le tiers du temps ce qui a porté le kilowatt produit à 50 % plus cher que le kilowatt produit par une centrale au charbon.

Si les ingénieurs et industriels français font beaucoup mieux que leurs homologues américains, est-il justifié de dépenser deux milliards pour construire un réacteur destiné à remplacer une centrale existante ? Car E.D.F. projette non seulement de couvrir la croissance et de compléter l'équipement existant, mais d'éliminer les centrales au fuel. Nombre d'entre elles sont pourtant récentes. CERTAINES NE SONT PAS ENCORE INAUGUREES ! ! ! Que reste-t-il de la rentabilité du nucléaire, si l'on ajoute au coût des centrales, le poids de tous les investissements qu'il impose ? Par exemple l'usine d'enrichissement de Tricastin coûte plus de 20 milliards de francs.

suite ☞

# A PROPOS DE LA CENTRALE NUCLEAIRE

## ( suite de la page précédente )

MAIS D'AILLEURS QUI CONNAIT LE BUDGET REEL DE L'ATOME ? Il est discrètement réparti entre différentes administrations ou ministères (Industrie, Armée, Aménagement du Territoire, E.D.F., Equipement, Ministère de l'Intérieur, Recherche, C.E.A., et subventions au secteur privé, etc...).

## Mais alors, s'il y a gaspillage, au bénéfice de qui est-il organisé ?

L'atome profite essentiellement aux industriels. Les décisions sont prises par la commission PEON auprès du Ministère de l'Industrie, que dominent les groupes industriels (Péchiney, Westinghouse, Creusot-Loire, etc...).

M. d'Ornano, ministre de l'Industrie, affirme : « Les référendums sur le nucléaire n'ont pas de valeur légale ».

Nous affirmons, quant à nous : **LE PROGRAMME NUCLÉAIRE N'A AUCUNE BASE LÉGALE,** pas de contrôle parlementaire : la France est le seul pays de l'O.C.D.E. à ne pas avoir de lois sur le nucléaire.

Lors de la campagne présidentielle, V. Giscard d'Estaing n'a-t-il pas déclaré : « Les centrales nucléaires ne seront pas imposées aux populations qui les refusent. » (France-Soir).

Mais si nous voulons maintenir notre niveau de vie, quelles solutions proposer ?

Les sources traditionnelles d'énergie sont loin d'être épuisées. On nous dit qu'elles ne sont plus rentables ; mais rentables pour qui ?

En réalité, dans la C.E.E., il reste encore du charbon pour des dizaines d'années...

De plus, il faut reconnaître que les réserves d'uranium, comme celles du pétrole, seront épuisées dans 30 ans. Il faudra alors utiliser d'autres sources d'énergie, comme celles du soleil et de l'hydrogène.

Mais il faudrait augmenter les crédits alloués aux chercheurs. Pour l'instant, ils sont dérisoires : 400 millions contre près de 70 milliards au seul secteur nucléaire. Car un problème se pose encore : celui du stockage de ces énergies.

Les recherches, trop modestes, portent sur les procédés thermiques, mécaniques, chimiques et biologiques. Ne citons que le chimique. Le stockage de l'avenir sera celui de l'hydrogène. Il est transportable et non polluant. Au groupe Euratom d'Ispra (Italie) on s'intéresse depuis quelques années à son développement, et M. Marchetti écrit : « Avec l'hydrogène, moyennant un effort technique suffisant, le monde est prêt pour une révolution dans la structure de son système d'approvisionnement en énergie ». On peut alors imaginer dans un avenir que nous souhaitons proche, une solution écologique au problème posé. On pourra même transporter l'énergie par pipe-lines. Une étude récente réalisée à la demande de la communauté européenne a montré que le transport de l'énergie est, de cette façon, dix fois moins cher que le transport actuel par câbles et que, de plus, les pertes d'énergie sont bien moindres.

## Mais alors les profits seraient diminués. Pour qui ?

HABITANTS DU VAL DE SAONE,

vous êtes de plus en plus concernés. Vos élus prennent position. Nous devons prendre conscience, nous défendre et dire non à l'aventure des centrales monstrueuses, gigantesques, polluantes, ruineuses, aussi bien qu'au gaspillage qui les justifie.

Organisez votre défense comme en Alsace, comme en Bretagne, en particulier à Plogoff où le maire et les administrés ont manifesté catégoriquement leur désapprobation et ont eu gain de cause, comme dans la vallée du Rhône, comme bientôt partout.

# DITES NON A LA CENTRALE NUCLÉAIRE DE 3.600 MEGAWATTS

## MANIFESTEZ VOTRE REFUS

en participant au circuit puis à la marche organisés le DIMANCHE 4 JUILLET 1976.

## RASSEMBLEMENT A 17 HEURES

## Place de l'Église, à SENNECEY-LE-GRAND

# De Malville à la Tour de Vers...

## L'ATOME SUR LA SAÔNE

En allant à Malville, en revenant de Malville, passez par la Tour de Vers, près de Sennecey, en Saône-et-Loire. E.D.F. et consorts ont en effet l'intention d'y construire un surgénérateur de 3 × 1 800 MWe au bord de la Saône (Super-Phénix fait « seulement » 1 200 MWe).

La semaine dernière, les militants du M.R.A.N. (Mouvement régional antinucléaire) ont interdit aux techniciens spécialistes en géologie de pénétrer sur le chantier de la centrale pour des travaux préliminaires. Les techniciens n'ont pas insisté et ont fait demi-tour. Le M.R.A.N. explique : « Nous ne voulons pas nous trouver un jour devant des grilles comme à Malville. Nous devons interdire dès maintenant tous les travaux quels qu'ils soient. »

La population locale est largement hostile au projet. Une dizaine de communes ont voté contre le projet, dont certaines, comme Tournus et Sennecey, à l'unanimité. Des municipalités envisagent de démissionner. Le C.D.J.A. (Centre départemental des jeunes agriculteurs) se prononce lui aussi contre le projet : la « création de brouillard dû au refroidissement des eaux » entraînera selon lui une « modification possible des microclimats » et des « conséquences sur les cultures ». De plus, « l'emprise sur des terres agricoles, la vallée de la Saône, riche région agricole, risque de disparaître sous le béton ». Des agriculteurs de la région, qui sont allés visiter Bugey, constatent qu'« une centrale nucléaire, outre les dangers nucléaires, présente beaucoup d'inconvénients, et peu d'avantages s'ils existent, pour l'agriculture ».

Plusieurs réunions et rassemblements ont eu lieu. Un millier de personnes sont venues écouter Haroun Tazieff à Sennecey-le-Grand le 2 juillet. Une manifestation a rassemblé plusieurs centaines de personnes le dimanche 4 juillet. A cette occasion, le Groupement antinucléaire de Val de Saône a adressé une motion au préfet et à l'E.D.F., dont voici un extrait :

« Le Groupement antinucléaire du Val de Saône :

— Rappelle son opposition résolue à l'implantation de grands réacteurs surgénérateurs Super-Phœnix ;

— Signale à E.D.F. de bien vouloir immédiatement arrêter toutes recherches et tous travaux relatifs à l'implantation de cette centrale et en conséquence d'évacuer les lieux dans les plus brefs délais ;

— Faute d'un accord de ce genre, le Comité ne répondra plus d'ici à quelques temps des actions individuelles ou par groupes, qui seraient entreprises pour libérer les terres et les chemins ;

— Le Comité, quant à lui, durcira sa position et emploiera tous les moyens pacifiques et non violents pour faire aboutir sa revendication. »

Contact : M.R.A.N. - Daniel Deriot - 71100 Sassenay. Thierry Grosjean - 1, rue Pasteur - 71100 Chalon sur Saône.

**NON AUX CENTRALES NUCLEAIRES**

LE NUCLEAIRE N'EST NI PROPRE NI PACIFIQUE.

14.7.76

1-11-76 Le Progrès

# Deux mille manifestants à Boyer (Saône-et-Loire) pour dire non au projet de centrale nucléaire

CHALON-SUR-SAONE. — **Une manifestation [illegible] ciel, une inauguration sans ruban tricoloré, un rassemblement de 2 000 personnes sans discours, des voitures qui roulaient au rythme des piétons, une cinquantaine de tracteurs sur lesquels étaient juchés des groupes de jeunes gens, 20 entimètres de boue et un orchestre pour rythmer tout cela... Le comité de coordination antinucléaire pouvait être satisfait de la manifestation qu'il avait organisée hier en bordure de la R.N. 6.**

## Deux têtes de mort

A 2 kilomètres du site présumé de la centrale nucléaire du Val de Saône, les manifestants ont assisté à l'inauguration d'un monument antinucléaire aux côtés d'une cinquantaine de maires et conseillers [illegible] voisines.

Ce monument a été réalisé par une équipe de bénévoles de la région. Deux têtes de mort, dont les profils surmontent le sigle antiatomique et un immense panneau : « Non à la centrale nucléaire » seront largement visibles depuis la route nationale.

Le moment solennel a été marqué par une minute de silence, à l'issue de laquelle les manifestants ont lâché des ballons et longuement ovationné les élus présents. Par contre, lorsque l'un des animateurs du mouvement de coordination a lu à haute voix une lettre de M. Jean Braillon, maire de Boyer, conseiller général de Sennecey-le-Grand, député de Saône-et-Loire, suppléant de l'ancien ministre de la Qualité de la vie, André Jarrot, l'ovation et les applaudissements se transformèrent en huées et sifflets.

[illegible] cortèges de manifestants étaient partis, l'un de Tournus, l'autre de Sennecey-le-Grand. Ils se rejoignaient devant le monument et si la présence de plusieurs centaines de voitures sur la R.N. 6 a provoqué quelques bouchons et même contribué à bloquer la circulation pendant plusieurs minutes, les organisateurs voulaient donner à cette journée une allure de fête ; ils ont mis tout en œuvre pour dégager la voie rapidement.

## Programme d'action

En fin d'après-midi, alors que la nuit commençait à tomber, les 2 000 personnes sont reparties tranquillement sans aucun incident. Le service d'ordre composé d'une dizaine de gendarmes s'est borné à assurer l'écoulement du trafic.

[illegible] l'annonce en septembre 1975, par le préfet de Saône-et-Loire, d'un projet de centrale nucléaire dans le Val de Saône, les groupements antinucléaires se sont multipliés dans la périphérie de Chalon et de Sennecey-le-Grand. Ils ont déjà organisé plusieurs manifestations. L'une d'elles rassemblait près d'un millier de personnes, en juillet dernier, autour d'Aroun Tazief. Mais, depuis fin septembre, les différents mouvements ont décidé de créer un comité de coordination, de manière à opposer au projet de centrale un programme d'action. La réalisation et l'inauguration du monument hier est la première manifestation du comité de coordination.

Au cours de la session du conseil général qui s'est achevée la semaine dernière à Mâcon, les élus socialistes ont émis le vœu d'avoir une information plus complète sur le projet de la centrale.

**J. PALOU**

# Charnière

L'année 77, est pour le mouvement antinucléaire, une année charnière.
Beaucoup d'évènements vont s'y dérouler:

-La venue de Cousteau dénonçant "*l'escroquerie nucléaire*".
-L'importante manifestation à Chalon, avec 40 tracteurs en tête de cortège.
-La destruction, (par 200 militants) de la "*station météo*" (servant aux études climatiques pour la centrale) sur le site de Boyer.
-La dénonciation du nucléaire, comme choix politique.
-La "radicalisation" de la mouvance politique "d'extrême-gauche" au sein des comités.
-Le début de la "mise sur la touche" de SOS nature du Tournugeois, et la création (par les éléments les plus radicaux gravitant autour de SOS ) du Mouvement Ecologique de Tournus.
-L'attaque d'EDF contre 3 paysans de Marnay.
-Le débat, la mobilisation autour du rassemblement de Malville.
-La manifestation de Malville, vécu comme une défaite, sera à l'origine d'une forte démobilisation du mouvement, pendant plusieurs mois.

*CONFERENCE DE PRESSE*
*DU COMMANDANT COUSTEAU*
*A SENNECEY EN JANVIER 77*

# *Que pense le Commandant Cousteau du nucléaire ?*

## LE NUCLEAIRE, C'EST LA BOMBE ...ET LES DECHETS.

«Vous devez vous demander pourquoi un explorateur de la mer vient dans cette région du centre de la France donner son opinion sur l'énergie nucléaire ?».

Peut-être tout simplement parce qu'un jour un scientifique Américain conscient du danger nucléaire m'a affirmé «Nous établirons le nucléaire même si la conséquence devait être de fermer tous les océans à toutes les activités humaines».

Le nucléaire représente un système global issu d'une politique mondiale. Quand on parle «centrale», il faut avoir présent dans sa tête toute la chaîne nucléaire qui va de l'extraction du minerai d'uranium, à l'usine de raffinement, la centrale, la régénération , le plutonium et les déchets (transportés on ne sait où parce qu'on n'a pas trop d'idées pour les éliminer !).

On n'a pas le droit de dire «mon usine, elle sera propre et bien construite» car on est en face d'un véritable système qui déborde l'implantation locale. Il existe une série de mensonges sur le nucléaire qu'il faut dénoncer, particulièrement sur la sécurité du nucléaire, absolument pas assurée.

Ce qui me préoccupe en tant que marin et spécialiste du système aquatique mondial c'est précisément qu'il devient de plus en plus difficile d'isoler les produits nocifs industriels du système de «l'eau». Cette eau que nous buvons, qui est dans notre corps et sans laquelle nous ne pourrions pas vivre. Les produits de fission atomique doivent absolument être isolés de l'eau.

Je dois dire, qu'après Hiroshima et Nagasaki, j'avais été enthousiasmé de découvrir qu'il était possible de domestiquer ces explosions de façon à en produire de l'énergie, j'étais enthousiaste à l'idée de transformer les canons en charrues et les bombes en «producteurs d'énergie pacifique». Malheureusement, à l'utilisation, et après examen, même aujourd'hui en temps de paix il est impossible de dissocier l'énergie pacifique et les bombes atomiques.

L'Inde qui a obtenu du Canada une usine nucléaire s'est empressée par la suite de fabriquer sa première bombe. Le Pakistan, son rival, a obtenu de la France la promesse de vente d'une centrale et d'une usine de régénération. Nous avons vendu des usines dans des endroits «très chauds» du globe: L'Afrique du Sud, la Corée du Sud. Ils ont suffisamment d'énergie, leur seul objectif: c'est la bombe.

Le commissariat à l'énergie atomique et l'E.D.F. (c'est pareil ailleurs) nous bourre le crâne. On ne veut pas nous dire que l'extension de l'énergie pacifique c'est d'en faire une «énergie militaire». Il est évident que c'est une façon de camoufler le budget militaire. On fait passer tout un tas de dépenses - dont la fabrication du plutonium - sur le dos du consommateur d'électricité.

### PERSPECTIVES ANTI - NUCLÉAIRES

La Bataille n'est pas perdue. Ces décisions ont été prises par d'autres que la volonté populaire. Les technocrates d'aujourd'hui nous disent: on prend les décisions pour vous parce que nous, nous savons et vous, vous ne savez pas. L'évolution de l'opinion publique explique la panique des autorités qui se sont fourvoyées dans cette voie sans espoir. C'est la raison pour laquelle vous êtes soumis à un véritable bourrage de crâne: ils ont peur parce qu'ils comprennent qu'ils ont perdu la partie. L'opinion publique mondiale est en train de gagner ; tout retard dans l'abandon de l'énergie atomique correspond à un gaspillage fantastique à vos dépens

C'est la première fois que je parle en France sur ce sujet, mais ce n'est pas la première fois que j'agis. En 1959 j'avais été scandalisé par un projet d'immersion de déchets radio-actifs en Méditerranée par le gouvernement Français. En huit jours, j'avais soulevé toute la population du coin. Les femmes et les enfants s'étaient couchés devant le train qui partait de Marcoule avec les bidons. Le convoi fut obligé de faire demi-tour.

La France après avoir effectué des immersions en Atlantique a changé de politique: elle enterre ses déchets.

Je ne sais d'ailleurs pas si elle le fait bien et de toute façon ça ne met pas forcément les déchets à l'abri du système de l'eau.

L'agence atomique européenne continue ses immersions en mer. Elle a jeté encore cet été des dizaines de milliers de tonnes de déchets radio-actifs dans la mer. Cette façon de se débarrasser «loin des yeux, loin du cœur» est grave, très grave, pas seulement pour les poissons, mais pour les générations futures.

«Faire payer nos fautes aux gens qui ne sont pas encore nés: voilà ce qu'on est en train de faire».

Avez-vous vu des fûts de déchets baillant comme des huîtres ainsi qu'on l'a dit à la radio ?

J'ai même des photos de cela. Aux U.S.A. en 54, 55 et 56 des immersions massives de déchets furent effectuées au large des côtes de l'Atlantique et du Pacifique dans les profondeurs assez grandes (3000 m !). 45.000 fûts ont été immergés, en 56 les U.S.A. ont aussi renoncé à cette technique, mais les fûts étaient là.

Récemment l'E.P.A. qui tient le rôle de ministère de l'environnement aux U.S. A. a signé un contrat avec deux organismes océanographiques importants. Il s'agissait d'utiliser des sous-marins de grandes profondeurs pour explorer les lieux de déversement des fûts. Evidemment ils ont trouvé ce que nous savions déjà (n'oublions pas que c'est une agence gouvernementale qui a mené l'action): à savoir que 15.000 fûts étaient complètement éventrés. Dans la région des prélèvements ont montré que la teneur en radio activité était cinq fois plus forte que la dose de sécurité. Tous les êtres marins de cette zone sont contaminés pour toujours, et refileront leurs contaminations dans toute la chaîne alimentaire.

Haroun Tazieff, autre scientifique n'a-t-il pas été contraint de quitter certains organismes «pour ses positions anti-nucléaires» ?

Il est évident que je n'ai pas de preuves écrites, mais la coïncidence est assez curieuse et correspond bien aux menaces dont j'avais été l'objet en 59.

Aujourd'hui dans la démocratie Française il y a des choses qu'on a pas le droit de toucher quand on est un simple citoyen ( ou un scientifique). C'est malheureusement le cas de ce qui est arrivé à TAZIEFF.

### ERREUR DE PROGRAMME

Si l'opinion publique se conscientise, E.D.F. continue d'imposer son béton.

Et quand les gens manifestent comme à Malville ou à Brockdorf, le pouvoir répond par une répression policière violente.

Que faire concrètement aujourd'hui ?

Les jeux, les fautes, qui ont été faits sont tellement gros (au niveau économique surtout) qu'il est difficile - déjà maintenant - aux autorités de revenir en arrière, pas étonnant qu'ils aient envoyé 50 personnes à l'hôpital au cours de la manifestation de Brokdorf.

**suite** ☞

# Que pense le commandant Cousteau du nucléaire ?
## ( suite de la page précédente )

Les autorités ne reviendront sur leurs fautes que contraintes et forcées !

Les erreurs de mon pays me font mal mais il y a une parenté entre le nucléaire et l'affaire du «Concorde». Concorde est une magnifique réussite technique mais c'est une erreur de programme. Et on s'est acharné sur ce mauvais programme pour prouver qu'on était les plus forts. Plus ça dure, plus ça coûte cher. J'ai peur qu'il arrive la même chose avec l'énergie nucléaire. On s'aperçoit qu'on a misé sur le mauvais cheval mais on a mis tellement d'enjeu sur lui, qu'on va essayer de le faire gagner, dût tout le monde en crever !

### MÉFIEZ-VOUS DE VOS ÉLUS

C'est un très gros problème, mais je pense qu'il est gagné d'avance parce qu'on ne peut rien faire contre une opinion publique «forte». Il est probable qu'ils essayeront de passer outre et qu'ils réussiront quelquefois à flanquer leur béton ; mais si nous continuons à nous acharner, et faire du prosélytisme, il arrivera un moment où le nucléaire ne sera plus possible. Seulement il vaut mieux que ce soit rapide car ça nous coûtera de plus en plus cher ! Lorsqu'on va être obligé d'abandonner toutes ces installations horriblement luxueuses, ça va faire mal très mal et plus on attend plus ça fera mal !.

Alors, que doit-on faire ? Il y aura des crises. Je suis par tendance plutôt non-violent. Je pense qu'il faut essayer d'éviter les conflits armés avec la Police. Néanmoins ce n'est qu'à force de manifestations de masse, dans lesquelles c'est la police qui fait preuve de violence et non pas le peuple, qu'on y arrivera. C'est au cours de manifestations comme celle-ci où il faudra subir des coups sans riposter. A force de voir des manifestants envoyés à l'hôpital ou en prison, LES GENS SE SOULEVERONT. Surtout: Méfiez-vous de vos élus, Car le pouvoir c'est vous...

### CHARBON

Le technocrate d'aujourd'hui a tendance à dire qu'il n'y a pas d'alternatives, que les énergies de remplacement sont des rêves d'écologistes hors de nos limites.

Une fois qu'on a dit ça «ex-cathedra» on s'imagine que la démonstration est faite. Le problème est mal posé.

Les énergies de remplacement existent, sont accessibles mais peut-être que les échéances que nous croyons raisonnables sont optimistes.

Comment faire le pont entre le pétrole qui disparaît et les énergies de remplacement qui ne seront mûres que dans 15 ou 20 ans ?

Ce qui m'étonne c'est que - justement - il n'y a pas de problème.

On a cru faire tomber Hitler en lui coupant le pétrole. Or, pendant toute la guerre, l'Allemagne a fait fonctionner ses tancks, ses avions, ses bagnoles avec du «Benzol» extrait du charbon. La gazéification et la liquéfaction du charbon ne posent pas de problèmes technologiques, ils ont été résolus il y a trente ans ! Or du charbon, il y en a dans le monde.

Aux taux actuels de consommation il y en a pour 450 ans au moins et en remplaçant le pétrole par du charbon il y a pour 80 ou 100 ans. Voilà de quoi faire le pont entre pétrole et solaire ! Et qu'on ne nous dise pas que nous n'avons pas de charbon ! - ne rigolons pas - on n'a pas de pétrole non plus. Ce n'est pas cela qui empêche nos bagnoles de marcher. On achète toute notre énergie et on continuera à l'acheter, car l'uranium français est presque épuisé et déjà on l'achète au Gabon et ailleurs. Il sera plus raisonnable d'acheter notre énergie sous la forme de charbon que d'uranium dans dix ans !.

### SOLAIRE

Prenez une usine atomique plutôt forte, elle fait à peu près 1000 Mégawatts (MW). Le Mégawatt, vous ne voyez peut-être pas très bien ce que ça représente mais une usine vous voyez bien le «gros machin» que ça représente. C'est une bonne unité: l'équivalent d'une usine atomique. Le Soleil fait tomber sur la terre tout le temps une certaine quantité d'énergie. Une partie est absorbée, une autre est réfléchie, une autre passe dans les plantes, crée les vagues, le vent ! etc... tout ça c'est de l'énergie solaire !.

La quantité qui tombe sur la terre équivaut à 178 millions d'usines atomiques. Si vous en prenez seulement le dix-millième - une quantité infime - vous avez beaucoup plus qu'on ne tirera jamais de l'énergie nucléaire.

### ÉNERGIE THERMIQUE DES MERS

Un français de génie Georges Claude avait, en 29 repris les idées d'un autre français de génie: DARSONVAL. Le physicien pensait qu'on pouvait faire tourner des turbines en utilisant les différences de température entre la surface et le fond des mers. En 29 en Belgique, G. Claude fait tourner une usine expérimentale. En 1930, il fait fonctionner une usine de 80 Kilowatts à Cuba.

Il échoue et se ruine sur un projet plus grand : Une usine à bord d'un bateau avec un tuyau qui pend le long de la coque. Un marin lui aurait dit qu'un tuyau ça casse ! Comme G. Claude n'avait pas de subventions, l'expérience a cessé. Mais il était désormais prouvé que 20° C de différence de température pouvait faire actionner une turbine.

L'E.D.F. a repris cette idée plus tard. On a fait des expériences à Abidjan (Côte d'Ivoire) et cela a très bien fonctionné. Le projet fut enterré parce qu'on avait fait un barrage à Abidjan qui suffisait à alimenter le secteur. Aujourd'hui malgré tous les efforts que j'ai fait auprès du gouvernement français pour le convaincre de reprendre cette idée, rien n'a été fait.

Cette idée est reprise évidemment aux USA ! Ce que je peux vous dire c'est qu'avec des coefficients très pessimistes (de l'ordre de 4 % de rendement) et en n'utilisant que le millième de l'énergie disponible facilement, on obtiendrait l'équivalent de 1600 centrales nucléaires. Quant au vent: simplement dans la partie centrale de la prairie américaine on peut extraire 200 usines nucléaires. Dans les régions côtières de l'Atlantique, en particulier en Europe, on peut en extraire à peu près 400.

Les gens qui vous disent qu'il n'y a pas d'alternatives ne sont pas honnêtes!.

### CHOMAGE

«On vous raconte des bobards extraordinaires, on vous dit par exemple que si on veut créer de l'emploi, enrayer le chômage, il faut développer l'énergie atomique. C'est faux. Un emploi dans le nucléaire demande un investissement de 150 millions d'anciens francs. Absurde ! c'est pas avec ça qu'on va réduire le chômage.

Faire de l'économie d'énergie dans le pays par contre ça permettrait de créer des dizaines de milliers d'emplois. Par exemple aller isoler les maisons ! et ça coûterait moins cher au gouvernement de donner des subventions pour le faire que de payer le nucléaire à des prix exorbitants. D'autant qu'il faudrait des gens qui n'ont pas besoin de sortir de Polytechnique pour faire cela. Mais des charpentiers, des vitriers, avec du bon courage et un salaire convenable.

### QUALITÉ DE LA VIE

On vous raconte que l'économie doit sans cesse croître, et que si la production stagne tout va s'arrêter, tout va être catastrophique, mais on confond quantité et qualité. On vous parle en tonnage au lieu de vous parler en valeur. L'industrie électronique utilise peu de matières premières, un peu d'électricité, énormément de savoir-faire, et d'emplois. Voilà un exemple d'industrie qu'on peut développer. Une industrie de qualité au lieu d'une industrie de quantité: gaspillage du briquet et des emballages coûteux que l'on jettent et qui représentent de l'énergie.

Je suis persuadé de la nécessité d'une haute science et haute technologie au service de la qualité. On ne mesure pas la qualité de la vie au tonnage d'acier qu'on produit mais à l'agrément du milieu dans lequel on vit.

### DÉCENTRALISATION ÉNERGÉTIQUE.

On vous raconte que le système de distribution actuel est merveilleux. Vous avez de grosses centrales, vous avez des chutes d'eau dans les Alpes, du charbon en Angleterre etc.. Tout ce que vous voudrez ! Eh bien sûr, tout cela relié par des câbles à haute tension (qui défigurent le paysage) qui vont à des transformateurs et à de beaux bureaux en arc de cercle, où un type en blouse blanche dis: «Tiens, la Bretagne n'a pas beaucoup d'énergie aujourd'hui, allo, l'Angleterre, vous en avez assez, oui, bon !» et«plouff» j'appuye sur un bouton et de l'énergie circule...

C'est très bien c'est jouer au train électrique ! Mais la vérité c'est que les deux-tiers de cette énergie se sont perdus dans le transport !

60 % de l'énergie perdus dans la distribution ! C'est-à-dire qu'au lieu de ce vaste système de distribution, si on avait de petites usines locales desservant les communautés d'une région on économiserait 60 % du pétrole... et on n'aurait pas besoin de toute cette bastringue atomique !

Le «on» c'est le complexe militaro-industriel - dans tous les pays y compris les pays du rideau de fer - pas de différence, ce n'est pas un problème politique.

### MORALE DE L'HISTOIRE et ESCROQUERIE

On nous raconte des bobards sur le nucléaire c'est une des raisons pour lesquelles nous devons passer au crible de notre propre jugement, de notre bon sens populaire (la chose la mieux partagée..). Nous devons utiliser notre bon sens pour dire «ça c'est idiot, ce qu'on nous raconte ,c'est pas vrai» Cela nous avons le droit de le dire !

... En Suède, le premier ministre a été viré à cause de son programme nucléaire. Son concurrent lui a demandé à la télévision: «Mr le premier ministre en votre âme et conscience, est-ce que vous pouvez nous garantir que votre programme nucléaire n'est pas dangereux ?» et le premier ministre Olof Palme, homme intègre a regardé la pointe de ses souliers.. et on a voté contre lui !

1977

# Le commandant COUSTEAU devant 2.000 personnes :

## « Halte à l'escroquerie nucléaire »

## Ce sont les générations de demain qui paieront nos erreurs d'aujourd'hui

*Le commandant Cousteau : l'un des Français les plus connus à l'étranger.*

CHALON. — Après Haroun Tazieff, Yves Lenoir, Daniel Bret et Jean Oréa, le commandant Cousteau était hier soir l'invité du Comité de Coordination anti-nucléaire.

Jean-Yves Cousteau est sans doute l'un des Français les plus connus de l'étranger et plus particulièrement aux Etats-Unis. Cousteau, c'est l'explorateur sous-marin, c'est le commandant de la célèbre « Calypso », c'est l'auteur de merveilleux films comme « Le monde sans soleil », « Le requin », « Les dauphins et la liberté »...

Deux mille personnes avaient pris d'assaut la salle Marcel-Sembat pour venir entendre le commandant Cousteau. Et quand l'auteur du « Monde du silence » se met à parler, il ne mâche pas ses mots : « Nous n'avons absolument pas besoin de nucléaire pour assurer le développement économique. On vous raconte toute une série de mensonges sur la soit-disant sécurité du système nucléaire, sécurité qui n'est absolument pas assurée. C'est une escroquerie ».

C'est, comme on le comprendra facilement la pollution des mers par l'immersion des déchets radio-actifs qui ont amené le commandant Cousteau à se lancer dans cette lutte contre le nucléaire.

Il y a quelques années, un sous-marin avait exploré les lieux sur lesquels les Etats-Unis avaient immergé leurs déchets radio-actifs. Sur les quelque 45.000 fûts immergés, 15.000 environ étaient éventrés, polluant l'eau environnante pour des centaines d'années.

Cousteau, par la suite, dénonçait ce qu'il appelle les « bobards nucléaires ».

— L'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Même en temps de paix, il n'est pas possible de dissocier l'énergie nucléaire pacifique de la bombe atomique. Exemple, l'Inde il y a quelques années.

— La création d'emplois. Selon lui un emploi créé dans ce domaine reviendrait à 1,5 million de francs.

— L'alternative au nucléaire. Pour le commandant Cousteau, elle existe bel et bien, tout comme existent des énergies de remplacement, des énergies douces et renouvelables. « L'énergie solaire, le vent... ne sont pas simplement des rêves d'écologistes » et de citer l'exemple de la construction aux Etats-Unis de deux usines flottantes qui utiliseraient les différences de températures entre les eaux de surface et les eaux profondes.

Il est vrai que si ces énergies existent, elles ne nous sont pas vraiment accessibles. Mais entre temps, on peut tout de même se passer des services de l'atome pour remplacer le pétrole, en utilisant ce bon vieux charbon. Les réserves connues nous permettront d'attendre ces énergies nouvelles.

— L'indépendance énergétique. « Que ce soit le pétrole, le charbon et l'uranium, notre pays devra toujours acheter son énergie ».

En fait, concluait le commandant Cousteau, notre erreur c'est de vouloir ramener les problèmes humains aux seuls critères économiques. Nous avons misé sur le mauvais cheval. Mais les enjeux sont tellement importants qu'on ne peut plus faire marche arrière. Et on fait tout pour que ce cheval arrive. C'est en cela que le nucléaire n'est qu'une escroquerie. Malheureusement, ce sont les générations de demain qui paieront nos erreurs d'aujourd'hui.

J.G.

*2.000 personnes environ pour écouter le commandant Cousteau*

OCT

# CONTRE LA BARBARIE CAPITALISTE !
# EN AVANT VERS LE COMMUNISME !

Au mépris complet des besoins et des aspirations de l'immense majorité des travailleurs et du peuple, la bourgeoisie cherche à l'occasion de la crise ( dont elle est l'entière responsable), à imposer, une fois de plus, sa dictature politique, appuyée sur l'Etat bourgeois, par:

-- Le chômage qui ne cesse de s'étendre,
-- Les menaces de licenciements qui se multiplient,
-- Les revenus des classes populaires qui sont continuellement attaqués !!

NON SEULEMENT, le fric supplémentaire qu'elle nous extorque de cette façon sert à financer les nouveaux bagnes du type Framatome (barbelés, flics, travail posté, salaires bas et profits lourds..), mais EN PLUS, c'est pour fabriquer des trucs nucléaires dont les dangers d'utilisation vont dégrader encore plus les conditions d'existence de tout le peuple (n'est-ce pas de la barbarie ?)

C'est bien simple, la situation est telle qu'il n'y a pas 36 solutions pour faire échec à ce plan:

C'EST EUX OU NOUS !!!

Aujourd'hui pour préserver les intérêts des travailleurs des villes et des champs, ainsi que ceux du peuple (emploi et revenu garanti, pas un seul licenciement, vivre et travailler au pays dans de bonne conditions, etc...) IL EST NECESSAIRE D'INFLIGER UNE DEFAITE POLITIQUE PROLONGEE A GISCARD-BARRE ET CHIRAC !!!

Pour ça, il faut démontrer concrétement que nous ne voulons plus de ce régime pourri, pas plus que nous ne voulons du capitalisme d'Etat du (P.C.F.) ou du capitalisme social-démocrate "autogestionnaire" (P.S.), qui ne sont que des solutions de replatrâge et de maintien du même systéme d'exploitation des couches populaires.

Pour faire cette démonstration, il est urgent et indispensable de mener des actions directes qui développent L'UNITE REVOLUTIONNAIRE ENTRE:

-- Travailleurs et anti-nucléaires (comme aujourd'hui par exemple),
-- travailleurs français et immigrés,
-- Hommes et femmes travailleuses,
-- Ouvriers, employés et petits et moyens paysans,
-- Chômeurs et actifs,
-- L'usine et les quartiers.

En sommes de construire, avec l'O.C.T.,

L'UNITE OUVRIERE ET POPULAIRE !
POUR FRAPPER TOUS ENSEMBLE !!
POUR CHASSER GISCARD SANS ATTENDRE 1978 !!

ORGANISATION COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS / CHALON

imp. spec. supp. au n° 15 de l'ETINCELLE

# Week-end anti-nucléaire à Chalon

Une quarantaine de tracteurs et un cortège de manifestants ont envahi les rues centrales de Châlon-sur-Saône, hier après-midi. Ils entendaient ainsi protester contre le choix nucléaire dans son principe général, et contre le choix précis de la vallée de la Saône, entre Châlon et Tournus, pour l'implantation d'un complexe nucléaire.

Conduits par des agriculteurs de tous âges, venus des communes concernées par ce projet nucléaire, les tracteurs véhiculaient des pancarts du genre : « Notre énergie, c'est nos fourches et nos fusils », « E.D.F. joue avec la mort », ou « Seveso, c'était pas dangereux ! »

Derrière les tracteurs marchaient des élus, arborant l'écharpe tricolore. Dans la région existe, en effet, une association d'élus « anti-nucléaire », qui groupe notamment plusieurs dizaines de maires, apparentés à la majorité aussi bien qu'à l'opposition.

Suivaient enfin 1 500 à 2 000 manifestants, dont une forte proportion venait de l'extérieur de la Saône-et-Loire, de Malville et Grenoble, de Lyon et du Beaujolais, de Dijon, de Paris, etc...

Le parti socialiste, le P.S.U., la C.F.D.T. et la Fédération des exploitants agricoles joignaient leurs banderoles à celles des comités lycéens, des groupes écologiques ou du comité populaire anti-capitaliste.

Aucun incident n'a d'ailleurs troublé cette manifestation, qui a duré deux heures et demie, pas mêmes les interventions de passants qui demandaient si, après avoir obtenu la fermeture des usines Framatome et des unités de Creusot-Loire orientées vers la construction de centrales, on devrait aussi manifester contre le chômage, comme en Lorraine.

A la mairie de Châlon, le comité de coordination anti-nucléaire a été reçu par l'adjoint chargé des questions d'environnement, entouré de conseillers municipaux socialistes et d'un conseiller communiste, bien que le P.C. n'ait pas directement pris part à la manifestation.

Puis une partie du cortège s'est reconstituée à quelques kilomètres de Châlon, pour visiter le site possible, probable, ou certain, selon les sources.

Les organisateurs du mouvement affirment que le complexe du Val de Saône comprendra un surrégénérateur et une usine d'enrichissement.

Pour sensibiliser l'opinion publique, ils envisagent de s'adresser aux ménagères chalonnaises en parcourant ce matin les artères commerçantes de la ville, et aux jeunes l'après-midi, par le truchement d'une exposition et d'un spectacle folk.

Entre temps, hier soir à Tournus, deux savants atomistes du C.E.R.N. de Genève ont pris part à un débat sur les dangers des surrégénérateurs et le choix nucléaire.

Un autre grand rendez-vous anti-nucléaire a déjà été lancé par le comité Malville, pour les derniers jours de juillet : après une « longue marche » passant par plusieurs sites nucléaires choisis ou projetés, le comité tentera de récupérer le périmètre de Creys-Malville, de façon « non violente mais active ».

Nous avons demandé à M. Jean Amet, préfet de Saône-et-Loire, où en était le projet de centrale nucléaire du Val-de-Saône. Voici sa réponse :

« Je confirme ce que j'ai déjà déclaré à plusieurs reprises. Des études sont actuellement menées par E.D.F. pour rechercher, dans le Val-de-Saône comme en d'autres endroits de France, des sites susceptibles de convenir à une éventuelle implantation de centrale nucléaire. Ces études comprennent notamment des sondages de sol, des observations météorologiques, etc.

« Mais, pour qu'il y ait un projet de construction de centrale nucléaire, il faut d'abord que E.D.F. établisse un dossier complet indiquant la localisation, le type de centrale, la description des bâtiments et des équipements et il faut surtout que le gouvernement prenne en considération ce dossier et qu'il décide d'entreprendre les longues procédures de concertation et de consultation préalables à la déclaration d'utilité publique de l'opération.

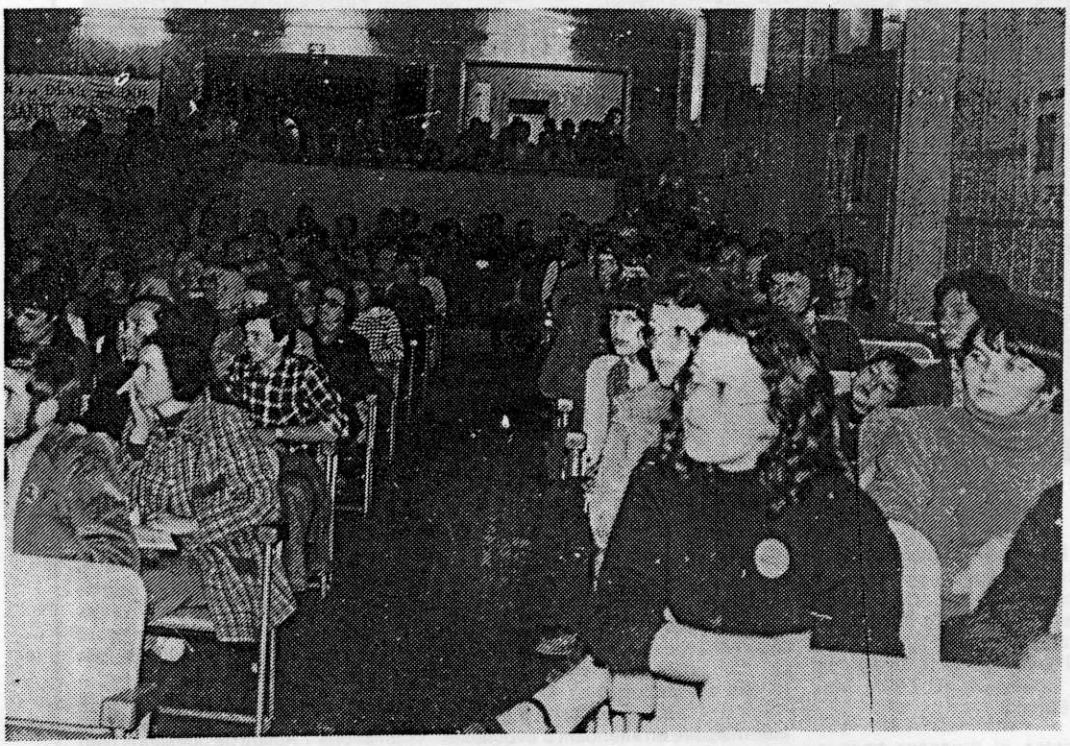
« Or, actuellement, le gouvernement n'a pas pris position. Il a certes établi des programmes nationaux de construction de centrales nucléaires, mais le Val-de-Saône n'y figure pas. Ainsi, nul ne peut dire qu'une centrale nucléaire se construira en Saône-et-Loire ni, au cas où elle sera projetée, de quel type elle serait ou à quelle époque (dans cinq ans, dans dix ans) serait prévue sa construction.

« Malgré tout, certains groupements n'hésitent pas à prétendre que des décisions ont été prises et qu'un projet, dont on donne même les caractéristiques, a été accepté. De telles affirmations sont contraires à la vérité. »

-MANIFESTATION D'AVRIL 1977-

LES CENTRALES NUCLÉAIRES ON N'EN VEUT PAS !

# TOURNUS : Plus de 500 personnes ont assisté à la conférence des ingénieurs du C.E.R.N. sur les dangers de l'énergie nucléaire



Après la manifestation de Chalon, nombreux sont ceux qui sont venus rejoindre les Tournusiens, salle du Madeleine-Palace, pour assister à la conférence organisée par S.O.S. Nature du Tournugeois et animée par M. Treille et Burnod, ingénieurs au C.E.R.N. de Genève. Au total, bien plus de 500 personnes qui, trois heures durant, ont suivi avec intérêt les explications et commentaires des deux conférenciers.

## ● L'ENERGIE DE TRANSITION C'EST PEUT-ETRE BIEN UNE NOUVELLE ECONOMIE DE L'ENERGIE

Des explications et commentaires, très techniques et très précis, de M. Treille concernant les principes de fonctionnement des centrales nucléaires en général et du surgénérateur (type Super Phenix) en particulier, nous retiendrons :

— La réserve, la prudence et le scepticisme formulés à l'égard d'une technique qui ne fonctionne qu'en théorie : la surrégénération, aujourd'hui, ne se fait toujours pas ; le retraitement des déchets ne remplit pas ses fonctions initiales et l'énergie absorbée pour la mise en place de cette technique risque de compromettre définitivement la rentabilité initialement prévue.

— L'énergie nucléaire, vu les réserves d'uranium et même en tenant compte du phénomène de surrégénération, ne sera jamais qu'une énergie de transition. A ce sujet, M. Treille devait indiquer que cette énergie de transition, en attendant d'exploiter véritablement le « solaire » et la « fusion », pourrait bien être, pourvu qu'on le désire vraiment, une nouvelle économie de l'énergie. Une nouvelle économie au sens politique, à savoir, une nouvelle science de la production (l'énergie nucléaire n'est pas la seule) et surtout une nouvelle science de la consommation des richesses. Plus que la lutte contre le gaspillage d'énergie, c'est un problème de société qui apparaît clairement. On y revient toujours.

## ● L'ENERGIE : SOURCE DE MIEUX-ETRE OU SOURCE DE PROFIT ?

Dans son intervention, M. Burnod devait, quant à lui, s'attacher plus particulièrement à démontrer l'illogisme qu'il y a à vouloir vivre dans l'abondance, alors que les réserves d'énergie permettant de créer cette abondance s'épuisent. Faut-il vivre pour consommer ou consommer pour vivre ?

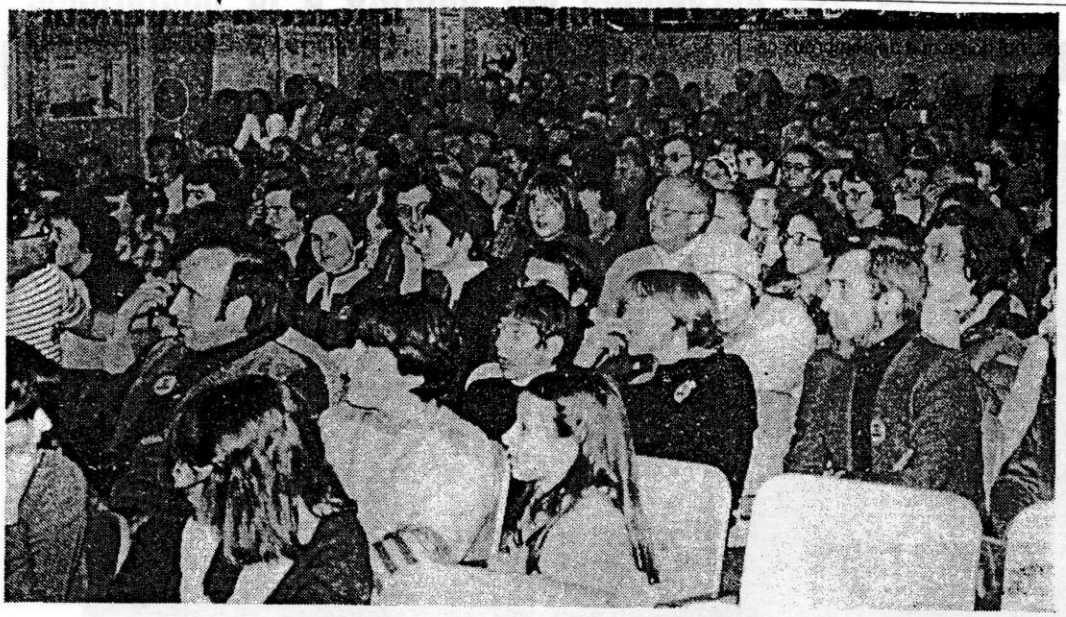
Autre point évoqué par M. Burnod : les ressources s'épuisent, mais tous les projets sont faits comme si ces ressources étaient inépuisables. Qui étudie ? Qui décide ? Impossible de répondre tant les techniciens sont nombreux. Les responsabilités, à force d'être partagées, n'appartiennent plus à personne.

A cette conférence, on notait aux côtés des membres de S.O.S. Nature, la présence de M. Gautheron, maire de Tournus, ainsi que celle de plusieurs conseillers municipaux.

Notre photo. — Salle du Madeleine-Palace, ce samedi soir.

# TOURNUS

**Le COURRIER de Saône et loire**
**28/04/77**



*La salle du Madeleine-Palace lors de la réunion*

S.O.S. Nature du Tournugeois organisait ce dernier samedi une conférence-information sur les dangers du nucléaire. Plus de 500 personnes salle du Madeleine-Palace au moment de l'ouverture de la séance par les deux ingénieurs du CERN, MM. Treille et Burnod.

Scepticisme et prudence transparaissaient chaque fois que le problème d'implantation d'un surrégénérateur dans le Val de Saône était évoqué. Retraitement des déchets, dépense d'énergie pour la mise en place sont formellement en défaveur d'un tel projet. De plus les réserves d'uranium n'étant pas inépuisables, il ne pourrait s'agir que d'une production d'énergie intermédiaire en attendant d'évoquer le vrai problème des énergies solaires et de fusion.

Le mieux-vivre à tout prix par, la consommation toujours plus grande d'énergie ne doit-il pas s'effacer devant les innombrables problèmes et dangers d'un programme actuel pas toujours très bien maîtrisé ? D'autres solutions sont-elles envisageables et réalisables ? Qui décide des grandes orientations ? Autant de questions bien souvent sans réponse évoquées lors de la réunion.

## *invité des Elus du Val de Saône* le Pr. Lebreton :

# *« La population ne doit pas laisser une poignée de gens décider pour elle en matière de nucléaire »*

Philippe Lebreton : un ancien ingénieur de Péchiney-Ugine-Kulman aujourd'hui biologiste à l'Université Claude Bernard de Lyon. Un homme de laboratoire qui comme Haroun Tazieff, Alain Bombard, Paul-Emile Victor, le commandant Cousteau ou quelques sommités scientifiques se déclare résolument hostile à l'énergie nucléaire de fission. Au nom de la technologie, sans doute, qu'il juge incertaine et dangereuse. Mais peut-être plus encore au nom d'une certaine conception de l'homme et de la société. Car « le nucléaire, dit-il, c'est un tout à prendre ou à laisser. Une chaîne dont on ne peut accepter un maillon sans l'accepter dans son entier, et qui englobe aussi bien l'extraction de l'uranium que le retraitement des déchets en passant par les usines d'enrichissement du minerai, l'évacuation de l'électricité par des forêts de lignes à haute tension ou la régulation des cours d'eau par des barrages de retenue pour permettre le refroidissement des centrales ». Un « tout », certes difficile à percevoir dans son ensemble mais que le professeur Lebreton a précisément voulu disséquer hier soir à la Maison de la Culture de Chalon devant un auditoire de députés, de conseillers généraux, de maires et de conseillers municipaux venus de tout le Val de Saône. Quelques 250 élus au total parmi lesquels MM. Braillon et Joxe, députés, et M. Leschenault, sénateur, désireux, comme leurs collègues, de compléter leur information sur les problèmes posés par le développement de l'énergie nucléaire et en particulier par le fonctionnement des centrales atomiques.

Il s'agissait là, en effet, de la première réunion de ce type organisée par l'Association des élus pour la sauvegarde et l'aménagement du Val de Saône : une association crée en janvier dernier à l'initiative des cantons de Sennecey et de Tournus ouverte à tous les conseillers municipaux et qui regroupe à ce jour plus de quatre cents adhérents, représentant 154 communes de Saône-et-Loire, réparties entre Verdun-sur-le Doubs et Mâcon. Animée par son président, M. Cyprien Gay, conseiller municipal de Gigny-sur-Saône, MM. Colin, vice-président et Berger, secrétaire, cet organisme s'est fixé pour but de s'opposer « par tous moyens en son pouvoir à l'implantation d'une centrale nucléaire dans le Val de Saône, ainsi qu'à tout autre projet d'industrialisation outrancière dont l'étude serait décidée sans l'accord des élus ». A ce titre elle a participé au soutien des inculpés de Marnay en juillet dernier et envoyé des délégués lors de la manifestation de Malville, aux côtés des élus de l'Isère dont elle partage les inquiétudes. Car n'est-ce pas le président de la République lui-même qui, comme le rappelait le Pr Lebreton en exergue à son exposé, a solennellement affirmé « qu'il ne s'agit pas d'imposer aux Français un environnement conçu en dehors d'eux » et que dans la concertation les élus doivent avoir le dernier mot ».

En tout cas, le conférencier ne devait laisser planer aucune obscurité sur les risques que selon lui l'énergie nucléaire est susceptible de faire peser sur les populations, terminant son propos en expliquant le fonctionnement d'un surgénérateur. et décrivant les problèmes posés tant par le plutonium et le sodium utilisés dans ce type de centrale que par la sûreté même du réacteur. Il citait notamment, photo à l'appui, un document émanant du bulletin scientifique et technique du Commissariat à l'énergie atomique qui n'exclut pas du tout l'hypothèse, dans un surgénérateur, d'une explosion nucléaire. Le seul problème étant de savoir si la couverture de béton prévue par les techniciens pourra tenir — ou non — le choc...

Et de conclure avec force « qu'il ne fallait pas attendre les vraies réponses des techniciens ». Certes, reconnaissait-il, une information technique est nécessaire, « mais ajoutait-il, ce doit être à l'ensemble de la population de se prononcer sur le mode de vie qu'elle souhaite dans l'avenir, compte tenu des conséquences draconiennes que le nucléaire implique en matière de sécurité ».

**COURRIER**

**du 5 et 6/11/77**

EDF INTENTE UN PROCES AUX ANTINUCLEAIRES DU VAL DE SAONE

le VENDREDI 8 JUILLET 77 à 9 h ,trois habitants de MARNAY, Annick MOTTET,Gerard MOTTEY et Daniel THEVENIAUX, accusés d'avoir coupé des barbelés et ôté des élements de sondage sur les sites de MARNAY GIGNY SAINT CYR, passeront au tribunal correctionnel de CHALON SUR SAONE.

POURQUOI EDF S'ATTAQUE 6 T- ELLE A CES 3 PERSONNES ?

LESdégâts causés sont infimes, mais ils ont une VALEUR SYMBOLIQUE évidente:

le REFUS de la part des populations de voir s'implanter un complexe nucléaire dans le Val de Saône.

APRES LES SONDAGES DE TERRAIN EDF FAIT UNE SORTE DE SONDAGE D'OPINION

Elle veut sonder la force populaire à laquelle elle devra faire face.

N'a-t-on pas compris ce que désiraient les 2000 manifestants et les 45 tracteurs qui ont défilé le23 avril à CHALON?

alors donnons une nouvelle réponse à EDF ,une réponse qui signifiera:

-nous demandons à être tous inculpés au même titre que les 3 habitants de MARNAY.

6

-nous sommes déterminés à ne laisser entreprendre aucun chantier nucléaire dans notre région;

LA COORDINATION ANTI-NUCLEAIRE DU VAL DE SAONE INVITE TOUTE LA POPULATION A SE RENDRE AU TRIBUNAL DE CHALON SUR SAONE SOUTENIR LES LES 3 INCULPES ,

LE VENDREDI 8 JUILLET A 9 HEURES

si nous savons montrer notre calme mais ferme détermination le nucléaire dira enfin "non au Val de SAONE" ,mais il faut mériter une pareille victoire.

lorsque la nocivité des installations nucléaires déjà en place ne pourra plu être cachée ,les pouvoirs publics auront tendance à se disculper en rejetant la responsabilité sur les populations qui auront "accepté le risque du nucléaire sans y être vraiment contraintes":

AVIS AUX AMATEURS DE NEUERONS **JUILLET 1977**

# Réorientation

Après la «douche» de Malville (1 mort, 100 blessés parmi les manifestants), et la poursuite de la construction de Superphénix, le mouvement antinucléaire dans le Val de Saône va se «réorienté».

A l'issue de la bataille pour l'organisation d'un rassemblement, sur le site de Boyer, le 2 juillet 78, la Coordination Antinucléaire du Val de Saône (CAVS) va connaître une prise en main par « l'extrême-gauche» présente dans des comités. Cette présence marquera de son empreinte le mouvement.

-"Ouverture" vers les travailleurs du nucléaire (usines Delle-Alsthom, Framatome et Creusôt-Loire présentent sur Chalon ).

-Contacts avec des paysans de la région, mais aussi avec ceux du Pellerin (Bretagne), qui se sont opposés victorieusement au projet de centrale.

-Solidarité et convergences avec d'autres «centres» de contestations dans la société (lutte des femmes, paysans du Larzac, luttes contre le racisme..)

GROUPE POUR LA FONDATION DE
L'UNION DES COMMUNISTES DE FRANCE MARXISTES-LENINISTES
**UCFML**

# NUCLEAIRE, ECOLOGIE, ET POLITIQUE REVOLUTIONNAIRE

1) Les maoistes de l'U.C.F.M.L. et des Comités Populaires Anti-Capitalistes, dans la lutte anti-nucléaire. UN EXEMPLE: Châlon sur Saône

2) Le mouvement anti-nucléaire

3) LE PELLERIN: le peuple des campagnes dans la lutte anti-nucléaire ou comment a été gagnée la bataille de «l'enquête d'utilité publique»

4) L'électro-nucléaire: un des axes prioritaires du redéploiement des impérialismes occidentaux

ANNEXES:
- tract PCF Châlon
- tract UCFML Châlon (encarté en page centrale)

suite ☞

# NUCLEAIRE, ECOLOGIE, ET POLITIQUE REVOLUTIONNAIRE

(suite de la page précédente)

## -1-

## LES MAOISTES DE L'UCFML ET DES COMITES POPULAIRES ANTI-CAPITALISTES DANS LA LUTTE ANTI-NUCLEAIRE UN EXEMPLE : CHALON-SUR-SAONE

Vous arrivez à Châlon s/Saône, vous êtes en pleine zone d'action du capitalisme sauvage, vous êtes sur l'axe Rhône/Saône, et bientôt Rhône/Rhin. Parmi les usines des grands monopoles (Kodak, Alsthom, Philips, Pont à Mousson), vous avez l'empire Empain-Schneider avec ses deux usines: Creusot Loire (1500 personnes), et Framatome (800) spécialisées dans la production des chaudières nucléaires et de Super-Phénix.

Les travaux de construction de Framatome, c'était un véritable petit Fos. Le groupe Empain-Schneider a mis le paquet : port artificiel pour grosses péniches, pont tout neuf sur la Saône ( un milliard A.F. pavé pour moitié par la municipalité de gauche avec les lourds impôts locaux )qui relie directement à la voie express du Creusot. Et puis, il y a cette «belle» usine en plein champ, entourée de barbelés, puis d'un chemin de ronde, puis d'une ligne de 5000 volts puis de chevaux de frise. Le nucléaire est bien protégé.

Depuis qu'ils donnent dans le nucléaire, Creusot Loire et Framatome ont embauché 1200 personnes (OP surtout), qui sont souvent des licenciés d'usines de toute la région. Alors on raconte que le nucléaire, ça crée la prospérité de Châlon s/Saône.

Ensuite, vous descendez vers le sud : c'est le Val de Saône convoité par EDF. Entre Châlon s/Saône et Tournus (une petite ville très touchée par la crise), 27 km de campagnes habitées par des paysans, des retraités, beaucoup d'ouvriers et d'employés dans les deux villes; des campagnes qui ont déjà souffert du capitalisme sauvage : poussée urbaine, autoroute A6; des campagnes où dans plusieurs villages la lutte a été dure sur les remembrements (à Marnay plusieurs paysans ont fait de la prison pour avoir balancé les bornes du remembrement en Saône).

Et bien là, sur trois communes, l'État projette la construction d'un complexe nucléaire de grande puissance : 2 fois 1800 W plus une usine d'enrichissement du minerai, c'est le projet «Saône 10.000» : 1200 ha de terres convoitées et 30 exploitations agricoles menacées de disparition. Autrement dit, ce projet signifie l'expropriation massive, l'expulsion de paysans, la ruine définitive de cette campagne et des menaces très graves sur la santé des populations de toute la région.

Oh bien sûr, rien d'officiel dans tout cela ! Mr d'Ornano a même dit qu'il n'y aurait pas de centrale en Bourgogne ! Mais quand on voit l'EDF procéder aux premiers sondages, il y a une centrale dans l'air. Et puis pourquoi tous ces voyages à Bugey offerts aux ouvriers de Creusot Loire, de Framatome et aux élus de la région ? On voit bien que la bourgeoisie cherche des appuis pour préparer ses mauvais coups. Enfin, en août 77, une revue «écologiste» publie le plan de la future centrale tel qu'il devrait être soumis à l'enquête d'utilité publique.

### Un fort courant d'opinion anti-nucléaire.

Dans la région on n'a pas attendu des certitudes pour se mobiliser. Dès 1976, réunions, manifestations sur le site et en ville se multiplient. Des comités anti-nucléaires surgissent çà et là et se regroupent dans «la coordination Anti-Nucléaire du Val de Saône».

Dans ces réunions et manifestations qui regroupent des milliers de personnes, on voit des **gens du peuple de la ville avec des gens du peuple de la campagne**. Voilà un camp du peuple tout nouveau, riche d'avenir. Le 23 avril 1977 dans les rues de Châlon, 2500 manifestants ont défilé derrière 50 tracteurs; sur l'un des tracteurs, une pancarte : «Notre énergie, c'est nos fourches et nos fusils! » La bourgeoisie n'aime pas une telle alliance : les barbouzes de Framatome suivent la manif pour voir les ouvriers de l'usine qui y sont. Toutes les forces politiques bourgeoises vont prendre position : le PCF dit clairement qu'il veut du nucléaire «démocratique»; le PS dit «oui, mais»; RPR et PR :«oui».

Un tel mouvement, il faut en prendre la mesure, surtout quand les élections municipales approchent et que les législatives sont dans un an. Alors, quand des élus des petites communes du Val vont créer l' «Association des élus du Val de Saône», les forces bourgeoises s'y infiltrent rapidement. On y trouve maintenant le député PS de Chalon et le député RPR du coin, pro-nucléaires à Paris, anti en province.



suite ☞

# NUCLEAIRE, ECOLOGIE, ET POLITIQUE REVOLUTIONNAIRE

## (suite de la page précédente)

**Courant d'opinion ou détachement du peuple ?**

On ne se contente pas de dire : «Pas de centrale le Val de Saone veut vivre», on le pratique . En juillet 76, une manifestation chasse les sondeurs du site . En avril 77, la station météo est balayée .

Dans ce combat, le peuple des campagnes est au premier rang . Quand l'EDF implante ses tuyaux de sondage comme en terrain conquis, il sait qu'un mauvais coup se prépare . Parfois, un tracteur ou une moissonneuse ne voient pas un tuyau . Et puis trois jeunes paysans vont déboucher symboliquement un sondage . Ils sont dénoncés par l'EDF qui surveillait, et traînés devant les tribunaux . L'épreuve de force entre l'État et le peuple commence vraiment avec ce procès du 3 juillet 1977 .

De quoi s'agit-il pour l'État ? De saper le mouvement anti-centrale . Le procès revèle dans toute sa splendeur la méthode de récupération d'un courant d'opinion par le PS . L'avocat PS fait citer une série de témoins parmi lesquels les PSU, CFDT . Quelle différence entre le témoignage de ce paysan qui vient affirmer sa solidarité contre la perte de l'outil de travail et ces bavards qui viennent pleurer sur l'absence de débat sur le problème nucléaire . A tel point que le substitut du procureur leur demandent s'ils ne prennent pas les accusés pour des «assistés intellectuels» ! Enfin, la plaidoierie se fera sur le thème : «Dépêchez vous de négocier avec les élus sinon les paysans vont sortir les fourches» ; ce monsieur, conseiller municipal de Chalon préfère citer la lettre de Joxe député PS que la pétition des 65 paysans du Val affirmant leur solidarité avec les trois jeunes, leur volonté de garder leur outil de travail .

Comme il n'est pas facile de jeter des paysans en prison, l'État préfère les prendre en otages : légère condamnation (2000 F avec sursis), mais expertise pour les dégâts ( EDF demande plusieurs millions) . Donc, en menaçant de ruine ces trois jeunes, l'État veut montrer qu'il écrasera ceux qui se lèveront contre son projet . L'enjeu est de taille : le mouvement anti-nucléaire saura-t-il protéger ces trois jeunes ?

Dans une première étape, il a fallu prendre la mesure du mouvement . Cela n'a pas été sans erreur comme pendant la manifestation du 23 avril 77 où nous n'avons pas su appeler concrètement à l'unité du peuple des villes et des campagnes. et où nous avons attaqué vivement la Coordination de façon abstraite . Ensuite, une vaste enquête de l'ensemble du pôle maoïste a suivi dans les campagnes du Val de Saone .

Cette enquête se concrétise par une directive en cinq points , «Cinq choses à faire pour être une force victorieuse contre le projet de centrale» . Pourquoi ces cinq points ? Constituer **un front uni solide** suppose s'emparer de deux questions décisives : la terre, et la solidarité face à la répression .

1) Actuellement, EDF n'a encore pas mis la main sur 1m2 de terrain . Il s'agit donc de prendre les mesures pour l'en empêcher :
- que les propriétaires concernés s'engagent publiquement à ne pas vendre .
- sachant ainsi qui risque de vendre, se préparer à occuper le terrain .

D'où le premier point qui porte sur le contrôle du foncier .

Ceci dit, il faut bien voir que le remembrement , la lutte sur le foncier et l'élimination des plus pauvres voici dix ans a laissé des traces, de sérieuses divisions non résolues . C'est pour cela que le deuxième point porte sur la nécessité de faire le bilan de cette période, afin que l'EDF ne puisse pas utiliser ces contradictions pour acheter .

2) La deuxième question décisive, c'est de soutenir les trois jeunes paysans menacés et de faire reculer EDF .

Le 3 décembre 77, le pôle maoïste a appelé à manifester à Chalon pour exiger le non-lieu définitif . Les Comités anti-nucléaires divisés sur ce point n' ont pas cru bon de s'y associer malgré nos propositions unitaires, prétextant qu'il qu'il fallait attendre, etc... Ces personnes ne saisissent pas l'enjeu et ne voient pas qu'un mouvement qui ne protège pas ses combattants présente de graves faiblesses . Néanmoins,5o personnes ont manifesté de façon très enthousiaste, en ville scandant :
«Pas un sou, pas un pouce de terrain à EDF»
«Solidarité avec les paysans de Marnay»
«Unité du peuple villes-campagnes»

**suite** ☞

# NUCLEAIRE, ECOLOGIE, ET POLITIQUE REVOLUTIONNAIRE

## (suite de la page précédente)

Les prises de parole en ville, les enquètes ont montré que l'idée d'une solidarité peuple des villes - peuple des campagnes était vivante, et constituait un puissant arrière à la résistance du peuple des campagnes .

L'affaire n'est pas finie . Un militant anti-nucléaire de la ville a été traduit en justive par la mairie de Chalon PC/PS pour avoir bombé sur les murs après Malville; lui aussi est sous expertise !!!

Constituer une vraie force, un détachement du peuple, c'est la tâche du pôle maoïste .

- En ville : en clarifiant le rapport du peuple des villes au peuple des campagnes . Que le peuple des villes dépasse son rapport au peuple des campagnes uniquement à travers le nucléaire, et prenne position sur les enjeux de la lutte des classes à la campagne : élimination des paysans pauvres et moyens, ou transformation révolutionnaire des campagnes ?

C'est l'axe du travail du Comité Populaire Anti-Capitaliste, du noyau ouvrier maoïste et de la région UCFML .

- A la campagne : il s'agit d'avancer dans la consolidation du camp du peuple anti-centrale à travers la discussion et la mise en application des 5 points et d'y articuler la nécessité de prendre position sur l'avenir des campagnes . Pour cela, la constitution du CPAC des campagnes est à l'ordre du jour en tant que centre des idées et des pratqiues avancées au sein du peuple .

## - 2 -

## LE MOUVEMENT ANTI-NUCLEAIRE

Malville, Larzac, Flamanville, Le Pellerin, Gerstheim . Des villages, un plateau où des milliers de gens se sont retrouvés cet été au cours de rassemblements qui ont témoigné la vigueur de l'opposition populaire aux projets étatiques de centrales nucléaires, de camp militaire .

Ce qu'on appelle le mouvement écologiste, le mouvement anti-nucléaire s'était donné rendez-vous à Malville, point culminant de «L'été anti-nucléaire». L'état avait envoyé ses CRS et gardes mobiles: Vital Michalon a été tué .

L'acharnement de l'Etat à écraser le rassemblement de Malville, les multiples procès intentés aux anti-nucléaires, les déploiements de CRS sur les sites montrent à l'évidence que l'enjeu est de taille pour l'impérialisme français . Pour lui, le programme électronucléaire, dit tout nucléaire, joue le rôle d'une bouée de sauvetage pour sortir de sa crise , un axe de réorganisation, de redéploiement . C'est ce que nous analyserons dans la deuxième partie de cette brochure .

Ce mouvement rassemble un camp du peuple complexe : jeunes ouvriers, jeunesse scolarisée, petite et moyenne bourgeoisie des villes, peuple des campagnes; camp sans équivalent depuis 1968 qui s'explique par ses deux origines : les villes et les campagnes . C'est une bonne chose . Dans la dernière période, c'est le seul mouvement de masse à la fois de résistance anti-capitaliste et porteur d'éléments du programme populaire, sur les rapports villes/campagnes en particulier . Par là, ce combat engage deux projets de société complètement antagoniques : impérialisme ou socialisme . Il s'agit bien là d'un grand combat révolutionnaire de notre temps .

La bourgeoisie impérialiste d'ailleurs ne s'y trompe pas . Elle a d'emblée posé le problème en termes politiques en disant :
1) énergie nucléaire : économie d'importation de devises : vie chère qui diminue.
2) énergie nucléaire : emplois : lutte contre le chômage .

La cible de son discours apparaît clairement : diviser le peuple, dresser le peuple des villes contre celui des campagnes qu'elle cherche à faire passer pour «arriéré, ennemi du progrès-scientifique-bienfaiteur-de-l'humanité» !

Elle désigne son redoutable ennemi : l'alliance solide du peuple des villes et du peuple des campagnes qui est en travail dans le mouvement anti-nucléaire, et que nous maoïstes devons travailler sans relâche à structurer, consolider et rendre victorieuse .



suite ☞

# NUCLEAIRE, ECOLOGIE, ET POLITIQUE REVOLUTIONNAIRE

## (suite de la page précédente)

**DANS LES VILLES : ON SE MOBILISE CONTRE LE CAPITALISME SAUVAGE, EXPROPRIATEUR ET POLLUEUR .**

Depuis 1968 on a assisté à des mobilisations sur l'esquestions de l'aménadement de l'espace , regroupant ceux qui sont sensibles à la dimension de la société actuelle, qui veulent protéger l'homme des méfaits du capitalisme sauvage (habitat, pollution etc...), qui ne veulent pas laisser l'État s'emparer des campagnes pour les massacrer, les saccager, les rentabiliser avec les centrales nucléaires, les barrages, les camps militaires .

Ce type de mouvement se retrouve dans la plupart des métropoles impérialistes : USA, All magne, Japon .

Ce mouvement a une **histoire** dans notre pays . Les points de départ sont la marche anti-atomique à Bugey et le Larzac . Depuis plusieurs années au Larzac, des milliers de citadins viennent soutenir les paysans, leur résistance à l'extension du camp militaire, leur vol onté de vivre au pa ys, **pour que la terre soit au peuple**, pas à l'État , pas à la guerre . Le serment des 103 paysans disant qu'ils ne sont pas à vendre, qu'ils garderont le Larzac, que la terre du Larzac doit servir à l'agriculture et non à l'armée a fonctionné comme un pôle de ralliement .

La mise en application du programme électronucléaire décidé en 1974 sous des formes sauvages : expropriations massives, campagnes mensongères, lois bafouées répression etc... a soulevé un vaste courant d'opposition qui s 'est traduit par la constitution de multiples comités anti-nucléaires , comités Malville par exemple, et par des mobilisations sur les sites des centrales nucléaires .

Nous sommes de ces mouvements, nous avons participé à la plupart de ces initiatives comme à Malville cet été .

**UN TOURNANT** . Et c'est parce que nous en sommes que nous pouvons dire **que ce mouvement est aujourd'hui à un tournant de son histoire** : mouvement d'bpinion ou détachement de l'ensemble du peuple ? Dénonciation d'un état de fait ou volonté de transformer la situation ?

Dénoncer la croissance capitaliste,le gaspillage, vouloir une autre société, un autre aménagement de l'espace c'est juste . Mais il faut se soucier de la force qui réalisera les idées dont ce mouvement est porteur, **la force capable de diriger la transformation de la situation** . Parce que des idées justes sans force, c'est de l'utopie et ces idées peuvent être également récupérées, déformées par les bourgeois avides de nouveaux discours :«la qualité de la vie» à Giscard ou Mitterrand, la «croissance zéro» à la Mansholt . L'enjeu aujourd'hui est l'enracinement de ce mouvement dans le peuple des campagnes donc de se donner les moyens pour que les paysans soient partie prenante de ces mouvements .

**DANS LES CAMPAGNES : RESISTANCE ACHARNEE AUX PROJETS DE L'ÉTAT IMPERIALISTE .**

Le peuple des campagnes a une longue expérience des projets étatiques . Il sait qu'à chaque fois il trinque et que ces projets portent avec eux la ruine, l'élimination des paysans pauvres et moyens . Il sait que la soi disant «utilité publique» pour les camps militaires, les autoroutes, les centrales nucléaires, le T.G.V. (train grande vitesse) c'est toujours l'utilité pour la bourgeoisie de **mettre la main sur les terres, de saccager les exploitations, d'exproprier** .

La résistance du peuple des campagnes à ces projets s'est amplifiée ces dernières années . Au Larzac, en Loire Atlantique (Le Pellerin), en Alsace (Gerstheim) , le peuple des campagnes montre sa détermination à garder la terre pour qu'elle n'aille pas au capitalisme; il invente dans sa lutte anti-capitaliste : occupation des terres (Larzac, Gerstheim), occupation des villages (Le Pellerin, Chaix en Retz), contrôle populaire sur les mairies ( Le Pellerin, Chaix en Retz).

On voit bien que l'enjeu, c'est **la destination des terres**, enjeu de la lutte des classes à la campagne ( à Malville, EDF a réussi par la ruse à acheter du terrain en jouant sur des contradictions internes aux campagnes ) .

La destination des terres, le contrôle populaire sur le foncier donnent **tout son sens politique** à ce mouvement en posant la question de l'avenir des campagnes : qui occupe la terre pour faire quoi ?

Garder la terre, c'est la force du peuple des campagnes, c'est le point de départ à toute résistance .

Pour faire quoi ? Voilà **la question décisive** : quelles campagnes veut-on?

Dans les campagnes, **il ne peut pas y avoir de statu quo** : le choix se pose entre élimination et transformation .

Résister au nucléaire , oui . Mais pour quel avenir du peuple des villes et des campagnes ? Pour quel avenir des campagnes ?

Résister au Larzac , oui . Mais pour quelle entraide entre les paysans ?

Ce sont **les questions clés** auxquelles il faut répondre si on veut la poursuite et le développement de ces mouvements .

**suite** ☞

# NUCLEAIRE, ECOLOGIE, ET POLITIQUE REVOLUTIONNAIRE

## (suite de la page précédente)

### COURANT D'OPINION OU DÉTACHEMENT DU PEUPLE ?

Maintenant il y a les élections, c'est à dire les partis et plus que jamais il faut juger par rapport aux partis, aux projets d'ensemble de société .

**Compte tenu de ce choix**, il y a un courant qui travaille pour lui et pas pour les intérêts du peuple . Ce courant se pose comme représentant d'un mouvement d'opinion dit «écologiste» . Il interpelle les vieux partis de l'impérialisme en tenant le discours « vous n'écoutez pas les aspirations du peuple, débouchez-vous les oreilles !», ce qui revient à se constituer en «conseillers techniques» de ces vieux partis, en groupe de pression électoral .

Ce courant regarde l'État impérialiste et non la force du peuple, il pense obliger l'État à réformer sa politique dans le domaine de l'aménagement de l' espa ce . Cela revient à dire :«je n'ai pas de projet d'ensemble en termes de forces organisées alors je ne choisis pas mon camp et j'attends» ! La conséquence de cette faiblesse, c'est le ralliement à des propositions type moratoire, référendum : le statu quo irréalisable .

**A terme**, cela se termine toujours sur le terrain de l'ennemi à la suite de marchandages . Comme on l'a vu aux élections municipales de Paris : vote au 2ème tour pour la «gauche», puis entrée dans les commissions environnement de Chirac . En définitive, **ça revient à s'appuyer sur une force bourgeoise** pour obtenir quelques améliorations qui ne changeront rien sur le fond : la ruine des campagnes, l'élimination des paysans pauvres et moyens .

Ceux qui veulent entraîner le mouvement anti-nucléaire ou écologiste sur ce terrain-là ne sont pas anti-nucléaires jusqu'au bout, liquident le processus d'alliance entre peuple des villes et des campagnes qui commence à se réaliser , se moquent de l'élimination des paysans pauvres et moyens . Les tenants de ce courant finiront dans les fauteuils offerts par Giscard ou Mitterrand, au nom du développement de la qualité de la vie .

**Etre un détachement du peuple** , c'est combattre au nom des intérêts d' ensemble du peuple sur ce front spécifique . Cela veut dire être une force organisée porteuse d'un projet d'ensemble de société et notamment sur la question de **la transformation révolutionnaire des campagnes** . L'intervention des maoïstes dans ce mouvement est cadrée par cet objectif tant au sein du peuple des villes que du peuple des campagnes .

**Dans les villes** : on peut dire que le rapport du peuple des villes au peuple des campagnes se fait actuellement à travers le nucléaire , et est encore mal lié au point de vue de classe le plus avancé : celui des paysans . Le pôle maoïste doit donc faire en sorte que le peuple des villes **prenne position** sur les enjeux de la lutte des classes à la campagne, que la lutte anti-nucléaire soit chevillée à l' ensemble de la politique révolutionnaire du peuple dans les campagnes . C'est ce que nous avons développé à Malville au cours de notre forum , et qui intéressait vivement les camarades conscients du nécessaire dépassement d'une simple opposition au nucléaire . C'est ce que nous avons pratiqué le 3 décembre 77 à Châlon s/Saône, où nous avons organisé une manifestation en ville, de soutien à trois paysans menacés par l'EDF . N'étant que cinquante dans la rue, l'écho de masse de la manifestation n'en a pas moins été important indiquant que l'idée d' une alliance peuple des villes et des campagnes était vivante aujourd'hui .

**Dans les campagnes** : dans l'immédiat, la lutte vise à mettre des bâtons dans les roues à la bourgeoisie, elle est défensive et à ce titre ne peut que retarder ou bloquer les projets étatiques . Il est indispensable de voir plus loin, de voir comment structurer un camp du peuple solide pouvant s'appuyer sur le peuple des villes . Il faut donc réfléchir au maintien des plus pauvres face à toutes les tentatives de les liquider (d'où qu'elles viennent), réfléchir aux moyens d'enthousiasmer le peuple des villes pour son combat et de structurer l'alliance avec lui . La seule voie sur ces questions est de prendre résolument en mains la transformation des campagnes, donc de pratiquer :

- **la coopération révolutionnaire** au sein du peuple des campagnes pour aider les plus pauvres à tenir .
- **les marchés directs et prolongés** avec le peuple des villes pour consolider de façon organisée l'alliance .

D'où l'importance considérable aujourd'hui d'édifier **des Comités Populaires Anti-Capitalistes** à la campagne qui puissent centraliser et diriger toutes les avancées du peuple dans cette voie et ainsi permettre la consolidation du camp du peuple pour le combat prolongé face aux proj ets étatiques de l'impérialisme .



suite ☞

# NUCLEAIRE, ECOLOGIE, ET POLITIQUE REVOLUTIONNAIRE

## (suite de la page précédente)

### ANNEXE No 1 : Tract du PCF (Juillet 1976)

Réunies à CHALON, les sections communistes de CHALON VILLE, CHALON SUD, SENNECEY, SAINT-MARTIN-EN-BRESSE, CUISERY, TOURNUS, ont adopté le communiqué suivant :

« NON A UN NUCLÉAIRE DÉCIDÉ DE FACON TECHNOCRATIQUE, IMPOSÉ A LA POPULATION ET MIS EN OEUVRE PAR DES FIRMES MULTINATIONALES DOMINÉES PAR LE CAPITAL AMÉRICAIN, COMME C'EST LE CAS DU PROGRAMME NUCLÉAIRE FRANCAIS ACTUEL ».

« OUI A UN NUCLÉAIRE DÉCIDÉ DÉMOCRATIQUEMENT ET MIS EN OEUVRE DÉMOCRATIQUEMENT PAR DES ENTREPRISES APPARTENANT A LA NATION».

A travers les documents publiés, le pouvoir voudrait laisser l'illusion qu'une véritable concertation est engagée et que rien ne sera fait sans l'accord des collectivités locales concernées. Mais comment les élus pourront-ils valablement se prononcer sur l'opportunité d'une centrale sur le territoire de leur commune alors qu'ils ne savent même pas quel type de centrale sera construit, quelle technique sera employée ?

En effet, deux types de centrales seulement ont été retenues par le programme gouvernemental : le type PWR technique Westinghouse fabriqué en France par Framatome et le type surrégénérateur dont il n'existe actuellement que le prototype Phénix conçu par le CEA.

DÉGAGER LE NUCLÉAIRE DE L'EMPRISE DU PROFIT CAPITALISTE

L'énergie nucléaire exige une connaissance profonde et la maîtrise nationale de son emploi. Son utilisation industrielle fait surgir des problèmes en matière d'environnement, de pollution, d'écologie, de recyclage, de déchets, etc... Il ne s'agit pas, comme quelques-uns le font, de ne voir que le risque de la catastrophe gigantesque, ou comme certains autres de nier l'existence de ces problèmes pour ne pas ralentir la course au profit que le grand capital tire de l'installation de centrales électro-nucléaires. Une telle attitude peut s'apparenter à certains propos et agissements d'élus locaux et nationaux.

Il est essentiel que les ouvriers, les techniciens, les ingénieurs, chercheurs puissent sans hâte poursuivre leurs études, leurs recherches, sans se heurter aux impératifs de rentabilité commerciale que le grand capital veut imposer.

C'est pour cela que nous ne sommes pas d'avis de réclamer un moratoire nucléaire c'est-à-dire la suppression du programme nucléaire. Car autant nous sommes opposés au programme gouvernemental, autant nous pensons que la solution des importants problèmes dont nous venons de parler nécessite la poursuite des travaux théoriques et l'expérimentation pratique.

**LE NUCLÉAIRE N'EST NI «BON», NI «MAUVAIS» EN SOI**
**IL EST CE QUE LA SOCIÉTÉ EN FAIT**

**La politique nucléaire doit être assurée dans le cadre national. Elle passe obligatoirement par la constitution d'un vaste secteur nationalisé englobant, outre EDF et le CEA, l'industrie des réacteurs et celle du combustible nucléaire. Ce secteur étant géré démocratiquement avec la participation des travailleurs et des organisations syndicales.**

DES PROPOSITIONS

**La production d'électricité et d'énergie d'origine nucléaire n'en est qu'à ses débuts, aussi plutôt que de couvrir le territoire national de centrales nucléaires et de livrer la France aux trusts américains, il serait préférable d'agir par paliers afin de pouvoir étudier les aspects techniques et concernant l'environnement, tout en permettant à l'atome de commencer à contribuer à la solution des problèmes énergétiques de la France.**

Cette progressivité implique :

**1) Que la politique nucléaire de la France s'inscrive dans une nouvelle politique de l'énergie fondée sur l'utilisation de toutes les ressources nationales (charbon, hydraulique, marée, géothermie, solaire, éolienne, etc...) et sur un nouveau type d'accord avec les pays producteurs de pétrole s'appuyant sur un secteur pétrolier nationalisé ;**
**2) Qu'une priorité absolue soit accordée à la recherche fondamentale et appliquée**
**3) Que la recherche et la mise en œuvre de solution sur le problème de l'environnement soient considérées comme partie intégrante d'une réflexion scientifique globale sur l'énergie nucléaire.**

**suite** ☞

Les Sections du PCF-Chalon
Juillet 1976

# NUCLEAIRE, ECOLOGIE, ET POLITIQUE REVOLUTIONNAIRE

(suite de la page précédente)

## ANNEXE No 2 : Tract UCFML (Janvier 78)

UCFML - CHALON

### 5 CHOSES A FAIRE POUR ETRE UNE FORCE VICTORIEUSE FACE AU PROJET DE CENTRALE

Nous voulons poser ici les VRAIES QUESTIONS et travailler à les résoudre. Ces 5 points que que nous proposons SONT ISSUS DES DEBATS que nous avons menés ces derniers mois avec les gens du peuple de la région.

UNE QUESTION DANS TOUS CES DÉBATS : Serons-nous capables le moment venu d'empêcher le projet de centrale nucléaire et la ruine du Val de Saône ?

Nous les maoistes répondons oui, si, sans attendre, nous prenons l'initiative et construisons la force capable de remporter la victoire.

N'oublions pas qu'il s'agit d'un COMBAT PROLONGÉ, d'une véritable GUERRE DE POSITION entre l'État impérialiste expropriateur, destructeur, pollueur, et le peuple de la région.

Nous sommes dans une période de calme apparent à cause des élections qui doivent désigner ceux qui demain parraineront la centrale. Il faut EN PROFITER pour préparer les batailles décisives de demain, lorsque l'EDF attaquera sur le terrain.

1) PAS UN METRE CARRÉ A EDF ! S'ENGAGER PUBLIQUEMENT A NE PAS VENDRE A EDF !

C'EST DÉCISIF. C'est le premier pas pour résister solidement. IL FAUT SE COMPTER pour savoir dans quel camp est chacun. Ceux qui vendent à EDF sont dans le camp de ceux qui veulent ruiner encore plus les campagnes.

AU LARZAC, LE SERMENT DES 103 disant qu'ils ne vendraient jamais a été la base solide de la résistance à l'extension du camp militaire

EN S'ENGAGEANT PUBLIQUEMENT A NE PAS VENDRE A EDF, les propriétaires dans la zone convoitée renforceraient le camp de la résistance au projet. Si on propriétair est obligé de vendre, il doit y avoir débat public pour savoir OU VA LA TERRE.

2) LA TERRE NE DOIT PAS ETRE UNE MARCHANDISE !
RÉSOUDRE LES PROBLEMES ISSUS DES REMEMBREMENTS !

Les remembrements ont sérieusement divisé le peuple de la région dans plusieurs communes. Dans certains cas, il y a eu de sérieuses contradictions.

Réunir les parcelles, améliorer les chemins est une bonne chose. Mais les remembrements ont été dirigés et utilisés par l'état bourgeois pour liquider les paysans pauvres.

LES REMEMBREMENTS NE FONT QU'AFFAIBLIR LE CAMP DU PEUPLE puisqu'ils éliminent de nombreux paysans et accélèrent la concurrence entre ceux qui restent. Ils préparent le terrain à des attaques de plus grande envergure comme l'installation d'une centrale.



suite ☞

# NUCLEAIRE, ECOLOGIE, ET POLITIQUE REVOLUTIONNAIRE

## (suite de la page précédente)

Il faut en tirer les leçons. LA BASE D'UNITÉ AUJOURD'HUI C'EST DE DIRE : ça s'est mal passé, la résistance à l'élimination n'est pas terminée : la terre ne doit pas être une marchandise mais un outil de travail.

Organisons des débats publics sur LES ÉCHANGES DE PARCELLES A L'AMIABLE !

Organisons LE CONTROLE POPULAIRE SUR LA DESTINATION DES TERRES pour résister aux capitalistes et pour renforcer le camp du peuple !

3) SOLIDARITÉ DU PEUPLE FACE A LA RÉPRESSION !

C'EST DÉCISIF. L'État et l'EDF cherchent par tous les moyens à écraser la volonté populaire à s'opposer au projet. Un des moyens est de traîner devant les tribunaux et d'écraser ceux qui se sont dressés au travers de leur route. EN MENAÇANT LES 3 JEUNES DE MARNAY, EDF veut montrer qu'elle ne tolérera pas d'opposition. A travers ces 3 jeunes, c'est L'ENSEMBLE DU PEUPLE DE LA RÉGION QUI EST VISÉ : c'est la capacité du peuple à résister qui est en jeu.

Il faut poursuivre dans la voie ouverte par la manifestation enthousiaste du 3 Décembre pour exiger le NON LIEU TOTAL ET DÉFINITIF POUR LES 3 DE MARNAY.

4) UNIR LE PLUS GRAND NOMBRE CONTRE LE PROJET DE CENTRALE !

Face à ce projet qui vise à ruiner tout le Val de Saône, à exproprier en masse, à menacer la santé du peuple, il faut SE LEVER EN MASSE, FAIRE BLOC, ETRE LES PLUS NOMBREUX, paysans, ouvriers, employés, artisans, qu'on soit jeune ou vieux, homme ou femme, français ou immigré ; qu'on habite un village, un bourg, ou une ville.

Il faut présenter un LARGE FRONT UNI contre ce projet. S'il y a des désaccords, il faut les discuter et les régler en prenant appui SUR CE QUI UNIT : refus de la centrale, ne pas vendre, solidarité.

Que toutes les associations, toutes les personnes s'unissent sur ces bases précises pour présenter un bloc solide face à EDF !

5) SURVEILLER LES MANOEUVRES DE L'EDF !

A CRUAS dans l'Ardèche, EDF a commencé les travaux avant le jugement du tribunal ! Ici, Préfecture et sous-préfecture prétendent que la centrale, ce sont des ragots. Alors, pourquoi les sondages, les menaces contre les 3 jeunes, les voyages à Bugey,etc...

MÉFIONS-NOUS ! Sous le calme apparent et trompeur, toutes les manœuvres sont possibles.

DES QU'UNE MANOEUVRE SUSPECTE EST SIGNALÉE : Mobilisation immédiate, tout le monde sur place !

Nous vous appelons à en discuter partout.

LES MAOISTES DE L'UCFML

**suite** ☞

# NUCLEAIRE, ECOLOGIE, ET POLITIQUE REVOLUTIONNAIRE

(suite de la page précédente)



## LE PELLERIN : LE PEUPLE DES CAMPAGNES DANS LA LUTTE ANTI-NUCLÉAIRE OU COMMENT A ÉTÉ GAGNÉE LA BATAILLE DE «L'ENQUETE D'UTILITÉ PUBLIQUE»

Le bilan des dernières batailles anti-nucléaires et, de manière négative, celui de Malville, montrent que là où le peuple des campagnes est à l'offensive, en première ligne, à la tête du camp du peuple contre l'électro-nucléaire, on remporte des victoires. On a donc beaucoup à apprendre de la manière dont le peuple des campagnes pratique l'affrontement avec l'État. L'exemple du Pellerin est un point d'appui important pour le peuple des campagnes d'autres régions et pour les militants anti-nucléaires dans les villes. Il montre que dans l'affrontement entre le peuple et l'État impérialiste à propos du nucléaire, il y a du nouveau, et ce nouveau interpelle aujourd'hui tous les militants anti-nucléaires à la campagne comme à la ville.

Pour se battre efficacement aujourd'hui contre le programme électro-nucléaire des deux bourgeoisies, il faut se mettre à l'école de ce nouveau. Soutenir ou non ce que le peuple des campagnes invente dans sa bataille contre le capitalisme, contre l'État impérialiste, voilà un critère qui montre si on est pour mener la bataille anti-nucléaire jusqu'à la victoire ou si on est pour négocier des arrangements avec l'État impérialiste, à la manière des syndicalistes.

C'est de ce point de vue que nous apportons ici au débat un bilan d'enquête au Pellerin.

L'enquête d'utilité publique n'est pas une consultation démocratique. C'est une attaque des bourgeois contre le peuple, destinée à provoquer des divisions en son sein. C'est en fait un moment décisif de la bataille. C'est de cette manière que le peuple du Pellerin et du Cheix-en-Retz l'a pratiquée : c'était un moment d'affrontement entre deux camps, celui du peuple était organisé pour cette bataille, il a gagné.

Six communes étaient concernées par l'enquête d'utilité publique. Sur les 6, quatre (COUERON, SAINT-JEAN DE BOISEAU, BRAINS, LA MONTAGNE) ont une municipalité de gauche. Les deux autres (LE PELLERIN et CHEIX-EN-RETZ) ont un maire élu sur une liste d'intérêt local.

Dès le début, les camps sont tranchés :

- d'un côté les bourgeois:
  . les maires «de gauche» décident d'ouvrir leur mairie au registre d'enquête et aux flics
  . le PCF demande que l'enquête soit élargie sur un rayon de 30 kilomètres et dure 6 semaines. Il distribue un tract pour expliquer :«communistes, nous estimons que c'est aux citoyens de faire respecter la légalité». !!
  . La CFDT appelle à répondre à l'enquête d'utilité publique
- de l'autre côté, le peuple, paysans, artisans, ouvriers, est déjà organisé !

C'est que depuis longtemps, les combattants de la bataille anti-nucléaire dans la région, des paysans, des artisans, ont organisé des réunions, ont fait du porte à porte, ont mené de longues discussions avec tout le peuple pour le souder solidement sur le mot d'ordre :

BOYCOTT DE L'ENQUETE D'UTILITÉ PUBLIQUE !

On ne discute pas avec l'administration, avec l'État, çà ne sert à rien; on se battra pour imposer notre point de vue : on ne veut pas de centrale, donc pas besoin d'enquête d'utilité ! Le peuple a tranché !

C'est là-dessus que le peuple de la région va trouver les 6 maires concernés pour leur demander de prendre position.

Ce qu'il leur propose est simple : vous refusez d'ouvrir la mairie au registre d'enquête. C'est clair. Les maires sont pour on contre la centrale, du côté du peuple ou contre lui, pour ou contre l'enquête de l'EDF ! Les 4 maires «de gauche» refusent catégoriquement de se ranger du côté du peuple : ils ouvriront leurs mairies.



suite ☞

# NUCLEAIRE, ECOLOGIE, ET POLITIQUE REVOLUTIONNAIRE

## (suite de la page précédente)

Les 2 élus «a-politiques», ceux du Pellerin et du Cheix, acceptent de se placer sous la loi du peuple : ils n'ouvriront pas la mairie au registre d'enquête.

Pour les maires «de gauche», c'est leur place dans l'appareil d'État qui est en jeu. S'ils ferment la mairie, le sous-préfet peut les destituer et ils tiennent à leur place !

Mais, même sur ce point, le peuple du Pellerin et du Cheix a montré qu'on ne perd jamais rien à se rallier à lui : il a protégé de manière efficace les 2 maires qui se sont placés à ses côtés.

Et voici comment :

« Quand le préfet a répondu au maire : vous serez destitué si vous fermez la mairie, on a décidé que çà serait la population qui fermerait la mairie. On ne voulait pas qu'il soit destitué puisqu'il s'était mis de notre côté, alors on l'a couvert: et en plus, si on n'avait pas été là et que le maire se soit trouvé seul, le préfet aurait pu accrocher son registre».

L'ENQUETE D'UTILITÉ PUBLIQUE

Le 31 mai 1977, donc, le sous-préfet Foussigny-Lucinge (dit «le singe») le registre d'enquête et plusieurs cars de flics se présentent devant les mairies des 6 communes. A COUERON, LA MONTAGNE, SAINT-JEAN DE BOISEAU et BRAINS, les portes leur sont grandes ouvertes.

Mais AU PELLERIN et à CHEIX, c'est une autre histoire.

Devant la mairie de CHEIX : 30 bœufs.

Devant la mairie du PELLERIN : un barrage de tracteurs et une pompe à purin en batterie (pression : 20 kg !)

Les bœufs de CHEIX, qui avaient eux aussi choisi le camp du peuple, ont fait leur travail consciencieusement. La pompe à purin du PELLERIN a fonctionné juste ce qu'il fallait et, dans ces deux communes, les flics, le sous-préfet et le registre ont fait demi-tour, plus ou moins crottés.

Grande victoire, saluée par le tocsin du PELLERIN pendant toute l'après-midi !

Il ne restait plus au sous-préfet qu'à installer une minable mairie-annexe dans une camionette de l'EDF, stationnés sur la voie publique...

Mais le peuple des campagnes n'avait pas dit son dernier mot. Une deuxième mairie-annexe, en tous points semblable, et entièrement fabriquée de sa main est installée à côté de l'officielle. Mettez-vous alors à la place des gens susceptibles de venir gribouiller dans le registre d'enquête. Ils se trouvent en face de 2 mairies-annexes absolument identiques, laquelle choisir ? Dans le doute, ils se sont abstenus.

Ainsi, pendant 6 semaines, la mairie-annexe du sous-préfet, jalousement gardée par 2 cars de CRS, stationnera sur la place de CHEIX... en double file !

Car tous les matins, en arrivant, la mairie-annexe du sous-préfet trouvait un alignement impressionnant de machines agricoles occupant la place réservée au stationnement , de sorte qu'il ne restait plus à cette malheureuse mairie-annexe qu'à boucher la circulation en se plaçant au milieu de la route, ce qui constitue une infraction caractérisée au code de la route. Et tous les matins, les vieilles charrettes occupent de plus en plus de terrain, et la mairie-annexe recule de plus en plus jusqu'à se retrouver, le dernier jour de l'enquête, sur le terrain de la décharge publique !

Durant ces 6 semaines, le peuple mène la bataille au jour le jour : on se réunit tous les soirs pour préparer l'action du lendemain, on se relaie pour bloquer l'entrée de la mairie, on occupe le terrain et le boycott de l'enquête est assuré de bout en bout.

Mais dans le même temps, dans ces 2 communes, le peuple travaillait aussi à consolider son camp.

Une contre-enquête d'utilité publique a été mise sur pied sur la base d'un texte dénonçant le processus de l'enquête officielle et avec un véritable registre aussi vrai que le vrai (pages numérotées, etc...) que la population était invitée à signer : 90% des habitants de CHEIX et 80 % au PELLERIN signeront le registre du peuple.

**suite** ☞

Ainsi pendant 6 semaines, c'est tout le peuple de la région qui tiendra tête à l'État : les paysans, les artisans, les ouvriers qui travaillent à Nantes et habitent les villages alentours (certains prendront même des jours de congé pour pouvoir participer à la bataille).

Et les registres officiels repartiront comme ils étaient venus : entièrement vierges !

# NUCLEAIRE, ECOLOGIE, ET POLITIQUE REVOLUTIONNAIRE

**(suite de la page précédente)**

« AH, LE 7/7/77, ON S'EN SOUVIENDRA ! »

Le 7 Juillet 77, c'est le dernier jour de l'enquête et le sous-préfet est très vexé de se retrouver avec sa mairie-annexe sur la décharge publique de CHEIX.

De son côté, le peuple a décidé de fêter le dernier jour de l'enquête comme il convient : «on les fout à la porte!»

Un barrage est dressé à l'entrée du village, gardé par 150 paysans. 400 flics, armés jusqu'aux dents et aidés d'un hélicoptère, n'en viendront pas à bout et devront se replier après avoir grenadé toute la matinée. Ils en sont réduits à se venger sur les pneus de tous les tracteurs qui leur tombent sous la main.

Voilà comment a été gagnée à CHEIX et au PELLERIN la première manche de la bataille contre la centrale nucléaire.

Les premiers éléments de bilan dispersés montrent clairement que l'idée de l'autonomie du peuple par rapport aux diverses forces bourgeoises a fait son chemin dans la région. Ils montrent que, subjectivement, pour le peuple de la région, la réalité politique de son camp, sa force, se situent sur une autre scène que celle où s'agitent les politicards de tous poils, brandissant leur démocratie et leur légalité dans l'espoir de bloquer le mouvement de masse.

- c'est bien sûr les ouvriers du PELLERIN qui déchirent leur carte syndicale, suite aux appels des syndicats à participer à l'enquête et à leur refus de prendre position contre le nucléaire.
- mais c'est surtout cette paysanne, combattante en première ligne de la bataille anti-nucléaire, qui dit : «puisqu'on a boycotté l'enquête, maintenant il faut boycotter les élections de 78».

ANNEXE

Ce qu'il faut savoir : les coups bas des bourgeois quand ils préparent l'installation d'une centrale :

- dans le POS de la région du PELLERIN, le site exact de la centrale était classé «site de loisirs» !!!
- pendant la mobilisation contre l'enquête d'utilité publique, la préfecture avait coupé le téléphone dans les villages concernés, pour que personne ne puisse se prévenir
- l'EDF organise des baisses de tension le soir (aux heures creuses) pour «prouver» qu'il y a bel et bien besoin d'énergies nouvelles.
- un bonze de l'EDF fait le tour des maires de la région et leur dit :«si vous acceptez la centrale, vous aurez beaucoup d'argent pour faire des piscines».



**suite** ☞

# NUCLEAIRE, ECOLOGIE, ET POLITIQUE REVOLUTIONNAIRE

**(suite de la page précédente)**



## L'ELECTRO-NUCLEAIRE : UN DES AXES PRIORITAIRES DU REDEPLOIEMENT DES IMPERIALISMES OCCIDENTAUX

Pendant toute l'après-guerre, jusqu'à la crise «du pétrole» de 1973, la croissance rapide des pays industriels occidentaux a été pour beaucoup fondée sur le pillage du pétrole comme source d'énergie. Cette gigantesque rapine des pays impérialistes a favorisé une accumulation de surprofits dont une partie a été redistribuée aux peuples de ces métropoles sous forme de voitures, de confort etc... Elle a eu pour conséquence également la liquidation scandaleuse des mines de charbon, jetant au chômage des centaines de mineurs, ruinant des régions entières (Decazeville), provoquant une résistance isolée des mineurs (grève de 1963, longue occupation à Decazeville).

Le mouvement de récupération de leurs ressources naturelles par les pays du Tiers Monde a mis un frein à la politique de pillage éhonté des impérialismes. Pour eux, il faut désormais trouver de nouveaux moyens pour prolonger leur domination, mais aussi pour se sortir de leur propre crise, dans laquelle ils ont plongé. Dans leur langage, cela s'appelle «le redéploiement» économique.

Et cela s'avère particulièrement nécessaire pour les pays impérialistes secondaires, comme la France, les plus affaiblis par la crise. Pour eux, un des points sur lequel doit porter le redéploiement est la production d'énergie, base de tout développement économique.

Compte tenu de ce qu'en 1990, la demande mondiale en pétrole ne pourra plus être satisfaite, il faut s'orienter vers des sources d'énergie de rechange. Une des solutions consiste à recourir à l'électro-nucléaire à grande échelle. C'est la voie dans laquelle l'impérialisme français s'est engagé à un degré supérieur à ses rivaux.

Derrière les discours pseudo-scientifiques sur «l'énergie de notre temps», il y a un énorme marché mondial de l'énergie estimé à 2000 milliards de NF qui s'ouvre aux monopoles impérialistes. Outre la reconversion partielle de la production d'électricité des pays dits développés, il s'agira d'équiper les sous-impérialismes régionaux (Iran, Brésil, Afrique du Sud...) en centrales nucléaires.

On comprend déjà qu'une concurrence impitoyable se développe entre les divers impérialismes pour conquérir ce marché ; concurrence d'autant plus forte que le nucléaire civil a des implications militaires (fabrication de bombe atomique avec le plutonium), entraînant une prolifération de l'arme atomique.

Cette concurrence se fait surtout entre les USA, la RFA, la France, secondairement le Canada, la Grande-Bretagne, le Japon ; entre super-impérialisme US et impérialismes secondaires les plus touchés par la crise. Quanr à l'URSS, elle n'intervient pas encore sur le marché international, ayant assez de «débouchés» au sein de son vaste empire : le COMECON.
Témoignages de cette rivalité : le revirement spectaculaire de Carter sur les surrégénérateurs. Après avoir tenu un discours «écologiste», «pacifiste» pour expliquer son opposition à leur exportation, il vient de revenir en arrière. Également, les pressions de Carter sur Giscard au sujet des livraisons de centrales au Pakistan.

**suite** ☞

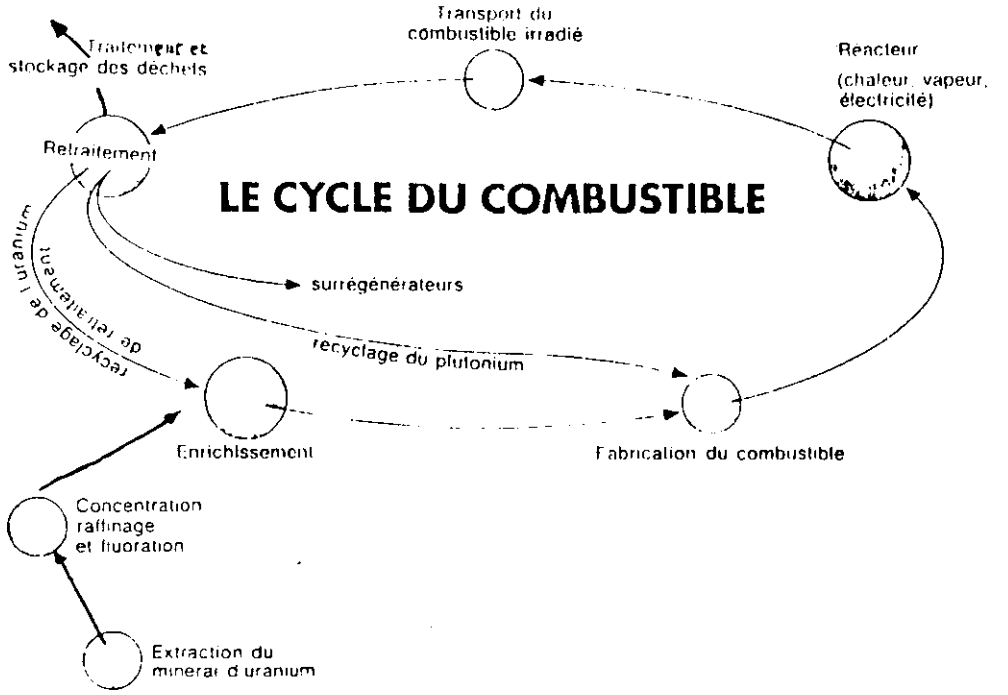
# NUCLEAIRE, ECOLOGIE, ET POLITIQUE REVOLUTIONNAIRE

## (suite de la page précédente)

### PLUS QU'UN ENJEU COMMERCIAL : UN ENJEU POLITIQUE

Vendre du nucléaire, ce n'est pas vendre des voitures ou des vêtements. Le nucléaire civil ou militaire constitue un ensemble stratégique que seuls des pays possédant une technologie de pointe peuvent maîtriser.

**Cycle du nucléaire**




Un pays qui achète une centrale devient obligatoirement dépendant à un stade du processus, surtout aux deux extrémités : le combustible et le retraitement. «Les services» annexes à la centrale (que seuls les pays impérialistes peuvent fournir) sous forme de contrats représentent le moyen d'une domination politique du client par le vendeur. Ce que les technocrates nomment «imbrication politique» n'est que la vieille domination impérialiste.

En ce sens, les centrales nucléaires fonctionnent comme le matériel militaire stratégique pour pénétrer dans un pays (méthode préférée du social-impérialisme : en Égypte, en Éthiopie, en Angola, à Cuba) : avec les avions, il y a toujours les «conseillers» techniques, puis le chantage aux pièces détachées.

Dans sa propre crise, l'impérialisme prépare son avenir à travers sa restructuration et un nouveau type de domination.
Actuellement, les USA et la RFA possèdent respectivement 50 % et 20 % du marché ; 5 ans d'avance sur la France grâce à la possession de la filière PWR (en légère) la plus employée et à des structures industrielles plus fortes.

Le programme électronucléaire français dit «tout nucléaire» apparu en 1974 constitue la réponse de l'impérialisme Français à ce retard ; le moyen pour lui lui de se restructurer pour jouer les premiers rôles sur la scène des rivalités inter-impérialistes.
En tant que tel, il suppose donc que l'État impérialiste français exerce une vigilance toute particulière et une répression de toute opposition de masse.

### LE PROGRAMME ÉLECTRONUCLÉAIRE DIT «TOUT NUCLÉAIRE» : BOUÉE DE SAUVETAGE DE L'IMPÉRIALISME FRANCAIS MALADE.

Pour des raisons historiques (le gaullisme), l'État bourgeois a développé à des fins d'abord militaires une capacité scientifique et technique dans le domaine nucléaire avec le CEA (Commissariat à l'Énergie Atomique), entreprise publique d'autorité mondiale (fondé par Joliot-Curie).

En se donnant les moyens industriels, l'impérialisme français pouvait alors jouer les tous premiers rôles dans cette industrie que la croissance capitaliste dévoreuse en énergie promettait à un bel avenir.

suite ☞

# NUCLEAIRE, ECOLOGIE, ET POLITIQUE REVOLUTIONNAIRE

## (suite de la page précédente)

Dans les années 70, l'impérialisme français vient d'être battu ou est en voie de l'être dans les secteurs de pointe tels l'informatique (projet CII) ou l'aviation (problême de Concorde). Il reporte alors ses espoirs dans l'industrie nucléaire. Pour cela il doit :

- résoudre ses faiblesses : les moyens industriels inadéquats
- faire ses preuves : construire des centrales en France
- développer rapidement la «solution» d'avenir : les surrégénérateurs.

D'où un plan élaboré minutieusement par l'État agissant pour l'ensemble de la bourgeoisie, à travers son instrument, l'EDF : **«restructurer» l'industrie du nucléaire, la concentrer** pour faire face aux géants Westinghouse (USA), et Siémens (RFA), résoudre la concurrence Framatome / CGE-Alsthom.

Le 6 août 75, le gouvernement donne **le monopole** de la construction des réacteurs à **Framatome.** En échange le CEA prend une participation au capital de Framatome en rachetant des actions Westinghouse. La CGE est consolée par l'attribution des 3/4 des alternateurs des futures centrales (le reste à la CEM : Brown-Boveri Suisse). Objectif : être capable de livrer une centrale «clés en main».

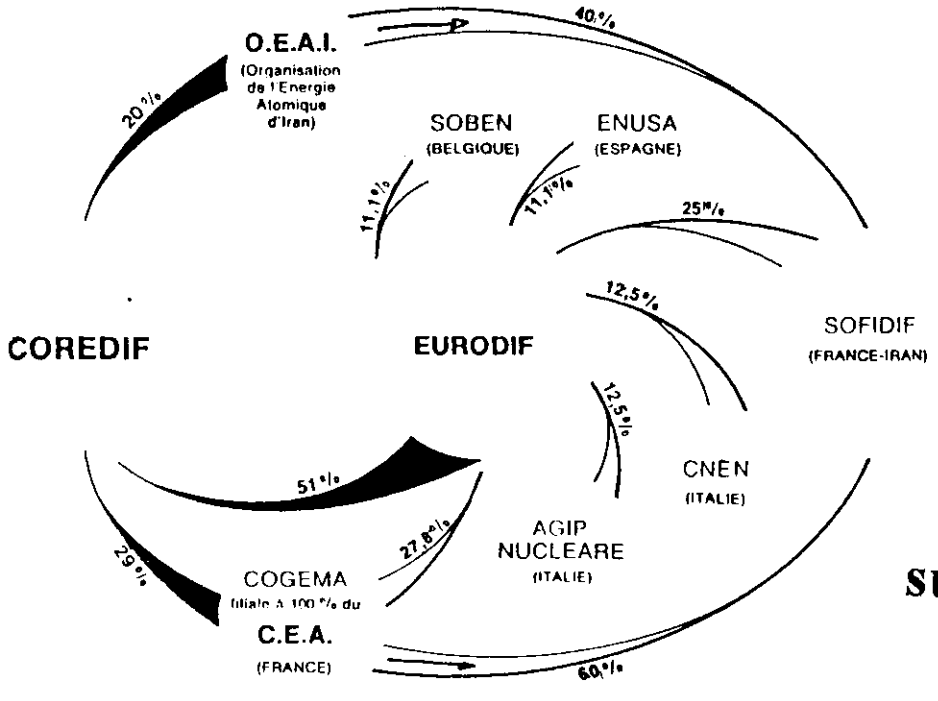
Cet ensemble a alors une capacité de production de 7000 à 8000 MWE/an, qui excède les commandes d'EDF. Il doit donc exporter.

Il faut aussi **construire le plus possible de centrales type PWR en France,**pour montrer aux clients les possibilités de Framatome et rentabiliser les investissements réalisés pour le développement de Framatome. D'où les commandes importantes d'EDF et l'importance de Fessenheim, première centrale «française» de 900 MWE (puissance commerciale).

Enfin, il faut **développer «les services»** pour contrôler l'ensemble du processus. C'est le point fort : une usine d'enrichissement à Pierrelatte, renforcée en 1980 par celle D'Eurodif à Tricastin , et ultérieurement par une autre usine «Corédif» ; une usine de retraitement à la Hague doublée pour 1980 (7oo t/an).

**Objectif** : - échapper aux fournitures US de combustible enrichi
- devenir un fournisseur de combustible
- être le premier traiteur de déchets dans le monde.

LES ACTIONNAIRES DE COREDIF




**suite** ☞

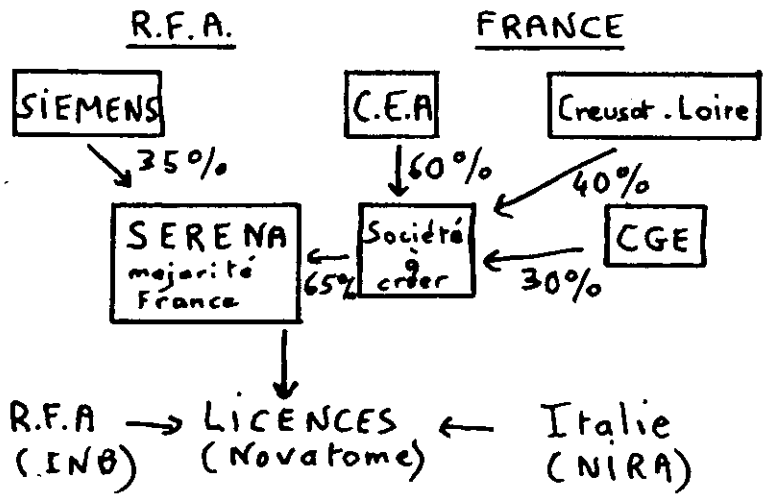
# NUCLEAIRE, ECOLOGIE, ET POLITIQUE REVOLUTIONNAIRE

## (suite de la page précédente)

On constate que les capitaux français du CEA et européens se sont associés aux capitaux iraniens pour construire les usines d'enrichissement d'Eurodif et de Coredif. Le shah fasciste d'Iran est en effet un bon client et a déjà acheté deux centrales à la France, tout comme l'Afrique du Sud.

Il faut en outre **pratiquer l'offensive commerciale** en proposant ses «services», centres de recherche, retraitement, formation des techniciens pour conquérir les marchés de centrales.

Et **développer le projet de surrégénérateur Super Phénix.** Il faut voir loin. Dans 20 ans, les réserves mondiales d'uranium seront insuffisantes. Avec le surrégénérateur, on produit du combustible et le rendement est supérieur. En conséquence, bénéficiant d'une certaine avance technique dans ce domaine, l'impérialisme français pense tenir le bon bout : il sera vendeur de combustible, il aura «les mines» et contrôlera toute la chaîne. En plus, il pourra devenir le chef de file de l'Europe nucléaire ; c'est le projet SERENA (Société Européenne pour la promotion des systèmes de réacteurs rapides à sodium).




**Projet SERENA**

Seulement, pour prouver le bon fonctionnement d'une telle invention, il faut construire un surrégénérateur de 1300 MWE : Superphénix à Creys-Malville. D'où la perfidie d'EDF pour acheter les terrains, la rapidité d'éxécution, et l'acharnement à écraser toute résistance au projet.

Peu importe donc à l'impérialisme le prix que nous devrons payer ici-même à ce programme ; il ne peut tolérer une opposition à cet axe prioritaire de redéploiement, comme il l'a montré le 31 Juillet 1977 à Malville en réprimant le rassemblement contre le projet Superphénix.

**CONSÉQUENCES : L'IMPÉRIALISME DANS TOUS SES ÉTATS**

1) **Concentration sous direction de l'État** des forces productives, avec un renforcement de la dictature bourgeoise sur la classe ouvrière : contrôles policiers, milices privées, répression de toute grève à Framatome par exemple.

2) **Une attaque sans précédent de la santé du peuple** dûe à la pollution radioactive : rejets des centrales, déchets, fuites de Pierrelatte par exemple et risques accrus avec le surrégénérateur

3) **Une destruction du milieu naturel.** Marx disait déjà que le capitalisme épuisait la nature. Ici fleuves et océans deviennent les poubelles du nucléaire. On stocke les déchets en attendant «que les générations futures sachent quoi en faire», selon la formule d'EDF.



suite ☞

# NUCLEAIRE, ECOLOGIE, ET POLITIQUE REVOLUTIONNAIRE

## (suite de la page précédente)

4) **Une domination renforcée** sur les peuples des pays du Tiers Monde possédant de l'uranium. C'est une des raisons de la présence des troupes françaises en Afrique Centrale (Tchad, Niger).

6) **Acheter une partie de l'aristocratie ouvrière** dans une période de crise où le travail se fait rare pour elle, en lui procurant des emplois pour une longue période.
Exemple : Framatome plus Creusot Loire à Chalon sur Saône, cela fait 2200 emplois à dominante OP2 - OP3 (soudeurs, chaudronniers etc...)

7) **De solides liens avec des sous-impérialismes** : Afrique du Sud, Iran, Brésil.

L'impérialisme, c'est tout çà : politique de domination à l'extérieur, politique de division, de corruption et d'écrasement à l'intérieur.

On ne s'étonnera donc pas de ce que Séguy et Marchais, en bons nouveaux bourgeois PC/CGT prennent position pour les centrales nucléaires : mais pour celles «de gauche» faites sous licence bien française et par des monopoles d'État, Framatome nationalisé. Ce sera «le nucléaire démocratique» (voir tract ci-joint). On ne s'étonnera pas de ce qu'à Creusot-Loire, ils racontent que «les paysans veulent ôter le pain de la bouche des ouvriers».

Quant au PS de Mitterand et à la CFDT, en bons opportunistes et réformistes, ils proposent le référendum ou le moratoire, c'est-à-dire l'attente. Le PS est sans doute moins convaincu que la bourgeoisie au pouvoir et les nouveaux bourgeois du PCF du caractère «indispensable» (pour l'impérialisme) du programme nucléaire. Après tout, il y a aussi les immenses réserves de charbon américain... Ils hésitent donc encore. Il n'y a cependant aucune garantie que le PS au pouvoir ne fasse pas de centrales au nom de la raison d'État. Pour l'instant, dans l'espoir de récupérer des voix du côté anti-nucléaire, il a lancé l'idée du moratoire. En 1956, Guy Mollet a bien envoyé le contingent en Algérie pour y faire la paix !!!

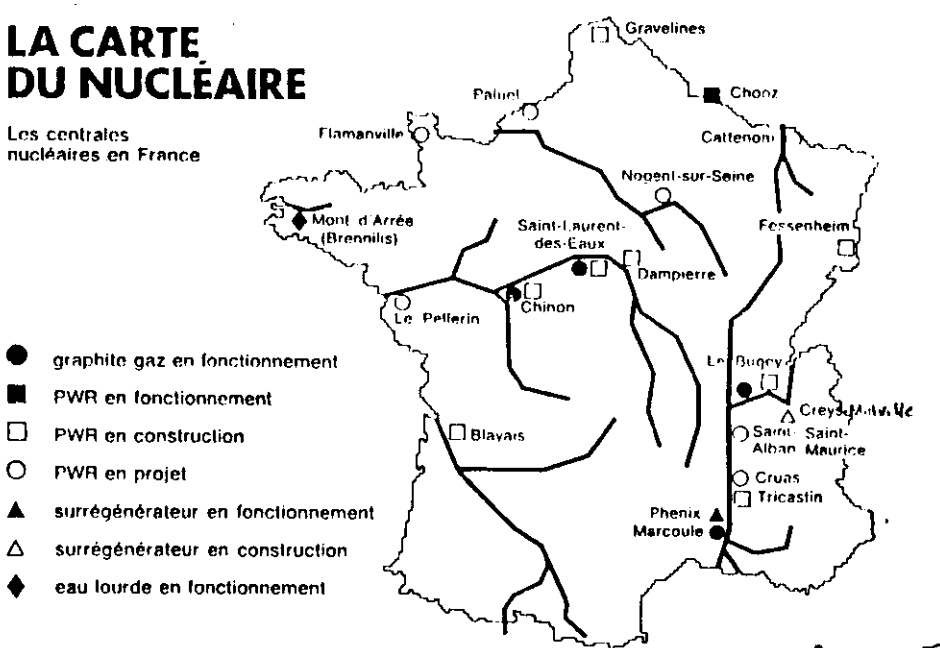
La CFDT parle beaucoup mais à Creusot-Loire Châlon où on fabrique Superphénix, elle a sorti un tract en deux ans sur cette question. Les paroles et les actes !!!

Bourgeois de droite et bourgeois de gauche sont pour le nucléaire parce qu'ils sont pour la France impérialiste.

ON A TOUTES LES RAISONS DE SE RÉVOLTER CONTRE L'ÉLECTRONUCLÉAIRE IMPÉRIALISTE, L'ÉLECTRONUCLÉAIRE DES DEUX BOURGEOISIES.

## LA CARTE DU NUCLÉAIRE

Les centrales nucléaires en France




suite ☞

# Boyer : sur le site de la centrale nucléaire du Val de Saône une fête pour conjurer l'atome

*« Grosjean et Branquignol » : un moyen qui en vaut bien un autre pour alerter l'opinion sur les dangers du nucléaire.*

BOYER. — Un village comme tant d'autres sur la route des vacances. Un village qui a du « cachet » comme on dit, avec ses vieilles maisons de pierre, étagées en balcon au-dessus de la vallée de la Saône, cette Saône qui, au loin, tranquillement paresse entre deux rideaux de peupliers. Bref un paysage comme tant d'autres qui ne fait même plus rêver à force d'habitude. D'ailleurs qui pourrait encore trouver le temps de rêver aujourd'hui au siècle de la vitesse, du progrès et du tout électrique ? Personne, assurément, hormis les techniciens payés pour prévoir notre avenir à tous. Et l'avenir, comme chacun sait, c'est encore plus de consommation, encore plus d'usines et encore plus d'énergie...

Voilà pourquoi, un jour, certains se sont repris à rêver en contemplant le site de Boyer. Non pas pour y admirer le coucher de soleil sur la Saône, mais pour imaginer, entre les peupliers, les tours d'une centrale nucléaire... Un simple projet, naturellement. Mais pour lequel on a déjà recensé des terrains, construit un pont au-dessus de la voie ferrée, installé une station météorologique, effectué des sondages. Peu de choses, dit-on chez E.D.F.. Assez en tout cas pour inquiéter une partie de la population locale, et avec elle un certain nombre de gens qui se refusent à croire aux bienfaits du tout nucléaire. Des gens qui parlent soleil, géothermie, énergies douces, et mettent l'accent sur les dangers de l'atome « pacifique ».

Ceux-là disent « non » à E.D.F. et à ses projets de centrales. Ceux-là disent « non » au secret qui préside à de telles réalisations. Ceux-là — ou du moins une partie d'entre eux — étaient hier après-midi sur le site de Boyer, pour tenter de sensibiliser la population des pays alentour. A l'appel de divers groupements écologiques ou antinucléaires (le M.R.A.N., le M.A.N.I.C., les comités anti-nucléaires de Beaune et de Flacey, le groupe écologique de Tournus et les Amis des Hommes et de la Paix), plusieurs centaines de personnes se sont ainsi rassemblés sur les bords de la Saône, à quelques mètres seulement du site retenu par E.D.F. pour y implanter l'un des plus importants complexes nucléaires du pays : deux cents hectares aujourd'hui occupés par des patures bordées de haies et de bosquets et d'où s'élèveront peut-être demain les gigantesques tours de la centrale du Val de Saône.

Des habitants de Malville et du Péllerin, près de Nantes étaient là, justement, pour expliquer leurs luttes et dire pourquoi ils ne voulaient « pas de nucléaire » chez eux. Avec eux, le groupe théâtre « Cleb » de Bourges venu raconter l'histoire de « Grosjean et de Branquignol » : un humour caustique pour dire les risques et les dangers d'une politique nucléaire qui fait fi de l'avis des populations concernées.

Avec celà de nombreux panneaux pour expliquer le nucléaire et, en parallèle, l'énergie solaire : une forme d'énergie dont les visiteurs étaient invités à vérifier l'efficacité par le biais d'un chauffe-eau artisanal capable de fournir, en quelques heures, une eau chaude acceptable pour le café...

« Ce rassemblement est une étape et non une fin » ont expliqué pour leur part les organisateurs. « Il s'agissait seulement pour nous de préparer la riposte aux prochaines décisions d'E.D.F. ; et notamment à la publication imminente de l'enquête d'utilité publique. Vraisemblablement à la rentrée. ».

*Un chauffe-eau artisanal très remarqué des visiteurs.*

*A Boyer, sur le site de la future centrale nucléaire*

2 - Juillet 1978

# Rassemblement pacifique avec forum aux idées, hier

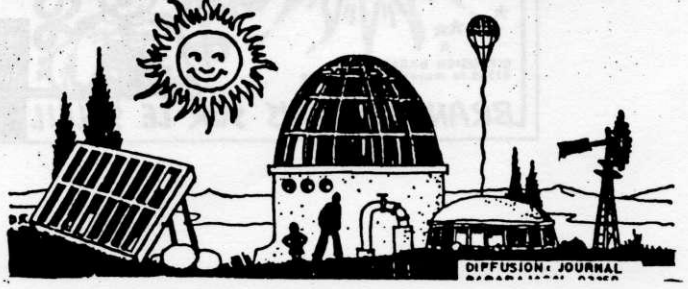
**A Boyer, dans le secteur où E.D.F. a l'intention d'installer une centrale nucléaire, une manifestation pacifique s'est déroulée hier à proximité du site.**

**Un public nombreux, composé à la fois de jeunes et d'adultes, s'est rendu à cette rencontre pacifique, organisée par sept comités de la région, qui s'est déroulée en bordure de Saône sans incident.**

**Divers stands avaient été montés pour expliquer le nucléaire, ses risques, l'approvisionnement en uranium, et celui qui ne fut pas le moins visité avait trait aux énergies douces (solaire, géothermie).**

**Actuellement, on n'assiste pas à de grands mouvements d'E.D.F. mais on connaît des plans, des projets d'installation**

**non aux centrales nucléaires**
***avec les energies douces,**
**reinventons la Vie !**




**suite** ☞

# A Boyer, sur le site de la future centrale...

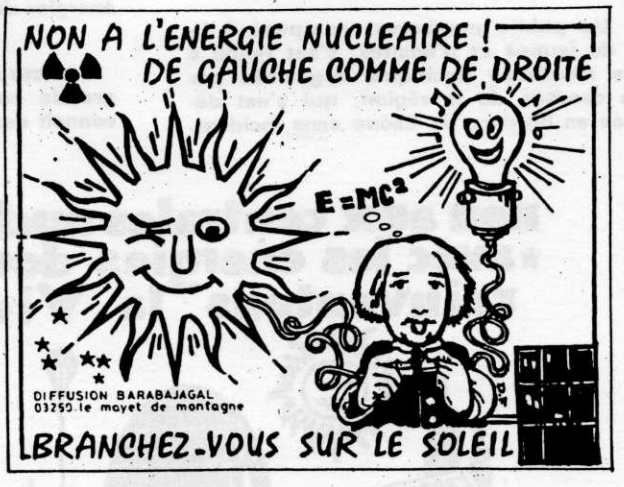
(suite de la page précédente)

de transformateurs sur Tournus par exemple.

Des débats ont eu lieu avec les gens de Malville, du Pellerin, sur des thèmes tels que : « Comment un refus de vente de terrain peut-il être possible et efficace, malgré une déclaration d'utilité publique, comment occuper un site ».

On a également parlé des modalités d'actions si l'implantation de la centrale se fait dans le Val de Saône.

Cet après-midi aux allures de kermesse, puisqu'il y avait avec les buvettes, des sketches donnés par le théâtre de Beaune, des airs folkloriques, et un p'tit bal en soirée, a permis à tous ceux qui sont venus de mieux s'informer sur ce qui risque un jour d'arriver à Boyer, la construction d'une centrale nucléaire.



# CONTRE LE NUCLÉAIRE

Vue du Rassemblement.

**Le 2 Juillet à Boyer (Saône et Loire) environ 500 personnes ont participé à un rassemblement anti-nucléaire organisé par plusieurs comités, près du site prévu pour la future centrale de Sennecey. Ce rassemblement ouvre la voie à un avenir nouveau du mouvement anti-nucléaire régional.**

## LE « MOUVEMENT » ET LES SINCERES ANTI-NUCLÉAIRES.

Le rassemblement se voulait une étape de mobilisation, pour la constitution des masses en force face à EDF et à l'État impérialiste. L'exposition de panneaux, les forums prévus avec le soutien des anti-nucléaires du Pellerin et de Malville, venus pour la circonstance, tout cela témoignait de la volonté des organisateurs de répondre à la question que tout le monde se pose dans le Val de Saone: que faire pour arrêter la centrale et s'opposer au nucléaire ?

Répondre ou ne pas répondre à la question posée sur ce qu'on va faire pratiquement pour être fort, c'est aujourd'hui le premier critère d'authenticité du mouvement. Le 2 Juillet est déjà une révolte des sincères anti-nucléaires contre un «mouvement» qui se cantonnerait dans la passivité et l'indifférence vis-à-vis des questions posées par les masses. Tout sépare les initiateurs du 2 Juillet de ceux qui ont combattu leur initiative.

**Sur le fond**, aucun désir de compromission avec la société impérialiste .

- on réaffirme l'importance primordiale de la présence du peuple des campagnes au premier rang de la lutte anti-nucléaire.

- contre ceux qui manient les énergies alternatives comme un gadget confortable, et qui ne voient pas que c'est déjà là la publicité des monopoles de l'impérialisme (car le solaire, c'est déjà rentable... à côté du nucléaire) on réaffirme que les énergies nouvelles, c'est au peuple de s'en approprier la technique, d'en pratiquer la production à son service, en se réappropriant le droit au savoir et à l'expérimentation scientifique.

- contre ceux que la société et l'État impérialiste ne dérangent pas fondamentalement, on réaffirme que le nucléaire est le choix logique et inacceptable d'une société inacceptable; que ce choix accentue la ruine des campagnes, le pillage du Tiers-monde, et même déjà la guerre, comme au Zaïre et au Tchad.

**Dans l'immédiat, comptons sur nos propres forces:** pleurnicher, on n'en a rien à faire: pas de centrale, pas de nucléaire, un point c'est tout. Pas question d'être à la remorque des notables, même s'il en est parmi eux de sincères anti-nucléaires. La force est dans le peuple qui peut et doit prendre en charge tous les aspects de la lutte. Ces notables, ceux du moins qui sont de sincères anti-nucléaires doivent se rallier à cette force, c'est cela qu'il faut encourager et non le contraire.

Cette révolte, nous l'avons soutenue de toutes nos forces. Qu'elle ait pu aboutir au rassemblement est une victoire des sincères anti-nucléaires.

## QUE FAIRE ?

Cette victoire a quand même des côtés faibles, tout a fait sensibles pendant et après le rassemblement.

D'abord, le peuple des campagnes du Val de Saône était peu représenté le 2 Juillet. Le beau temps et le retard des foins d'une part, la contre-propagande ouverte déchaînée par les opposants au rassemblement et les sbires d'EDF d'autre part, tout cela a influé, mais n'était pas déterminant. Cette relative absence témoigne en fait d'une démobilisation. Il faut en élucider les raisons dans la présente conjoncture post-électorale, et dans la perspective de l'affaissement complet du mouvement anti-nucléaire local depuis Malville. C'est là une des tâches des comités et aussi des maoistes. Nous y travaillons.

Quant au public, en majorité des jeunes, intellectuels et des employés, il n'a reçu qu'une réponse imparfaite à sa demande : que faire ?

D'un côté, il a pu participer à un forum captivant tenu par les anti-nucléaires du Pellerin et de Malville. Ce forum montrait que tout est possible dans le Val, qu'il faut profiter au maximum de l'absence (très relative) d'EDF pour organiser les modalités de son rejet au moment où elle prendra l'offensive. Mais de l'autre côté, les forums «action sur le Val». n'ont guère débouché. Pourquoi ?

**suite** ☞

# Contre le nucléaire
## (suite de la page précédente)

· de la part des comités organisateurs, réellement pris par le temps, et qui n'ont pu s'unifier à fond sur les directives à donner: On était bien d'accord pour parler de refus public de vente des terres, de la mise sur pied d'un réseau d'alerte-intervention, de la défense des anti-nucléaires en butte à la répression, de l'attitude à adopter vis-à-vis de l'enquête d'utilité publique. Mais «parler de», et lancer une directive ferme en veillant à ce que les présents s'emparent de son application sont deux choses différentes. Les organisateurs, nous y compris, ont manqué d'audace et de fermeté.

Il y a eu sur tout cela rectification partielle après le rassemblement. Les organisateurs du 2 Juillet ont précisé durant l'été les modalités d'un refus public de vente des terres et d'un réseau d'alerte. Ils ont aussi lancé l'idée d'une contre-enquête d'inutilité publique préalable à l'enquête officielle d'EDF, à réaliser avec les élus qui y consentiraient dans leurs communes. Un dossier est en cours d'élaboration, et l'idée de la contre-enquête fait son chemin dans le Val.

Mais on a assez parlé. S'unir sur une ligne à suivre n'est pas en parler sans fin. Maintenant il faut la mettre en pratique dès que possible, s'engager dans la moindre brêche ouverte et avancer sur le terrain.

La rectification est en cours, d'autant plus urgente que de nombreux signes avant-coureurs laissent présager une offensive d'EDF au plus tard dans quelques mois. D'ores et déjà, une caravane anti-nucléaire a été mise sur pied , qui a déjà commencé à couvrir les marchés et villages de la région. Ses cibles: **créer des comités partout, renforcer ceux qui existent, mettre en place le réseau d'alerte, la contre-enquête d'inutilité publique, préparer une éventuelle occupation du site de masse.**

Une remarque pour conclure:

Le peuple des campagnes est pour le moment absent de la lutte dans sa grande masse. Il n'en a pas toujours été ainsi (voir brochure UCFML: Nucléaire, Écologie et politique révolutionnaire) Cette absence ne signifie pas démission: les paysans (en majorité moyens-paysans) restent assez peu nombreux sur le Val et pensent la force en terme de nombre, ce qui exige le ralliement du peuple des villes. Or jusqu'au 2 Juillet, il n'y a pas d'issue en ce sens. Malville et les élections sont deux portes fermées pour le peuple: l'irresponsabilité ou le carcan parlementaire. Il faut donc à présent enquêter et encourager tout ce qui va dans le sens d'un engagement des paysans au côté du peuple des villes dans la lutte anti-nucléaire.

LE MARXISTE-LENINISTE
JOURNAL MAOISTE DE L'UCFML
GROUPE POUR LA FONDATION DE L'UNION DES COMMUNISTES DE FRANCE MARXISTES-LENINISTES
MENSUEL : Novembre 78
No 31
4 Francs

# SUPER PHOLIX

JOURNAL DES COMITES MALVILLE

JOURNAL DES "COMITES MALVILLE",
SUPPLEMENT A "VERITE RHONE ALPES" N° C.P: 53 381.


## SPÉCIAL VAL DE SAÔNE

### ÉDITORIAL

La technocratie nucléaire est en mal d'uranium
Le spectre de la pénurie s'agite déjà !
Mais une nouvelle divinité s'est levée,
Un «oiseau rare» est né : PHÉNIX.
Messie énergétique promettant le bonheur pour tous et pour toujours,
Celui qui renaît de ses cendres pour faire voir le jour à des grands frères :
Super-Phénix et puis HYPER-PHÉNIX.
Tous mangent à la même soupe : LE PLUTONIUM
Et c'est le miracle de la SURGÉNÉRATION :
Plus ils mangent, plus ils redonnent, plus la famille peut s'agrandir.
Mais la cohésion de la famille PHÉNIX nécessite
La vitalité de chacun de ses membres.
Si PHÉNIX fonctionne (mal ?)
Si SUPER-PHÉNIX se construit
HYPER-PHÉNIX lui est encore virtuel
Si nous empêchons HYPER-PHÉNIX, le système s'enrage.
HYPER-PHÉNIX : C'est le projet démentiel du Val de Saône
Deux surgénérateurs de 1 800 MW chacun dans le cadre du projet Saone 10 000 qui prévoit aussi une usine d'enrichissement d'uranium à Gigny-Marnay.
Le Préfet dément le projet, mais nous avons publié le plan officiel de la centrale qui lui n'a jamais été démenti.
E.D.F ne possède encore aucun terrain, mais les anti-nucléaires regroupés au sein de la coordination anti-nucléaire du Val de Saône
Viennent d'acheter 52 ares à l'intérieur du périmètre expropriable.
La lutte est engagée depuis trois ans, nous nous sommes mobilisés à temps bien avant l'irréversible.
Il s'agit pour nous de populariser la lutte,
Afin que le temps gagne soit, avec notre détermination,
L'arme principale de notre combat face
A la machine technocratrique et policière qui nous impose HYPER-PHÉNIX

Les Amis de la Terre
Groupe du Val de Saône.

**suite** ☞

# VAL DE SAONE:

suite ☞

# • VAL DE SAONE :

LES CENTRALES NUCLÉAIRES ON N'EN VEUT PAS !

SUR LE SITE DE BOYER A UNE QUINZAINE DE KILOMETRES DE CHALON, E.D.F. VEUT IMPLANTER UNE CENTRALE ATOMIQUE, COMME A MALVILLE, IL S'AGIRAIT D'UN SURRÉGÉNERATEUR.

MALVILLE ? Mais, Monsieur, c'est au moins à cent kilomètres de Chalon, alors vous pensez ... !
BOYER ? D'accord, ce n'est pas loin ; MAIS, Monsieur, elle n'existe pas encore cette centrale, et d'abord vous êtes sûr qu'elle se fera... ?

Existe-t-il encore des gens qui raisonnent ainsi en 1976 ? Eh oui, beaucoup d'entre nous en sont là... et on ne peut pas les blâmer. En effet, que constatons-nous au niveau de l'information ?

DES MENSONGES - DES OMISSIONS - LE SILENCE SUR LES ÉVÉNEMENTS GÊNANTS - DES DÉCLARATIONS QUI SE VEULENT RASSURANTES - ETC...

Et ceci, aussi bien dans la presse qu'à la radio ou à la télévision.
- Et les EXPERTS, Monsieur, qu'en faites-vous ? Ils ne mentent pas, eux !
- Si, ils mentent parce qu'ils affirment des choses qu'ils ne peuvent pas prouver et parce qu'ils ne disent pas TOUT ce qu'ils savent ; et ces choses-là sont des mensonges.

A MALVILLE, les opposants NON-VIOLENTS ont demandé :
- qu'une information soit faite par des scientifiques objectifs,
- qu'une consultation des populations locales soit organisée,
- ques les travaux de SUPER-PHÉNIX soient arrêtés au moins jusqu'au résultat de cette consultation.

Ce sont les C.R.S. qui ont répondu à cette demande on ne peut plus démocratique !

A BOYER - les travaux de sondage sont faits, (1)
- les travaux de repérage et de jalonnage sont en cours,
- une station d'étude du climat est installée (elle est la première des étapes vers la construction des centrales nucléaires).

MAIS les travaux de construction ne sont pas commencés,
les terrains nécessaires ne sont pas achetés.

N'ATTENDONS PAS !!!! IL SERA TROP TARD !

SUPER-PHÉNIX, BOYER et les autres projets encore secrets sont des surrégénérateurs qui fonctionnent au plutonium (la dose mortelle pour l'homme est un milligramme !). Ils sont refroidis au sodium fondu (qui s'enflamme au contact de l'air et explose au contact de l'eau). C'est la PLUS DANGEREUSE «aventure» que l'homme ait jamais entreprise.

De surcroît, les nappes phréatiques (et celle de notre région est une des plus belles de France) risqueraient d'êttre irrémédiablement polluées.

N'OUBLIEZ PAS
- que le gouvernement et E.D.F. veulent construire deux cents centrales d'ici l'an 2000 ! Il faudra bien trouver des sites : nous sommes donc TOUS concernés ;
- qu'un projet E.D.F. envisage d'ici 1990 la construction de six à huit surrégénérateurs d'une puissance totale de 10.000 mégawatts (1 mégawatt : 1 000 KW) : ce projet a reçu le nom de SAONE 10.000.
- que E.D.F. envisage la construction entre Marnay et Gigny de COREDIF, la deuxième usine française d'enrichissement de l'uranium.
- que l'installation de COREDIF demande 1 000 ha de terrain.
- que COREDIF a besoin de six centrales nucléaires pour l'alimenter en électricité. Où seront-elles ?

SURTOUT N'OUBLIEZ PAS que, d'après ce qui a filtré du fameux plan «secret» ORSEC-RAD, EN CAS D'ACCIDENT il sera impossible (grâce à des cordons de C.R.S) de sortir de la zone contaminée ; cette zone condamnée aura un rayon de 70 km !!

Luttez avec nous pour EXIGER dès maintenant l'arrêt du programme nucléaire. Seule une opposition massive donc populaire peut faire prendre conscience à nos dirigeants, mais aussi à nos élus qu'ils n'ont pas le droit de décider seuls de notre avenir et de celui de nos enfants. Ne vous contentez pas d'être d'accord avec nous....

ADIEZ-NOUS... NOUS VOUS AIDERONS PEUT-ETRE UN JOUR...

SOUTIEN : 66-2583-03 CAM Saône et Loire - Sennecey.

(1) mais depuis ces travaux ont subi quelques assauts.

HISTORIQUE DE LA LUTTE ANTI-NUCLÉAIRE dans le VAL DE SAONE

# 3 ANS de LUTTE...

## CONTRE HYPER-PHENIX

**Décembre 74** : A la suite du rapport d'Ornano (50 sites retenus pour la construction de centrales nucléaires), le Préfet de Saône et Loire annonce qu'aucun site n'est retenu en Bourgogne.

**********

**Janvier 75** : Une réunion est organisée à Sanvignes (près de Montceau les Mines), avec la participation d'Yves Lenoir des Amis de la Terre, 500 personnes y participent.

**Hiver - printemps 75** : Parallèlement, les écologistes regroupés au sein des Amis de la Terre et du comité départemental de protection de la nature en Saône et Loire, entreprennent une information sur les conséquences de la liaison Rhône Rhin : une vingtaine de réunions ont lieu dans les villages riverains de la Saône. Les rangs, des deux groupes écologiques commencent à se gonfler, des contacts entre militants et population commencent à s'établir.

**Juin 75** : Le mensuel régional du Parti Socialiste «Le Populaire de Bourgogne», annonce qu'il existe un projet de centrale nucléaire pour la région chalonnaise.

**Juillet-Août 75** : Sur la zone industrielle Chalon-Saint-Marcel, FRAMATOME s'installe ; une enquête d'utilité publique aura lieu en juillet alors que l'usine est presque terminée. Les écologistes pris de court pour mobiliser les habitants de St-Marcel, se limiteront à écrire au commissaire enquêteur et à faire pression sur le conseil municipal qui émettra des réserves en regrettant de n'avoir été informé.

**8 septembre 75** : EDF annonce à la préfecture en présence des élus (convoqués sans savoir le pourquoi de cette réunion), des présidents des chambres de commerces, de la FDSEA, que sept sites sont retenus entre Verdun sur le Doubs et Tournus, en vue de l'implantation d'une centrale nucléaire.
Le type de centrale et le site choisi seront connus en 1977.

**Octobre 75** : EDF fait paraître sous forme de publicité dans le quotidien local «Le Courrier de Saône et Loire» une série de six articles expliquant le fonctionnement d'une centrale nucléaire.

**Novembre 75** : A l'initiative de militants du PSU, de syndicalistes..., se crée à Chalon, le Mouvement Régional Anti-Nucléaire qui entreprendra plus particulièrement des actions au niveau des entreprises FRAMATOME et CREUSOT-LOIRE implantées à Chalon.

**********

**Janvier 76** : Première conférence du cycle scientifique de la Maison de la Culture consacré aux problèmes de l'énergie.

**Mars 76** : Participation d'un char anti-nucléaire au Carnaval de Chalon (obtient le 1er prix). Parution du N. 1 de «Notre Saône», bulletin du Comité départemental de protection de la nature en Saône et Loire.

**Avril 76** : Des sondages et études de sols ont lieu sur une vingtaine de communes et plus précisément sur celles de BOYER, GIGNY, MARNAY et SENNECEY. Un document confidentiel nous apprend l'existence d'un projet d'usine d'enrichissement sur le territoire des communes de MARNAY et GIGNY (800 ha).

**Juin 76** : Création du groupement anti-nucléaire de Sennecey le Grand qui obtient une prise de position des conseils municipaux de la région.
Deux associations de défense de l'environnement : la Pierre Fiche de BOYER et SOS Nature du Tournugeois, s'engagent dans la lutte anti-nucléaire.

**2 juillet 76** : Meeting d'Haroun Tazzief avec mille deux cents personnes au stade de Sennecey le Grand.

**4 juillet 76** : Cinq cents personnes sillonnent les routes du canton pour se retrouver sur le site de BOYER.

**5 juillet 76** : Soixante anti-nucléaires occupent le site empêchant les ouvriers de poursuivre les sondages.

**Aout 76** : La propriétaire du domaine «La Tour de Vers» (la moitié de la surface du site prévu : environ 100 ha) attente une action en justice contre EDF (sondages effectués sans autorisation préalable du propriétaire) : le tribunal se déclare incompétent.

**Septembre 76** : Sur le site des piquets de balisages sont arrachés, des pneus d'engins sont dégonflés !!!

**Octobre 76** : Le clown atomique Jean Kergrist, entreprend une tournée d'une semaine dans la région.
Création de la coordination Anti-Nucléaire du Val de Saône regroupant à l'époque :
- La Pierre Fiche de BOYER
- SOS Nature du Tournugeois
- Les Amis de la Terre du Val de Saône
- Le Mouvement Régional Anti-Nucléaire
- Le groupement anti-nucléaire de Sennecey
- Le Comité départemental de protection de la nature.

**31 octobre 76** : A l'appel de la coordination deux mille personnes manifestent sur le site de BOYER. Un monument anti-nucléaire est inauguré.

**Décembre 76** : Rencontre entre agriculteurs de Malville et du Val de Saône.

suite ☞

**********

# 3 ans de lutte...

## (suite de la page précédente)

**Janvier 77 :** Nouvelle tournée de Jean Kergrist dans la région.

**20 janvier 77:** A Chalon, devant plus de trois mille personnes, le commandant Cousteau dénonce l'escroquerie nucléaire.

**Février 77 :** Création de l'association des élus pour la sauvegarde du Val de Saône. Une fuite émanant du ministère de l'industrie nous apprend l'existence du projet «SAONE 10 000» ; deux surrégénérateurs de 1 800 MW chacun et une usine d'enrichissement de l'uranium.

**Élections municipales :** Présences et élections de candidats anti-nucléaires dans les communes concernées.

**Mars 77 :** Trois habitants de Marnay subtilisent les bouchons de Pezzomètre de la station d'étude de la nappe phréatique. Ils seront inculpés.

**Avril 77 :** A la suite de réunions d'informations de nouveaux groupes anti-nucléaires se constituent :
- Groupe de St-Boil
- Groupe de Gigny
- Groupe de St-Germain
- Groupe de Cluny
- Groupe de Macon
- Mouvement Anti-Nucléaire Inter-Communale.

**23 avril 77 :** Trois militants du Groupe de Réflexion et d'Action Non-Violente (adhérant depuis peu à la coordination) entame un jeûn de trois jours à la mairie de Chalon.

**24 avril 77 :** A Chalon, manifestation réunissant deux mille personnes et quarante tracteurs.
Une délégation se rend à la sous-préfecture ; le sous-préfet dément toujours l'existence du projet.
La coordination est reçue par des représentants d'un conseil municipal de Chalon (les conseillers présents ne prennent pas position).

**Mai 77 :** Assemblée générale de l'association des élus (400 élus sur les 1 400 du département). Les élus s'engagent à démissionner si le projet de centrale voit le jour.
Le film «Condamnés à réussir» est projeté par la CFDT-CEA à Chalon, Macon et Tournus.
Pose de banderoles par la municipalité.

**Juillet 77 :** Procès des trois inculpés de Marnay. Deux cents personnes sont présentes dans la salle d'audience, neuf cents autres ont signé une pétition de solidarité.
Verdict : 2 000 F. d'amende.

**30-31 juillet :** Une centaine de militants du Val de Saône se rendent à Malville.

-MANIFESTATION D'AVRIL 1977-

**9 août 77 :** Un militant anti-nucléaire bombe sur les murs de la ville de Chalon : le maire socialiste de Chalon porte plainte et parle de vandalisme. Le militant est inculpé : procès le 20 janvier 78, à 9 h., Chalon sur Saône.

**14-15 août 77 :** Une délégation du Val de Saône est présente sur le plateau du Larzac.

**Début juillet 77 :** Au Lycée technique de Cluny, mise en place d'une installation expérimentale de chauffage solaire pour bâtiments anciens (municipalité VG se déclare très intéressée).

**Fin août 77 :** «Notre Saône» diffuse le plan officiel de la centrale ; aucun démenti du préfet !!

**Septembre 77 :** La coordination achète un terrain de 52 ares à l'intérieur du périmètre expropriable.

Réunion de tous les groupes régionaux engagés dans la lutte anti-nucléaire pour jeter les bases d'une coordination régionale.
(Groupe écologique du Beaujolais, MERA, CDIN de Dijon, Morvan, Grenoble, etc...).
Une délégation du Val de Saône se rend à Kalkar.

**29 septembre 77 :** Le préfet dément les bruits au sujet d'une éventuelle enquête d'utilité publique à propos de l'installation d'un complexe nucléaire.

**Octobre 77 :** Le Conseil Général décide d'organiser une information sur le nucléaire dans le Val de Saône. Cette information aura lieu au printemps 78.

**4 novembre 77 :** L'association des élus pour la sauvegarde et l'aménagement du Val de Saône organise une soirée d'information sur l'énergie nucléaire avec Philippe Lebreton : trois cents élus y participent!

# et ÇA CONTINUE!

_MANIFESTATION D'AVRIL 1977_

*COORDINATION ANTI-NUCLÉAIRE*
*DU VAL DE SAONE*

*PRÉALABLE :*

*La Coordination ne désire pas se doter d'un bureau ou de «responsables». Nous estimons être tous responsables au sein de cette organisation. Les réunions de Coordination ont lieu tous les lundis, au Bastion, à Sennecey, à 20 h 30. Des réunions exceptionnelles peuvent être convoquées. A charge pour chaque comité d'en avertir ses adhérents. Les réunions sont ouvertes au public. Les prises de paroles sont orchestrées par le groupe responsable, amovible, de la soirée. Les ordres du jour sont établis la réunion précédente. L'ordre du jour n'est pas fermé.*

*ROLE DE LA COORDINATION ANTI-NUCLÉAIRE DU VAL DE SAONE.*

*Tenant compte de la diversité d'opinions et de composition sociale des divers groupes, la coordination sert à établir des bases communes d'action, à favoriser les débats en son sein, répartir les tâches, notamment d'information du public.*

*ADHÉSION*

*Pourra être admis au sein de la Coordination tout groupe qui, en dehors des partis politiques, des organisations syndicales ou professionnelles, a dans ses buts de s'opposer à l'implantation de toute industrie nucléaire dans le Val de Saône ou à l'utilisation de l'énergie nucléaire.*

*Chaque demande d'adhésion sera mise au vote des groupes composant actuellement la coordination.*

*Une exclusion pourra intervenir après vote des 2/3.*

*Chaque groupe ou comité dispose de deux voix. La représentativité sera réétudiée.*

*La diversité étant une de nos richesses, chaque groupe conserve, à l'intérieur de la coordination, son autonomie.*

*Mais les groupes s'engagent à respecter les modalités d'actions décidées en commun. Ainsi, en cas d'action concertée, celle-ci doit être clairement revendiquée (groupe ou personne). Personne ne peut se réclamer de la Coordination sans avis de celle-ci.*

*La Coordination, s'estimant en état de légitime défense, soutiendra néanmoins toute action visant à empêcher le projet nucléaire sur la Saône, SI CETTE ACTION NE PORTE PAS ATTEINTE A L'INTÉGRITÉ PHYSIQUE DES PERSONNES.*

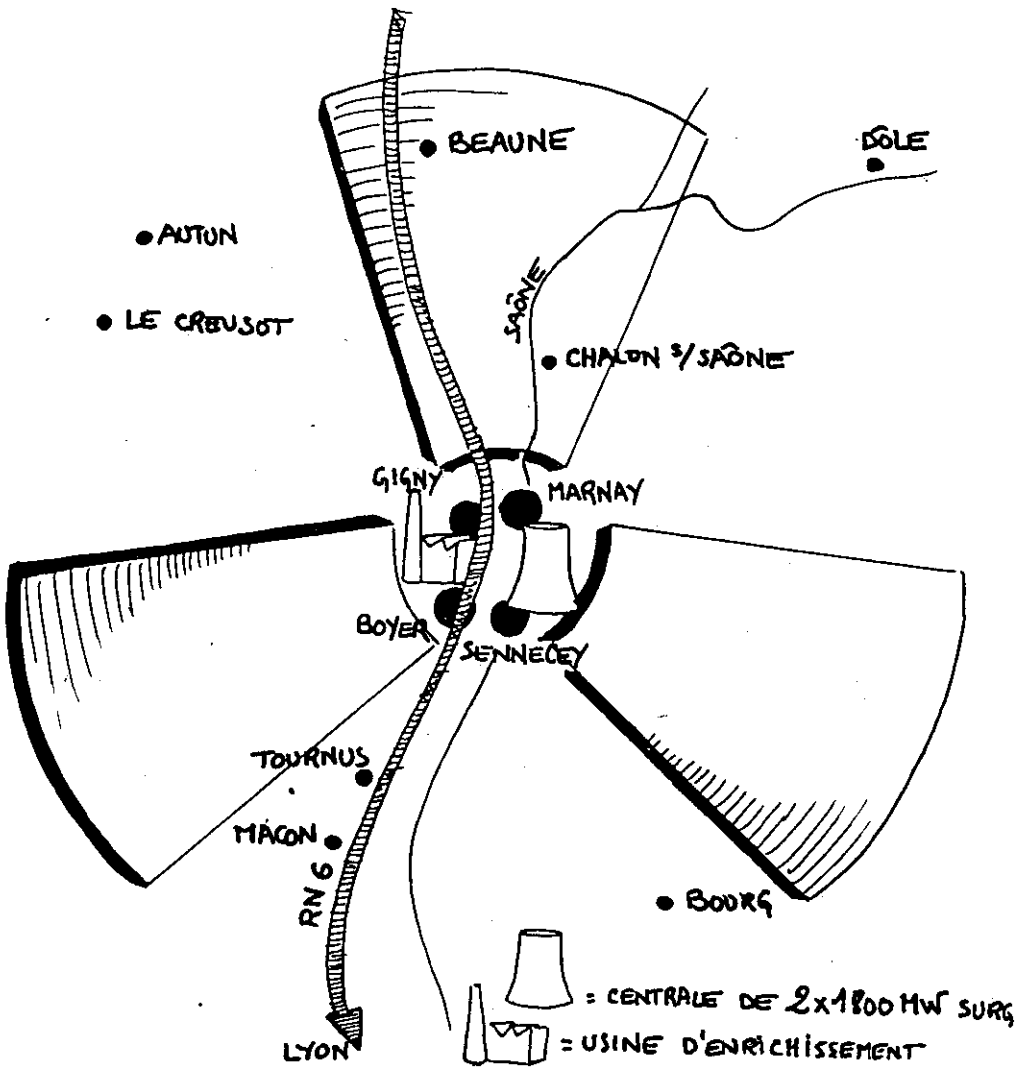
*Cette éventualité est suffisamment importante pour que la Coordination invite les groupes à bien mesurer les suites d'une action qui pourrait nuire à la poursuite de notre lutte.*

*La Coordination soutient les luttes engagées dans d'autres régions, ou pays.*

*EN VOUS INFORMANT, EN CRÉANT LA OU VOUS VIVEZ DES COMITÉS, REJOIGNEZ NOTRE LUTTE : C'EST AUSSI LA VOTRE.*

# VAL DE SAÔNE :

**( suite de la page précédente)**




**suite** ☞

# VAL DE SAÔNE

## Le plan de la centrale: pas de démenti du préfet!

*C'est une petite bombe qui a été lancée par le Comité départemental, qui édite «Notre Saône», en diffusant le plan de la centrale, tel qu'il devrait être soumis à l'enquête. Nous savons désormais ce que cachaient les déclarations «rassurantes» des autorités ou d'EDF et une nouvelle preuve nous est donnée du crédit que l'on peut accorder aux déclarations et aux promesses officielles. Rappelons-nous à ce propos qu'un démenti formel nous avait encore été opposé en avril 77, à la suite de la manifestation de Chalon sur Saône (où nous avions été reçus à la sous-Préfecture) alors que la carte date de février.*

*Heureusement d'ailleurs que nous n'avons pas trop attendu de «preuves» pour entamer l'action. C'est un peu grâce à cette attitude que la lutte dans le val de Saône diffère sensiblement des autres luttes entamées, et de Malville en particulier, parce que l'on s'est attaqué très tôt (assez?) au problème. L'opinion publique est au courant, encore que la sensibilisation des campagnes soit plus avancée qu'en milieu urbain. Car il est important de signaler la concentration nucléaire que représente Chalon sur le plan de la construction nucléaire, et tous les enjeux et clivages de partis qui en résultent : Framatome et Creusot-Loire, en train de construire les alternateurs pour Super-Phénix, delle-alsthom-CGE...*

*Le MRAN, comité chalonnais, qui s'était attelé à ce travail indispensable d'information en milieu ouvrier, éprouve actuellement quelques difficultés à relancer l'action sur ce terrain.*

*Après la divulgation de ce plan, la Coordination anti-nucléaire du Val de Saône, qui regroupe les comités locaux en Saône et Loire, a mis en route une série d'actions :*

*- après concertation avec le Mouvement des élus du Val de Saône et les propriétaires concernés, la Coordination s'est portée acquéreur d'une portion de cinquante deux ares de terrain sur le lieu d'implantation. Le fric est réuni. Reste l'accord de la SAFER, qui a droit de préemption, mais nous comptons sur l'appui des paysans de BOYER.*

*- nous avons jeté les bases d'une structure régionale regroupant les comités de Lons-le-Saulnier, Dole, Dijon, Beaune, Cluny, Lyon et tous ceux qui, oubliés, veulent s'y joindre, afin de préparer dès à présent la mobilisation et les moyens qu'elle nécessite.*

*- Chaque comité, en liaison avec la Coordination, a repris le cycle d'information dans les communes, le MANIC (mouvement anti-nucléaire intercommunal) se montrant le plus rapide.. Trois réunions d'information cette semaine dans trois des villages les plus directement concernés, avec le film «Condmanés à réussir». Il est à noter que nous sommes déjà «passés» dans la plupart de ces lieux....*

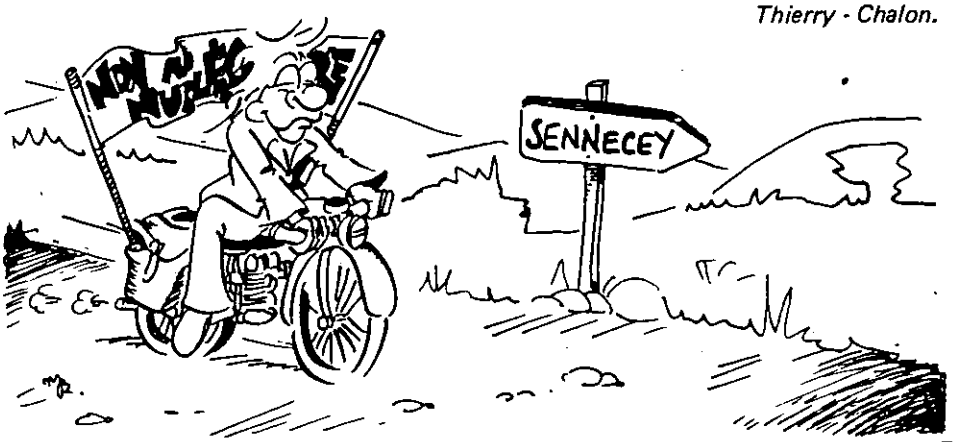
*Les conseils municipaux de dix-huit communes se sont déjà déclarées hostiles au projet et certaines ont fait apposer à l'entrée et à la sortie de leur commune des banderoles signifiant leur refus (comme Tournus, Sennecey, Gigny, Marnay...)*

*Nous nous préparons dès à présent en vue de l'enquête d'utilité publique encore que le débat sur cette question ne soit pas clos (lettres et visites aux mairies pour connaître ou sonder leur position, texte prêt pour les interventions...).*

*Nous avons donc une certaine avance qu'il s'agit de conserver. Celle-ci peut paraître encourageante. Mais nous ne nous faisons pas d'illusions. L'action est plus que jamais nécessaire. Plusieurs meetings sont prévus afin de «fouetter» l'opinion un peu prompte à s'endormir, aidée par le silence de la presse et les caresses préfectorales, politiques ou syndicales.*

*Maintenant que nous sommes structurés localement, il est important que notre lutte soit connue de tout le mouvement anti-nucléaire, CAR NOUS AVONS DE BONNES RAISONS DE PENSER QUE LE PROJET RETENU EST CELUI DE DEUX TRANCHES DE 1 800 MW TYPE SURGÉNÉRATEUR.*

*Thierry - Chalon.*






suite ☞

## ADRESSES :

Liste et adresses des associations engagées dans la lutte contre le projet de centrale nucléaire dans le Val de Saône.

- Les Amis de la Terre : SASSENAY 71530 CHALON S/S.
- Groupement Anti-Nucléaire de Sennecey : La voyette Sainte-Marie ; 71240 SENNECEY LE GRAND.
- Mouvement Régional Anti-Nucléaire : Thierry GROSJEAN, 26 rue du Chatelet, 71100 CHALON S/S.
- Groupe S.O.S. Nature du Tournugeois : M. FAILLET Patrice, l'Abergement de Cuisery 71290 CUISERY.
- Association la Pierre Fiche de BOYER : Mme Vautrin BOYER 71700 TOURNUS.
- Comité Départemental de Protection de la Nature : 61, avenue de Paris 71100 CHALON S/S.
- Comité Anti-Nucléaire de Macon : François de CARLO, 1 rue Chardonnay 71000 MACON
- Mouvement Anti-Nucléaire Intercommunal : Michel FEVRE, VARENNES LE GRAND 71240 SENNECEY LE GRAND.
- Association Anti-Nucléaire de GIGNY S/S : M. VACHEY, GIGNY 71240 SENNECEY
- Groupe de Réflexion et d'actions non-violentes : 59 rue Philibert Guide 71100 CHALON S/S.
- Comité Anti-Nucléaire de Saint-Boil : Jean Michel BONNET, Le Thil, Chenoves, 71940 SAINT BOIL.
- Mouvement Écologique de Tournus : Daniel PONCET, en beau solei 71700 TOURNUS
- Comité Anti-Nucléaire de Cluny : Foyer Rural Grand Secteur 71250 Cluny.
- Comité Anti-Nucléaire de Saint Germain du Plain : J.P. MILLIARD, 10 rue des Tilles, 71370 SAINT GERMAIN DU PLAIN.
- Les Amis de l'Homme et de la Paix : Nobert LECOMTE, Bt G. N. 1, rue Jean Giono, 71100 CHALON S/S.

# ECOLOGIE : TERRORISME ?

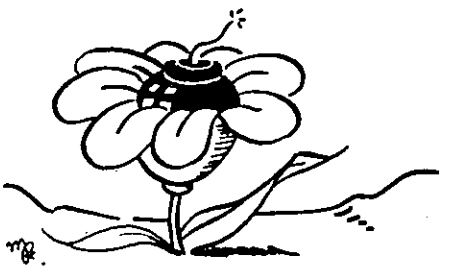
*Il semble que les méthodes allemandes fassent des émules en France. Depuis que je me suis fait prendre à bomber sur les murs de Chalon-sur-Saône, début août (1) la répression va bon train.*

*Ce sont d'abord les bruits de chiottes habituels colportés soit par le canard local, Le Courrier, soit par certaines personnes des partis dits de «gauche», amalgamant les attentats fascistes contre les locaux du PC et PS et lesdits bombages, confondant dans leur mini-campagne de presse violence et contestation politique.*

*Ces bombages me valent une arrestation par quatre inspecteurs sur mon lieu de travail et un premier interrogatoire, après perquisition. Peu de temps après, j'ai la visite des gendarmes encore sur mon lieu de travail. On a osé bomber sur les murs de Jarrot «la qualité de la vie fout le camp». C'est tellement plus simple de venir me voir, hein ? Nouvel interrogatoire à la gendarmerie. Je commence à comprendre que j'ai intérêt à me souvenir de ce que je fais chaque jour.*

*Après les événements d'Allemagne, Chalon voit apparaître des bombages sur Baader. Au matin, trois inspecteurs viennent perquisitionner, nouvel interrogatoire. Baader - antinucléaire, c'est tout pareil, n'est-ce pas ?*

*Grâce à cet empressement des flics à me protéger, le 10 octobre, j'apprends que je vais être licencié. Ça ne traîne pas. Le licenciement prend effet le 18 octobre et je ne suis pas tenu d'accomplir le préavis. Pas la moindre faute à me reprocher, les motifs invoqués sont bidons. Soutenu par l'UD CFDT, nous tentons la réintégration. Peine perdue. Je passerai aux prudhommes le 13 décembre. Mais la société ORLY-RESTAURATION ne m'a encore rien payé, bafoue le droit, et ne m'a pas encore envoyé les papiers nécessaires à mon inscription au chômage.*



*Pour le procès, initialement prévu le 30 septembre (comme la justice sait se montrer rapide !), j'obtiens un renvoi pour le 20 janvier, 9 h, au tribunal correctionnel de Chalon-sur-Saône.*

**J'aurai besoin de témoignages sur les événements de Malville et Bourgoin, qui ont motivé mes actes. C'est important. On peut envoyer des pétitions, télégrammes de soutien au président du tribunal.** *La Coordination du Val de Saône me soutient.*

*Je passe sur les multiples petites tracasseries....*

*Comme nous l'avons déjà montré, nous devons être solidaires dans tous les cas de répression. La mobilisation qu'avait entraîné l'inculpation des paysans de Marnay (destruction d'appareils de sondage) avait fait reculer le pouvoir et sa justice.*

*La vérité à faire ressortir, c'est que cette action, et d'autres, sont meilleures que l'acceptation tacite du nucléaire.*

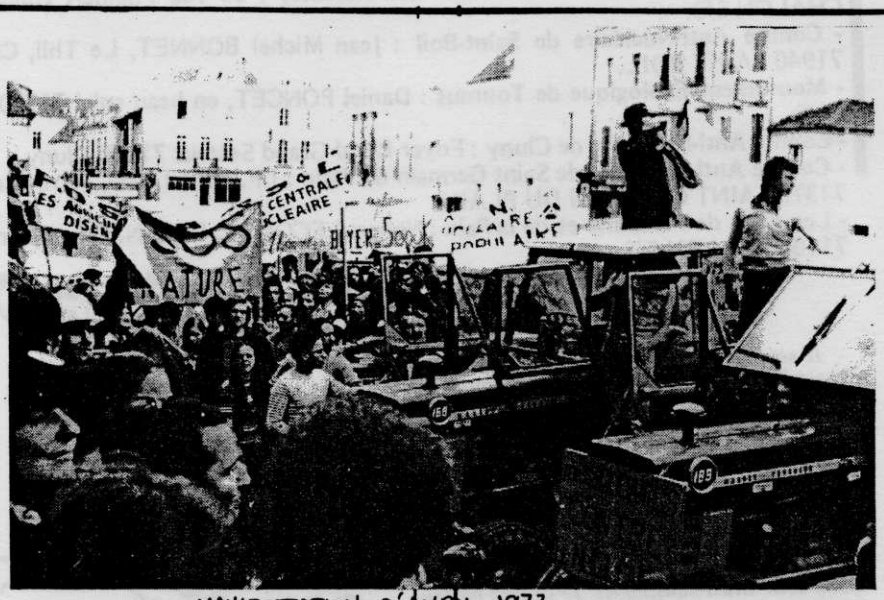
*Chalon S/Saône le 9-11-77*

*Thierry Grosjean*
*26 rue du Chatelet*
*71100 CHALON SUR SAONE*

*(1) Voir Super-Pholix N. 15 - p. 5.*

**suite** ☞

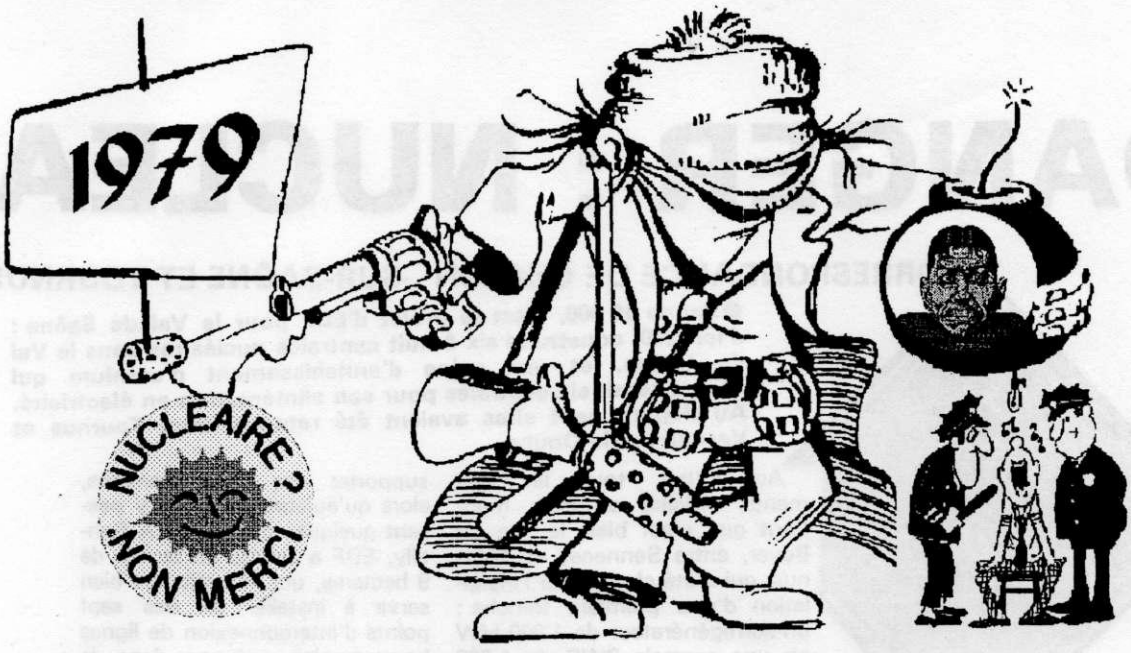
## VAL DE SAÔNE
(suite de la page précédente)




- MANIFESTATION D'AVRIL 1977 -

- CARNAVAL DE CHALON -

# Activisme




L'année 79, représente un sommet dans l'activisme de la CAVS, avec:

- Le développement de la CNAN (Coordination Nationale Anti-Nucléaire).
- Une " caravane " antinucléaire qui sillonne les villages du Val de Saône.
- La semaine " Nucléaire et santé " (conférences de scientifiques, brochures du MET-MRAN).
- La conférence sur les effets des faibles doses de radioactivité.
- La solidarité contre la répression des antinucléaires (trois paysans de Marnay, et menace de licenciement d'un militant à Delle).
- Le Bal folk à Tournus contre le nucléaire et la répression.
- Le soutien aux " 3 de Marnay " lors de leurs procès.
- L'organisation parmi les paysans, d'un refus de vente des terres à EDF.
- La campagne d'information sur la grève du zèle des factures EDF.

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du
PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

n°828 -mercredi 10 janvier 1979-

# DANGER : NUCLEAIRE

## CORRESPONDANCE DE CHALON -SUR-SAÔNE ET TOURNUS

**● Saône 10 000, c'est le projet d'EDF pour le Val de Saône : d'ici 1990, construire six à huit centrales nucléaires dans le Val de Saône, et une usine d'enrichissement d'uranium qui nécessiterait six centrales pour son alimentation en électricité. Au départ, sept sites avaient été retenus entre Tournus et Verdun-sur-le-Doubs.**

Aujourd'hui, tous les éléments, officiels ou non, montrent que c'est bien le site de Boyer, entre Sennecey et Tournus, qui a été choisi pour l'installation d'une première tranche : un surrégénérateur de 1 800 MW ou une centrale PWR de 1 300 MW, et une usine d'enrichissement d'uranium, sur les communes de Marnay et Gigny, proches. Les démentis officiels n'ont pas manqué : en 1974, le préfet déclare qu'aucun site n'est prévu en Bourgogne ; mais en 1976, des sondages et des études de sol ont lieu dans une vingtaine de communes, dont Boyer, Gigny, Marnay, Sennecey. En 1977, le préfet dément les bruits sur l'ouverture d'une enquête d'utilité publique pour l'installation d'un complexe nucléaire.

### UN SUPERBE PONT...

Aujourd'hui, est-ce par hasard qu'EDF a déjà procédé à la mise en place de toutes les installations de mesure nécessaires (station météo, sondage et étude de sol), et étudié de façon très précise les avantages que présente cette zone du Val de Saône : moyens de transport (Saône mise au grand gabarit, autoroute, SNCF...), structure géologique favorable ? Est-ce par hasard qu'un barrage a été construit à Gigny/Ornes, qui correspond parfaitement aux nécessités du pompage, et de la régularisation du débit pour le refroidissement ? Est-ce encore un hasard si près de Boyer, on a construit un pont capable de supporter des super camions, alors qu'aujourd'hui seuls y passent quelques tracteurs ? A Santilly, EDF a acheté un terrain de 9 hectares, qui pourrait fort bien servir à installer un des sept points d'interconnexion de lignes haute-tension prévues dans le cadre du tout-nucléaire. Il est curieux aussi, comme en a informé la FDSEA, qu'actuellement sur toute la zone de Val de Saône entre Boyer et Chalon, tout prêt agricole, aide ou autre, soit suspendu. Enfin, une étude d'insertion dans le site, pour cette centrale, a déjà été réalisée par EDF.

Les démentis ne tiennent pas devant cet ensemble de faits, et les démentis successifs ne sont que l'expression de la tactique actuelle d'EDF pour tenter d'endormir la population.

### LA «PROTECTION» DU PLAN ORSEC - RAD

**Une centrale à Boyer,** ce sera :

— 1 200 hectares de terres agricoles réquisitionnés, 30 exploitations menacées, et des expropriations diverses. La question de l'expropriation des paysans est ainsi présentée par l'étude d'insertion dans le site : «La faible densité de population agraire...»!

— Le danger considérable, sur la RN 6 ou l'autoroute; il passe en moyenne 3 camions chargés de substance radioactives et porteurs de ce charmant panneau : «Radio-activité».

suite ☞

# DANGER : NUCLEAIRE

## (suite de la page précédente)

suite ☞

### La centrale vue par un esthète

*La faible densité de population agraire, dans l'entourage immédiat, ainsi que la présence d'un éperon rocheux permettant l'ancrage des unités actives, concouraient à cette proposition.*

*La présence de l'autoroute Paris-Marseille et de la voie ferrée à grand trafic constituent une infrastructure d'appoint particulièrement riche pour tous les mouvements liés à ce complexe.* (...)

*L'architecture de ces réacteurs s'assimile par sa fonction organique à une expression de nef, décrivant dans l'espace et linéairement une volonté d'architecture de plaine assimilable aux grands barrages hydrauliques où l'architecture se définissait par sa fonction.* (...).

*Le choix des réfrigérants à tirage induit de faible auteur n'agresse pas le site en affirmant une force industrielle, très connue dans certaines régions industrielles d'Europe. La modulation des volumes dans l'espace a rendu beaucoup plus souple cette recherche d'expression grâce à la section circulaire de ces ouvrages se définissant par des strates horizontales, avec les rideaux visibles des mouvements hydrauliques de la technique frigorifique.* (...).

*En fait, l'assemblage d'équilibre minéral et végétal portera en soi cette volonté que les créateurs de nos civilisations réalisent toujours, avec autant de réflexes plastiques que les meilleurs de leurs aînés* (...).

*C'est donc dans l'association harmonique des pôles naturels et artificiels que jaillissent ces nouvelles sources d'énergie aussi crédibles que leurs aînés.*

**Roger TAILLIBER, architecte**
**Analyse du site et son aménagement**

Quant aux dangers que représente le risque d'accident ou de fuite dans la centrale elle-même, les travailleurs du nucléaire connaissent bien l'enjeu de la lutte pour la sécurité, et les nombreux accidents déjà survenus dans le monde sont édifiants là-dessus. Précisons que d'après ce qui a filtré du plan ORSEC - RAD, en cas d'accident, il sera impossible (grâce à des cordons de CRS) de sortir de la zone contaminée, soit un rayon de 70 kms !

La mise en place d'un réseau de lignes haute-tension, dont un certain nombre de nuisances commencent à être prouvées : il y aurait 3 «couloirs» de ces lignes, un au Sud, un au Nord et un vers l'Ouest. La présence de ces lignes impose des servitudes très précises pour l'agriculture, entraîne des incidences climatiques particulières (gel fréquent, formations orageuses). L'exposition prolongée dans un champ électromagnétique provoque aussi des troubles physiques selon la durée de l'exposition.

### LUTTER ET GAGNER CONTRE LA CENTRALE, C'EST POSSIBLE !

Dès 1975 se constituent les premiers groupes et associations anti-nucléaires, sur place, et à Chalon. En 1976, après une caravane de 500 personnes qui sillonne le canton pour se retrouver sur le site de Boyer, 60 anti-nucléaires occupent le site pour empêcher la poursuite des sondages. La coordination anti-nucléaire du Val de Saône qui se met en place organise une manifestation de 2 000 personnes sur le site. A l'occasion des élections municipales, la présence de candidats anti-nucléaires renforce l'information et la mobilisation. Pendant tout ce temps, des piquets de balisage sont arrachés du terrain, des pneus d'engins sont dégonflés, 3 habitants de Marnat seront inculpés pour avoir pris les bouchons de la station d'étude de la nappe phréatique. En 1977, 2 000 personnes et 40 tracteurs manifestent à Chalon. 400 élus s'engagent à démissionner si le projet voit le jour. Les Comités de la coordination, qui ont organisé cet été un rassemblement sur le site poursuivent la réflexion, l'information et la mobilisation sur plusieurs points :

— D'abord renforcer l'information auprès de la population, dont une partie a pu être sensible à la tactique d'EDF qui échelonne ses initiatives, et n'a pas encore pris pour l'instant les mesures décisives.
— Mettre en place un réseau de vigilance permettant sur le terrain une mobilisation rapide pour s'opposer à toute nouvelle initiative d'EDF.

— La question d'une occupation du site est aussi envisagée.
— La réalisation d'une «enquête d'inutilité publique», en coopération avec les maires, permettrait de manifester massivement le refus de la centrale.
— Des démarches sont entreprises auprès des paysans pour organiser le refus de vente des terres. Déjà un des plus gros propriétaires (une centaine d'hectares) a exprimé publiquement son refus de vente.

# DANGER : NUCLEAIRE

**(suite de la page précédente)**

## Nucléaire et fluor

En Planoise, depuis quelques années, la SECME, qui est une filiale de PCUK, a entrepris des recherches sur les communes d'Antilly, Auxy, Autun et Marmagne pour l'exploitation d'un gisement de fluorine. L'association SOS - Planoise a lutté contre ce projet qui prétendait faire de la forêt de Planoise une vaste carrière. Pour l'instant, le projet semble suspendu, bien que certaines activités épisodiques de recherche semblent s'y poursuivre. Mais il faut savoir qu'avec la fluorine, on produit, entre autres, l'acide fluorhydrique, principalement utilisé pour la fabrication de l'exafluorure d'uranium et du tétrafluorure de plutonium. D'après le programme d'EDF, d'ici 1985, il faudrait décupler la production française de fluorine pour satisfaire les besoins du nucléaire.

Car les filières choisies par l'EDF, PWR et surrégénérateur, nécessitent :

— L'enrichissement de l'uranium obtenu par la transformation en tétrafluore d'uranium (attaque de l'oxyde d'uranium pur par l'acide fluorhydrique).

— Le plutonium pur est obtenu à partir du tétrafluorure d'uranium.

Le lien avec le projet d'une centrale nucléaire et d'une usine d'enrichissement à Boyer est facile à établir !

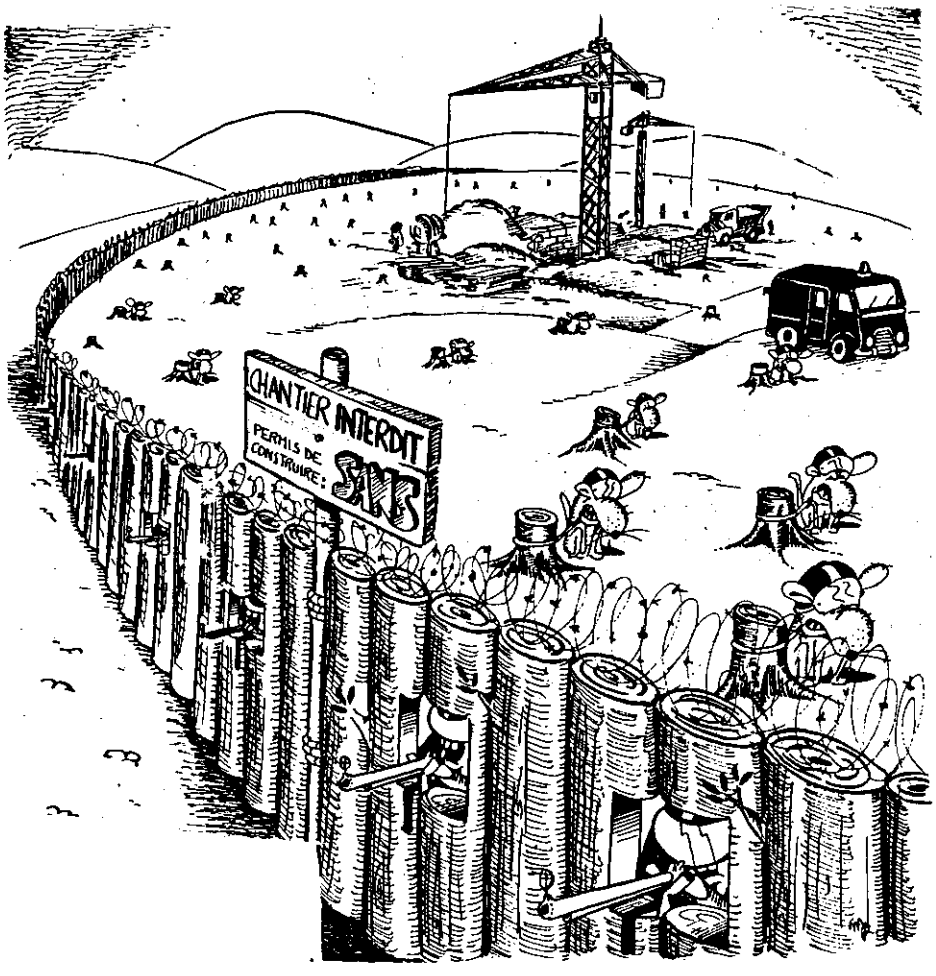
## La campagne pour la centrale nucléaire c'est parti !

*Ainsi, ces derniers temps, plusieurs articles dans la presse locale ont montré que la propagande pour faire admettre la centrale entrait dans une phase nouvelle. C'est le directeur régional d'EDF, Arbonnier, qui insiste sur le fait que la Bourgogne importe 50 % de son électricité et prépare le chantage à venir en affirmant que le déficit en électricité pourrait même occasionner des coupures de courant ! Quelques jours plus tard, Jarrot reprend ses propos et affirme que dans une dizaine d'années le nucléaire représentera 50 % de l'électricité. Mais qu'on se rassure, il nous garantit que les déchets ne sont pas un danger, puisque... les surrégénérateurs, précisément, voyez-vous, les utilisent. Et de toute façon, dixit toujours M. Jarrot, quand on les vitrifie, ça les rend inoffensifs ! Il n'y a pas de quoi rire quand on sait qu'il est président du Conseil supérieur du gaz et de l'électricité.*

## La thermique

*«La thermique» à Chalon, parlez-en, tout le monde connaît, car ils sont rares ceux qui n'ont pas un jour ou l'autre reçu un reste de charbon non brûlé dans l'œil, ou enlevé de leur linge étendu une bonne couche de poussière noire ! La pollution est due au fait qu'elle n'a pas été conçue pour le charbon de Blanzy qu'elle brûle, entre autres. Mais surtout, certains n'hésitent pas à dire qu'il se pourrait bien qu'on en profite pour excéder la population et lui faire miroiter ensuite le nucléaire «propre» ! Vous ne voulez pas de la thermique, alors on vous donne Boyer. Mais nous refusons ce chantage, car les moyens existent pour supprimer cette pollution.*

# APPEL NATIONAL ANTI-NUCLEAIRE




La coordination nationale anti-nucléaire du 10 et 11 février a réuni à Nantes 20 coordinations régionales anti-nucléaires ou comités représentant la plupart des luttes qui se mènent contre le programme électronucléaire français. Ce nombre et cette représentativité sont en eux-mêmes une première réussite.

Une autre avancée du mouvement anti-nucléaire a été la volonté d'unité qui s'est manifestée à cette coordination.

— Volonté de mener une campagne que nous souhaitons unitaire et la plus large possible au niveau local et régional pour la publication du plan ORSEC-RAD actuel, pour la levée du secret et du serment qui lie les travailleurs de radio-protection et la publication de tous les chiffres.

— Volonté de mener une campagne sur le retraitement, le stockage et le transport des déchets nucléaires, d'exiger la rupture des contrats signés avec l'étranger. Nous engagerons parallèlement aux activités propres des comités (contre tous les transports de déchets français et étrangers) une riposte là-aussi unitaire dans toutes les régions de France pour l'arrivée du prochain bateau en provenance du Japon.

— Volonté de répondre systématiquement au chantage à la pénurie d'énergie et au chômage qu'orchestrent le gouvernement et la direction d'EDF par une campagne sur le nucléaire et l'emploi.

— Volonté de faire de la journée européenne du 3 juin un temps fort dans la mobilisation, préparée par une semaine d'action autour de ces axes.

Pour mener ces campagnes, la coordination s'est donnée les moyens d'une liaison adéquate entre les comités : pour la circulation de l'information, pour la mobilisation rapide, et pour la poursuite d'un débat sur la stratégie du mouvement.

Bien que relativement majoritaire, dans la volonté d'unité du mouvement, le souci de rechercher d'abord le consensus et d'approfondir un débat qui a paru insuffisant, la décision de lancement ou non d'une campagne nationale sur le moratoire a été reportée à la prochaine coordination nationale qui aura lieu à Chalons-sur-Saône les 28 et 29 avril 1979.

Face à la récente décision gouvernementale d'accélérer le programme nucléaire, le mouvement anti-nucléaire doit intensifier son action, sa coordination et, rapidement, devenir offensif.

# CFDT: ℕON AU ℕUCLEAIRE

**IL FAUT DENONCER LA PROPAGANDE GOUVERNEMENTALE !**

Après la "panne" de décembre 78, JARROT déclarait que 50% de l'énergie serait nucléaire dés 1985. Et le directeur régional de l'E.D.F. annonçait que la Bourgogne déficitaire importe 50% de son électricité...

Même les cinémas projettent des documentaires sur les moyens tecniques actuels de l'E.D.F. pour répondre à la demande sans cesse croissante, surtout en période de froid, d'énergie électrique. Et ces reportages laissent entendre que le nucléaire est nécessaire pour pallier les carences des autres moyens de production d'énergie électrique.

Tout ceci vise à justifier le programme nucléaire gouvernemental et à faire taire la contestation en prouvant au public l'urgence de la nécessité de la création d'autres centrales.

**EN BOURGOGNE:**

1) B◆YER serait un site choisi par l'E.D.F. pour la construction d'une centrale PWR de 1300 MW ou d'un surrégénérateur de 1800 MW, point de départ d'un programme d'installation de centrales nucléaires en Val-de-Saône.

**En effet à BOYER :**

- les travaux de sondage, repérage, jalonnage du sol sont faits.
- les moyens de transports sont garantis par la saône mise au grand gabarit, l'autoroute toute proche, (un pont permettant le passage de super-camions a été construit près de BOYER).
- est-ce par hasard qu'un barrage a été construit à GIGNY-ORMES, à quelques kilomètres de BOYER ou est-ce pour satisfaire aux nécessités de pompage et de régularisation du débit pour le refroidissement d'une centrale nucléaire ?
- hasard encore que l'E.D.F. ait acheté à SANTILLY un terrain de 9ha qui pourrait servir à installer un des points d'interconnection des lignes à haute tension prévues dans le cadre du tout-nucléaire ?
- curieux aussi que dans toute la partie Val-de-Saône en BOYER et CHALON, le Crédit Agricole suspende tout prêt et aide aux agriculteurs.

2) On assiste aussi à un phénomène de fermeture précipitée des puits dans notre bassin minier. ROZELAY verra-t-il son puits tout prochainement fermé ?

L'extraction de son charbon n'est plus "rentable", semble-t-il ?

**POURQUOI CE CHOIX DU TOUT-NUCLEAIRE ?**

- le nucléaire est un marché intéressant pour les grandes firmes capitalistes nationales qui se restructurent (par ex: FRAMATOME, filiale de CREUSOT-LOIRE)
- le nucléaire est une source de projet d'expansion alors que le pétrole est en crise. Après le TOUT PETROLE, voilà le TOUT NUCLEAIRE !
- concentration des capitaux va de pair avec la création d'une société policière.

Illustration récente que l'arrivée à Cherbourg le 22 janvier d'un cargo transportant 13 transportant 13 tonnes de matières irradiées en provenance du JAPON.

Arrivée protégée par une mobilisation importante des forces de l'ordre avec mise en batterie de canons à eau, et déploiement de chevaux de frise pour interdire l'accès aux quais.

**DANGER - ATTENTION !**

- ce choix du TOUT-NUCLEAIRE se fait au mépris des intérêts des travailleurs et de la population. Pensez qu'en cas d'accident originaire d'une centrale nucléaire, il sera impossible (grâce à un cordon de C.R.S. installé d'après le plan ORSEC-RAD) de sortir de la zone contaminée soit un rayon de 70 km !
- les conditions de travail des ouvriers de ces centrales sont loin d'être rassurantes: la sécurité des travailleurs est en concurrence permanente avec la productivité. Une sous-information des ouvriers découle du fait de l'accélération du programme.

**suite** ☞

# CFDT: Non au Nucléaire

**(suite de la page précédente)**

- La "société plutonium" qui se profile avec de plus en plus d'accuité nous impose une situation irréversible: LE TOUT-NUCLEAIRE, production centralisée d'énergie pour 2020. GARE A A LA PANNE !...
- entre les installations nucléaires circulent des centaines de camions chargés de substances dangereuses.
- et l'élimination des déchets ? à cette question Mr JARROT répondait récemment: une solution "miracle", la vitrification de ces matières.

Alors que de nombreux spécialistes américains boudent la mise sous verre spéciale de ces déchets radioactifs, affirmant qu'à la longue ce nouveau matériau n'est pas stable: il deviendra soluble et laissera échapper la radioactivité des matières intégrées.

Or la vitrification est actuellement considérée comme une solution de confinement à perpétuité des produits indésirables. N'est-ce pas plutôt la façon la plus évidente d'accroître la radioactivité dans l'environnement géologique puisque les matières vitrifiées seront enterrées ?

**UNE AUTRE POLITIQUE EST POSSIBLE** !

Dans l'immédiat la CFDT:

- demande une mise sous contrôle public de tout ce qui touche au nucléaire avec création d'une loi nucléaire. Dans d'autres pays tels la Suède, l'Autriche..., le débat démocratique est ouvert. EN FRANCE : pas !

N'attendons que les centrales du Val-de-saône soient déclarées "d'utilité publique" comme au PELLERIN (Loire-Atlantique) ou le feu vert est donné par BARRE le 9 janvier dernier bien qu'une opposition massive des administrés de cette commune se soit manifesté contre l'implantation d'une centrale nucléaire. GISCARD D'ESTAING avait affirmé "*que les populations qui ne voudraient pas de centrales nucléaires n'en airaient pas*". Déclaration toute démentie !

D'autre part la CFDT:

- réclame un moratoire de 3 ans: plus de nouvelles centrales en chantier.
- se déclare contre la construction des surrégénérateurs.
- demande la relance des énergies classiques issues du charbon, du pétrole, du gaz naturel et l'énergie hydraulique; ou moins habituelles, comme la géo-thermie, l'énergie solaire, la force éolienne.

Dans notre région des dizaines de millions de tonnes de charbon sont encore à exploiter. Le bassin de l'Aumance airait de quoi approvisionner une centrale thermique.

A BLANZY un complexe sportif en cours de réalisation à la ZAC des Rompois sera équipé d'un chauffage solaire.

A St-Martin-en-Bresse, un particulier a fait construire une maison solaire.

A DIJON un ensemble de pavillons est chauffé grâce à l'énergie solaire.

La CFDT insiste sur la nécessité de diversifier les sources d'énergie pour que le pays ne dépende d'aucune d'elles au plan technique économique et politique.

Une source d'énergie doit être renouvelable, nationale, décentralisée et sûre.

---

SECTEUR DU BASSIN MINIER
S.G.E.N. - C.F.D.T.

(Impr. CFDT)

# NUCLEAIRE ET SANTE

MESDAMES, MESSIEURS,

Cet opuscule représente le premier volet d'un travail de réflexion et d'information autour de la santé et du nucléaire. Un fascicule plus exhaustif est prévu prochainement.

C'est une tentative d'analyse et de synthèse des données contradictoires et éparses sur ce sujet aussi nouveau que préoccupant:

**LES RISQUES DU NUCLEAIRE SUR LA SANTE VEGETALE, ANIMALE ET HUMAINE**

Nous avons résumé sur deux shamas les principaux cycles des radio-nucléides depuis la mine jusqu'à l'homme.

Il est d'emblée visible que chaque industrielle du nucléaire va disperser dans l'environnement des effluents qui se concentreront progressivement jusqu'à l'homme, puis dans l'homme lui-même au niveau de certains organes cibles (os, poumons, thyroïde).

**QUE FAIRE ?**

S'informer, informer, participer aux initiatives de la coordination, rejoindre les comités anti-nucléaires du Val de Saône.

Que nous soyons soignés ou soignants, nous sommes tous impliqués dans cette hypothèque de l'avenir.

Toute forme de participation sera la bienvenue.

Si vous voulez rester en liaison avec les comités anti-nucléaires, laissez-nous votre adresse.

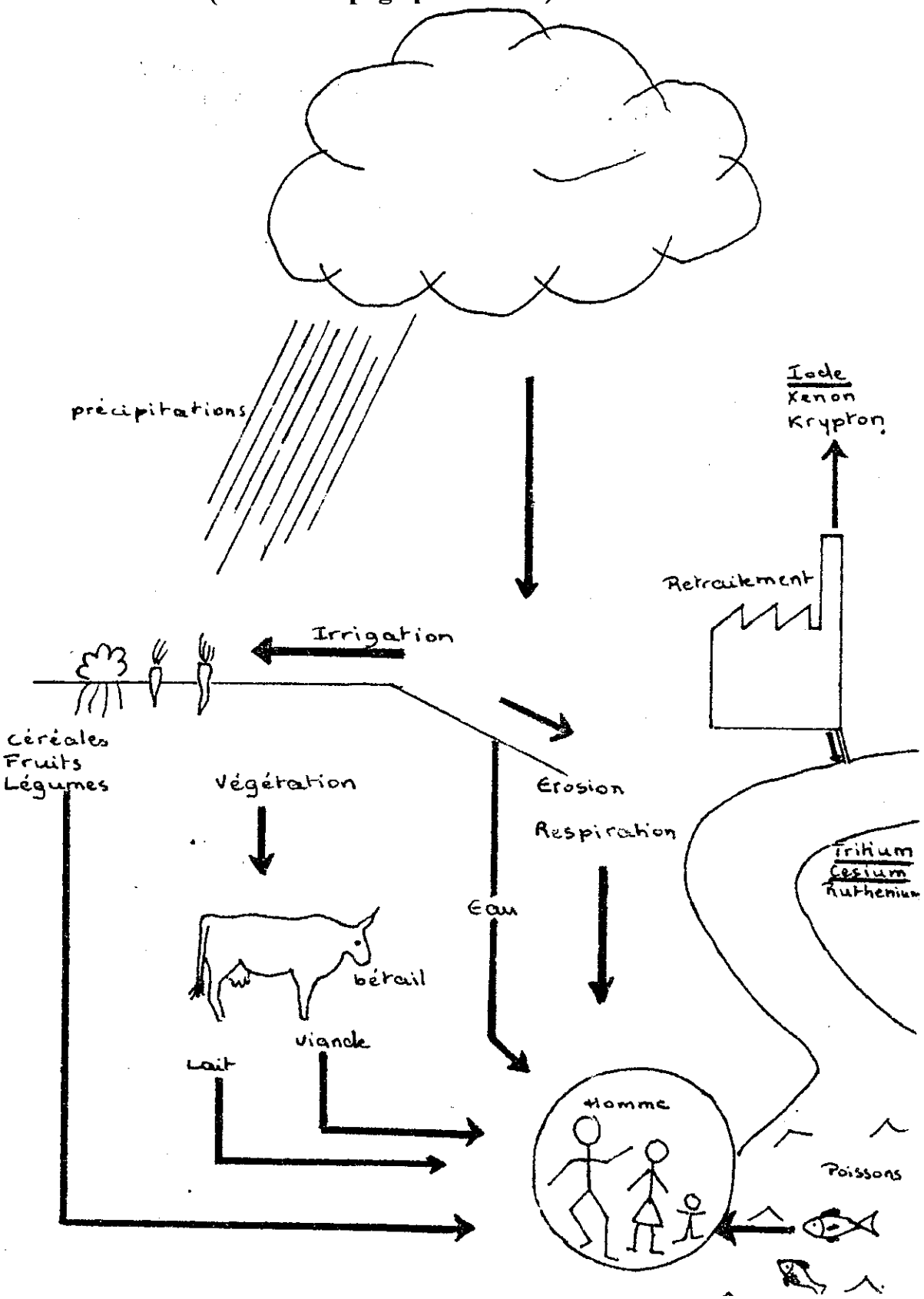
MOUVEMENT REGIONAL ANTI-NUCLEAIRE
Librairie des coquelicots rue Saint-Georges
71100 Chalon sur Saône

MOUVEMENT ECOLOGIQUE DE TOURNUS
Daniel Poncet 14 rue Beausoleil 71700 Tournus

**suite** ☞

# NUCLEAIRE ET SANTE

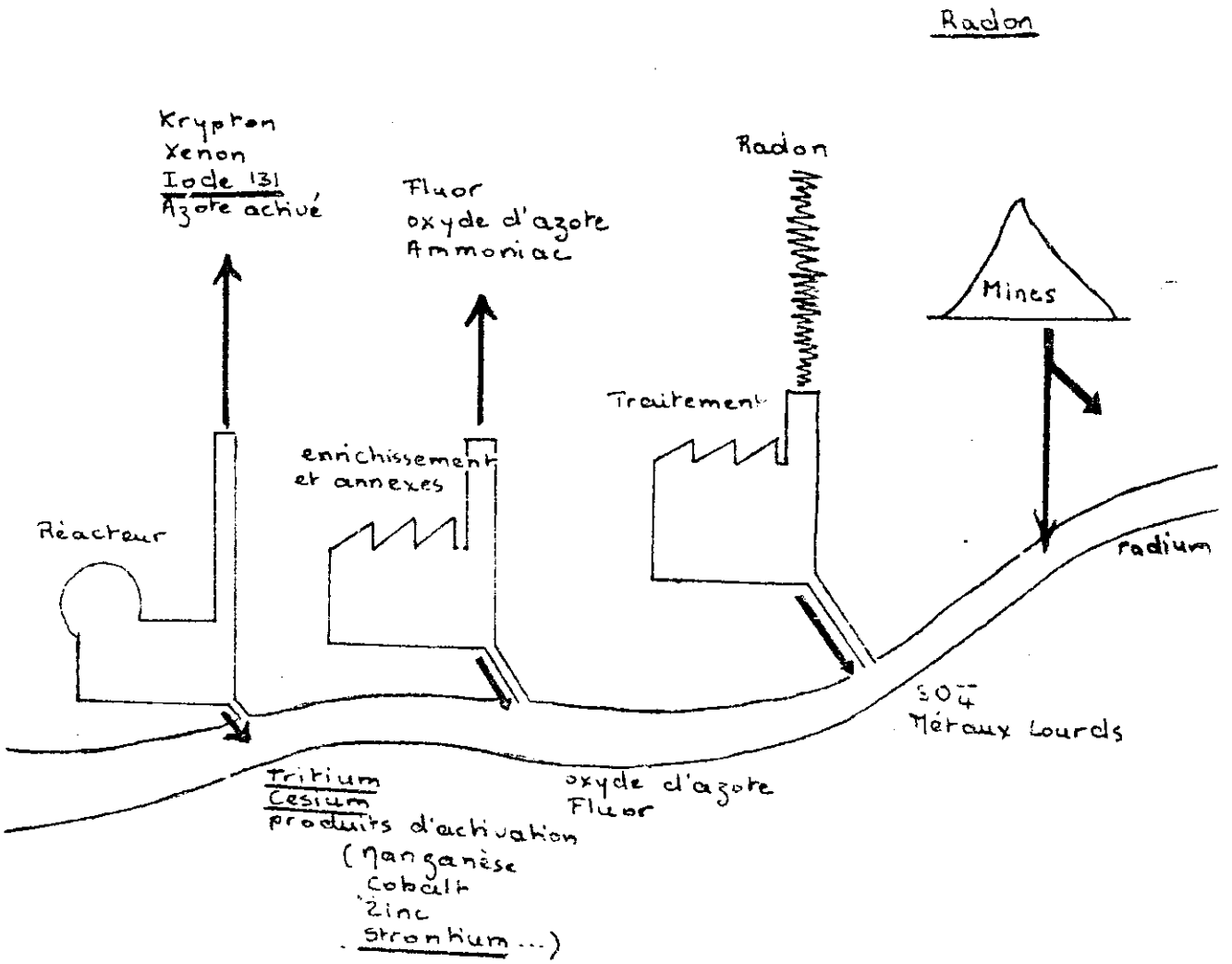
**(suite de la page précédente)**



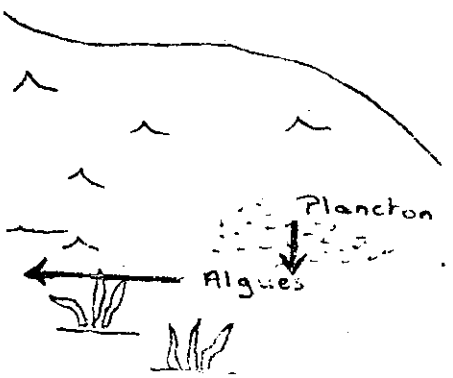

**suite** ☞

# NUCLEAIRE ET SANTE

**(suite de la page précédente)**




CYCLE NUCLEAIRE
ET
POLLUTION DU MILIEU





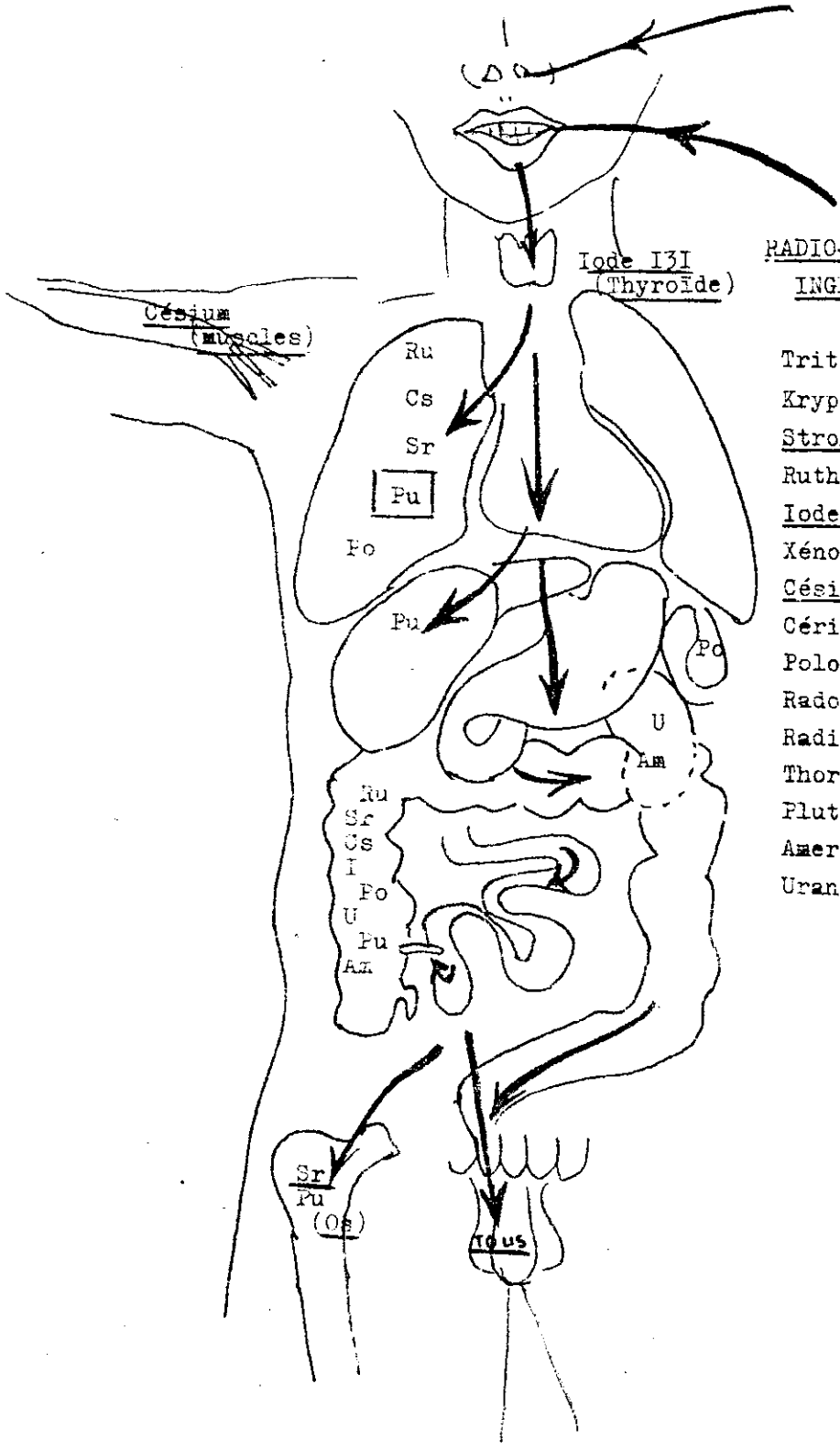

suite ☞

# NUCLEAIRE ET SANTE

**(suite de la page précédente)**

RISQUES PHYSIOLOGIQUES DES RADIO-ELEMENTS

LIEU DE FIXATION DES RADIO-NUCLEIDES




RADIO-NUCLEIDES INGERES OU INHALES:

| | |
|---|---|
| Tritium | |
| Krypton 85 | Kr |
| Strontium 90 | Sr |
| Ruthénium I06 | Ru |
| Iode I3I | I |
| Xénon I33 | Xe |
| Césium I37 | Cs |
| Cérium I44 | Ce |
| Polonium 210 | Po |
| Radon 220-222 | Rn |
| Radium | Ra |
| Thorium | Th |
| Plutonium 238-239 | Pu |
| Americium 24I | Am |
| Uranium | U |

# NUCLEAIRE ET SANTE

**(suite de la page précédente)**

## EFFETS ORGANIQUES

Ionisations - moléculaires
- Cellulaires

↓

Création de radicaux libres

↙ ↓ ↘

Risques génétiques retardés

Effets somatiques retardés
- cancérisation
- leucoses

Altérations immunitaires

## EPIDEMIOLOGIE

I/ Expérimentations animales américaines avec plutonium:

Induction - d'ostéosarcomes
- de cancers du poumon

2/ Etude sur les employés de la centrale de Hanford((USA) 30 000 cas:

Augmentation du risque des cancers en fonction de la dose d'irradiation

3/ Etude sur les mineurs d'uranium (1950 à 1968):

437 morts contre 277 prévisibles
(70 cancers du poumon contre 12 prévisibles)

4/ Etude sur l'usine de Windscale (G.B.):

Augmentation des - Leucoses
- Myelones
- Lymphosarcomes

5/ Etude sur les travailleurs d'A.E.C. Labo (USA) (1968 à 1975):

Leucoses x 9
Cancers x 2
Cancers du poumon x 1,3

---

SOUSCRIPTION POUR LA BROCHURE

"NUCLEAIRE ET SANTE"

Prix de la brochure: 5francs
Toute participation supplémentaire pour soutenir financièrement la lutte anti-nucléaire sera la bienvenue.

Je désire recevoir ..... brochures.
Veuillez trouver ci-joints ..... francs en timbres-poste.

NOM :
ADRESSE :

A renvoyer au M.R.A.N. librairie des Coquelicots Rue Saint Georges 71I000 Chalon Sur Saône.



suite ☞

# DEMAIN LA VIE RADIEUSE ?

**Au nom de notre bien-être, de notre confort:**

- On décide à notre place de réaliser un vaste projet électro-nucléaire en France, avec, entre autre une centrale de type Super Phénix dans le val de Saône.
- on se permet, contre l'avis des populations locales, d'ouvrir des mines dans le Morvan; de faire des centrales à Malville et ailleurs; de créer des centres de retraitement des déchets comme à la Hague.
- on expulse les paysans de leur terre (comme prévu dans le Val de Saône) et on licencie les travailleurs comme à Creusot-Loire.

**Au nom de notre bien-être et de notre confort**, on décide à notre place de ce qui est ou n'est pas dangereux pour nous, tout en oubliant de nous dire:

- que les gens chargés de prélever la radioactivité autour des centrales sont tenus au secret professionnel par le "service central de protection contre les rayonnements ionisants" (SCORIE), et cela y compris pour le très légitime Conseil de l'Information sur l'Energie Electro-nucléaire crée par Giscard et Cie, dont 6 des 18 membres menacent de démissionner.

**QUI Y A T IL DONC A CACHER ?**

- lorsqu'il y a un accident, par exemple à la Hague il est révélé 8 jours après sans précision, POURQUOI ?
- les efflüents radioactifs qui s'échappent tout au long du cycle nucléaire sont très loin d'être négligeable contrairement aux affirmations d'EDF.
- ces effluents se cumulent pour certains dans la chaîne alimentaire jusqu'à l'homme qui les retrouvent concentrés (lait, poisson, etc...);
- le seuil en dessous duquel on considère la dose de rayonnements reçus non dangereuse, n'est pas la même pour la population en France (0,5 rems /an) et aux USA (0,05 rems /an); DE QUI SE MOQUE- T-ON ?
- ce seuil pour les ouvriers et employés est de 5 rems /an. Une des rares études statistiques révèlent que pour un moyenne de 1 rem par an le taux des cancers et des leucémies pour les ouvriers du centre nucléaire de Andorre est considérablement plus élevé que la normale. Ce qui tend à prouver que ces seuils ont été fixés arbitrairement en fonction des besoins techniques, et au détriment des populations , etc...

L'INFORMATION QU'ON VEUT BIEN NOUS DONNER EST FAUSSEMENT SECURISANTE.

**NOTRE AVENIR EN DEPEND !!**

**REUNION PUBLIQUE DE DEBAT "NUCLEAIRE ET SANTE"**
avec la participation du Dr. S. AYME, membre du G.S.I.E.N.
TOURNUS: le samedi 3 Février 1979, 15 h, salle capitulaire de l'abbaye;
CHALON: " " " " , 20 h, studio 70 (derrière la mairie)

**MOUVEMENT ECOLOGIQUE DE TOURNUS ET MOUVEMENT REGIONAL ANTI-NUCLEAIRE chalon**

imp. spéc; Chalon

# Sur le thème « nucléaire et santé » réunion très suivie, salle Capitulaire

*Le public.*

Samedi à 15 h, salle Capitulaire de l'Abbaye le mouvement écologique de Tournus (M.E.T.), le mouvement régional anti-nucléaire (M.R.A.N.) organisaient une réunion publique d'information sur le thème « Nucléaire et Santé », soutenue par la coordination anti-nucléaire du Val-de-Saône et l'association des élus. Deux membres du groupe scientifique pour l'information sur le nucléaire (G.S.I.E.N.) l'animaient, M. B. Chanier et Mme S. Ayme, tous deux médecins.

Le Dr Chanier abordait le problème de la radioactivité en démontrant le caractère insidieux de cette notion dont l'origine reste l'usage militaire. Après avoir rappelé les différents rayonnements dûs à l'irradation naturelle, le Dr soulignait que le danger des centrales consistait surtout dans l'absorbtion des particules radio-actives rejetées. C'est en effet les conséquences sur les tissus organiques de la population qui semblent catastrophiques.

Le plus grave est le phénomène de la concentration des particules radioactives tout au long de leur parcours dans la chaîne biologique : atmosphère, pluie, terrain, herbe, vache, lait, os de l'homme.

Tous les biologistes, a conclu le Dr Chanier, doivent être conscients que le danger des centrales n'est pas dû à l'irradiation — sauf en cas d'accident — mais surtout à la contamination, dûe aux rejets de l'industrie nucléaire radioactifs.

Après cet exposé bref et convaincant, le docteur S. Aymé exposa les effets de la radioactivité sur le tissus cellulaire.

Avec malice le docteur mit en question le savoir des experts qui par trois fois [illegible] changer le taux d'irradiations maximales.

La clarté massive de cette dose dite « normale » dévoile l'arbitraire avec lequel les dirigeants décident de la santé d'une population. En fait on sait aujourd'hui que cette irradiation aussi minime soit-elle est nuisible, ce qui est ressorti de façon nette et claire des propos du Dr S. Aymé.

C'est donc un véritable cri d'alarme que s'est terminée cette intervention, en effet si l'on ne peut évaluer dans les détails les effets du nucléaire, on a la certitude de leur danger qui constitue une scandaleuse atteinte à la santé publique.

*Le conférencier.*

Après un échange de questions venant d'un auditoire intéressé (70 personnes dont 3 élus locaux) les organisateurs (M.R.A.N. et M.E.T.) ont souligné qu'il était important de prolonger cette campagne d'information par une véritable résistance qui se fixait trois objectifs majeurs :

1. Rejoindre les comités existant dans la coordination.
2. Organiser une contre-enquête d'inutilité publique.
3. Préparer un refus collectif de vente des terres à la manière des paysans du Larzac.

Pour tout contact : M.E.T. : Ancienne école Saint-Joseph, tous les vendredis à 21 h.

La Coordination du Val de Saône, Ancienne école de Sennecey-le-Grand, tous les lundis à 20 h 30.

Chalon, le 19-02-79

**Mesdames, messieurs,**

Nous tenons à porter à votre connaissance les faits suivants, concernant un de nos camarades, ouvrier à Delle-Alsthom.

Ce camarade a été déjà mis à pied 2 jours courant novembre par la direction de son usine, suite à un conflit avec un chef. Il a aussitôt demandé aux prud'hommes l'annulation pure et simple de cette sanction infligée officiellement pour "manque d'activité".

Récemment, il a reçu la lettre ci-jointe en recommandé. Cette lettre constitue un fait très grave dont nous jugeons utile de saisir tous ceux qui ont pris à un titre ou à un autre position contre le projet nucléaire français.

1) Le soi-disant manque d'activité de notre camarade est référé ouvertement à une opinion anti-nucléaire: il y a donc délit d'opinion.

2) Cette lettre est sans équivoque: elle est un jalon vers le renvoi planifié à terme de notre camarade.

3) Par conséquent, elle inaugure de façon claire, aujourd'hui à Chalon, une politique patronale d'interdiction professionnelle pour cause d'opinion. Elle va dans le même sens que le récent renvoi d'un enseignant de la Hague de son travail à la COGEMA, sous prétexte qu'on l'avait reconnu à la TV parmi les manifestants.

Ce fait annonce une politique systématique de répression à l'égard de tous ceux qui refusent de penser dans le sens de la logique criminelle du projet nucléaire. Il est intolérable à notre avis de laisser passer cela, car autrement, où celà finira-t-il ?

Nous proposons donc à tous les anti-nucléaires et à tous les démocrates de la région une réunion à la Mairie de Chalon, le jeudi 22 février entre 16h et 20h, pour étudier ensemble les moyens de s'opposer aux interdictions professionnelles dans l'industrie nucléaire.

**Les Maoïstes de l'U.C.F.M.L.**

Lettre envoyée aux organisations suivantes: CFDT, PSU, CSCV, CDPN, PS, MRAN, EE, LCR, OCT, PCR, MANIC, MET, St BOIL, MEB, CPAC, Association contre les Interdictions professionnelles, Association des Elus.

DELLE-ALSTHOM
DÉPARTEMENT
APPAREILLAGE
ET ÉQUIPEMENTS
DE DISTRIBUTION

75, GRANDE-RUE SAINT-COSME
B. P. 2741 - 71108 CHALON-SUR-SAONE
TÉL. (85) 46.20.60 5 LIGNES GROUP

CHALON, LE 12 FEVRIER 1979 Fr/JP

Monsieur [redacted]

RECOMMANDE AVEC A.R.

Monsieur,

A la suite des récents avertissements et de la mise à pied de deux jours dont vous avez été l'objet les 22 et 23 NOVEMBRE dernier, nous avion espéré que votre activité s'améliorerait et que vos temps de travail reviendraient à un niveau acceptable.

Or, pour le mois de JANVIER (période du 5 au 29), nous avons relev les temps suivants :

- Commande 64413 S.B. - 5 au 10/1/79 inclus
  Temps prévisionnel normal ..... 12 heures
  Temps passé par Monsieur [redacted] ..... 33,50 heure
- Commande 64932 P - 11 au 18/1/79 inclus
  Temps prévisionnel normal ..... 15 heures
  Temps passé par Monsieur [redacted] ..... 50,30 heures
- Commande 64413 SC - 25 et 26/1/79
  Temps prévisionnel normal ..... 8,00 heures
  Temps passé par Monsieur [redacted] ..... 13,40 heures
- Commande 65111 S - 26 et 29/1/79
  Temps prévisionnel normal ..... 3.00 heures
  Temps passé par Monsieur [redacted] ..... 8,50 heures

Ces commandes représentent du matériel pour l'industrie nucléaire dont l'estimation du danger semble vous ôter une partie de vos moyens de travail, mais qui représente une part importante de notre activité et procure de nombreux emplois chez DELLE.

Malheureusement, pour les commandes de matériel non nucléaire (2 affaires en cours), vos temps ont été de 59,6[illegible] heures pour une prévision normale de 18,00 heures, ce qui est encore plus catastrophique que dans les exemples ci-dessus.

En conséquence, constatant que vous ne tenez aucun compte de nos remarques en continuant à exécuter votre contrat de travail de façon anormale, nous vous adressons cet ultime avertissement avant la rupture de votre contrat qui interviendra sans nouvelle formalité si vous continuez dans cette voie.

Agréer, Monsieur, nos salutations.

Delle-Alsthom
D. A. E Chalon
Le Chef du Service Personnel

# PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

SECTION DE CHALON SUR SAONE
2 rue de l'Industrie 71100 Calon sur Saône

Mesdames, Messieurs,

Compte tenu de la date tardive à laquelle nous est parvenue votre lettre, nous n'avons pu participer à la réunion à laquelle vous nous avez invité et qui concernait le licenciement à brève échéance d'un de vos "camarades" chez Delle.
Nous souhaiterions tout d'abord avoir davantage de précisions sur ce cas et plus particulièrement sur la manière dont s'est déroulée cette action et l'impact qu'elle a eu auprès des travailleurs de Delle.
Cependant d'ores et déjà, votre lettre appelle quelques remarques. Il est en effet regrettable de constater que vous n'ayiez pas cru bon d'inviter la section syndicale CGT de Delle, seule organisation syndicale présente dans cette entreprise. Mais cette attitude n'est pas pour nous étonner, compte tenu des multiples tracts que vous avez diffusés et dans lesquels vous affirmez que tous vos "camarades" sont d'accord pour "vomir les syndicats" ( Sic ).
Il est cependant vrai que la CGT n'a jamais eu de positions anti-nucléaire. Mais quand bien même, il aurait existé une section syndicale CFDT chez Delle, votre "camarade" ne s'y serait certainement pas syndiqué.
Nous ne pensons pas que l'action isolée d'un travailleur, totalement coupé des organisations de la classe ouvrière puisse faire avancer de quelque façon que ce soit le combat anti-nucléaire, bien au contraire.
Pour que le combat anti-nucléaire se développe et s'intensifie, il est absolument nécessaire de réaliser l'unité de l'ensemble des organisations de la classe ouvrière et des associations et groupements anti-nucléaire et de lier étroitement la lutte des travailleurs et de la population contre l'exploitation capitaliste, tant sur leur lieu de travail que dans leur cadre de vie.
Malheuresement, votre ligne politique tourne totalement le dos à cette unité.
Cependant le PSU estime qu'il est important d'empêcher toute répression patronale qui s'exercerait à l'encontre d'un travailleur.
C'est dans cet esprit, que nous vous demandons de bien vouloir nous communiquer les précisions souhaitées et de nous faire part des réflexions que ces quelques lignes ne manqueront pas de vous inspirer.
Veuillez accepter, Mesdames, Mesieurs, nos salutations.

Section PSU de Chalon sur Saône

Copie de cette lettre est adressée pour information, aux organisations que vous aviez convoquées

## Menace de licenciement à Delle-Alsthom pour délit d'opinion.

Les organisations soussignées: **MRAN** (Mouvement Régional Anti-Nucléaire), **MET** (Mouvement Ecologique de Tournus), **MEB** (Mouvement Ecologique de Beaune), **UCFML** (Union des Communistes Marxistes-Léninistes de France), **CPAC** (Comité Populaire Anti-Capitaliste), **OCT** (Organisation Communistes des Travailleurs), **PCRML** (Parti Communiste Révolutionnaire Marxiste-Léniniste) attirent l'attention de la population de la région chalonnaise sur un fait extrêmement grave se déroulant à l'usine Delle, un ouvrier est menacé de licenciement pour délit d'opinion.

Delle est une usine qui fabrique du matériel nucléaire. Cet ouvrier est anti-nucléaire et la direction écrit **"ces commandes représentent du matériel pour l'industrie nucléaire dont l'estimation du danger semble vous ôter une partie de vos moyens de travail."**

**Autrement dit:**

-Pour avoir du travail dans cette usine, il faudrait suivre aveuglément la politique nucléaire actuelle.

-Le droit de penser; la liberté d'opinion dans les usines du nucléaire sont remis en cause. Si vous êtes "mal pensant" on vous jette à la rue !

Le nucléaire est déjà imposé aux populations. On peut être pour ou contre; c'est le droit élémentaire de chacun à avoir une opinion sur tel ou tel choix de production, d'énergie, de société.

**Là, le problème est clairement posé:** acceptez sans penser le choix de production de l'usine, mettez vos idées dans la poche et travailler sans penser !

Comme l'industrie nucléaire est une des bases de la restructuration de l'industrie française, il faut, comme disait un directeur de centrale nucléaire "**des gens qui travaillent bien et qui pensent pas trop**".

Voilà des faits lourds de conséquences: cela s'appelle l'interdiction de travail pour motif politique. TOUT LE MONDE SAIT OU CELA MENE A TERME.

C'est pour cela que nous appelons toute la population à se mobiliser pour empêcher ce licenciement, montrer qu'elle ne tolère pas de tels agissements et affirmer sa détermination à s'opposer à toute forme de répression dans les usines remettant en cause les libertés politiques, syndicales et individuelles.

Ce licenciement n'en annonce-t-il pas d'autres plus importants comme à Creusot-Loire ?

Pour l'annulation de toute sanction et menace de licenciement, nous appelons à un rassemblement le mercredi 7 Mars à 13h devant l'usine Delle (rue St-Cosme).

MARS 1979

## Les 28 et 29 avril prochains :

# Chalon point chaud du combat anti-nucléaire

*Les représentants de dix comités anti-nucléaires ont préparé la coordination nationale.*

SENNECEY-LE-GRAND. — Après les incidents de Harrisburg, en Pensylvanie, le dossier du nucléaire devient brûlant. Il sera longuement question du danger nucléaire, les 28 et 29 avril prochains, lors de la coordination nationale des Comités anti-nucléaires qui se déroulera à Chalon-sur-Saône.

A l'occasion de cette coordination nationale, des choix d'action seront déterminés, en fonction des propositions des comités. C'est pour définir leurs choix, que dix comités anti-nucléaires de la région (dont le M.R.A.A.N. : Mouvement Régional d'Action Antinucléaire) ont participé hier soir à Sennecey-le-Grand à une réunion de la coordination du Val de Saône.

A l'issue de cette réunion il a été décidé qu'un moratoire du programme nucléaire serait proposé. Ce moratoire porterait sur une durée minimum de cinq ans et entraînerait l'arrêt total du programme nucléaire (arrêt des centrales en fonctionnement, suspension de la construction des centrales en cours, annulation des contrats de vente à l'étranger des centrales nucléaires ou d'usines de retraitement et d'enrichissement du combustible, etc...). Le texte sera remis le 28 avril à la coordination nationale.

Les anti-nucléaires du Val de Saône ne se font pas de grosses illusions sur la possible acceptation d'un tel moratoire par le gouvernement. Mais ils partent du principe que si l'on doit arrêter l'exploitation du nucléaire c'est maintenant ou jamais qu'il faut le faire, même si cela doit bouleverser quelque peu de l'économie nationale : plus on attendra, plus les choses deviendront difficiles.

Leur espoir est que d'autres groupes se joignent à eux (partis politiques, syndicats ou autres) pour rendre l'action possible. Mais cela sera défini plus clairement ce week-end.

Il a également été question, au cours de cette réunion, de la journée antinucléaire internationale qui doit se dérouler à Bâle (Suisse). La coordination nationale française préfère à une manifestation en un point fixe des actions décentralisées. Chaque comité devra donc définir son propre choix d'action. Nous connaîtrons les décisions de la coordination du Val de Saône lors de la coordination nationale, samedi et dimanche prochains.

CFDT

UNION LOCALE
CHALON / SAÔNE

10 OCTOBRE 1979

**- FISSURES DANS LES CENTRALES**
**- NON A LA FRANCE POUBELLE MONDIALE DU NUCLEAIRE**
**- NON A LA REPRESSION DES PAYSANS DE MARNAY**

- - - - - - - - - - -

✸Lors d'une conférence de presse, le 21 septembre 1979, la confédération CFDT à rendu public les faits importants concernant la sécurité du programme électro-nucléaire.

Des défauts ont été découverts sur 2 piéces essentielles des centrales PWR. Ces défauts qui concerneraient toutes les centrales se manifestent par des fissures dasn les pièces massives en acier (plaque tubulaire des générateurs de vapeur et tubulures des réacteurs).

Les premières fissures découvertes dans le courant 1978 n'ont jamais été rendues publics. Cela montre bien la désinvolture avec laquelle, malgré les "directives officielles" les responsables de l'industrie nucléaire traitent l'information nécessaire du public. Même le conseil d'information sur l'énergie électro-nucléaire que préside Simone Veil, l'a appris par la presse !!!

Il a fallu la conférence de presse de la CFDT et l'information de la CGT pour que cette affaire prenne les proportions qu'on lui connaît aujourd'hui.

Après de longue hésitations, M. Girond, ministre de l'industrie avait autorisé le chargement de 2 nouvelles centrales (Graveline et Tricastin) malgré la présence des fissures qui sont pourtant très préoccupantes d'ici 6 à 8 ans. Une fois chargées, les pièces étant irradiées, les réparations seraient pratiquement impossibles ou alors dans des conditions déplorables pour les travailleurs à cause de l'irradiation. A moins qu'un robot puisse être conçu d'ici là pour effectuer ce travail.

Pour nous CFDT, nous ne pouvons accepter que des paris soient faits sur l'évolution des sciences et des techniques avec la vie des travailleurs et des populations concernés:

Rappelons que toutes les cuves fabriquées jusqu'à présent sont à priori affectées de défauts y compris celles déjà en activité !!!

C'est pourquoi, les fédération EDF, CFDT et CGT ont appelé les travailleurs à arrêter le travail et empêcher le chargement des 2 nouvelles centrales.

Au bout de 3 jours de lutte, le pouvoir a reculé et la mise en route des centrales est repoussée. Mais, tout n'est pas réglé, il faut rester vigilant.



suite ☞

# SUITE DE LA PAGE PRECEDENTE

✸La CFDT a raison de s'opposer à la réalisation du programme électro-nucléaire, elle a raison d'en dénoncer les risques multiples des conditions de réalisation de ce programme.

C'est pourquoi, nous demandons:

- un moratoire de 3 ans;
- un véritable débat démocratique et l'information des citoyens;
- une remise en cause du type de développement actuel;
- la diversification des sources d'énergie (localement, le maintien de l'exploitation de la mine de charbon de Montceau en est un exemple très concret) et le développement du budget de recherche.

✸Le programme électro-nucléaire doit être combattu à toutes les phases de son exécution. Le retraitement des déchets (y compris ceux venant de divers pays du monde entier) en multiplie les dangers, mais par contre, augmente les profits des trusts privés. C'est pour éviter que la France devienne la poubelle mondiale du nucléaire que la CFDT a participé au rassemblement le 9 octobre 1979 à Cherbourg, mais également dans plusieurs villes de France dont Chalon.

✸Localement, nous nous opposons à la construction d'une centrale nucléaire à Boyer dans le Val de Saône et nous participons à la lutte pour empêcher son implantation.

C'est pourquoi, nous sommes solidaires des paysans de Marnay qui sont accusés d'avoir saboté les appareils de sondage mis en place par EDF sur le site de Boyer.

EDF veut faire porter la responsabilité de la lutte développée localement pour empêcher l'implantation de la centrale à ses 3 personnes (dommages et intérêts s'élevant à 2 millions de centimes).

Nous devons empêcher le pouvoir de faire avorter la lutte qui se développe dans le Val de Saône contre la centrale.

La CFDT appelle à lutter contre cette répression et elle accompagnera les 3 paysans de Marnay convoqués par le tribunal le 15 octobre à 14 h.

**NON AU PROGRAMME ELECTRO-NUCLEAIRE**
**NON A LA FRANCE POUBELLE MONDIALE DU NUCLEAIRE**
**NON A LA CENTRALE DE BOYER**
**NON A LA REPRESSION FACE AUX ANTI-NUCLEAIRES**
**OUI A LA DIVERSIFICATION DES SOURCES D'ENERGIE**
**OUI POUR UN MORATOIRE DE TROIS ANS**
**OUI POUR UNE VERITABLE INFORMATION ET UN DEBAT DEMOCRATIQUE**
**OUI A UN AUTRE TYPE DE DEVELOPPEMENT**

**NON AUX GASPILLEURS D'ENERGIE ET DE RESSOURCES NATURELLES**

# Pentecôte 79 : on refuse

- dans le Val de Saône,
- partout en France,
- partout en Europe,

# LE NUCLEAIRE

L'accident d'Harrisburg a montré une fois de plus que le nucléaire est une technologie dangereuse et mal maitrisée. Au mépris de la santé et de la sécurité des populations, les Pouvoirs Publics choisissent ce moment pour accélérer le programme nucléaire français. Pour éviter chez nous Harrisburg ou pire, il faut faire échec à cette politique.

Les Comitésantinucléaires, réunis en coordination nationale à Châlon s/ Saone les 28 et 29 avril, et réunis en coordination internationale à THIONVILLE, le 6 mai, appellent les populations à exprimer leur refus massif du nucléaire, au cours des manifestations de la Pentecôte 79 avec comme objectifs :

- arrêt définitif de toutes les installations nucléaires existantes, en construction ou en projet, ainsi que des installations d'enrichissement et de retraitement. Halte à l'exportation d'installations nucléaires et de déchets radioactifs.

- halte à l'armement nucléaire !
Abolition de toutes mesures répressives, maintien et élargissement des droits démocratiques, contre l'Europe policière !

- accès libre à toutes les informations et décisions touchant à la politique énergétique.

- contre la restructuration industrielle, pour le développement et l'utilisation accélérée de sources énergétiques respectant l'environnement et permettant la création d'emplois.

DANS LE VAL DE SAONE :

. Nous ne laisserons pas passer le projet dément d'une centrale nucléaire et d'une usine d'enrichissement ;
. Nous ne laisserons pas chasser les agriculteurs, exproprier plus de 1 000ha de terre ;
. Nous ne laisserons pas saccager les villages de Boyer, Sennecey, Marney, Gigny et mettre en péril la santé des 580 000 habitants résidant à moins de 50 km de la centrale prévue ;
. Nous ne laisserons pas les rejets gazeux et liquides polluer, prés, rivières, produits agricoles ;
. Nous ne laisserons pas le chantage à l'emploi [méprisable lorsqu'on sait ce que la conversion au nucléaire nous amène comme chômage] tenir lieu de politique énergétique ;
. Nous ne laisserons pas s'accumuler par les générations futures des déchets radioactifs qu'aucun traitement et qu'aucun emballage ne peut rendre inoffensif ;
. Nous ne laisserons pas s'installer une surveillance policière de tous les instants.

PAS UN METRE CARRE A E. D. F. : extension et soutien d'un refus public de vendre des terres à E. D. F. ;

NE PAS PERMETTRE A E. D. F. DE FAIRE UN PAS SUR LE SITE : nous engageons à nouveau les habitants du Val de Saône à prévenir immédiatement les Comités Antinucléaires, aussitôt qu'ils remarqueront quelque chose de suspect sur les sites possibles ;

NE PAS PERMETTRE A E. D. F. de tisser sa toile d'araignée : opposition aux projets de lignes à très haute tension qui devrait sillonner la région ;

→

# PENTECÔTE 79

**(suite de la page précédente)**

- soutien dans toute la région en cas d'intrusion d'E.D.F. sur le site : les Comités antinucléaires recueillent les adresses de tous ceux qui sont d'accord pour intervenir sur le site en cas de besoin très rapidement.

---

NOUS SERONS NOMBREUX AVEC LA COORDINATION ANTINUCLEAIRE DU VAL DE SAONE, AVEC LE SOUTIEN DE TOUS CEUX QUI DANS LE MONDE ENTIER COMBATTENT POUR LA VIE, A MANIFESTER LES 2, 3, et 4 JUIN.

---

1] Rassemblement le 2 Juin :
Lons le Saunier : samedi 2 à 13 H 30, au Péristyle du Théâtre ;
Beaune : samedi 2 ;
Chalon sur Saône : samedi 2 à 15 heures, Place de Beaune ;
Tournus : samedi 2, le matin sur le marché.
Dijon :

2] Caravane d'informations le dimanche 3 au matin dans le Val de Saône.

3] TOUS A SENNECEY le 3 juin à 16 H 30 :
- animation musicale ;
- informations ;
- prises de parole

(nous rappelons aussi la manifestation internationale de Thionville le 4 juin)

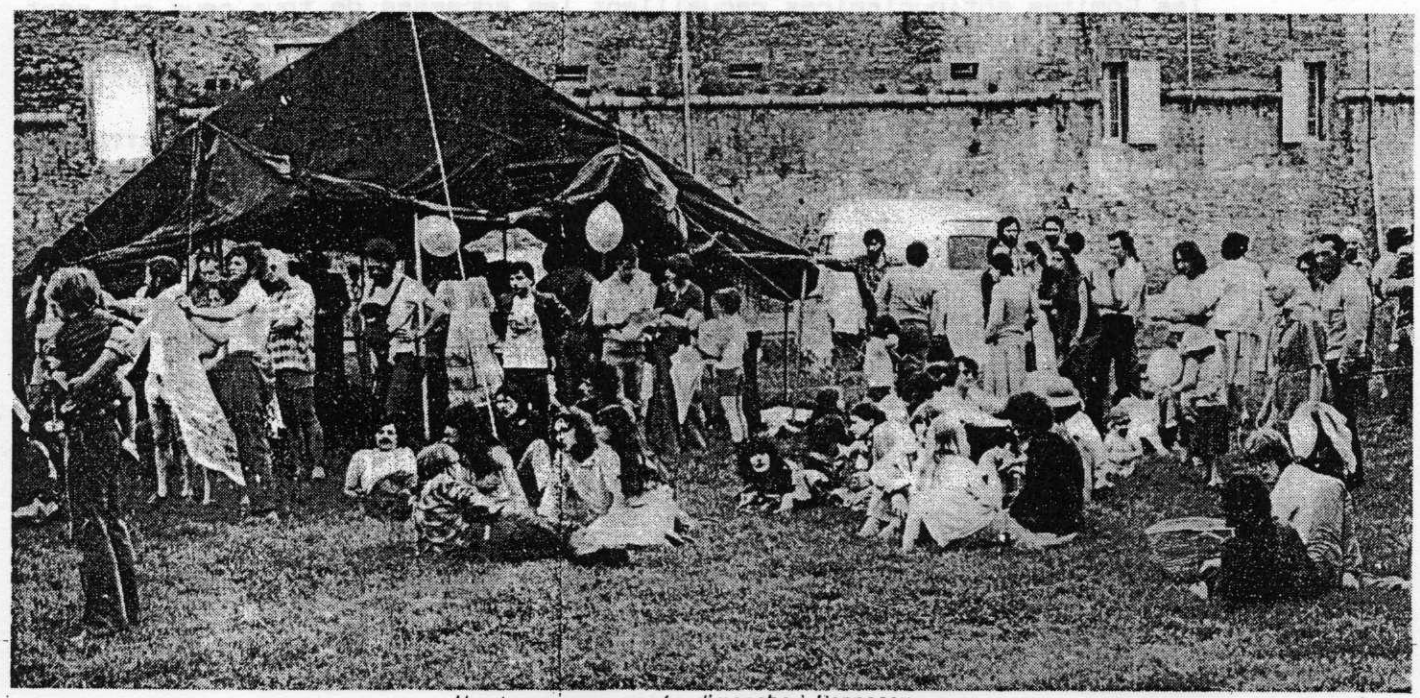
COORDINATION ANTINUCLEAIRE DU VAL DE SAONE

---

(Imp. spé. Chalon)

# Pentecôte 79 pour les apôtres de l'anti-nucléaire

## *Refuser que le Val de Saône connaisse le sort d'Harrisburg*



*Une kermesse engagée, dimanche à Sennecey.*

CHALON. — En cette Pentecôte 79, partout en Europe et en France, les apôtres de l'anti-nucléaire ont exprimé massivement leur refus d'une technologie dangereuse et mal maîtrisé. A Thionville, choisie comme lieu de manifestation internationale, et ailleurs, les Comités anti-nucléaires ont rappelé leurs objectifs :

— arrêt définitif de toutes les installations nucléaires existantes, en construction ou en projet, ainsi que des installations d'enrichissement et de retraitement

— halte à l'exportation d'installations nucléaires et de déchets radioactifs

— halte à l'armement nucléaire

— accès libre à toutes les informations et décisions relatives à la politique énergétique

— arrêt de la restructuration industrielle, développement d'énergies de substitution renouvelables et non polluantes et permettant la création d'emplois.

Dans notre région des manifestations ont eu lieu à Beaune, à Lons-le-Saunier, à Dijon.

Dans le Val de Saône, Tournus, samedi matin, et Chalon, samedi après-midi ont été le théâtre de rassemblements. A l'invitation de la coordination anti -nucléaire, dimanche matin, deux caravanes d'information sont parties de ces deux villes pour sillonner le Val de Saône, mais sans la sonorisation qui leur a été refusée par la préfecture.

Le point fort de ce week-end anti-nucléaire dans le Val de Saône aura été le rassemblement de Sennecey-le-Grand : à partir de 16 h 30, dimanche après-midi, près de 400 personnes se sont retrouvées sur le terrain de camping où avait été dressée une vaste tente. Dans une sorte de kermesse champêtre, où l'animation musicale prenait le relais des informations et des prises de parole, les responsables de la coordination ont réaffirmé leur détermination et leur vigilance.

« Nous ne nous laissons pas abuser par le silence officiel disent-ils. EDF n'abondonne pas Boyer, ni Marnay où est prévue une usine d'enrichissement d'uranium » et de citer, à l'appui de leurs dires l'achat de terrains à Santilly, la construction de pylônes dans la vallée de la Grosne, la poursuite des sondages...

« Ce projet dément d'une centrale nucléaire et d'une usine d'enrichissement, meursuivent-ils, saccagerait les villages de Boyer, Sennecey, Marnay et Gigny et mettrait en péril la santé des 580.000 personnes résidant à moins de 50 km du site... Nous ne laisserons pas le chantage à l'emploi (ex : Creusot-Loire) tenir lieu de politique énergétique... Nous ne voulons pas d'une accumulation de déchets radioactifs qu'aucun traitement et aucun emballage ne peut rendre inoffensifs... ».

Sur le plan général, deux mois après l'accident survenu à Harrisburg, (USA), et alors que la tendance est à la modération officielle dans les pays qui avaient fait le choix du nécléaire, ils s'indignent à la volonté affichée par les pouvoirs publics d'accéler le programme nucléaire français.

Intervenant au nom de l'Association des élus du Val de Saône, M. Berger, Conseil municipal de Sennecey, évoquant la récente visite par une délégation régionale du complexe d'Eurodif ou Tricastin, faisait part des réponses incomplètes qui ont été faites à ses interrogations et qui n'ont pu dissiper ses inquiétudes. Quant à M. Crochet, parlant au nom des agriculteurs il exprimait sa détermination à ne pas céder un pouce de terrain pour la construction d'une centrale nucléaire.

Un grand jeu contre le programme nucléaire

# LA GREVE DU ZELE DES FACTURES E.D.F.

QUELLES SONT LES METHODES D'E.D.F. ?

- faire passer le programme nucléaire malgré les erreurs déjà commises:

- manque de fiabilité du matériel (fissures),
- nocivité des faibles doses radioactives méconnue jusqu'alors,
- impossibilité de retraiter les déchets pour les rendre inoffensifs.

- faire passer le programme nucléaire malgré l'opposition des populations concernées:

- PENLY : 18 000 contre, 20 pour: la centrale se construit !
- GOLDFECH : refus de l'enquête d'utilité publique; la police occupe les villages, protège des mairies vides et matraque les habitants.

- EDF s'assoit sur la démocratie pour faire passer son projet, "*on continue*" a déclaré Barre !

- EDF s'appuie sur le secret pour empêcher l'information:

- projet d'implantation: SECRET,
- PLAN ORSEC RAD en cas d'accident: SECRET,
- nuisances exactes: SECRET.

REFUSONS CETTE LOGIQUE ET CE PROGRAMME ET FAISONS LE SAVOIR PAR UNE ACTION SIMPLE, LEGALE, EFFICACE,:

**LE PAIEMENT FRACTIONNE DES FACTURES EDF !**

1°) <u>UNE ACTION SIMPLE</u>:

MODE D'EMPLOI

a) supprimer le prélèvement automatique,

b) rédiger 3 chèques minimum:

à la réception de la facture, rédigez 3 chèques (ou mandats) dont la somme totale soit égale au montant à payer

c) noter au dos de chaque chèque le numéro de référence EDF et les mettre dans 3 enveloppes différentes (anti-nucléaires de préférence !)

d) poster ces lettres a plusieurs jours d'intervalle, en respectant la date d'échéance inscrite sur la facture.

2°) <u>UNE ACTION LEGALE</u>:

Les menaces qu'EDF profère par lettres sont totalement illégales (ordonnance de 1945 qui concerne les moyens de règlement d'un créancier).

**suite** ☞

77

# LA GREVE DU ZELE

**(suite de la page précédente)**

3°) UNE ACTION EFFICACE:

Le service comptable sera vite débordé et EDF devra embaucher du monde !

Il faut que cette action soit collective et coordonnée afin de montrer notre opposition:

**FAITES VOUS CONNAITRE AU M.R.A.N.**

L'intérêt de se faire connaître est:
- de pouvoir mesurer la progression de la grève du zèle,
- pouvoir se renseigner sur la poursuite de la campagne (ou d'autres !)
- d'être soutenu en cas de menace d'EDF.

POUR PRENDRE CONTACT; obtenir des renseignements; faire des remarques: ADRESSEZ VOUS , soit:

- à un membre du MRAN,
- soit laissez un mot à la Librairie des Coquelicots
  rue st Georges
  71100 Chalon s/Saône
- soit téléphoner au 46.72.68.

**FAITES LA GREVE DU ZELE !**

**FAITES LA FAIRE A VOS AMIS !**

**PAS DE CENTRALE DANS LE VAL DE SAÔNE, NI AILLEURS !!**

imp. spec. Chalon
Mouvement Régional Anti-Nucléaire

# ASTERIX ANTINVCLEAIRE

# TOURNUS

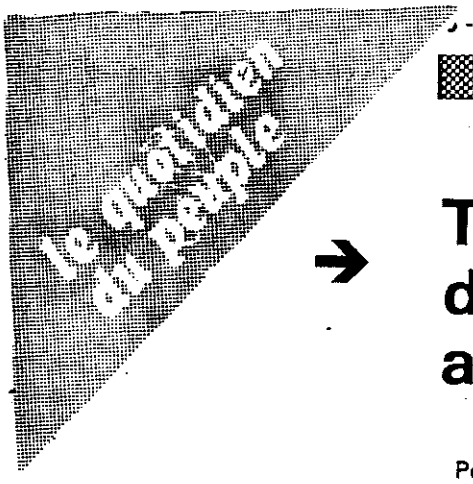
## Excellente ambiance au bal «folk» organisé par les mouvements anti-nucléaires

*On claquait la galoche ou le sabot samedi soir au bal folk organisé par le Mouvement Ecologique de Tournus (M.E.T.) et le mouvement régional anti-nucléaire (M.R.A.N.). Le parquet du Madeleine-Palace a dû supporter jusqu'à 3 h du matin polkas, mazurkas, bourrées, chibrelis et valses. Chacun a paru satisfait de cette sympathique soirée et a apprécié le dynamique orchestre.*

*Plus de deux cents personnes, un soutien financier non négligeable à l'action antinucléaire ) le bilan est certes positif pour les organisateurs, mais ceux-ci pensaient qu'une soirée de cette qualité attirerait cent ou cent cinquante personnes de plus ! Il ne faut pas oublier en effet qu'affiches et brochures coûtent cher et que les amendes pleuvent (20.000 F à Marnay demandés par E.D.F. pour bris de piezomètres, 7.800 F de frais de tribunal à Chalon pour inscriptions antinucléaires).*

*Selon les organisateurs, une telle fête montre la permanence de la lutte contre le complexe nucléaire prévu sur la Saône et, à l'heure où les agriculteurs de Boyer réaffirment leur refus de vendre des terres à E.D.F., on peut penser que défigurer le Val de Saône sera plus difficile que prévu...*

**Septembre 1979**




# Tournus : succès du bal folk antinucléaire

Pour protester contre le projet nucléaire dans le Val de Saône (voir *QdP* n° 828 du 10 janvier 1979), le Mouvement écologique de Tournus et le Mouvement régional antinucléaire viennent d'organiserun bal folk à Tournus.

C'est environ 200 personnes qui sont venues soutenir le travail mené conjointement par le MET et le MRAN. Le bal folk, un moyen original pour expliquer le travail et les prises de position des comités antinucléaires.

Deux cents personnes qui, dans une ambiance détendue, ont passé une bonne soirée.

De nombreux panneaux exprimant le refus du programme nucléaire étaient exposés dans la salle. Les participants purent s'informer de ce qui se trame et discuter de la répression frappant les antinucléaires du val de Saône. En effet, EDF réclamant 2 millions de dommages à 3 habitants de Marnay accusés d'avoir (en 1977) coupé des barbelés et ôté des éléments de sondage sur les sites de Marnay, Gigny et Saint-Cyr. En 1977, c'est la répression sanglante à Malville. Au lendemain de ces événements, un militant du Val de Saône, dégoûté par l'attitude du pouvoir, va écrire des slogans à la peinture (lavable) sur les monuments publics et la mairie de Chalon-sur-Saône. La mairie, tenue par le PS, porte plainte. Les partis de gauche iront même jusqu'à faire l'amalgame entre les attentats fascistes et les inscriptions antinucléaires. L'Etat, le Trésor public vont demander 14 amendes de 100 francs et 3 600 francs de frais de justice.

Pour dénoncer cette répression, le bal folk aura eu certainement un rôle positif.

D'autre part, un refus public de ventes de terres à EDF vient de se mettre en place. C'est 32 paysans sur 39 qui vont signer ce refus public de vente à EDF. Ce refus sera diffusé massivement sur la région. La résistance au programme nucléaire de la bourgeoisie semble s'engager efficacement dans le Val de Saône.

**Correspondant Tournus**

**BAL FOLK ANTI-NUCLEAIRE**
**TRES GROS SUCCES**

Ils étaient environ deux cents samedi soir au Madeleine Palace de Tournus à être venus soutenir par leur présence le travail mené conjointement par le mouvement écologique de Tournus et le mouvement régional anti-nucléaire de Chalon afin que le projet de centre nucléaire du Val de Saône ne devienne jamais une réalité.

Deux cents qui, dans une ambiance très détendus ont passé une très agréable soirée emmenée par les rythmes de Cidex 1260.

Le bal folk une occasion très originale pour expliquer le travail accompli, les projets en cours mais aussi pour soutenir ceux qui ont pris position, et aider au financement des travaux et aux frais de tribunaux (par trop combien élevés).

Non, les Tournusiens n'oublient pas le danger qui nous environne !
Non, les Tournusiens restent vigilants !

JOURNAL DE SAÔNE ET LOIRE

TOURNUS

# La lutte Anti-nucléaire

## L'assemblée générale du M.E.T.

Le mouvement écologique de Tournus (M.E.T.) a tenu le vendredi 28 septembre, sa première assemblée générale au palais de justice. Il a rassemblé une trentaine de personnes très motivées par la défense de l'environnement et la lutte contre le nucléaire. Ce soir-là, de nombreuses personnes étaient retenues ailleurs : le M.E.T. compte sur eux et les appelle à venir. En effet, il se structure pour fournir à chacun, selon ses désirs et ses possibilités, des occasions d'agir. Le M.E.T. souhaite également travailler en liaison avec la municipalité, des organisations syndicales et politiques, d'autres associations.

La présentation aux adhérents des statuts qui donnent au M.E.T. une existance légale et officielle, a été suivie d'un débat sur l'orientation des actions à venir. Si le mouvement n'exclut a priori aucun problème d'environnement, la lutte anti-nucléaire reste sa préoccupation principale. Il continuera d'informer la population, sous des formes variées : diffusion avec la municipalité de la brochure réalisée par les élus du Val de Saône, projet d'exposition « La Saône, une rivière et des hommes ». Les agriculteurs du Val de Saône ne veulent pas d'une centrale nucléaire sur leurs terres ; ils refusent de vendre, et le M.E.T. les aidera à garder leur outil de travail. De même, le mouvement soutiendra les militants frappés par la répression. Avec les autres mouvements anti-nucléaires du Val de Saône, il préparera d'autres actions.

Le M.E.T. tiendra régulièrement des réunions, et reste ouvert à ceux qui veulent y adhérer pour défendre leur région menacée.

*Notre photo : Adhérents participant à l'A.G.*

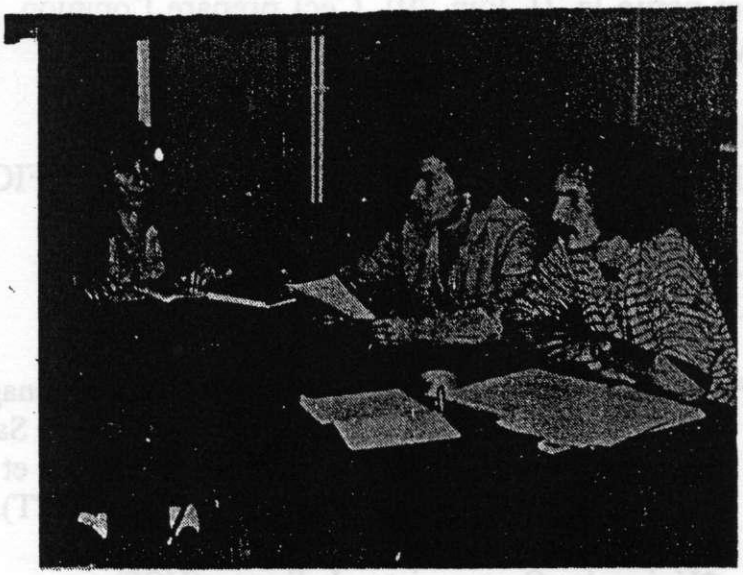
# *La lutte anti-nucléaire*
# Préoccupation majeure du mouvement écologique de Tournus

*Une partie des présents.*

Le mouvement écologique de Tournus (M.E.T.) a tenu sa première assemblée générale cette semaine dernière, au Palais de justice. Il a rassemblé une trentaine de personnes, très motivées par la défense de l'environnement et la lutte contre le nucléaire. Ce soir là, de nombreuses personnes étaient retenues ailleurs, le M.E.T. compte sur eux et les appelle à venir. En effet, il se structure pour fournir à chacun, selon ses désirs et ses possibilités, des occasions d'agir. Le M.E.T. souhaite également travailler en liaison avec la municipalité, des organisations syndicales et politiques, d'autres associations.

La présentation aux adhérents, des statuts qui donnent au M.E.T. une existence légale et officielle, a été suivie d'un débat sur l'orientation des actions à venir. Si le mouvement n'exclut à priori aucun problème d'environnement, la lutte anti-nucléaire reste sa préoccupation principale. Il continuera d'informer la population, sous des formes variées : diffusion avec la municipalité de la brochure réalisée par les élus du val de Saône, projet d'exposition « la Saône, une rivière et des hommes ». Les agriculteurs du val de Saône ne veulent pas d'une centrale nucléaire sur leurs terres ; ils refusent de vendre et le M.E.T. les aidera à garder leur outil de travail. De même le mouvement soutiendra les militants frappés par la répression. Avec les autres mouvements anti-nucléaires du val de Saône, il préparera d'autres actions.

Le M.E.T. tiendra régulièrement des réunions, et reste ouvert à ceux qui veulent y adhérer pour défendre leur région menacée.



*Les responsables.*

# TOUS au RASSEMBLEMENT DE SOUTIEN

**lundi 15/10/79 à 13h30 devant le Palais de justice de CHALON/SAÔNE**

++++++++++++++++++++++++++

**1°) POURQUOI UN NOUVEAU PROCES 2 ANS APRES LE PREMIER ?**

ALORS QUE la région depuis de nombreuses années manifeste son hostilité au projet de complexe électro-nucléaire sur la saône, celui-ci est toujours maintenu et rencontre par conséquent une opposition résolue de la part de la population, et des agriculteurs en particulier (un refus de vente à EDF est massivement signé à BOYER).EDF et le pouvoir exige en justice de 3 agriculteurs, des sommes considérables ( 21000 Fr + les frais, ce qui les chassera de leurs terres) pour des piézomètres (sondages). C'est une politique de chantage ignoble qui vise à faire payer durement à 3 personnes, l'opposition de toute une région. Cette politique consiste à faire 3 victimes pour l'exemple.

**2°) CES 3 AGRICULTEURS NE SONT PAS ISOLES:** En effet la remise en cause du programme nucléaire s'amplifie sous des formes différentes:

**a)** Depuis le grave accident d'Harrisburg (USA) la majorité de la population est de plus en plus hostile soit au programme nucléaire actuel, soit à tout programme (sondage d'opinion effectué tout de suite après Harrisburg et paru dans Le Monde, fin août 79 seulement).

**b)** La prise de conscience que le programme nucléaire est la source du renforcement du chômage et ne propose que des emplois précaires et dangereux, progresse rapidement.

**c)** Appuyés sur la mobilisation des sites, les anti-nucléaires s'organisent sur le plan régional et national.

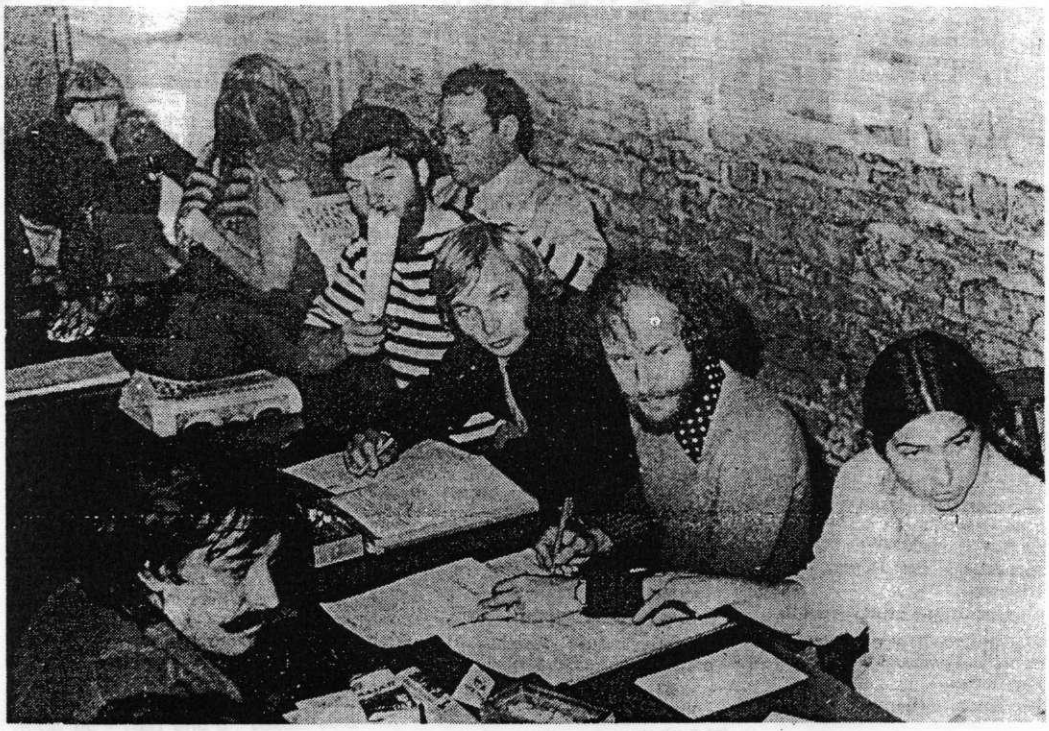
**d)** La CFDT et la CGT des centrales de Gravelines et du Tricastin s'opposent au chargement des cuves nucléaires fissurées (fabriquées à Chalon/Saône et au Creusot)

**3°) CE PROCES EST UN COUP DE FORCE QU'IL FAUT DEJOUER:** Ne soyons pas dupes, ce procès arrive à un moment où le député Jarrot inonde la presse régionale d'articles en faveur du nucléaire (4 articles en 4 mois, après la prise de position du prefet parue le 21 Juin 79). Ceci prépare l'opinion, comme le fait le gouvernement avec son chantage aux coupures.

NE NOUS LAISSONS PAR MANOEUVRER !
SEULE LA MOBILISATION POPULAIRE EST EFFICACE !
CONTRE LA REPRESSION !
PAS UN SOU DE DOMMAGE A EDF !
RELAXE DES INCULPES !

Appel lancé par: *Association des Elus pour la Sauvegarde et l'Aménagement du Val de Saône, * Coordination Antinucléaire du Val de Saône.
*Paysans Travailleurs, *Comité Larzac de Saône et Loire.
*Organisation Communiste des Travailleurs (OCT).
*Parti Communiste Révolutionnaire (PCR)
*Union des Communistes de France (UCF)
*S.N.I-P.E.G.C., *F.E.N.

# Avant le nouveau procès des jeunes agriculteurs de Marnay



*Au cours des débats.*

C'est le 15 octobre à 14 heures, qu'aura lieu au Palis de Justice de Chalon, le procès des jeunes agriculteurs de Marnay.

L'E.D.F. demande à ces derniers 21.000 F de dommages et intérêts pour la détérioration de petits matériels de sondage.

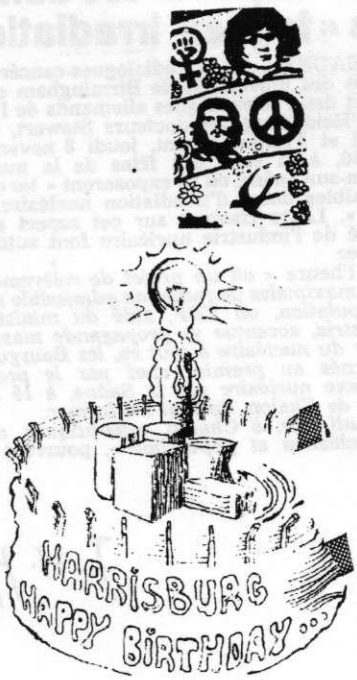
Hier soir, la coordination antinucléaire du Val de Saône a tenu, en collaboration avec d'autres associations, une réunion afin de définir une action commune.

La première action sera mise sur pied par la coordination antinucléaire, qui organise un rassemblement de préparation du procès, le samedi 13 octobre à 15 heures, place de Beaune.

Ensuite, une prise de position comme fut décidée par diverses organisations dont, l'association des Elus, la C.G.T. Framatome, les Paysans Travailleurs de Saône-et-Loire, le Comité Larzac, le Comité communiste révolutionnaire, l'Union des Communistes Français, l'organisation communiste des travailleurs.

Ces organisations dénoncent ce procès, et appellent à un rassemblement en commun, le lundi 15 octobre à 15 h 30, devant le Palais de Justice de Chalon.

On notait également à cette réunion, des représentants de l'Union locale C.F.D.T., de la F.E.N., et du S.N.I.




## Un communiqué de la Coordination antinucléaire du Val de Saône

*On nous prie d'insérer :*

*« La coordination antinucléraire du Val-de-Saône soutient les paysans du Larzac dans leur lutte.*

*Comme nous ils se retrouvent face au pouvoir qui décide sans tenir compte de leur avis.*

*Comme nous ils voient leur cadre de vie et leur outil de travail anéantis par l'argent.*

*Aujourd'hui apporter notre soutien aux paysans du Larzac c'est montrer au pouvoir notre détermination face à la centrale nucléaire du Val de Saône.*

*Aussi, participons massivement à la manifestation de ce samedi 28 octobre à Mâcon, place de la Barre, à 15 heures ».*

# Communiqué du Mouvement écologique de Tournus

Une conférence particulièrement importante se tiendra à Chalon le 8 novembre, à 20 h 30, à la salle des Fêtes de l'hôtel de ville.

Les docteurs Stewart et Kneale (Angleterre), Teufel et Franke (Allemagne) parleront des effets des faibles doses de radiation. Les recherches qu'ils ont menées sur ce sujet font d'eux les meilleurs spécialistes actuels de la question.

Le développement du programme électro-nucléaire multiplie, dans son fonctionnement normal, les sources de radiations faibles. Les travailleurs du nucléaire, mais aussi la population, y seront de plus en plus quotidiennement soumis. Certains prétendent qu'elles sont inoffensives, mais nous croyons préférable de s'informer auprès de ceux qui ont mené les travaux les plus complets à ce jour.

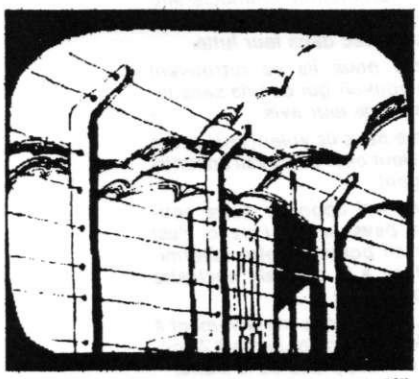
On voudrait faire de nous, habitants du Val de Saône, les riverains d'un complexe nucléaire. Informons-nous.

## *Demain à Chalon :* Conférence « Nucléaire et Santé »

### avec la présence de scientifiques anglais et allemands

*CHALON. — La coordination anti-nucléaire du Val de Sa.one annonce qu'une conférence sur le thème « Nucléaire et Santé » se tiendra ce jeudi 8 novembre à 20 h 30 dans la salle des f.etes de la mairie. Cette conférence verra la participation de scientifiques dont les études sur les effets des faibles doses radio-actives font autorité en Europe : les docteurs A. Stewart, radiologue-cancérologue à l'Université de Birmingham, G. Kneale, radiologue-cancérologue à l'université d'Oxford, B. Teufel, et B. Franke, de l'Université d'Heidelberg.*

*La coordination anti-nucléaire du Val de Saône tient à souligner que Chalon et sa région soit doublement concernés par le problème des faibles doses : d'une part « de nombreux travailleurs du nucléaire ont déjà d.u travailler sur des chantier de centrale, ou utilisent de faibles sources radioactives » ; d'autre part, « le projet de complexe nucléaire sur la Sa.one à 15 km de l'agglomération menace la population toute entière avec la contamination par « petites » doses d.ue aux effluents gazeux ». une double raison donc, d'assister à cette conférence.*



## Nucléaire : Scientifiques à Chalon pour exposer les dangers des « faibles irradiations »

BEAUNE. - Deux radiologues-cancérologues anglais des universités de Birmingham et d'Oxford et deux scientifiques allemands de l'université d'Heidelberg, les docteurs Stewart, Kneale, Teufel et Franke, seront, jeudi 8 novembre, à 20 h 30, à la salle des fêtes de la mairie de Chalon-sur-Saône, où ils exposeront « les dangers des faibles doses d'irradiation nucléaire sur la santé ». Leurs travaux sur cet aspect souvent négligé de l'industrie nucléaire font autorité en Europe.

A l'heure *« où un projet de relèvement des doses maximales de radiation admissible menace la population, où EDF, aidé du ministère de l'Industrie, accentue sa propagande massive en faveur du nucléaire à tout va, les Bourguignons concernés au premier chef par le projet de complexe nucléaire sur la Saône, à 15 km du centre de Chalon, doivent s'informer.*

*Jeudi soir, à Chalon, scientifiques, comités antinucléaires et population »*, pourront dialoguer.

7-11-79

# FAIBLES DOSES D'IRRADIATION : DANGER !!

## Ou "dans l'énergie nucléaire, le travail ça n'est pas la santé"

A CHALON-s-SAÔNE, LE JEUDI 8 NOVEMBRE à 20 h 30, salle des fêtes de la mairie, conférence "Nucléaire et Santé" avec les scientifiques dont les études sur les effets des faibles doses font autorité en Europe:

| | |
|---|---|
| Docteur A. STEWART<br>Radiologue-cancérologue<br>Université de Birmingham | Docteur G. KNEALE<br>Radiologue-cancérologue<br>Université d'Oxford |
| Docteur B. TEUFEL<br>Université d'Heidelberg | Docteur B. FRANKE<br>Université d'Heidelberg |

CHALON et sa région sont doublement concernés par le problème des faibles doses:

1) De nombreux travailleurs du nucléaire ont déjà dû travailler sur des chantiers de centrale, ou utilisent de "faibles" sources radio-actives. Le problème des fissures fait craindre pour l'avenir des réparations sans aucune sécurité.

2) Le projet de complexe nucléaire sur la Saône, à 15 km de l'agglomération, menace sur la population toute entière avec la contamination par "petites" doses due aux effluents gazeux.

Dans de luxueuses brochures gratuites, EDF affirme "*Les faibles doses de rayonnement ne produisent aucun effet nocif*". C'EST FAUX.

Citons un fait entre cent:

- La mortalité infantile en 1966 par rapport à 1951 est accrue à proximité de la centrale d'Indian Point jusqu'à 15 km environ, alors qu'elle a diminué au-delà. Cet accroissement est proportionnel aux effluents gazeux de la centrale et varie selon la position par rapport aux vents dominants (6° symposium de math., statistique, probabilité, Berkeley).

A l'heure où un projet de relèvement des DMA (doses maximales de radiation admissible) menace les travailleurs et la population, le ministre de l'industrie distribue gratuitement sur les lycées, une brochure de propagande sur l'énergie, de 114 pages, sur papier glacé, et cette brochure affirme encore que les faibles doses ne sont pas nocives.

ON NOUS MENT, ON NOUS CACHE LA VERITE. Ce modeste tract financé, lui, par les militants antinucléaires, essaie de briser le mur du silence. Face à la répression (3 de Marnay) et à l'information truquée, soyons nombreux JEUDI 8 à écouter les scientifiques, à débattre avec eux et avec les comités antinucléaires.

COORDINATION ANTINUCLEAIRE DU VAL DE SAÔNE

Imp.Spé.Chalon

FAITES CIRCULER SVP !

*Faisant confirmer leurs craintes*
*par des savants anglais et allemands*

# Les comités de coordination anti-nucléaire appellent à la vigilance

CHALON. — Venus de Beaune, Dijon, Tournus, Mâcon, Boyer, Saint-Boil et... Chalon, 150 personnes, visiblement acquises à l'opposition nucléaire, se sont réunies, hier soir, dans la salle des fêtes de l'Hôtel de Ville de Chalon, à l'initiative du Comité de Coordination anti-nécléaire du Val de Saône, pour entendre les communications du Docteur Kneale et de sa collègue le Docteur Stewart, tous deux radiologues-cancérologues de l'Université de Birmingham pour le premier, d'Oxford pour le second, et Mme Steinhilbert de l'Institut de Heidelberg.

Leur sujet : les risques encourus par les personnes exposées à des radiations de faible intensité, soit au cours de leur vie professionnelle, soit, plus simplement, au cours de leur vie quotidienne.

Pour le Docteur Kneale qui ouvrait la série des exposés, les constatations, encore trop réduites et surtout commencées tardivement, faites sur l'état de santé des 34.848 employés de la Centrale atomique de Harford aux Etats-Unis, n'aboutissent qu'à des conclusions paradoxales qui ne doivent être prises qu'avec la plus grande prudence. En examinant, en regard du nombre de personnes exposées aux radiations de cette centrale, le nombre de décès consécutifs à un cancer probablement causé par ces radiations et les survivants du groupe considéré, on s'aperçoit, avec stupeur que les survivants présentent des irradiations beaucoup plus importantes que celles que présentaient les personnes décédées. Il n'en reste pas moins que, pour le docteur Kneale, les irradiations font courir des risques non négligeables de cancers et il estime que 30 décès sur 80 leur sont imputables.

Pour le docteur Stewart, les risques réels sont de 10 à 20 fois plus importants que ceux qui sont avoués. Il y a maintenant plus de 20 ans, une étude portant sur tous les enfants d'Angleterre avait fait apparaître que 5 % des décès survenus par cancer chez des enfants de moins de 10 ans étaient imputables aux examens radiographiques prénataux dont ils avaient été l'objet. A l'époque, personne n'avait voulu ajouter foi à ces affirmations, mais une nouvelle étude, qui s'est poursuivie pendant 15 ans en a démontré le bien-fondé. Officiellement, sur 285.000 survivants de la bonbe d'Hiroshima, 400 sont morts au cours des 24 années suivantes de cancers provoqués par les radiations. « Mais, dit Mme Stewart, nous avons des raisons de douter de l'exactitude de ces chiffres et nous pensons, quant à nous, qu'ils devraient être multipliés par 10 ».

Mme Steinhilbert de l'Institut de Heidelberg indique de quelle façon la radio-activité se répand dans l'environnement et parvient finalement dans l'organisme humain où il peut provoquer tous les dommages que l'on sait. Emis par les centrales nucléaires, les effluents gazeux se répandent sur le sol ou sur l'eau, se fixent dans les plantes, sont absorbés par les animaux et parviennent par le biais de la nourriture, carnée ou végétale dans l'organisme humain. La radio-activité s'additionne et s'accumule à tous les niveaux de la chaîne alimentaire. Les résultats obtenus lors des recherches sont inexacts les experts n'ayant pas tenu compte de facteurs divers tels que la nature des plantes, la nature du sol, la température, l'humidité. Jusqu'à maintenant les risques attribués à la nourriture ont été sous-estimés de 1000 fois. Certains phénomènes ont d'ailleurs échappé aux investigations. C'est ainsi que le plutonium émis par une centrale n'est pas soluble, mais il le devient après son passage dans le sol. C'est ainsi qu'on ignorait jusqu'à une date récente que la vitamine B 12 contient du cobalt. Ingéré avec les aliments, le cobalt apporté avec la vitamine B 12 est 5.000 fois plus dangereux que lorsqu'il est isolé. Mme Steinhilbert conclut en disant que dans l'état actuel des choses la science doit se contenter de constater un danger qui, l'expérience aidant, apparaît avec de plus en plus d'évidence.

La réunion s'est poursuivie pendant un certain temps encore avec des réponses à des questions posées par des auditeurs visiblement passionnés par le sujet.

# PAS UN SOU, PAS UN ARE A E.D.F. !

# SOUTIEN TOTAL AUX 3 ACCUSES DE MARNAY

## TOUS AU TRIBUNAL DE CHALON, LUNDI 15 OCT. A 14 H.

E.D.F. EST DE RETOUR DANS LE VAL DE SAONE.

En 77 ,EDF avait assigné en justice 3 anti-nucléaires de Marnay,dont un couple de jeunes agriculteur .Leur "crîme":avoir dévissé 2 bouchons de piézomêtres servant à l'étude des sols en vue du projet de centrale nucléaire dans le Val de Saone (bouchons restitués peu après). Un soutien résolu des habitants du Val de Saone et des anti-nucléaires avait permis un succès en justice(amende avec sursis).En outre, la demande de dommages et intérets de 8 millions anciens formulée alors par EDF avait été renvoyée à expertise par le tribunal.

Récemment, ces 3 personnes ont reçu une nouvelle demande de dommages et intérets de plus de 2 millions anciens, assortie d'une convocation au tribunal de Chalon/Saone pour le Lundi 15 Octobre à 14 heures.

CE RETOUR D'E.D.F. EST INADMISSIBLE.

+EDF entend faire payer aux accusés la totalité des dommages subis par elle dans le Val de Saone (sans compter les frais d'expertise et de justice ),dommages qui sont le fait de toute une population fermement opposée au projet de centrale.Allons nous laisser s'accomplir ce genre de basse vengeance ?

+A travers cette action ,EDF attaque en fait tous ceux qui ne veulent pas finir radio-actifs .Elle veut donner une leçon, faire un exemple, avant de mettre en place son inacceptable projet :"Voilà ce qui vous attend si vous vous opposez".Plus que jamais nous devons rejeter et ce genre de"leçons" et le projet nucléaire qui l'accompagne.

EMPECHONS E.D.F. DE REPRENDRE PIED

En 77 ,le soutien aux 3 accusés avait été fort et victorieux.Il faut recommencer, et gagner pour de bon.

+Spécialement dans le Val de Saone

Ce qui est en jeu est non seulemeht un cas de répression, mais aussi une nouvelle approche d'EDF pour mesurer l'opposition à la centrale et au nucléaire.Il ne faut pas seulement défendre les 3 de Marnay,il faut contre-attaquer et développer la résistance sur le Val.

A Boyer, les agriculteurs ont déjà tous signé un engagement collectif et public de ne pas vendre leurs terres à EDF.NOUS PROPOSONS D'ETENDRE CETTE INITIATIVE LA OU CA N'A PAS ENCORE ETE FAIT (MARNAY ,GIGNY ,SENNECEY LE GRAND ,ETC...)

Ainsi,face aux nouvelles menaces d'EDF,la résistance de toute la population en sortira renforcée.

+De façon générale

Nous invitons tous ceux qui refusent et ce procès et le nucléaire à venir soutenir les 3 de Marnay au tribunal,et à'inviter leurs amis à les accompagner.

NON AU NUCLEAIRE !

PAS UN SOU A E.D.F. !

REFUS COLLECTIF ET PUBLIC DE VENTE DES TERRES A EDF PARTOUT !

TOUS AU PROCES ,AU PALAIS DE JUSTICE DE CHALON/SAONE

LE LUNDI 15 OCTOBRE , A 14 HEURES

COORDINATION ANTI-NUCLEAIRE DU VAL DE SAONE

Imp. Spé. Coordination Chalon/Saone

F A I T E S

C I R C U L E R

S.V.P.

# * RASSEMBLEMENT DE SOUTIEN AUX AGRICULTEURS INCULPES *

PALAIS de JUSTICE de CHALON Sur SAONE
Le Lundi 19 NOVEMBRE à 14 heures

Le 15 octobre 200 personnes sont venues soutenir les trois jeunes de Marnay lors de leur deuxième procès intenté par E.D.F.,qui leur demande 20.000 F. pour les deux bouchons de piézomètres qu'ils ont dévissés en 1977 , en signe de protestation contre la centrale nucléaire.

Ces 200 personnes, qui se sont déplacées un jour de travail ne voulaient pas laisser E.D.F. faire un exemple, pour après mener à bien son projet, et spolier les agriculteurs de la région et menacer la santé de toute la population.

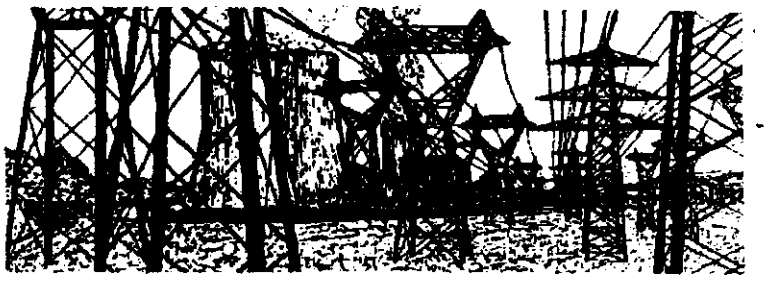
Ces deux cents personnes représentaient un vaste mouvement de soutien qui a pris dans le Val de Saône des formes diverses: comme cette pétition de solidarité qui a recueilli 200 signatures à Marnay village des trois agriculteurs inculpés.

LE VERDICT SERA RENDU LE 19 NOVEMBRE. LES ORGANISATIONS SOUSSIGNEES VOUS INVITENT A VENIR A NOUVEAU NOMBREUX POUR AFFIRMER:

- notre solidarité face à la repression- pas un sou à E.D.F.
- notre opposition au projet de centrale à Boyer.

TOUS au TRIBUNAL de CHALON le 19 NOVEMBRE à 14 h.

Association des Elus du Val de Saône. Coordination antinucléaire du Val de Saône. Comité départemental de protection de la nature. Fédération de l'Education Nationale. Syndicat National des Instituteurs(PEGC); Parti Socialiste. Libre Pensée. U.C.F.M.L. P.C.R.; O.C.T.



90

# Les trois agriculteurs anti-nucléaire de Marnay condamnés à verser 200 F de dommages et intérêts à E.D.F. (qui réclamait 21.000 F)

CHALON-SUR-SAONE. — Condamnés pénalement à 2.000 F d'amende (avec sursis) chacun, le 8 juillet 1977, M. et Mme Gérard Mottet et M. Daniel Theveniaux, les trois agriculteurs anti-nucléaires de Marnay, se sont entendus une nouvelle fois condamner, hier, par le Tribunal de Grande Instance de Chalon, mais sur le plan civil.

Solidairement entre eux ils devront, ensemble, payer 200 F de dommages et intérêts à E.D.F. pour avoir, dans la nuit du 8 au 9 mars 1977, détérioré des piezomètres (appareils de sondage) installés par E.D.F. sur le site de Boyer (lieu d'implantation possible sinon probable d'une centrale nucléaire).

On se souvient que cette seconde instance (en réparation) avait été plaidée le 15 octobre 1979, et que le Tribunal s'était alors donné un délai de réflexion pour rendre son jugement. E.D.F. réclamait 21.000 F de dédommagements par la voix de son avocat Me Pelissard, du barreau de Lyon, arquant que quatre piezomètres avaient subi des dégâts plus ou moins graves.

Défendus par le jeune avocat chalonnais Me Journet, les trois accusés offraient 200 F, reconnaissant uniquement les dégâts minimes de deux piezomètres et récusant leur responsabilité quant aux derniers appareils plus sérieusement atteints (sur Senneceyle-Grand).

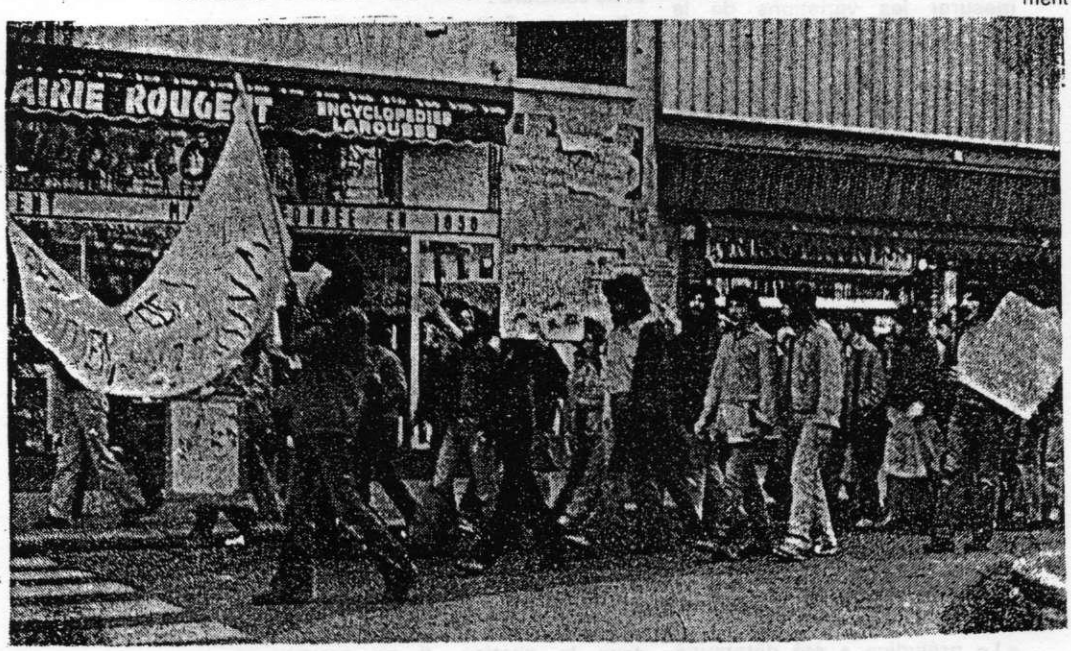
Hier le Tribunal leur a donné juridiquement raison. E.D.F. n'est donc pas parvenu à apporter la preuve que M. et Mme Mottet et M. Theveniaux étaient les co-auteurs des sévères dépréda-tions relevées sur le matériel de Sennecey.

Après l'annonce de la décision, c'était, dans le camp des anti-nucléaires (venus quelques dizaines seulement au palais de justice) le soulagement et la satisfaction. On se frottait les mains y compris chez les élus du Val de Saône (conduits par M. Mathus, adjoint au maire de Chalon) qui, en l'affaire, avaient souhaité l'indulgence des autorités judiciaires. Mais le Comité de Coordination Anti-Nucléaire du Val de Saône estimait que le combat devait se poursuivre. Pour trois raisons essentielles : 1) le programme nucléaire français est mis en œuvre malgré les ennuis techniques (fissures et autres) ; 2) le programme est exécuté malgré l'opposition de la population locale (exemple à Penly, en Normandie, une centrale se construit actuellement alors que l'enquête préalable faisait état de 8.000 « contre » et de 20 « pour ») ; 3) en matière nucléaire, le secret plane sur les projets, les plans (nature exacte des installations), les plans ORSEC RAD (en cas d'accidents), les nuisances exactes.

Une motion signée par plusieurs organisations (Association des Elus du Val de Saône, Coordination anti-nucléaire, DDPN, FEN, SNI-PEGC, PS. Libre Pensée, OCT, PCR, UCF, Comité Larzac, Paysans Travailleurs) était portée en délégation au centre E.D.F. de Chalon. Elle exigeait notamment que soit rendue publique la documentation (plans, études, relevés divers) relative au projet de centrale électro-nucléaire et d'usine d'enrichissement dans le Val de Saône.

Au cas où E.D.F. introduirait un recours en appel, les anti-nucléaire préconiseraient immédiatement le paiement fractionné des factures E.D.F.

Lecture de la motion « anti-nucléaire » devant le palais de justice.




150 manifestants environ ont défilé Grande-Rue, rue du Châtelet et rue Général-Leclerc, sans incidents

justice

LE COURRIER 20-11-1979

# Chalon :

# L'affaire des piézomètres du site nucléaire du Val de Saône

## L'avocat des prévenus présente, contre le jugement pénal une requête en interprétation

**Dans son audience du 8 juillet 1977, le tribunal correctionnel condamnait à 2 000 francs d'amende avec sursis chacun, trois habitants de la région, inculpés en vertu de l'article 257 du code pénal, réprimant la dégradation d'objets d'utilité publique.**

**Au cours de cette même audience, E.D.F. constituée partie civile, avait demandé réparation sous la forme d'une somme de l'ordre de quatre millions d'A.F. Le tribunal avait désigné un expert pour l'appréciation du préjudice et c'est pour donner une conclusion à la réclamation d'E.D.F., que l'affaire revenait ce lundi après-midi, cette fois devant la chambre civile de M. le Président Cottin.**

On se rappelle qu'il s'agissait dde la détérioration d'un piézomètre, dont le bouchon avait été enlevé et de la tentative d'enlèvement d'un second bouchon. Il n'est pas déplacé d'indiquer que des piézomètres, ce sont des sondes utilisées par les géologues, pour mesurer les variations de la nappe phréatique. Ces appareils avaient été placés sur le site exploité en vue de l'éventuelle édification d'une centrale nucléaire.

On a donc revu les trois prévenus du 8 juillet 1977, Gérard Mottet et son épouse Annick, ainsi que Daniel Theveniaud. On avait dit, lors de la première comparution, qu'il s'agissait de gens d'honnêteté scrupuleuse et d'honorabilité parfaite.

Au début de l'audience, Me René Jean Journet avait manifesté son intention de présenter une requête en interprétation au sujet du jugement, en s'appuyant sur l'article 710 du code de procédure pénale.

L'avocat de la partie civile, appartenant au cabinet de Me Pellissard de Lyon, ne voit aucune erreur pouvant justifier cette démarche, le jugement lui paraissant parfaitement clair.

« Le préjudice a été déterminé par les travaux de l'expert. La remise en état des deux premiers piézomètres ne doit pas demander plus de 200 francs.

« Dans le troisième, on a introduit des matériaux dont on ne sait trop ce qu'ils sont. Sa réfection pourrait coûter 8 500 francs.

« Le quatrième, par contre, est totalement inutilisable et son remplacement n'exigera pas moins de 12 400 francs »

Et de conclure :

« Il conviendrait de réactualiser ces prévisions, mais E.D.F. veut surtout apaiser les esprits et c'est pourquoi, en refusant de demander des dommages et intérêts, elle s'en tient à la réparation, soit 21 000 francs. »

Me Journet devait rappeler que ce dossier renfermait une extraordinaire charge passionnelle. En rendant la décision que l'on connait, le tribunal correctionnel a voulu dédramatisé le climat.

Il aborda sa démonstration :

« C'est vrai que le jugement n'est pas clair. Dans ses attendus, il indique que les prévenus ont réitéré à l'audience leurs aveux. Ces aveux, il faut les rechercher dans le procès verbal de la police, faisant état de deux appareils seulement.

« Mais, dans son dispositif, le tribunal retient les deux derniers piézomètres, ceux de Senneceyle-Grand, qui ne sont pas visés dans la citation. Il ne nous appartient pas de régler les dommages subis par ces deux appareils et, comme nous sommes sur le terrain pénal, c'est à E.D.F. qu'incombe la charge de



suite ☞

# CHALON: L'affaire des piézomètres...

(suite de la page précédente)

notre responsabilité. Nous offrons cent francs à E.D.F. et nous demandons au tribunal de la débouter du surplus de ses prétentions. »

Le tribunal rendra sa décision le 19 novembre à 14 heures.

## A l'issue de la manifestation de soutien l'un des responsables : « Il ne faut surtout pas nous démobiliser »

A l'issue de la comparution devant la chambre civile du tribunal de Chalon des trois jeunes agriculteurs de Marnay, une manifestation de soutien a sillonné le centre-ville. Derrière la banderole : « pas un sou à l'E.D.F. soutien aux trois de Marnay », une centaine de manifestants ont parcouru les rues piétonnières, la rue du Général-Leclerc avant de se séparer finalement place de Beaune.

La manifestation lancée à l'appel de la coordination anti-nucléaire du Val de Saône, de l'Association des élus pour la sauvegarde du Val de Saône, des paysans travailleurs, du comité Larzac de Saône-et-Loire, de l'organisation communiste des travailleurs, du parti communiste révolutionnaire du groupe fondation de l'union des communistes de France, de la F.E.N., du S.N.I.-P.E.G.C. ainsi que du comité départemental de la protection de la nature, s'est déroulée sans aucun incident. Etaient également présents sur les marches du palais de justice, les représentants de la C.F.D.T.

A côté des habituels : « Société nucléaire, société policière » ou « Val de Saône vaincra » de nouveaux slogans firent leur apparition tels « nucléaire, chienlit, gaspi » ou « Giscard, Boiteux, Bokassa, même combat ». Quant aux pancartes on pouvait li notamment « Les trois préven otages de l'Etat » ou enc « Non à la répression contre agriculteurs qui défendent l terres ».

Lors de la dislocation manifestation, un particip regretter que « le procès ait lieu un lundi, alors que les gens travaillent ». Il est vrai que les organisateurs auraient pu s'attendre à une participation plus importante. Le tribunal statuera le 19 novembre prochain. L'un des porte-paroles de la coordination anti-nucléaire du Val de Saône de déclarer : « Nous venons de vivre le second acte... Il ne faut surtout pas nous démobiliser ».

# Quand les lignes à très haute tension arrivent la centrale nucléaire n'est pas loin

*La coordination anti-nucléaire du Val de Saône nous communique :*

« A partir du 19 février, s'ouvre pour deux mois, dans un certain nombre de mairies de la Bresse ainsi que dans les sous-préfectures de Chalon et de Louhans et la préfecture de Mâcon, une enquête d'utilité publique concernant le renforcement à 2 x 400 KV par E.D.F. de la ligne Rhône-Alpes-Région parisienne qui traverse déjà l'est du département.

Or, il faut savoir :

1) Que cette ligne à très haute tension est un élément du programme nucléaire français, c'est-à-dire du programme qui vise à imposer une centrale nucléaire à Sennecey-Boyer malgré le refus justifié des populations.

2) Que les lignes à très haute tension de ce type ont un effet des plus douteux sur l'environnement :

— Couloirs très larges au détriment des bois et des cultures.

— Effets sur l'homme et les animaux (en U.R.S.S., les ouvriers ne doivent pas rester plus de deux minutes sous les lignes très haute tension à 700 KV).

3) Que l'enquête d'utilité publique par laquelle l'Etat fait semblant de demander leur avis aux populations n'est qu'une pure formalité consultative. Pour les lignes très haute tension comme pour les centrales nucléaires, une écrasante majorité de signatures de refus n'a jamais empêché ni même ralenti l'exécution d'un programme. Autrement dit : on vous demande votre avis pour ne pas en tenis compte !

Il importe donc :

1) De s'opposer massivement à l'établissement des lignes à très haute tension. Accepter sans rien faire celle visée ici, ou celle qui se construit actuellement vers Santilly-Messey-sur-Grosne, c'est déjà accepter la centrale de Sennecey-Boyer.

2) De bien considérer l'attitude à tenir devant la soi-disant enquête d'utilité publique. Il existe en effet trois types de positions devant une telle « consultation » :

— Signer non en masse.

— Empêcher le déroulement normal de l'enquête, ce qui l'annule légalement.

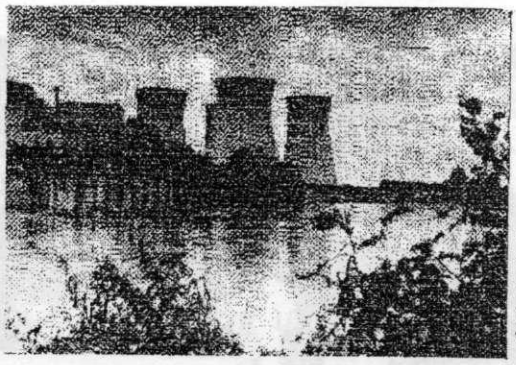
— Refuser massivement d'aller signer, sans empêcher l'enquête de se tenir.

De toutes façons, il faut en même temps se mobiliser énergiquement pour faire façon sur le terrain. Mais cette mobilisation prend à notre avis une forme et une force différentes suivant l'attitude choisie face à l'enquête d'utilité publique.

Nous conseillons donc aux populations concernées par l'enquête d'utilité publique d'aller consulter le dossier E.D.F. mais surtout de ne rien signer avant qu'une attitude forte ait pu être définie par tous.

A cette fin, nous organiserons très vite une série de réunions publiques dans la région, le long du parcours de la ligne annoncée ainsi qu'à Chalon et Mâcon. Le calendrier exact en sera donné dès que possible dans ces mêmes colonnes.

Venez-y nombreux car refuser les lignes à très haute tension, c'est refuser la centrale de Sennecey-Boyer ».



## Les mouvements anti-nucléaires appellent à la désobéissance

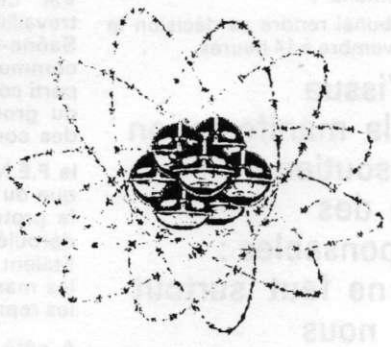
*Les diverses organisations suivantes :*

*Mouvement Ecologique de Tournus, Mouvement Ecologique de Beaune, Mouvement Régional Anti-nucléaire de Chalon, Amis de l'Homme et de la Paix, l'Ecole Emancipée, Organisation Communiste des Travailleurs, Parti Communiste Révolutionnaire, U.C.F. et C.P.A.C. affirment que la panne générale du 19 décembre sert à légitimer volontairement le programme nucléaire. Il en est de même des poussières noires de la thermique de Chalon. Ces organisations appellent donc à la mobilisation de la façon suivante :*

*Ces organisations appellent les usagers populaires à renforcer le mouvement anti-nucléaire par l'intermédiaire des Comités.*

*Dans l'éventualité d'une coupure locale, régionale ou de nouveau nationale, elles vous appellent à vous mobiliser le jour même à 18 h devant la direction E.D.F. de Chalon (à côté de la Maison de la Culture) afin de dénoncer immédiatement le chantage de la dite direction.*

*De plus, elles demandent aux usagers populaires de mettre en place progressivement, un large mouvement de désobéissance dans le paiement des notes d'E.D.F., ceci afin d'amplifier la résistance au programme nucléaire ».*



# EDF demandera une zone d'implantation de centrale nucléaire <<dans un endroit proche>> et un délai de quelques années.

## Débat très animé cette nuit sur ce sujet

*M. Guy Barriolade (chef de la mission régionale) sur la sellette.*

LE COURRIER
18/11/79

Le débat sur le nucléaire s'annonçait comme passionnant et les quelques observateurs qui sont restés tard dans la nuit n'ont pas été déçus. Le débat en effet fut passionnant de bout en bout malgré l'absence de nombreux conseillers généraux de la minorité qui avaient refusé d'assister aux travaux en séance de nuit.

C'est M. Bienvenue, un des responsables régionale de l'E.D.F. qui a d'abord présenté le programme énergétique nucléaire d'Electricité de France. Il a rappelé tout d'abord qu'en matière énergétique, la France avait été en état de dépendance depuis toujours et qu'E.D.F. vendait au même prix l'électricité à tous les usagers français alors que le coût de la production d'électricité était variable d'un endroit à l'autre. Cette solidarité existe au niveau des consommateurs, existe au niveau de la production européenne car le réseau E.D.F. est inter connecté avec différents pays européens. M. Bienvenue a expliqué que depuis déjà quelques années avant la crise pétrolière, on avait recherché des moyens de production nouveaux et il a estimé qu'aujourd'hui l'énergie nucléaire était le seul moyen qui pouvait assurer durant un cycle long l'énergie pour l'avenir. L'idée de base est de se servir des réserves en uranium français pour produire de l'électricité coûtant bien moins cher que celle produite par les unités travaillant avec du pétrole. Et il a précisé que la marge dont on disposait pour le nucléaire nous permettait des possibilités illimitées. Abordant ensuite les problèmes de sécurité dans les centrales, le responsable d'E.D.F. a déclaré que jamais nulle part dans le monde là où il existe des centrales en activité, il y a eu des accidents mortels, ceci le conforte dans son idée que le chemin qui est suivi est un chemin sûr. Depuis 1969, avant les événements du Moyen Orient on a poussé le nucléaire à l'E.D.F. Plaçant le problème sur un niveau régional, compté-tenu de la situation actuelle M. Bienvenue a précisé qu'il serait vain de croire que la région pourrait se passer durant longtemps d'une centrale nucléaire car l'équilibre en production sera bientôt rompu et il a précisé : **« E.D.F. n'est pas demandeur pour l'instant d'un site d'implantation d'une centrale dans votre région, mais la solidarité internationale risque de ne plus pouvoir être tenue pour l'approvisionnement, il faudra trouver un certain nombre de centrales qui compenseront, ce manque. Dans un délai de quelques années, nous vous demanderons une zone d'implantation dans un endroit proche de chez vous, mais il ne sera pas mis en service avant le milieu de la prochaine décennie. Le site de Sennecey-le-Grand en est un parmi d'autres ».**

Avant de conclure M. Bienvenue a précisé qu'en 1985 la moitié de la production électrique serait produite par le nucléaire et que cela ne représenterait que 13 % de la consommation énergétique du pays ce qui en tout état de cause ne permet pas d'affirmer que nous arrivions dans un état de production énergétique en tout nucléaire.

Et il a conclu en disant que le nucléaire est pour nous une chance un peu unique, car en la matière, la France est à la pointe de la technicité et cette énergie produite par le nucléaire assure l'indépendance énergétique du pays.

On a sous estimé le coût réel des investissements nécessaires à la construction de ces centrales.

Le coût du transport et la distribution est aggravé par le fait que les centrales ne fonctionnent pas comme prévu 75 % du temps car les arrêts se multiplient et en été, pour ne pas élever la température des cours d'eau dans des proportions par trop catastrophiques.

En fait déclare M. Paulhac, le coût réel du KWH d'origine nucléaire dépasse dès maintenant le coût réel du KWH des centrales à charbon et se révélera presque aussi élevé que celui des KWH des centrales au fuel.

En ce qui concerne notre indépendance nationale, il a rappelé que les centrales PWR actuellement construites en France le sont toutes sous licence américaine et que leur approvisionnement en uranium dépasse les réserves de notre pays estimées à 100 mille tonnes. C'est à ce moment là, que les accusations de M. Paulhac se font les plus graves. La centralisation des centrales avec une interconnection sur le réseau étranger conduiront à la concentration d'immenses pouvoirs politiques et policiers entre les mains du tout petit nombre de personnes, au mépris de toute organisation véritablement démocratique ».

« Il est vrai qu'une région parsemée de centrales sera vulnérables aux sabotages et pratiquement indéfendable en cas de guerre.

Mais il est vrai aussi qu'en temps de paix, choisir le nucléaire, c'est préparer le goulag ».

### EN SAONE-ET-LOIRE

En quoi notre département est il concerné ? On dit qu'il n'y a pas de projet dans le Val de Saône. En fait, il y a eu un projet très avancé en 1976 mais on y a provisoirement renoncé grâce à la vigilance des élus locaux de toutes tendances réunis dans l'association de défense du Val de Saône.

### REACTION TRES VIVE DE M. LE PREFET

M. le Préfet a exprimé certes, avec correction mais véhémence, le sentiment de colère qui dit-il, l'envahissait » ce qui est exagéré est insignifiant et ce propos s'adapte parfaitement à votre exposé. Je ne puis entendre à propos de l'« énergie électro nucléaire parler de Goulag, de pouvoir policier, d'univers concentrationnaire. Personne n'a trouvé grâce à vos yeux, Selon vous tout le monde se trompe et vous êtes, vous sûr de la vérité et M. Henri Coury a terminé en parlant de « gigantesque culot ».

**suite** ☞

# EDF demandera...

(suite de la page précédente)

Le président André Billardon a demandé que tout le monde garde son sang froid.

M. le Député Durafour, première intervenance, s'est élevé contre la prolifération des armements pour lesquels les pays dépensent 1 milliard de dollars par jour pendant que dans le même temps 50 mille enfants meurent de faim. Pour lui, la fabrication d'uranium enrichi conduit très facilement à la bombe atomique et il pousse un cri d'alarme.

M. Lechenault, sénateur, n'est pas pour le tout nucléaire. D'après des informations récentes, le Massif Central pourrait couvrir l'ensemble des besoins nationaux en énergie. Il a plaidé pour une information étendue et complète.

## Choisir le nucléaire, c'est préparer le goulag

C'est M. Paulhac expert à la Cour d'Appel de Paris et invité par le bureau du Conseil Général qui a joué dans ce débat le rôle du procureur sur un ton incisif et avec une argumentation serrée il a démonté la thèse qui tend à faire de l'énergie nucléaire un mode inéluctable économiquement avantageux et l'expression achevée d'un progrès technique bienfaisant.

Le programme électro-nucléaire conçu dès avant 1974 était basé sur la croissance illimitée alors qu'aujourd'hui on parle de croissance sobre. Il y a eu, a-t-il déclaré une surestimation considérable de nos besoins. En 1974, la consommation totale d'énergie était de 150 millions de TEP. Elle avait approximativement triplé par rapport à 1950. Extrapolant allègrement ce triplement au cours des 25 années précédant 1974, M. Marcel Boiteux évoquait dans un discours de 1974 un besoin de 470 millions de TEP pour l'an 2000. Or nous n'en sommes en 1979 qu'à une consommation de 175 millions de tonnes et les experts du 8e Plan envisagent une hypothèse de 227 millions de TEP en 1985 suivies d'une stabilisation au cours des années à venir.

D'autre part ce plan avait été élaboré dans un climat de défaitisme pétrolier injustifié. En 1974 on parlait de 90 milliards de tonnes réserves mondiales de pétrole soit la consommation d'une trentaine d'années. En 77, on estimait ces réserves à 260 milliards de tonnes soit 80 années de consommation, encore faut-il ajouter qu'il ne s'agit là que du pétrole dit conventionnel qui exclut les sables asphaltiques et des schistes bitumeux et qui ne tient pas compte des zônes polaires ou des mers profondes. D'autre part, fin 79, la facture pétrolière n'a pas tellement augmenté quoiqu'on en ait dit. Certes, il y aura 16 milliards de plus à payer que l'an dernier, mais les 70 milliards de cette facture ne représentent que 2,9 % du produit intérieur brut.

La proportion était en 74 de 3,5 et elle était à 2,3 en 1978. Avant la guerre du Kippour elle était de 1,2 %

D'autres pays tels que la Suisse, l'Allemagne et l'Angleterre n'ont pas ou réduisent très sérieusement la production d'énergie électro-nucléaire. On note même en France un changement d'orientation et M. Bienvenue lui-même a signalé qu'en 1985 l'énergie nucléaire ne représenterait que 50 % du total au lieu des 70 % annoncés.

M. Paulhac reprenant les tableaux officiels de la commission PEON (production d'électricité d'origine nucléaire) a noté que le prix du nucléaire était passé de 4,5 centimes en 1974 à 12 centimes en 1979, soit un triplement. C'est ce qu'on appelle une dérive, une erreur de prévision. Mais encore faut-il préciser qu'un certain nombre de dépenses ont été sous-estimées.

— On a oublié de compter le coût des recherches et de la mise au point des prototypes ;

— oubli beaucoup plus grave, on a omis de compter les frais de démantèlement des centrales nucléaires dont la durée de vie ne dépasse pas vingt ans et dont les résidus sont radio-actifs pour des milliénaires.

# Pour une autre politique de l'énergie

**Communiqué publié en commun par : l'Union locale CFDT, la section de Tournus du parti socialiste et le mouvement écologique de Tournus. Pétition nationale pour une autre politique de l'énergie pour un débat démocratique sur l'énergie.**

Partout en France se dresse un mouvement refusant le parti tout-nucléaire du gouvernement et d'EDF. De plus en plus d'organisations, de partis de syndicats, réclament information et débat.

Dans le Val de Saône, nous sommes très concernés : les projets de centrale à Boyer et d'usine d'enrichissement à Marnay sont maintenus. Et là encore la politique du secret frappe. Depuis l'annonce du projet en 74, on fait régner l'incertitude quant au contenu réel des futures installations. C'est de manière indirecte que la population est tenue informée.

Pourtant ce projet, concerne directement la vie de milliers d'habitatants du Val et de la région, dans leur santé, leurs conditions de vie, de travail, d'emploi (rappelons-nous des agriculteurs chassés de leurs terres). Sans consultation, on a décidé le tout-nucléaire pour la Saône-et-Loire ; mines d'uranium comme à Suin, mais fermeture des mines de Charbon de Blanzy ; la thermique de Chalon vieillit et on projette la centrale nucléaire ; on restructure Creusot-Loire et Delle-Alsthom, qui s'orientent de plus en plus exclusivement vers le nucléaire.

Le Val de Saône doit répondre massivement à la pétition nationale pour réclamer la levée du « secret nucléaire » et affirmer son droit à donner son avis. C'est pourquoi les organisations signataires vous invitent à la signer et à la faire signer.

4-12-79

# La Pierre Fiche

## Le nucléaire au centre du débat

Le 30 novembre, la Pierre Fiche a tenu à Boyer son assemblée générale annuelle.

Après les formalités d'usage : compte-rendu financier, renouvellement du conseil d'administration et élection du bureau où tous les membres sortants, à l'unanimité, ont été reconduits dans leurs fonctions, le nucléaire a été le centre du débat.

En effet pour l'association, la centrale nucléaire demeure le problème crucial, bien qu'aucune date d'implantation ne soit arrêtée, contrairement à ce qui a été annoncée.

Concernant ce problème, les événements intervenus dans le cours de l'année, entre autres l'accident d'Harrisburg et la présence de fissures dans les cuves de réacteurs des centrales nucléaires françaises n'ont pu que renforcer notre position de refus.

De même, conscients des risques que font courir aux populations les installations nucléaires, les conseils municipaux de Boyer, Sennecey et Gigny ont renouvelé leur opposition au projet d'E.D.F. et de nombreuses municipalités de la région ont décidé d'apporter leur soutien à l'Association des élus qui, conjointement avec les divers groupements régionaux, lutte pour la sauvegarde du Val de Saône.

Quant aux agriculteurs de Boyer, propriétaires de terrains dans la zone retenue pour une éventuelle implantation, ils ont tous, à notre demande entériné publiquement leur refus de vente à E.D.F.

Ajoutons qu'à l'occasion du procès des trois agriculteurs de Marnay condamnés pour détérioration d'appareils de sondage installés par E.D.F., la Pierre Fiche, par sa présence au tribunal de Chalon, a voulu manifester sa solidarité à l'égard des inculpés.

Il convient de signaler qu'actuellement une pétition nationale est en circulation à l'appel de nombreuses organisations syndicales, politiques, philosophiques et religieuses pour un débat démocratique sur l'énergie et une autre politique de l'énergie. Nous invitons donc les habitants de Boyer à signer cette pétition au secrétariat de la mairie où une permanence est assurée les mardis, mercredis, vendredis et samedis de 14 à 16 heures.

D'autre part pour mettre un terme aux rumeurs selon lesquelles la famille Fondi de Niort aurait consenti à vendre à E.D.F. sa propriété de la Tour de Vers, la Pierre Fiche tient à rappeler que Mme P. Fondi de Niort fut la première à engager la lutte, dès connaissance des premiers travaux de sondage et précise que es membres concernés de cette famille ont eux-mêmes confirmé publiquement leur refus de vente à E.D.F.

Précisons enfin que, selon de récentes informations, l'équipement de la Bourgogne en centrales nucléaires servirait à alimenter en électricité, certains de nos pays voisins qui, en raison de la forte opposition rencontrée auprès de leur population éprouvent de plus en plus de difficulté à implanter ce genre d'installation sur leur propre territoire. En Saône-et-Loire doit-elle accepter les risques que refusent de prendre les nations voisines ?

Ajoutons pour conclure que si d'aucune aspirent à voir la France, en matière de nucléaire « maillot jaune » de l'Occident, la population de Boyer, quant à elle, refuse d'être victime de leur ambition.

7-12-79

20/12/79

## Une mise au point du Groupement anti-nucléaire

SENNECEY-LE-GRAND. — Lors de la réunion du Conseil Général de Saône-et-Loire, les problèmes de l'énergie de notre région furent évoqués.

Quelques jours après le compte rendu donné dans la presse, les propos tenus au cours de l'émission régionale télévisée du 15 novembre, pouvaient faire interpréter comme certaine l'implantation d'une centrale nucléaire dans notre région (prévision du début des travaux en 1987 ; achèvement en 1995).

La population, émue, s'est inquiétée rapidement et a aussitôt pris contact avec le Groupement anti-nucléaire de Sennecey-le-Grand.

Celui-ci a aussitôt écrit à M. le Président du Conseil Général, dont le nom fut cité à l'antenne.

Voici quelques extraits de la réponse qu'il a bien voulu nous faire :

« Comme vous l'ont confirmé quelques conseillers généraux, rien au cours des débats du Conseil Général ne peut laisser penser qu'une décision ait été prise par le gouvernement dans un sens ou dans l'autre.

Le représentant d'E.D.F. à cette réunion a évoqué, dans son intervention, qu'aucune production d'électricité n'était envisageable en Saône-et-Loire avant la deuxième moitié de la dernière décennie du siècle, soit vers 1995.

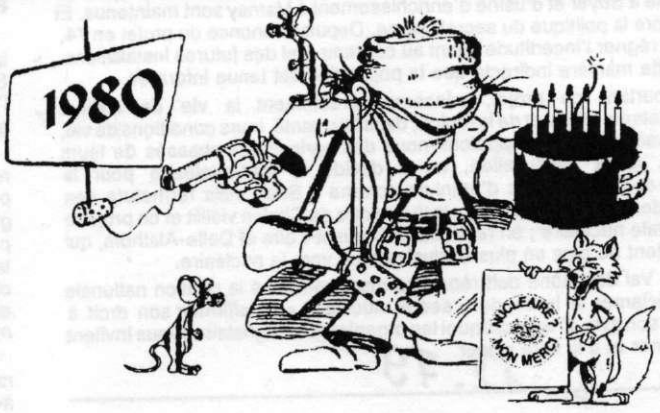
Sachant qu'il faut entre 7 et 8 ans pour construire et rendre opérationnelle une centrale nucléaire, cela voulait-il dire que des travaux pourraient commencer vers 1987 ?

Je n'ai pas obtenu sur ce point une réponse claire.

Depuis, je n'ai eu aucune information supplémentaire et, à ma connaissance, aucune décision nouvelle n'a été prise ».

Cet article devrait permettre une juste mise au point.

# Reflux




Avec l'année 80, la lutte antinucléaire connaît un reflux, même si du point de vue de l'activité, l'année a été bien remplie.

- Participation aux réunions de la CNAN à Lyon, Cherbourg.
- Mobilisation et participation au RIAH (Rassemblement de la Hague).
- Campagne avec le film de la CFDT Condamnés à réussir.
- Organisation des 4 Heures sur l'énergie.
- L'exposition à Tournus de La saône une rivière et des hommes.
- La campagne contre le retour du Pacific Fisher..
- Campagne Nucléaire et Chômage.
- Solidarité et informations sur Plogoff.

<u>Etrange année, ou certaines contradictions dans les comités et en dehors de ceux-ci , vont se traduire par:</u>

- L'exclusion des maoïstes de l'UCFML présents dans le MRAN, donc de leurs représentation au sein de la CAVS.
- La signature, par l'UL CGT de Tournus, d'un tract avec d'autres organisations, dont le MET. Par contre, la CFDT refusa de participer a cette campagne, alors quelle appelait ses adhérents à venir voir le film (de la CFDT) condamnés a réussir, présenté par ... le MET.
- La décision du MET de ne plus adhérer au CDPN pour plusieurs raisons dont la principale est *"Nous ne nous reconnaissons pas dans un mouvement qui se situe dans un courant électoraliste "* Un dès points a l'ordre du jour de l'AG du CDPN concernait la création d'un comité de soutien à ....Brice Lalonde.

# La lutte anti-nucléaire au premier plan des activités du comité départemental de protection de la nature

CHALON. — Entre les deux assemblées générales qui se déroulent ordinairement à la fin de l'automne, chaque année, le Comité départemental de la protection de la Nature organise ce qu'il nomme des réunions générales destinées avant tout à faire le point et à définir l'avenir.

Une de ces réunions de concertation s'est déroulée samedi après-midi à Chalon et il y avait bien peu de monde pour y participer. Ceci s'explique par le fait que la Revue « Notre Saône » annonçant la réunion, n'a pu être envoyée dans les temps voulus aux adhérents. Quoiqu'il en soit, divers points ont été abordés avec les deux responsables présents, MM. J.-P. Gillot et T. Grosjean. La lutte antinucléaire est restée bien évidemment au premier plan des discussions mais on a également évoqué la nouvelle loi sur l'affichage qui « sous couvert d'écologie est faite pour réduire la liberté d'expression » ; on a parlé aussi de la manifestation de la Hague en juin prochain et dans le même mois la participation à la foire aux associations de Chalon. Enfin sur un plan purement chalonnais on a fait savoir que le comité départemental n'avait pas eu gain de cause dans l'affaire des Granges-Forestier devant le tribunal administratif de Dijon. Cependant cette décision ne porte que sur un point très précis de la procédure et ne concerne pas le permis de construire qui est toujours valable... et qui est toujours contesté par le comité départemental qui le juge incompatible avec l'environnement.

A l'issue de cette réunion générale les responsables du comité départemental nous ont remis le communiqué suivant :

« A l'issue de leur réunion générale (responsables de groupes), les écologistes du Comité départemental de Protection de la Nature font au public la déclaration suivante :

Nous soutenons la lutte courageuse des Bretons de Plogoff contre l'arbitraire, la violence du gouvernement. Comme à Malville, comme à Golfech, comme cela risque d'être le cas dans le val de Saône, le pouvoir passe outre à la volonté des populations, et, contre la raison, le bon sens, répond par la force.

Ainsi, voyons-nous les limites du « libéralisme » gouvernemental. Partout où il est proposé et où la population peut avoir une autre information que celle d'E.D.F., le nucléaire est reconnu « d'hostilité publique ». Et il ne se passe plus une semaine sans que quelque part, malgré la politique du secret, il y ait quelque incident plus ou moins grave, dont nous finissons par avoir connaissance : pollution à la Hague, ouvriers et plongeurs contaminés, fissures, pannes, accidents dans le transport...

Dire non au nucléaire ne suffit plus. Outre la lutte sur le terrain nous devons étudier et mettre au point un programme alternatif pour la région. Nous devons montrer qu'il est possible de se passer du nucléaire sans pour autant « retourner à la bougie ». Ce travail de longue haleine ne peut être réalisé par les seuls écologistes. Il doit être mené en concertation avec les élus, les scientifiques, la population et tous ceux qui ont soutenu la pétition nationale « pour une autre politique de l'énergie ; pour une débat démocratique sur l'énergie ».

Nous tenons également à nous montrer solidaires de tous les groupes ou personnes qui, ce samedi 2 février, afficheront dans toute la France leur détermination à ne pas voir une liberté de plus disparaître, sous de fallacieux prétextes écologiques : celle d'afficher.

*MM. Grosjean et J.-P. Gillot.*

Nous attirons également l'attention du public sur les multiples problèmes d'environnement dans notre département, de l'urbanisme mal maîtrisé au recyclage des déchets encore inexistants des dégâts du T.G.V. à la pollution de la Saône ou d'autres rivières. Nous insistons sur le fait que c'est à la population de prendre en charge ces problèmes : le Comité départemental n'est là que pour épauler, conseiller, coordonner.

Dans votre département, les écologistes existent. Mais ils ne peuvent pas vous remplacer. Votre avenir et celui de vos enfants, l'environnement que vous leur laisserez dépend de vous ».

*Parmi les présents.*

# Région

## Coordination nationale antinucléaire à Lyon

## *Rencontre internationale à La Hague (7-8 juin)*

**Le PROGRES**
17/03/80

La 6e Coordination antinucléaire française (1) s'est réunie durant le week-end à Lyon, essentiellement pour mettre au point l'organisation du rassemblement international antinucléaire qui se déroulera au centre de la Hague les 7 et 8 juin prochains.

La Hague est avec l'usine anglaise de Windscale, la seule usine mondiale de retraitement des déchets radio-actifs puisque les Etats-Unis ont choisi la voie du stockage.

Dans une centrale nucléaire classique, on produit de l'électricité à partir du combustible radio-actif. Tous les ans, on change environ un tiers de ce combustible usé qui est transformé en éléments hautement radio-actifs.

Ces déchets sont envoyés à la Hague où l'on extrait le plutonium servant de combustible aux surgénérateurs, le plutonium militaire et l'uranium destinés aux usines d'enrichissement. Le reste est évacué en mer, dans l'air, ou stocké, puisque dans l'état actuel de la technologie, on ne sait pas quoi en faire.

C'est pourquoi le centre de la Hague a passé de nombreux contrats avec l'étranger, et reçoit les déchets de l'Italie, de l'Allemagne, du Japon etc.

Deux usines supplémentaires devraient être construites dans un avenir très proche, à la Hague, le retraitement des déchets radio-actifs étant la clef de voûte de programmes nucléaires à venir compte tenu du choix français (surgénérateurs).

Or ce rassemblement, que les organisateurs veulent absolument pacifique, se déroulera à 6 km du site, sur des terrains prêtés par des paysans. Une caravane de bycicletes se rendra à la préfecture de la ville jusqu'au lieu du rassemblement dans la plus grande tradition écologique. En plus d'une animation sur divers points (utilisation miltaire, Plogoff...), des forums (retraitement, surrégénération, répression...), une partie spectacle et de nombreuses interventions de scientifiques compléteront le programme de ces deux jours.

Particulièrement soutenue par la population de Plogoff, cette opposition à l'extension du centre de la Hague se fera sur 4 mots d'ordre principaux : « Non à l'extension », « non à l'extraction du plutonium à usage civil et militaire », « non à la surrégénération », et « non à la répression ».

La meilleure solution pour la Coordination nationale serait de toutes façons l'arrêt complet du « tout nucléaire », position qui demeure sa ligne fondamentale. Néanmoins, elle considère qu'il existe une réalité, et qu'il faut lutter pour s'opposer à l'extension du centre de la Hague. Pour la même raison, le non-retraitement des déchets radio-actifs est un moindre mal, car cela limite les rejets dans l'environnement et les dangers de manipulation.

Plus grave encore apparaît l'avenir à la Coordination, car on ne sait pas actuellement retraiter les déchets qui arriveront de Super-Phénix.

Par ailleurs, on prévoit de transférer à Marcoule, dont les installations sont anciennes, une partie des activités de la Hague. Si le rassemblement est organisé par la Coordination nationale antinucléaire, un soutien a néanmoins été demandé par lettre à 22 organisations.

Enfin, cette même Coordination participera le 29 mars prochain, à Paris, à la réunion de bilan de l'ensemble des organisations qui ont fait signer la pétition : « Pour une autre politique de l'énergie, pour un débat démocratique sur l'énergie nucléaire ». Le comité Malville de Lyon a été élu pour un an au secrétariat de la Coordination nationale (2).

**M.F.G.**

*(1) 35 comités français y sont actuellement représentés.*

*(2) Au C.E.P., 44, rue Saint-Georges, B.P. 6, 69245, Lyon 5e.*

### L'AVIS DU M.E.T. SUR LES ENQUETES D'UTILITE PUBLIQUE

**On nous communique avec prière d'insérer :**

« Les enquêtes d'utilité publique ne sont qu'une parodie de démocratie. L'expérience prouve que pour les implantations de centrales nucléaires, l'Etat n'a jamais tenu compte de l'avis défavorable exprimé par les habitants. Quel que soit le nombre de ces avis, les projets ont été quand même déclarés d'utilité publique.

Les habitants de Plogoff, qui se sont déjà exprimés par référendum, refusent de se prêter à ce jeu. Et leur détermination est d'autant plus forte que les forces de police occupent leur village pour imposer cette enquête. N'oublions pas que bientôt le Val de Saône sera concerné par les enquêtes préalables aux implantations nucléaires à Boyer et Marnay.

Elus et population devront montrer la même détermination ».

### « LA SAONE UNE RIVIERE ET DES HOMMES » THEME DE L'EXPOSITION DU MOUVEMENT ECOLOGIQUE DE TOURNUS

Le Mouvement Ecologique a tenu sa réunion hebdomadaire qui fut principalement consacrée à la préparation de l'exposition « La Saône, une rivière et des hommes », mais aussi à un point sur la situation à Plogoff, en Bretagne.

L'exposition aura pour objet de retracer l'histoire des rapports entre la Saône et ses riverains, de faire le constat de la situation actuelle et d'envisager l'avenir, qui laisse entrevoir de graves menaces : mise au grand gabarit de la rivière pour la liaison Rhin-Rhône ; complexe nucléaire ; industrialisation à outrance...

Le M.E.T. a commencé à rassembler des documents pour donner à l'exposition un intérêt et un caractère local. Si vous possédez des cartes postales anciennes, gravures, photos, dessins, peintures, se rattachant au thème de l'exposition et dont vous souhaitez faire profiter le public, vous pouvez prendre contact avec le M.E.T., à la boite postale n° 39, 71700 Tournus.

### COMMUNIQUÉ

Le groupement anti-nucléaire de Sennecey-le-Grand communique :

A l'occasion de la lutte âpre et difficile que même toute la population de Plogoff élus locaux en tête, la Pierre Fiche de Boyer et le groupement antinucléaire de Senneceyle-Grand, ont envoyé un télégramme ainsi libellé : « M. le Maire de Plogoff, votre lutte est un exemple pour tous ; admirons votre courage ; tenez bon. Avec la sympathie du comité antinucléaire du Val de Saône. »

Cette lutte bretonne n'est qu'une partie de la lutte antinucléaire des Français. N'oublions pas que demain peut-être chez nous, nous pourrions élus et population être confrontés à de tels problèmes' Notre détermination devra être la même.

**Le COURRIER**
17/02/80

# La Semaine

Chalôn - Val de Saône

N°0 - JOURNAL D'INFORMATIONS LOCALES


# La centrale du Val-de-Saône: du possible au prévu

Le château que nous apercevons risque d'être remplacé par une centrale nucléaire. A une heure où la mobilisation des opposants au projet et des élus est très forte, La Semaine est allée faire le point: où en est le projet ? Une centrale nucléaire pour qui ?

suite ☞

# La centrale du Val-de-Saône: du possible au prévu

(suite de la page précédente)

**La semaine dernière, le Conseil Général de Saône et Loire est réuni pour la session pré-budgétaire. Henri Coury, Préfet de Saône et Loire, reconnaît que la construction d'une centrale nucléaire est prévue en Saône et Loire. Ce qui est possible devient pour la première fois prévisible.**

C'est l'automne à la Tour de Vers, entre Sennecey et Boyer. Entre la Saône et l'autoroute, celle du soleil. Mais ici tout est calme, l'hiver se prépare doucement. Et là, sur un mamelon que les crues de la Saône n'atteindront certainement pas, un château, qui fait partie depuis longtemps du paysage.
Au rythme où l'on consomme l'énergie, on risque bien de ne plus voir le château, à moins que demain on n'invente le moteur à eau. A la place une centrale nucléaire. Des tours de réfrigération, un réacteur, des alternateurs, des conduites de liaison avec la Saône....
La centrale du Val de Saône, on en parle depuis plusieurs années. Pour la première fois, même le Préfet de Saône et Loire en a parlé : on commencerait à la construire en 1985, et elle serait achevée en 1994.

## PEUT-ETRE UN SURGÉNÉRATEUR

Neuf années pour construire une centrale nucléaire, c'est beaucoup. Cela veut dire surtout que ce qui sera construit est très important. En regard de cette durée, et de tous les bruits qui courent, deux hypothèses sont possibles : soit on construira une centrale de quatre PWR (comprendre quatre réacteurs à eau pressurisée), soit un surgénérateur. L'échéance de 1994 ferait plutôt pencher, selon les opposants, pour un surgénérateur ; en effet face aux incertitudes existantes quant au fonctionnement du surgénérateur, la direction d'E.D.F. repousse l'échéance de mise en fonctionnement. Et neuf années feraient à peu près le compte de «réflexion».

## LA PRÉPARATION PSYCHOLOGIQUE

Tout commence en 1974. Face à la difficulté prévisible d'approvisionnement en pétrole, le gouvernement décide de «développer le nucléaire». On lance sur l'ensemble du territoire une vaste opération de prospection des sites possibles d'implantation d'une centrale. En septembre 1975, le Préfet de Saône et Loire évoque *«la mise en route d'une procédure conduisant au choix d'un site dans le Val de Saône»*. Parallèlement, la presse publie des explications sur le nucléaire, des conférences sont organisées, les médecins reçoivent des documentations sur le nucléaire... «La mise en route de procédure...» arriverait-elle déjà à des conclusions positives ?

## UN ACCUEIL DÉFAVORABLE

Après une longue étude, le site retenu est celui qui semblait être évident dès le départ : le mamelon de la Tour de Vers. Pas loin de la Saône et non inondable. En plus un bon massif de fondation, capable de résister à plus d'une secousse. On étudiera ensuite le sens des vents, le débit de la Saône et même... le lait des vaches ; n'est-ce pas un moyen de déterminer le degré de radioactivité ambiant ?

Cette longue étude précédemment citée n'est en fait pas la seule qui soit nécesaire pour lancer l'enquête d'utilité publique. Il faudra établir aussi une étude d'impact des plans précis, des fiches techniques. Tout ceci nécessitera la visite de nombreux techniciens.

L'accueil des habitants de Boyer et de la région, réservé aux divers bureaux d'études n'est pas «chaleureux» : procès intenté par le propriétaire du château car des sondages sont effectués sans son autorisation, piquets arrachés, station météo démontée, pneus dégonflés.... Une résistance pacifique, mais déterminée. Toutes les études pourront cependant être réalisées. A partir de là, comme le dira un de ses représentants, *«E.D.F. possède les éléments qui lui permettent de demander l'ouverture d'une enquête d'utilité publique»*. Tous les



suite ☞

# La centrale du Val-de-Saône:
## (suite de la page précédente)

opposants au projet deviennent très vigilants car d'autres expériences ont prouvé que tout se passe discrètement. Leur opposition déterminée n'a d'égale que la patience d'E.D.F.

Depuis plusieurs mois, c'est le calme plat du côté E.D.F. Aucune procédure de mise en route de l'enquête d'utilité publique, et rien en ce qui concerne l'achat des terrains. Seule l'étude d'impact de la construction d'une centrale serait terminée. Si la date de démarrage des travaux est prévue pour 1985, on comprend mieux.

### UNE CENTRALE POUR QUI ?

Les opposants au projet ont réalisé une étude sur le bilan énergétique ; cette étude a fait l'objet d'une lettre ouverte envoyée au Président du Conseil Général de Saône et Loire. De cette étude il ressort que le bilan énergétique de la Saône et Loire est excédentaire : on produit plus d'énergie qu'on en consomme. Par contre sur la région Bourgogne, ce même bilan est déficitaire.

Une information plus vaste sur le projet serait prévue en janvier lors de la prochaine session du Conseil Régional de Bourgogne. Là où précisément on a besoin d'énergie !

Mais le but de la centrale est-il vraiment de créer une source d'énergie supplémentaire ?

Pourquoi selon les informations de certains, il est fait état du choix d'un site de quatre cents hectares à Marnay ? Sur ces lieux, d'après de récentes contestations, auraient été faits des piquetages et des relevés topographiques. C'est d'ailleurs suite à ces opérations que trois agriculteurs de Marnay ont été condamnés à une amende.

En fait cette centrale, dont la puissance sera de 3600 Mégawatts, ne servira-t-elle pas à alimenter une usine d'enrichissement, comme il en existe une à Pierrelatte ; celle qui s'appelle l'usine Eurodif, elle aussi alimentée par quatre unités de 900 mégawatts ? C'est ce que pensent tous les opposants.

Au regard des dates fixées par E.D.F., on comprend la lenteur des opérations. Mais le flou mystérieux qui règne autour du projet devient intolérable. Une information sur le projet est nécessaire. De nombreux élus en sont conscients, en premier lieu Pierre Joxe, le Président du Conseil Régional de Bourgogne. Le 3 janvier, le Conseil Régional se réunira à Dijon. Il faudra peut-être écouter avec attention ce qui s'y dira.

J.P. R.

*Pour des dégâts sur le site nucléaire de Boyer*

# Trois agriculteurs de Marnay condamnés à dédommager E.D.F.

LA SEMAINE NUCLÉAIRE? NON MERCI

M. et Mme Gérard Mottet, et M. Daniel Théveniaux, agriculteurs à Marnay, ont été condamnés lundi par le Tribunal de Chalon, à payer 200 francs de dommages et intérêts à E.D.F. pour avoir détérioré en mars 1977 quatre piézomètres sur le site de Boyer où pourrait être implantée une centrale nucléaire.

En 1977, les trois agriculteurs étaient condamnés au pénal - à payer une amende de 2 000 F. à sursis. Lundi, l'affaire était jugée au civil, E.D.F. demandant pour 21 000 francs des dommages et intérêts.

Les trois agriculteurs, ne reconnaissant que les dégâts minimes causés sur deux instruments, proposaient 200 francs.

200 francs que le tribunal a accordé finalement à E.D.F. Dès l'annonce de la décision les militants anti-nucléaires, dont les membres de l'Association des élus du Val de Saône, venus devant le Palais de Justice, se sont montrés satisfaits.

Ils ont annoncé toutefois que si E.D.F. interjetait appel, ils préconiseraient aux usagers le paiement fractionné des factures.

La Coordination Anti-nucléaire du Val de Saône - qui réunit les associations opposées au projet de centrale nucléaire à Sennecey le Grand - ne veut pas désarmer. Dans une motion portée au Centre de Chalon d'E.D.F., elle a rappelé les raisons de son opposition au nucléaire :

- le programme nucléaire se poursuit malgré des incertitudes techniques (en particulier les fissures dans les cuves)
- le programme est réalisé malgré l'opposition des populations
- le secret le plus total demeure sur les intentions, les projets les nuisances, etc....

# Saône-et-Loire

Le courrier (avril 1980)

## Politique et social

### Vendredi 9 mai, au Studio 70 réunion : « Quatre heures sur l'énergie »

Réunies en collectif les 13 mars et 4 avril dernier, les organisateurs soussignés communiquent :

Les gens de Plogoff ont montré clairement qu'ils n'étaient pas dupes de la force soit-disant démocratique de l'enquête d'utilité publique faite pour justifier l'implantation d'une centrale nucléaire, alors que jamais on n'a tenu compte des résultats de telles enquêtes. Nous constatons que leur détermination renforce l'opposition de la Bretagne où se déroulent des manifestations massives, mais aussi celle de la population du val de Saône contre les projets de centrale et d'usine d'enrichissement. C'est pourquoi nous appelons la population :

— à soutenir financièrement les familles des détenus (chèques à envoyer à Mme Carval, Plogoff, 29113 Audierne).

— à participer activement à l'organisation concrète de la lutte contre le programme nucléaire.

— à noter dès maintenant la date du vendredi 9 mai 1980, date à laquelle les organisations soussignées organisent au Studio 70, rue de Lyon, Chalon, de 19 h à 23 h, une réunion « 4 heures sur l'énergie » avec au programme :

— Quelle énergie, pour qui, pour quoi faire ? Quelles alternatives ? Débat, avec montage diapos.

— Le nucléaire ne crée pas d'emplois, débat avec des travailleurs de secteurs énergie.

— Le programme nucléaire, la centrale du Val de Saône ? Bilan des luttes, comment riposter localement ?

Buvette, casse-croûte, garderie pour les enfants.

M.R.A.N., M.E.T., C.D.P.N., C.S.C.V., U.D.U.C 71, Que Choisir, P.S., P.S.U., O.C.T., P.C.R., U.L., C.F.D.T., A.T., L.P. + Elus + CGT Eno

# UNE EXPOSITION...

Chers ami(e)s

L'exposition "La Saône une rivière et des hommes"
aura lieu du 30 AVRIL au 11 MAI. Elle retrace l'histoire de la rivière et de ses riverains, et donne un aperçu, critique, de l'avenir qu'on nous prépare.

Nous en attendons également une meilleure insertion du MET dans la vie locale; cela pour une plus grande efficacité de nos actions à venir.

Réunion de préparation, répartition des tâches

VENDREDI 18 Avril 21h. Salle du palais de justice

Préparation matérielle de l'exposition: montage des panneaux, mise en place du matériel..

SAMEDI et DIMANCHE 19 et 20 Avril à 10 H au réfectoire des moines et l'après-midi continuation...

Si vous ne pouvez venir ce Week-end Samedi 26 et Dimanche 27 il y aura encore du travail

Venez nombreux, les tâches ne manquent pas.

Le Bureau du MET

# TOURNUS

## La Saône autrefois, aujourd'hui et demain en parcourant l'exposition du mouvement écologique de Tournus.

*Depuis le début du mois et jusqu'au 11 mai, « La Saône une rivière et des hommes » thème de l'exposition du M.E.T., accueille, salle du réfectoire des moines de l'Abbaye St-Philibert, de nombreux visiteurs.*

*Issue de l'exposition de Chalon, mais ramenée à un plan plus local, centrée principalement sur la département, la manifestation est en tout point remarquable.*

*Quelle meilleure façon en effet de mieux connaître ce grand axe fluvial qui naît dans les VVosges à Vismenil et s'arrête à la confluence de Lyon ?*

*Grâce à un circuit approprié, agrémenté d'un motage diapositives, c'est tout le passé de la rivière qui ressurgit au travers de photos d'époque, de panneaux géographiques, de vitrines explicatives (en particulier celles du groupe archéologique de Tournus) ou d'objets les plus divers allant du scaphandre début du siècle aux filets et grappins des pêcheurs riverains.*

*Mais l'actualité n'est pas délaissée pour autant avec la présentation des installations portuaires modernes, des barrages ou œuvres d'art d'aujourd'hui qui permettent de mieux appréhender la réalité de la Saône du XX· siècle, et.. du XXI· siècle, tout au moins dans les projets qui font beaucoup couler d'encre : liaison RhinMéditerrannée, centrale nucléaire à Boyer.*

*170 photos au total, judicieusement choisies, illustrant batellerie, pêche, loisirs, industries, tout ce que l'on doit savoir sur la Saône.h Les horaires (entrée gratuite) : week-end 10 à 12 h et 14 à 19 h ; semaine : 14 à 19 h.*

# 4H SUR L'ENERGIE

19H. QUELLE ENERGIE ? POUR QUI ? POUR QUOI FAIRE ?

QUELLES ALTERNATIVES ?

DEBAT M NTAGE DIAPOS.

20H30 LE NUCLEAIRE NE CREE PAS D'EMPLOIS .

DEBAT AVEC LES TRAVAILLEURS DES SECTEURS ENERGIE.

21H30 LE PROGRAMME NUCLEAIRE, LA CENTRALE DANS LE VAL DE SAONE.

BILAN DES LUTTES. BILAN DE LA PETITION NATIONALE.

COMMENT RIPOSTER LOCALEMENT ?

S T U D I O 7 0
R U E D E L Y O N
V E N D R E D I 9 M A I 1 9 8 0
1 9 H - 2 3 H

'UVETTE - CASSE CROUTE .

MANIFESTATION ORGANISEE PAR :

Union Locale CFDT, Confédération Syndicale du Cadre de Vie,
Mouvement Régional Anti-Nucléaire, Parti Socialiste,
Parti Socialiste Unifié, Organisation Communiste des travailleurs,
Parti Communiste Révolutionnaire, Que Choisir, Libre Pensée, Amis de la Terre,
Comité Départemental de Protection de la Nature, Mouvement Ecologique de
Tournus, Association des élus du Val de Saône.

NON AU PROGRAMME NUCLEAIRE

107

# IL FAUT FERMER LA HAGUE !

USINE DE RETRAITEMENT DE LA HAGUE,

le 6 janvier : 4 heures du matin, incendie d'un silo de stockage des déchets. 9 heures, le personnel est évacué, puis contre-ordre, la direction fait rentrer tout le monde dans l'usine car la contamination extérieure est supérieure ! 11 heures, dans le couloir des vestiaires de la station d'épuration on compte 26 CMA (concentration maximum admise pour le personnel : 2,6 CMA !).
12 heures 15, le service de «sécurité» déverse des tonnes d'eau sur le feu et provoque ainsi un immense nuage de vapeurs radioactives qui se dispersent sur l'usine et les environs. La direction bloque des systèmes d'alarme, des centaines de travailleurs rentrent chez eux et répandent la contamination radioactive jusque dans leurs foyers. On s'apercevra le lendemain qu'ils étaient fortement contaminés.
Pendant deux jours la COGEMA (propriétaire de l'usine) refuse de faire des prélèvements et gagne ainsi un temps précieux pour minimiser l'ampleur de la contamination.

Le 10 janvier une nouvelle fuite d'eau radioactive provoque les mêmes mensonges de la direction pour maintenir le secret.

CETTE USINE, NOUS LA CONNAISSONS !

Ces incidents, qui ne sont pas les premiers, prouvent bien que les Comités anti-nucléaires ont eu raison de prendre l'initiative d'un rassemblement national les 27 et 28 juin 80 à la Hague pour exiger l'arrêt du retraitement des déchets atomiques effectués aux seules fins d'extraction du plutonium pour les besoins militaires (bombes) et les besoins du surégénérateur Super-Phénix 1 à Malville. N'oublions pas que deux fois par semaine les déchets atomiques passent sur la R.N. 6 à côté de Chalon sur Saône pour aller à la Hague !

suite ☞

# NOUS REFUSONS TOUT LE NUCLEAIRE !

Lundi 12 janvier, 3000 personnes ont déjà manifesté à Cherbourg contre le secret entretenu sur la contamination radioactive de la Hague.

## NOUS DEVONS FAIRE LA MEME CHOSE POUR DENONCER A CHAQUE INCIDENT DANS LE PROGRAMME NUCLEAIRE:

– les risques d'auto-destruction que nous imposent Giscard et son gouvernement (plusieurs travailleurs de Creusot-Loire et Framatome Chalon ont été contaminés en 1980 ; sans parler des fissures toujours non-réparées).

– le chômage provoqué par le programme (550 licenciements à Creusot-Loire Chalon et 200 à Delle-Alsthom Chalon depuis 2 ans).

– la politique anti-sociale et de répression politique et syndicale contre laquelle les travailleurs de Framatome sont en grève depuis lundi 19 janvier.

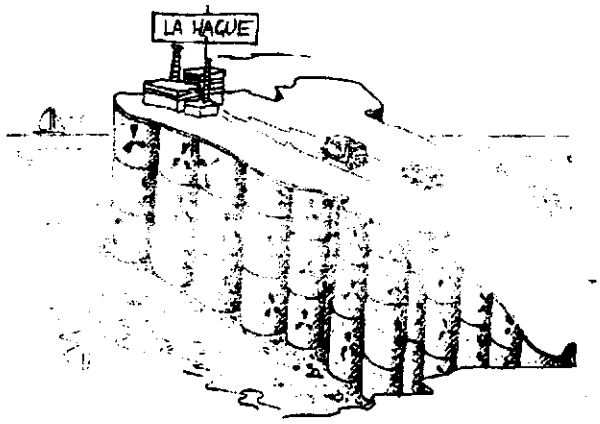
POUR L'ARRET DU PROGRAMME NUCLÉAIRE !

POUR LA FERMETURE DE LA HAGUE !

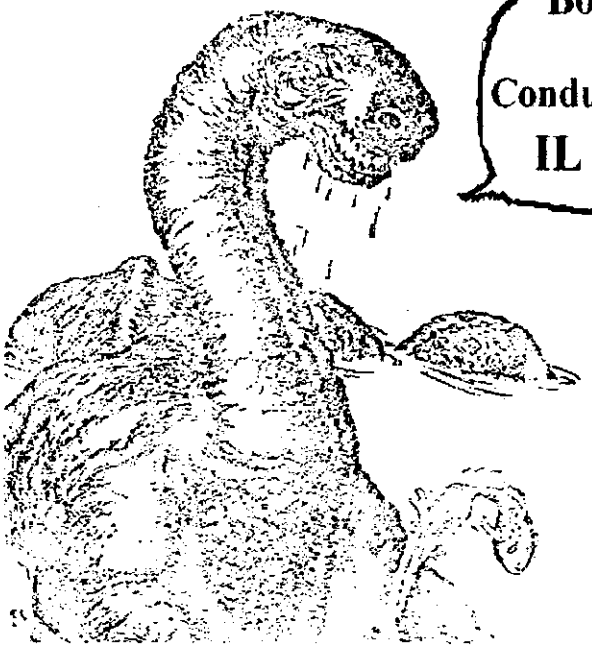
RASSEMBLEMENT ANTI-NUCLÉAIRE

SAMEDI 31 JANVIER 15 H PLACE DE BEAUNE

Mouvement Régional Anti-Nucléaire (MRAN)
Librairie Les Coquelicots rue St-Georges Chalon



MRAN



**Boire l'eau radioactive**
**ou**
**Conduire la lutte antinucléaire,**
**IL FAUT CHOISIR !**

Depuis un an, il ne se passe pas un mois sans que l'actualité cite un accident imprévu dans l'un des maillons du programme nucléaire. Cette situation explique pourquoi, non seulement les comités anti-nucléaires ont pu faire leurs 1ére réapparition nationale ( depuis Malville 1977) à la Pentecôte 79, mais qu'en plus de large secteurs de la population se rendent compte du bien fondé de l'opposition au programme nucléaire (Harrisburg, fissures, interdictions professionnelles, répression).

C'est pour les renforcer dans leur opposition que nous vous appelons à signer massivement la pétition nationale "Pour un débat démocratique et une autre politique de l'énergie" lancée par diverses organisations politiques et syndicales et, soutenue par la Coordination Nationale Anti-Nucléaire.

Cette pétition est une chose, (bien qu'une de ses limites soit d'accepter le nucléaire déjà installé) développer la lutte anti-nucléaire sur le terrain et la faire passer nationalement en est une autre aussi sérieuse et indispensable.

**QUELS SONT NOS OBJECTIFS ?**:

Nous vous appelons à créer des comités anti-nucléaires là où il n'y a rien, ou à rejoindre ceux qui existent déjà dans votre ville (Beaune, Chalon, Tournus, etc...). Ces comités coordonnés régionalement et nationalement et développent les axes de lutte suivants:

- le paiement fractionné des factures EDF (grève du zèle);
- le contrôle des terres (refus de vente, GFA,...);
- la dénonciation et l'action contre les "enquêtes d'utilité publique", le secret, les risques pour la santé de tous, le chômage créé par le nucléaire dans toute les branches, l'agravation des conditions de travail (intérim, 3x8, déplacement forcés, répression), le chantage gouvernemental aux coupures électriques ou au pétrole;
- occupation des sites prévus pour les centrales,
- participation à la recherche de solutions énergétiques pour remplacer tout le nucléaire et créer ainsi des centaines de milliers d'emplois nouveaux;



suite ☞

# BOIRE L'EAU RADIOACTIVE...

**(suite de la page précédente)**

- préparation du rassemblement international et pacifique de la Hague le 28 et 29 juin 80.
- opposition irrémédiable au programme nucléaire civil et militaire et à ceux qui nous l'imposent actuellement.

**QUELLE EST NOTRE ORIENTATION ?**:

Nous sommes conscients que l'arrêt du programme nucléaire inquiéte une partie de ceux qui sont forcés de travailler dans cette industrie, aujourd'hui. Nous sommes prêts par conséquents à en discuter avec eux (syndicats et travailleurs) pour trouver ensemble des solutions acceptables, car personne d'autre ne le fera et cela ne tombera pas du ciel comme par miracle !

Nous n'acceptons pas cette soi-disant fatalité: "le nucléaire ou le chaos" que le gouvernement nous impose. Il y a en réalité derrière le programme nucléaire un but politique précis et inavoué dont les conséquences sont:
- maintien du profit; exploitation renforcée par la répression des libertés politiques et syndicales; développement de l'intérim; chômage grandissant; inflation; mépris pour les conséquences médicales; exode rural renforcé; pillage des pays producteurs d'uranium; et renforcement des armes nucléaires déjà existantes.

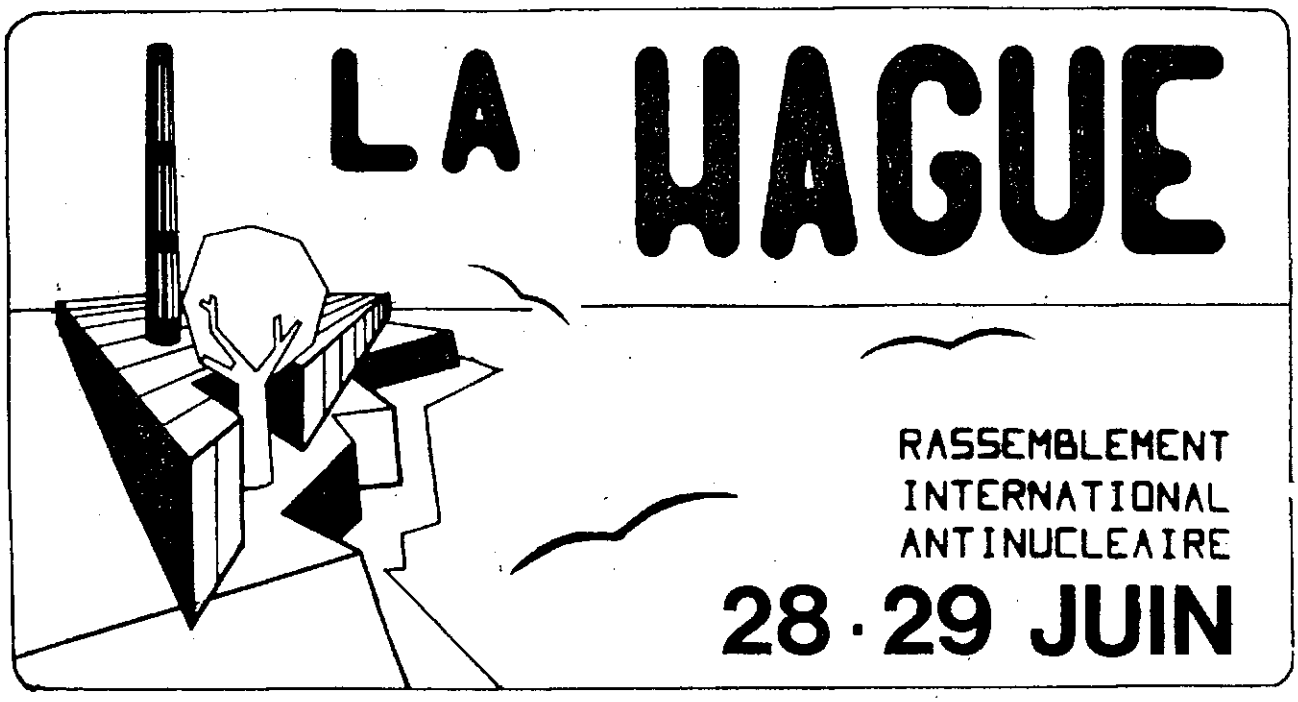
Cette situation est néanmoins propice pour inscrire notre opposition au programme nucléaire dans une unité populaire autour des luttes actuelles contre les dites conséquences.

Cependant nous refusons de prendre parti pour un des projets politiques actuels dont aucun n'expose le débat de fond pour arrêter le massacre (qu'il soit libéralisme musclé ou mou, capitalisme d'état ou autogestionnaire, ou soi-disant écologique). De la même façon nous sommes hostiles au sectarisme liquidateur.

SUPPRIMEZ TOUT LE PROGRAMME NUCLEAIRE C'EST:
- PRENDRE NOTRE AVENIR EN MAIN POUR DES SOLUTIONS HUMAINES ET CONTROLES PAR LA POPULATION,
- FAIRE RECULER LA REPRESSION DES LIBERTES INDIVIDUELLES ET COLLECTIVES,
- MARQUER UN POINT IMPORTANT CONTRE LA RESTRUCTURATION CAPITALISTE AMORCEE EN GRAND DEPUIS 1974,

REJOIGNEZ LES COMITES ANTI-NUCLEAIRES;
PARTICIPEZ A LEURS INITIATIVES.

Mouvement Régional Anti-Nucléaire (MRAN)
Librairie des coquelicots
rue st Georges
CHALON s/S



# LA HAGUE

RASSEMBLEMENT
INTERNATIONAL
ANTINUCLEAIRE

## 28 · 29 JUIN

C.C.P.A.H. ( Comité Contre la Pollution Atomique à La Hague )
C.R.I.L.A.N. ( Comité Régional d' Information et de Luttes Anti-Nucléaires )
COORDINATION NATIONALE ANTI - NUCLEAIRE
COORDINATION INTERNATIONALE DU MOUVEMENT ANTI - NUCLEAIRE

LA HAGUE... un centre COGEMA de retraitement de combustibles nucléaires usés... Le seul fonctionnant à l'échelle industrielle dans le monde...

LA HAGUE... une usine vieille de 15 ans, qui est déjà pourrie et fuit de toutes parts...

LA HAGUE... une pollution considérable pour toute une région du Cotentin et pour la mer,.. de temps en temps on interdit la pêche ou la vente du lait...

*Le Gouvernement veut aggraver cette situation en multipliant la production du centre par quatre, en agrandissant l'usine. Les travaux commencerons en 80.*

LE MOUVEMENT ANTI - NUCLEAIRE DIT : NON ! MERCI .

*Une campagne sur le retraitement et un rassemblement à La Hague ont été proposés par les Comités de lutte locaux. La préparation est assurée par ceux-ci et par la Coordination Nationale Anti-Nucléaire qui regroupe une partie des Comités Anti-Nucléaires français. Le Mouvement International apporte son soutien .*

*Nous demandons aux organisations populaires, syndicales et politiques de nous soutenir sur la base des mots d'ordre suivants :*

***Non à l'extension de l'usine***
***Non au plutonium civil et militaire***
***Non aux surrégénérateurs***
***Non à l'Europe de la Répression***

*Mais rien ne pourra se faire sans la mobilisation active de tous les Antinucléaires !*

112

**suite** ☞

# LA HAGUE...
## (suite de la page précédente)

*Pendant deux jours à LA HAGUE se tiendront :*

Ceci est un projet en attendant le "4 pages" définitif

**VENDREDI ET SAMEDI**

- Des animations antinucléaires sous différentes formes ( théâtre, ma... déroulerons autour de La Hague, à Cherbourg et sur la route de Cher...
- Opérations villes- -mortes, simulations du plan Orsec – Rad en cas d.' accident ...

**DE SAMEDI 15 H à A DIMANCHE 4 H**

- Sur le podium du rassemblement alterneront groupes de Rock et interventions sur la répression en Europe.

**DIMANCHE APRES – MIDI**

- En Alternance, interventions de scientifiques et d'habitants de La Hague et groupes de Folk.

**DIMANCHE SOIR A LUNDI 4 H**

- Spectacle avec Hughes Auffray ; projection sur écran géant d'un montage audio - visuel sur Hiroshima ; un orchestre de Jazz américain clôturera la nuit .

*viendront chanter et jouer de la musiqque gratuitement durant ces deux jours, en militants anti-nucléaires :*

| | |
|---|---|
| *Factory* | *Jacques Higelin* |
| *Ciné Palace* | |
| *12 degrés 5* | *Mahjun* |
| *Elvis Platiné* | *Gwendal* |
| *Diesel* | *Malicorne* |
| *Night Rider* | *Claude Jacquin* |
| *Taxi - Girl* | *Jean-Pierre Huset* |
| *Femme Fatale* | *Jean-Michel Caradec* |
| *Minuit Boulevard* | |
| *Sapho* | *Little Bob Story* |
| *Armande Altaï* | *Hugues Auffray* |
| *Nino Ferrer* | *D'on Cherry* |
| *Marquis de Sade* | |

*L'entrée du rassemblement sera gratuite*

*La Coordination Nationale Anti - Nucléaire vous appelle à :*

- participer á la campagne d' information et à créer des Comités de Mobilisation .

  *Contact dans votre région :*

- venir à La Hague et organiser des départs collectifs

- soutenir financièrement le rassemblement : les frais d' organisation se montent en dizaines de milliers de francs. Pour cela , nous diffusons des bons de soutien à 10 Francs .

*Matériel disponible ;* ( *à payer á la commande* )

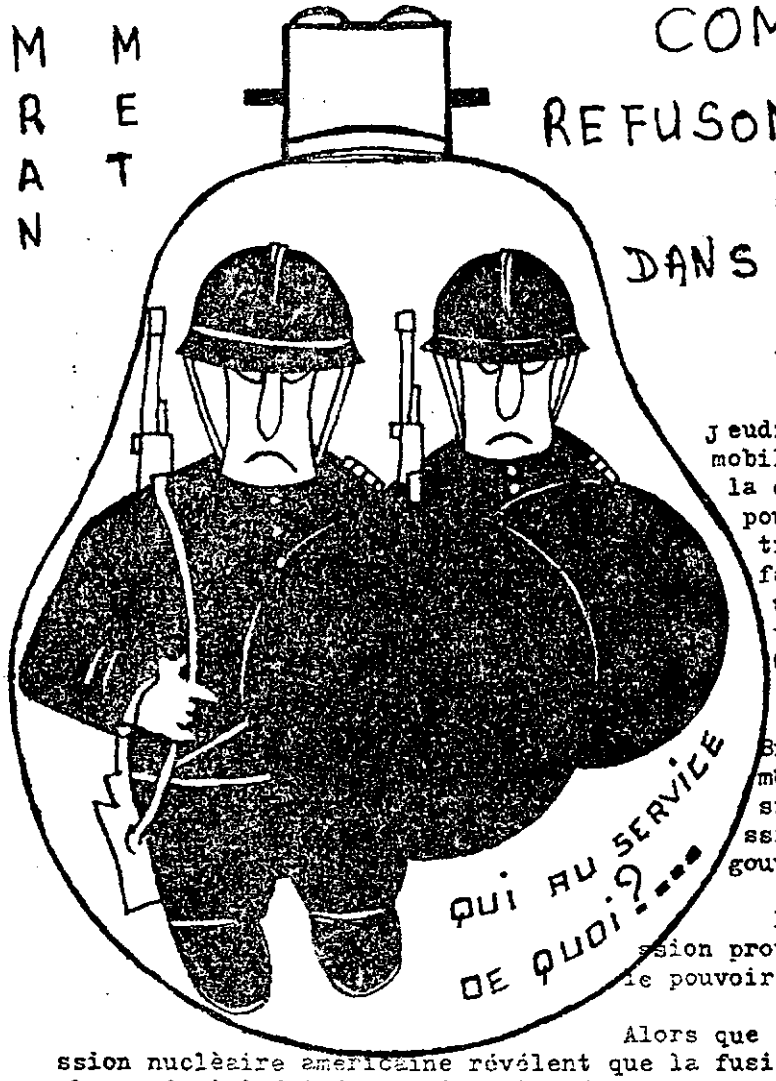
- affiches (40g) : 0 F 50 plus le port
- tracts "4 pages" : papier recyclé ( 9g ) ; 0 F 14 plus le port
  papier "luxe" ( 13g ) : 0 F 24 plus le port
  *commandes à Lyon, chèques à l'ordre de D. MONTET CCP : 2129 88 G LYON*
- bons de soutien à 10 Francs ( un autocollant plus une affiche plus un 4-pages )
  *commandes à Lyon, chèques à l'ordre de C. BUTY CCP : 19 93 P LYN 19 99 P LYON.*
  *Regroupez vos commandes ( minimum 50 bons pour un groupe ) en trouvant une personne susceptible d'avancer leur montant '. Les bons seront envoyés á cette personne en recommandé.*
- dons ou prêts remboursables en Juillet (minimum 1000F )
  *versement direct au C.C.P.A.H. CCP : 2732 06 S ROUEN*

Coordination Nationale Anti - Nucléaire :
- adhésions : par Comité ; cotisation de 50 à 150 F trimestriellement suivant les possibilités .
- représentation : CRILAN , CAN Paris 11 , CAN Bordeaux , Comité Malville de Lyon .
- secrétariat ; Comité Malville de Lyon , pour trois mois .

*C.C.P.A.H. : BP 156 – 50104 CHERBOURG*
*Comité Malville de Lyon : c/o Centre d' Expressions Populaires*
*BP 6 – Saint Jean – 69245 LYON Cedex 1*

M M
R E
A T
N

# COMME A PLOGOFF REFUSONS LE PROGRAMME NUCLEAIRE DANS LE VAL DE SAÔNE !




Jeudi 31 janvier, des centaines de gardes mobiles appuyés par des blindés ont envahi la commune de PLOGOFF (Finistère Sud), pour imposer la farde, soi-disant démocratique, d'une enquête d'utilité publique faite pour justifier la construction d'une centrale nucléaire dont la population ne veut pas (comme au Pellerin, à Gotfech, en alsace, etc..)

Dimanche 3 février, plus de 20 000 Bretons sont venus manifester dans la même commune pour confirmer que l'opposition populaire ne se laisse pas impressionner par cette sinistre politique gouvernementale de la "cannonière".

Depuis, la présence des forces de répression provoque des affrontements journaliers dont le pouvoir est seul responsable.

Alors que les déclarations récentes de la commission nucléaire américaine révèlent que la fusion du réacteur de la centrale d'Harrisburg n'a été évité que d'extrême justesse en mars 79; alors que toutes les centrales nucléaires françaises sont fissurées et que les contaminations des travailleurs et de l'environnement sont de plus en plus fréquentes :

NOUS PENSONS QU'IL EST GRAND TEMPS D'ARRETER TOUT LE PROGRAMME NUCLEAIRE FRANCAIS !!

La détermination de la population de Plogoff incite celle du Val de Saône à renforcer la sienne pour agir efficacement contre le programme nucléaire !

Pour nous, comités ant-nucléaires, cela commence aussi par :
- le retrait des forces de répression de Plogoff;
- le respect du refus du nucléaire exprimé par les populations;
- le contrôle des terres et l'extension du paiement fractionné des factures EDF;
- la mise en place d'une commission d'enquête (avec les anti-nucléaires) pour stopper le démarrage des réacteurs de Gravelines, Tricastin et Dampierre (tous fissurés);
- une prise de position claire des élus à tous les niveaux, ainsi que des organisations syndicales de travailleurs, contre le programme nucléaire;
- renforcer les comités anti-nucléaires, pour développer les actions sur le terrain et faire du rassemblement international de la HAGUE, les 28 et 29 juin 80, un point d'appui important pour renforcer concrétement la résistance populaire à la barbarie des programmes nucléaires civils et militaires.

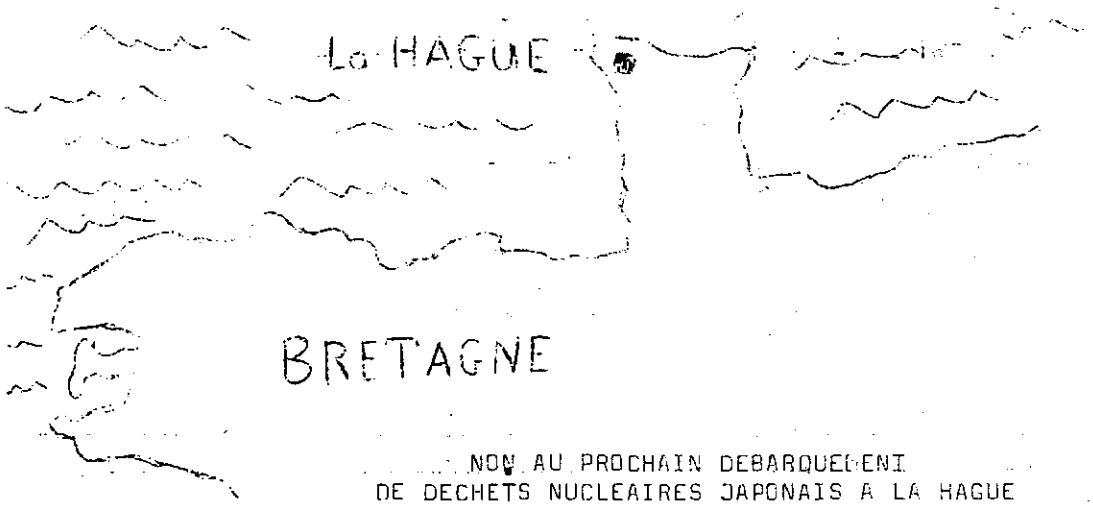
M.R.A.N.

librairie des coquelicots
rue saint Georges
71100 CHALON s/S.

MET

B.P. 39
71700 TOURNUS

114




NON AU PROCHAIN DEBARQUEMENT
DE DECHETS NUCLEAIRES JAPONAIS A LA HAGUE

++++++++++

Un bateau Japonais, le Parific Fisher, doit livrer pour la 2ème fois un chargement de déchets nucléaires à Cherbourg courant Mai.

En plus des effluents radioactifs éparpillés dans l'air et dans l'eau, les centrales nucléaires produisent des déchets très dangereux car haute--ment radioactifs (combustibles irradiés,etc...).Quelle est la solution de l'Etat pour les déchets français et étrangers ? (car la France reçoit les déchets nucléé--aires de l'Allemagne, de la Suède, du Japon, de la Belgique, de la Suisse etc...). C'est l'usine de la Hague.

La Hague, c'est quoi ?

-C'est l'usine de retraitement des combustibles nucléaires déjà utilisés afin d'en extraire le plutonium nécessaire au fonctionnement des surgéné--rateurs (Malville, Boyer ? ) et aux programmes atomiques militaires.

-C'est la poubelle où sont entassés des déchets qui seront radioactifs pendant des milliers, voire des millions d'années: l'usine est incapable de retraiter autant de déchets qu'elle en reçoit.

-C'est le lieu le plus polluant du cycle nucléaire: en 1984, à plein rendement, 800 grammes de plutonium seront rejetés annuellement dans l'air alors qu'un millionième de gramme peut suffire dans certains cas à provoquer un cancer du poumon.

-Ce sont des conditions de travail déplorables pour les travailleurs

+Vétusté des locaux, pannes fréquentes, nombreuses interventions en zone dangereuse.Et la dose maximum admise de radioactivité pour un travailleur ne cesse d'augmenter !

+Si les travailleurs du CEA sont (relativement) protégés par leur statut (suivi médical, formation etc..) ceux de nombreuses catégories extérieures (intérimaires) sont sans protection médicale ou sociale réelle (quand un intérimaire reçoit la dose maximale de radioactivité admise, son contrat est terminé et il va travailler dans un autre centre ....nucléaire !).

suite ☞

# NON AU PROCHAIN DEBARQUEMENT...
## (suite de la page précédente)

—C'est la source d'une pollution constante de la région :

+Elévation de la radioactivité ambiante au sol, dans l'air, et en mer. D'où une surveillance constante des produits agricoles ;

- le lait est retiré de la vente en moyenne 2 fois par semaine.
- le beurre est vendu (sans son appellation "Beurre de la Hague" ) loin dans le Midi !...

—C'est une région soumise à des contrôles policiers incessants, des perquisitions sans mandats chez les paysans.

Nous exigeons :

+ Que l'usine soit arrêtée le temps des réparations urgentes ( 6 mois d'après les travailleurs du centre )

+ Que l'on cesse de signer des contrats avec l'étranger et que l'on annule ceux qui l'ont déjà été.

Signataires :

Mouvement Ecologique Tournus - U.L. C.G.T. - Libre Pensée - U.D.U.C. - P.S. - Société de Pêche - S.N.E.S. (FEN)Section Lycée Technique - Président F.D.S.E.A. Tournus.

+section de Tournus

# Assemblée générale du M.E.T anti-nucléaire

## Peu de monde mais beaucoup de travail

Les anti-nucléaires du Mouvement écologique de Tournus ont tenu leur assemblée générale 80/81 de dernier vendredi au Palais de justice. Une assemblée générale très peu suivie, seulement 11 auditeurs (soit 15 avec les 4 membres du bureau). Une assemblée générale un peu à l'image de l'année.

Le président Baillet dira en fin de son rapport moral que « si de la lassitude, peut-être de l'amertume, a transparu, c'est parce qu'il nous est arrivé de les ressentir lorsque réunis à 4, 3 ou 2, on ne savait pas trop qui étaient et où étaient les anti-nucléaires.

Serge Baillet retraça également les activités de l'année écoulée : Participation à la coordination nationale, pétition qui connut une très large audience aussi bien à Tournus dans le Tournusois, l'exposition « La Saône, une rivière et des hommes » qui a remporté un très vif succès : plus de 2.000 visiteurs, un nombre important d'adhésions nouvelles, des contacts très étroits avec la population. Un succès qui récompensa toutes les heures de travail de préparation. Un succès qui récompensa toutes les heures de travail de préparation. Participation au refus de la vente des terres à Marnay et à Cigny. Huit Tournusiens au rassemblement de la Hague, organisation du bal folk dont les bénéfices ont largement aidé les inculpés antinucléaires.

Mme Thierry présentait ensuite un rapport financier qui apparaît positif. Quitus lui fut donné.

Les orientations définies pour l'année nouvelle sont les suivantes : — Augmentation de la grève du zèle à Tournus ; — Refus de vente des terrains ; — Préparation des assises nationales contre le nucléaire ; — Information et riposte face à l'enquête d'utilité publique ; — Travail d'information vers les organisations (syndicales...).

Dans le cadre des questions diverses, il faut citer le problème du bulletin qui devient une feuillette, mais plus régulière. La Cotisation annuelle est élevée à 15 francs. La grève du zèle pour les fractures d'E.D.F. étaient abordées. Elle consiste à faire payer en trois fois et ne présente aucun risque. C'est un mouvement à étendre. Enfin, il est recherché des vendangeurs qui désireraient donneur leurs revenus à la Caisse de coordination pour les inculpés. En fin de réunion était fait le renouvellement du bureau. Celui-ci sera composé de Jean-Claude Pont, Daniel Poncet, Serge Baillet, Mmes Antoine, Thierry, Mougaud.

**P.G**

# RAPPORT MORAL DU PRESIDENT DU MET

Ce rapport moral se doit de rappeler les diverses actions menées depuis la précédente assemblée générale.

Nous avons participé régulièrement aux séances hebdomadaires de la coordination anti-nucléaire du Val de saône, lieu privilégié d'échange d'informations et où se préparent les actions régionales.

De même cette année un membre du MET a participé aux réunions de la Coordination Nationale Anti-Nucléaire qui regroupe comités locaux et coordinations régionales.

La pétition nationale demandant information et débat démocratique sur le nucléaire nous a permis de travailler avec la CFDT en particulier. Avec cette pétition nous avons fait une tournée des commerçants à Tournus, des signatures sur le marché, dans les quartiers, à la sortie du cinéma; des militants ont pris en charge les villages alentour où nous avons rencontré un succès appréciable: Plottes massivement, et Ozenay à l'unanimité ont signé.

La brochure des élus fut diffusée avec l'aide très importante de la Municipalité, comme dans d'autres communes sur le Val.

Nous avons tenté de populariser la lutte des habitants de Plogoff par des tracts, affiches, communiqués de presse.

L'exposition "La Saône une rivière et des hommes" a provoqué un élargissement de la participation des adhérents. Ce fut un succès au vu du nombre de visiteurs: plus de 2000. Son impact n'est pas mesurable, mais les réactions, les discussions avec le public laissent supposer qu'il fut réel. Nous avons vu que pour faire bouger les gens de Tournus, il fallait du temps et du travail. Informer, sensibiliser, mobiliser, suppose de gros efforts et la participation de tous.

Nous nous sommes déplacés à Marnay et à Gigny, pour aider au lancement du refus de vente des terres menacées par l'usine de retraitement et par un site éventuel pour la centrale. Deux réunions ont eu lieu avec des paysans. Le refus de vente est pris en charge par le comité local (MANIC) à Marnay, et par un groupe de paysans à Gigny. Le travail se poursuit actuellement.

La préparation du Rassemblement International Anti-Nucléaire de la Hague fin juin 80 a de nouveau permis de travailler avec la CFDT: nous avons collaboré très étroitement avec l'Union Locale de ce syndicat. Il fut regrettable que les appels aux adhérents n'aient pas été entendus, pour l'action de popularisation qui était à mener avant le rassemblement lui-même. Nous avons néanmoins tenu une exposition au palais de justice et projeté le film "Condamnés à réussir", suivi d'un débat.

Huit personnes de Tournus sont allées au Rassemblement à la Hague. Celui-ci sans être un échec comparable à Malville, ne fut pas l'étape espérée dans la construction du Mouvement Anti-nucléaire au plan national.

La Coordination Nationale n'en a pas assumé véritablement la direction, celle-ci retombant sur le Comité local qui, face à des conditions matérielles difficiles, a pris hâtivement des décisions d'annulation. Il n'avait pas mesuré l'enjeu politique réel, et important de cette manifestation.

La Coordination Nationale se réunit toujours. Elle tente de tirer le bilan de la Hague et prépare des initiatives nationales pour le printemps 81.

Récemment nous avons prêté des panneaux et du matériel à la CFDT-PTT qui fait un travail interne sur le nucléaire.

N'oublions pas en Septembre 79 le Bal Folk. Beaucoup de travail là encore.

Le produit a permis d'aider quelque peu des militants anti-nucléaires inculpés.



suite ☞

# RAPPORT MORAL...
## (suite de la page précédente)

Une fois nous avons outrepassé les orientations de l'A.G. de 79: en appelant les gens à venir donner leur avis à l'enquête d'utilité publique sur la décharge industrielle du Col de Beaufer.

Je laisse de coté l'aspect financier de ces actions l'argent; nerf de la guerre, fera l'objet du rapport de la trésorière. Je soulignerai seulement la gestion d'un CCP et l'utilisation d'une Boite Postale (BP 39- 71700 TOURNUS).

Je me dois de souligner un échec, un manquement à une obligation qu'avait le Conseil d'Administration, obligation contenue dans les orientations votées en 79.

Le bulletin intérieur du MET n'a vu qu'un seul numéro paraître.
Bulletin relativement travaillé, quand au nombre de textes, à la mise en page, etc...Peut-être le fut-il trop ? Il a donné beaucoup de travail à très peu de personnes. Il a été un appel, il n'a pas eu d'écho. Il n'y avait pas de responsable nommé...Et nous n'avons pas fait le numéro Deux. Ce n'est pas faute de l'avoir envisagé, mais d'autres tâches ont accaparé l'énergie que nous consacrons au MET. Je crois pourtant que l'idée était bonne. Peut-être faut-il rechercher des adaptations: alléger le contenu. L'actualité de la lutte anti-nucléaire dans le Val fournit amplement de matière pour quelques feuilles ronéotées toutes les 4, 5 ou 6 semaines. De plus, que quelques personnes en prennent la charge au plan matériel: taper, ronéoter, relier, faire distribuer. Nous aurons un débat sur ce sujet: je crois qu'il en vaut la peine.

Egalement un demi-échec: nous avons réfléchi à la grève du zèle des factures EDF. Certains d'entre nous la pratiquent déjà. Pourtant nous n'avons pas encore pu gagner l'ensemble du MET à celle-ci, et à populariser cette forme d'action dans le public.

Dans ce qui a précédé, vous avez peut-être eu l'impression d'un reproche: j'ai insisté sur le petit nombre que nous sommes, trop souvent. Si de la lassitude ou de l'amertume à transparu, c'est peut-être parce qu'il nous est arrivé de les ressentir lorsque réunis à quatre, trois ou même deux, on ne savait plus qui étaient et où étaient les anti-nucléaires.

Comprenons-nous: je ne veux accuser personne; je ne veux culpabiliser personne; je ne veux comptabiliser les présences de personnes, je souhaite seulement que chacun, y compris les membres du Bureau, que chacun se demande s'il ne peut pas arriver à donner un petit peu plus de temps à la lutte anti-nucléaire, à l'intérieur du MET.

Les occasions ne manquent pas pour s'informer de ce qui se fait. Cette année, en dehors des vacances scolaires, il s'est tenu comme prévu une réunion par semaine à Tournus. Tout adhérent peut venir, et poser des questions, s'il le souhaite, sur la lutte dans le Val. Je propose également, puisque chaque lundi le MET est présent à Sennecey, que des adhérents accompagnent le ou les délégués, plus au courant qui y vont. Le conseil d'administration du MET est à renouveler. Y participer signifie seulement venir un peu plus régulièrement que d'autres. Renforcer le noyau de personnes "permanentes" est indispensable car actuellement nous sommes trop peu nombreux pour à la fois mener des actions et informer, rencontrer, relancer les adhérents. Pour qui souhaite du travail à la maison, des responsabilités sont à prendre: bulletin intérieur, revue de presse, documentation...sans oublier les diffusions de tracts divers, toujours bien assumées par les personnes contactées, soulignons-le.

Ce rapport se veut optimiste, car il est un appel, une relance que nous vous adressons. Aujourd'hui il n'y a pas de béton sur le site. Les échéances sont différées, mais elles ne sont pas abandonnées. La toile d'araignée se tisse toujours: l'enquête d'utilité publique pour le transformateur de Santilly est faite. D'autres, pour des lignes à haute tension sont attendues.

La mobilisation est un travail lent, continu, souvent peu stimulant, même ingrat. C'est pourtant par ce travail, à l'intérieur du MET et vis-à-vis de l'extérieur, que nous serons à même d'affronter les échéances à venir.

Mouvement Régional Anti-nucléaire — Mouvement Ecologique Tournus

L'année 79-80 a été bien remplie du point de vue de la lutte antinucléaire. Cependant, des actions essentielles, tant sur le plan régional que sur le plan national, restent inachevées :

- La campagne "nucléaire = chômage" qui a connu quelques succès notamment avec la tenue de la réunion unitaire "4 heures sur le nucléaire" est à poursuivre à l'heure où l'on annonce des licenciements à Creusot-Loire et à Delle-Alsthom.
- Le refus de vente des terres par les agriculteurs du Val de Saône (bien engagé et qu'il est important de soutenir) reste à achever à Mamay et Crigny.
- Poser le problème de l'arrêt du nucléaire au niveau national, éviter que les présidentielles passent sans aborder le sujet, cela demande une initiative nationale qui reste à débattre.

Sans débattre de ces propositions et de celles que vous ferez, le M.R.A.N. et le M.E.T. convient tous ceux qui luttent contre les projets nucléaires dans le Val de Saône à une

Réunion de Coordination
Lundi 29 Septembre à 20h30
ancienne école de SENNECEY-LE-GRAND

Il faut être nombreux à tirer le bilan de ce qui a été fait et à élaborer les actions à venir, il faut être nombreux pour que le débat soit riche et notre riposte adaptée aux menaces qui pèsent sur le Val de Saône.

[Envoyé aux comités antinucléaires, aux sympathisants contactés lors des actions récentes ("4 heures", La Hague ....), à l'association des élus]

M.E.T. M.R.A.N.

**contre le chômage**
**A BAS LE PROGRAMME NUCLEAIRE**
**civil et militaire !**

**CREUSOT LOIRE LICENCIE EN 1980 !** COMBIEN EN 1981 ?

Cela fait longtemps que les comités anti-nucléaires dénoncent l'industrie nucléaire comme une des raisons importantes de l'aggravation du chômage, du développement de l'intérim, et de la répression syndicale et politique. Les 170 licenciements de Creusot-loire Chalon annoncés en septembre 80, en sont à nouveau une preuve supplémentaire.

C'est pourquoi nous soutenons la lutte des travailleurs de Creusot-Loire pour UNE PRODUCTION AUTRE QUE LE NUCLEAIRE (géothermie, gazéification, etc...), contre ces nouveaux licenciements. Mais à propos ! que pensent les 150 travailleurs qui sont mutés dans les chantiers extérieurs, du mauvais tour que leur joue leur patron en les envoyant dans les centrales nucléaires ? N'y a-t-il vraiment pas de travail pour eux à Chalon ?

**LE NUCLEAIRE EST UN CHOIX POLITIQUE ANTI-DEMOCRATIQUE QU'IL FAUT COMBATTRE :**

Il renforce le despotisme du gouvernement et des groupes financiers (tel Empan-Schneider) qui imposent un programme présenté comme une nécessité impérieuse, alors qu'ils ne savent toujours pas en apporter la preuve, et qu'aucune instance élue n'a le pouvoir de s'y opposer rapidement.

Par contre ce que nous savons c'est que de 73 à 79, 7838 licenciements ont eu lieu dans la région, alors que Framatome en créait 4300 seulement au même moment. Ce que nous savons c'est que les mines de Montceau vont fermer définitivement à partir de 1981 (4200 mineurs en 73, 2600 en 79 !) en même temps que la centrale thermique de Chalon.

Nous savons que nos positions nous éloignent des farceurs qui demandent l'accélération du programme et la fabrication Superphénix 2, ce qui est inacceptable, en plus du fait que Superphénix 1 (Malville) va faire perdre 1100 emplois en 2 ans à Creusot-loire Chalon.

En demandant aux travailleurs et à leurs syndicats d'adopter notre point de vue anti-nucléaire, nous créons les meilleures conditions pour gêner la réalisation d'un mauvais compromis sur leur dos et sur le nôtre. Il ne s'agit donc en rien d'une solution de facilité mais, au contraire, de la voie ouverte vers une bataille d'idées et une campagne de masse offensive pour faire prendre en compte les propositions suivantes dans les meilleurs délais:

1) PAS DE CENTRALE NUCLEAIRE DANS LE VAL DE SAÔNE, COMME A PLOGOFF, A BAS L'ENQUÊTE D'UTILITE PUBLIQUE !

2) INTERDICTION DU TRANSPORT ET DU RETRAITEMENT A LA HAGUE DES DECHETS ATOMIQUES !

3) ARRÊT DE LA CONSTRUCTION DE SUPERPHENIX A MALVILLE

4) POUR L'ARRÊT DU NUCLEAIRE ET UNE AUTRE PRODUCTION, NON AUX LICENCIEMENTS DE CREUSOT-LOIRE

5) MAINTIEN ET DEVELOPPEMENT DES MINES DE CHARBON

**Mouvement Régional Anti-Nucléaire** **MRAN**

# M.E.T. : réunion mensuelle pour l'ensemble des adhérents

Comme il avait été décidé lors de l'assemblée générale du M.E.T. anti-nucléaire, le bureau a convié l'ensemble des adhérents à une première réunion mensuelle.

Le but de ces réunions est d'informer les adhérents sur l'actualité nucléaire et anti-nucléaire, sur le travail réalisé par l'association et pour décider des projets à venir.

A l'ordre du jour de cette première réunion, la préparation de la projection du film « Dossier Plogoff » qui sera à Tournus, cinéma « la Palette » le mercredi 7 janvier 1981. Associations, syndicats, partis y seront invités personnellement ainsi que la population Tournusienne. Signalons que ce film, venu dans notre région grâce à l'association des élus, sillonnera le val de Saône du 5 au 10 janvier. Une belle preuve des différents associations anti-nucléaire, dans le cadre des actions entreprises pour l'information du public, le mouvement prépare un tract sur le « chômage et nucléaire » ainsi que la diffusion d'une mise au point rédigée par la coordination et les élus.

Une mise au point devenue nécessaire après les déclarations d'E.D.F. qui prétent que la construction de la centrale est acquise.

Prochaine réunion générale des adhérents, vendredi 19 décembre à 20 heures, au palais de justice.

# Mouvement écologique :

## Chômage et nucléaire

Au cours de sa réunion mensuelle du vendredi 28 novembre dernier, les anti-nucléaires tournusiens du M.E.T. ont préparé un tract sur le chômage du au nucléaire.

Ce tract qui sera distribué cette semaine à Tournus, rappelle que « contrairement à ce que prétendd le gouvernement, l'industrie nucléaire créée moins d'emplois quelle n'en fait supprimer par la restructuration industrielle quelle entraine ».

Ainsi, poursuit le communiqué du M.E.T. « si 4 300 emplois ont été créés à Framatome entre 73 et 79, ce ne sont pas moins de 7 838 licenciements qui ont ét enregistrés pour la même période (4 300 à Creusot-Loire, 204 à Finimétal, 334 à Rateau et 1 500 dans les mines) ».

Le mouvement écologique tournusien rappelle ensuite que « le nucléaire est actuellement le secteur où les profits patronaux sont les plus élevés, en conséquence, il aspire une masse énorme d'investissement, condamnant d'autres secteurs jugés moins rentables (pas forcéement moins utiles) ».

Le tract se termine sur trois rappels du M.E.T. : « il ne faut pas de centrale nucléaire dans le Val de Saône, ni ailleurs. Il faut arrêter le nucléaire et mettre en place une autre production à Creusot-Loire ». Il faut maintenir et développer les mines de charbon avec protection totale de la vie des mineurs.

**Notre photo : les antinucléaires préparent le tract.**

# Tournus

# Le Comité départemental de Protection de la Nature :

## *Du remembrement à la centrale nucléaire en passant par le T.G.V., un combat sur tous les fronts...*

*A l'office de la culture de Chalon, le point sur le front des luttes écologiques.*

CHALON. — Le Comité départemental de Protection de la Nature s'est réuni samedi à l'Office de la Culture de Chalon à l'occasion de son assemblée générale. Cette séance, à laquelle assistaient une trentaine de personnes, a surtout permis de faire le point sur les nombreuses actions entreprises par le Comité dans le cadre de son combat écologique : dans tout le département de Saône-et-Loire, les initiations qui paraissent contraire à l'intérêt de l'homme, de la faune et de la flore — et plus généralement à ce qu'il est convenu la nature — rencontrent l'hostilité du Comité. Lequel joue parfaitement son rôle en tentant par tous les moyens légaux de s'opposer à tel ou tel projet susceptible de porter atteinte à l'équilibre écologique...

Si certains de ces projets sont bien connus maintenant (c'est le cas, par exemple, de la Centrale Nucléaire du Val de Saône ou de l'usine d'enrichissement d'uranium de Marnay) pour avoir fait l'objet d'une large publicité, d'autres réalisations présentées ou à venir ont suscité la vigilance du Comité. La recherche de gisements d'uranium à Issy-l'Evêque et Sivignon, la ligne du T.G.V., le problème du remembrement dans de nombreuses communes, l'installation de nouvelles lignes à haute-tension par exemple.

Parmi les actions menées (certaines devant les tribunaux), beaucoup sont axées sur l'information du public : ainsi, le Comité a participé à l'exposition « La Saône, une rivière, des hommes » qui s'est tenue à la Maison de la Culture de Chalon, en insistant sur l'aspect négatif de la mise de la rivière au gabarit européen.

Parmi les projets qui inquiètent les animateurs du Comité, figurent également l'élargissement de la R.N. 6 entre Chalon et Chagny, opération qui se traduirait par la disposition de nombreux arbres, et qui semble liée à la fermeture de plusieurs lignes secondaires de chemin de fer.

La Saône-et-Loire a été désigné comme département-pilote dans le cadre de la recherche des économies d'énergie : le Comité de Protection de la Nature s'étonne que l'on n'y parle pas de géothermie ou d'énergie solaire alors que l'on évoque la disparition des dernières mines de charbon. « On nous présente celà comme un phénomène de structures. Il faut donc changer les strusctures » déclarera un responsable.

A l'issue de la réunion, le Comité à inviter ses adhérents à se joindre à la grève du zèle (qui consiste à payer les factures E.D.F. par fractions) lancée pour protester contre le danger des fissures qui se sont produites dans plusieurs centrales nucléaires.

Il a également prit position contre la loi interdisant l'affichage libre « laquelle, sous couvert d'écologie, est un moyen de réduire au silence les organisations ou les particuliers qui n'ont pas les moyens de s'offrir un emplacement ».

D E B A T  P U B L I C  A U T O U R  D U  F I L M

# « DOSSIER PLOGOFF »

Aprés les déclarations, en Novembre 1980, du directeur départemental d' E.D.F. comme quoi " il était évident qu'une centrale nucléaire se fera dans le Val de Saône du moment qu'il y a un site et de l'eau", ceci malgré l'opposition de la population;

Après avoir eu la preuve qu'une étude d'impact écologique d'une centrale nucléaire a été faite pour le site de Boyer/Sennecey;

Après avoir démontré que le nucléaire ne crée pas d'emlpois,puisqu' au contraire nombre de ceci ont été sacrifiés à cause du nucléaire (voir les 151 licenciements à Creusot-Loire Chalon qui ont suivi les 1200 suppressions d'emplois à Creusot-Loire Creusot en 4 ans).

Le Collectif constitué à l'occasion des 4 heures de débat sur l'energie, à Chalon, en mai 1980, rappelant son soutien aux travailleurs en lutte pour leur emploi, organise de nouveau un débat public à l'occasion de la projection du film: " DOSSIER PLOGOFF ", le MARDI 06 JANVIER 1981 A 20 HEURES 30 en la salle des fêtes de la MAIRIE DE CHALON-SUR-SAONE.

Ce débat, appuyé sur l'expérience de Plogoff, doit permettre d' avancer vers une riposte offensive contre la farce anti-démocratique que représente l'enquête d'utilité publique, qui sera effectuée, n'en doutons pas, après les élections présidentielles pour nous imposer une centrale nucléaire dans le Val de Saône.

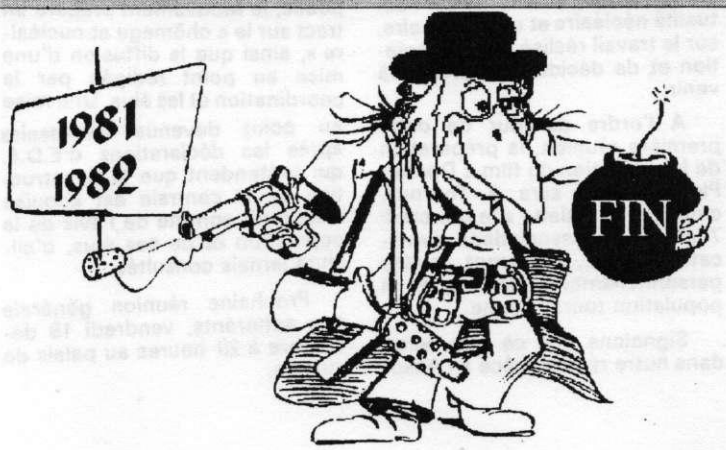
D'autres sources d'energie peuvent être utilisées,
D'autres emplois peuvent être créés pour d'autres productions.

LE NUCLEAIRE N'EST PAS INDISPENSABLE.

U.L. C.F.D.T. Chalon; C.S.C.V.; Que Coisir?; M.R.A.N.; M.E.T.; Association des Elus du Val de Saône; Libre Pensée; C.D.P.N.; O.C.T.; P.C.R.; P.S.; P.S.U.

Faites circuler S.V.P.

# Agonie




L'année 81 sera la période de la lente agonie du mouvement antinucléaire pour plusieurs raisons:

- L'essoufflement des mobilisations.
- L'aboutissement de " l'investissement politique " du PS, dans les comités.
- Les illusions sur ce que fera le PS au gouvernement.
- L'étouffement des libertés démocratiques, par Giscard.
- Eclatement et divisions (CNAN-MEP-RAT...) au niveau national.
- Démobilisation après la victoire de François Mitterrand.

Pourtant l'année 81, n'à pas été vide du point de vue mobilisations:

- Le passage, à Tournus, Chalon et dans les villages, du film " Dossier Plogoff ".
- La pétition nationale pour une autre politique de l'énergie.
- La marche Malville-Paris, avec campagne de signatures de cartes postales pour réclamer à Mitterrand l'arrêt de Superphénix (Malville).
- L'édition de quelques tracts après le 11 mai 81.
- La sortie d'un numéro de " La Saônette d'Alarme ".

C'est finalement en 1982, que le mouvement à bout de souffle, récupéré, déçu...va végéter, puis disparaître. Malgré tout les antinucléaires ont quand même le sentiment d'avoir gagné sur le Val de Saône, puisque la centrale n'a toujours pas vu le jour.

# M.E.T. : réunion mensuelle pour l'ensemble des adhérents

Comme il avait été décidé lors de l'assemblée générale du M.E.T. anti-nucléaire, le bureau a convié l'ensemble des adhérents à une première réunion mensuelle.

Le but de ces réunions est d'informer les adhérents sur l'actualité nécléaire et anti-nucléaire, sur le travail réalisé par l'association et de décider des projets à venir.

A l'ordre du jour de cette première réunion, la préparation de la projection du film « Dossier Plogoff » qui sera à Tournus, cinéma « La Palette » le mercredi 7 janvier 81. Associations, syndicats, partis... y seront invités personnellement ainsi que la population tournusienne.

Signalons que ce film, venu dans notre région grâce à l'Association des élus, sillonnera le Val de Saône du 5 au 10 janvier. Une belle preuve d'entente des différentes associations anti-nucléaires.

Dans le cadre des actions entreprises pour l'information du public, le Mouvement prépare un tract sur le « chômage et nucléaire », ainsi que la diffusion d'une mise au point rédigée par la coordination et les élus. Une mise au point devenue nécessaire après les déclarations d'E.D.F. qui prétendent que la construction de la centrale est acquise sans tenir compte de l'avis de la population et de ses élus, d'ailleurs jamais consultés.

Prochaine réunion générale des adhérents, vendredi 19 décembre à 20 heures au palais de Justice.

## Cinéma et information avec le film « Dossier Plogoff »

Il y a quelques mois, on a beaucoup parlé dans la presse, de Plogoff, ce village breton dont les habitants refusent l'implantation d'une centrale nucléaire.

Au moment de l'enquête d'utilité publique, ils ont vu leur village envahi par les forces de l'ordre, qui venaient imposer des décisions prises ailleurs, au nom de quels intérêts ?

Face à cette caricature de démocratie, la population toute entière s'est mobilisée, et encore aujourd'hui, refuse de céder à E.D.F. et au gouvernement.

C'est toute l'histoire de cette lutte que vous pourrez voir dans le film « Dossier Plogoff » que l'association des élus, le mouvement écologique de Tournus, le parti socialiste et la libre pensée font venir au cinéma La Palette à 17 h 30 et 20 h 30 ce prochain mercredi 7 janvier.

Courrier des 4 Février

## MARNAY 1980

### COMMUNIQUE

Tous les exploitants de la commune de Marnay ont reçu récemment une information (trois volets), concernant un refus de vente éventuelle de leur terrain à l'E.D.F. ou à un de ses prête-nom, dans le cadre de l'implantation d'un complexe nucléaire dans le val de Saône. Les exploitants et les organisations anti-nucléaires se réuniront en mairie de Marnay le mercredi 13 février, à 20 h 30, pour étudier de façon pratique une défense pour la conservation de leur outil de travail, pour examiner le rôle de certains organismes agricoles et les diverses possibilités légales de lutter efficacement contre le projet nucléaire du val de Saône.

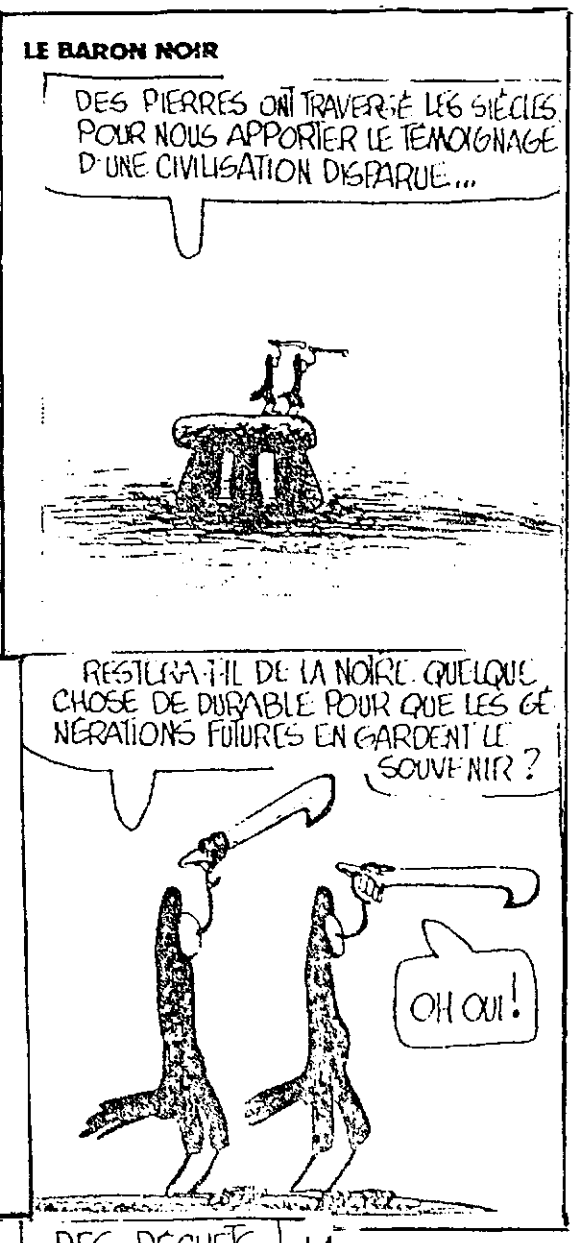
Le MANIC.

# DOSSIER PLOGOFF

A l'initiative d'un collectif régional,
et plus particulièrement à Tournus:

- du M.E.T
- des Elus du Val de Saône
- du P.S
- de la Libre Pensée

Le film « DOSSIER PLOGOFF »
vous est présenté ce soir.




Nous vous remercions de votre participation
et
MM. les directeurs de la Palette de leur collaboration.

Ces quelques feuillets vous permettront
de patienter avant le début du film
et pourront alimenter le débat qui suivra !

**suite** ☞

127

# DOSSIER PLOGOFF

(suite de la page précédente)

## ``IL N'Y AURA PAS DE CENTRALE NUCLEAIRE EN SAÔNE EN LOIRE``

Une histoire à épisodes

8 Septembre 75: c'est en présence des Elus, des Présidents de chambre de commerce, de la F.D.S.E.A, qu'EDF ANNONCE en préfecture, que 7 SITES SONT RETENUS entre Verdun/Doubs et Tournus POUR L'IMPLANTATION D'UNE CENTRALE NUCLEAIRE.

Novembre 75: Création à Chalon du M.R.A.N (Mouvement Régional Anti-Nucléaire)

Avril 76: Des sondages et études de sols ont lieu sur une vingtaine de communes; particulièrement sur Boyer, Gigny, Marnay et Sennecey.

Avril 76: Un document CONFIDENTIEL nous informe du projet d'enrichissement d'uranium sur Marnay et Gigny.

Juillet 76: Meeting d'Haroun Tazieff : 1200 personnes au stade de Sennecey.

Juillet 76: Aprés avoir sillonné le canton, 500 personnes se retrouvent sur le site de Boyer; le lendemain 60 antinucléaires empêchent la poursuite des sondages

Octobre 76: Création à Sennecey de la COORDINATION ANTI-NUCLEAIRE DU VAL DE SAÔNE qui regroupe les comités anti-nucléaires locaux de Mâcon à Beaune et de Cluny à Lons.

Octobre 76: 2000 personnes inaugurent un monument anti-nucléaire à Boyer.

Janvier 77: Cousteau dénonce devant plus de 2000 personnes l'escroquerie nucléaire.

Février 77: Création de l'ASSOCIATION DES ELUS POUR LA SAUVEGARDE DU VAL DE SAÔNE.

Février 77: Une fuite émanant du ministère de l'Industrie nous apprend l'existence du projet « SAÔNE 10 000 ».

Mars 77: Trois habitants de Marnay subtilisent les bouchons de piézomètres de la station d'études de Marnay de la nappe phréatique. ILS SERONT INCULPES.

Avril 77: Une manifestation réunit 2000 personnes et 40 tracteurs à Chalon. Le sous-préfet dément toujours le projet.

Avril 77: 500 personnes assistent à une conférence des ingénieurs du C.E.R.N. (Centre Européen de Recherche Nucléaire).

Juillet 77: LES TROIS PAYSANS SONT CONDAMNES A 20 000F de dommages et intérêts.

Août 77: Le journal ``Notre Saône`` publie un plan officiel de la centrale, il ne sera JAMAIS démenti.



suite ☞

**DOSSIER PLOGOF: Il n'y aura pas de centrale...**
**(suite de la page précédente)**

Septembre 77: Création du M.E.T à Tournus (Mouvement Ecologique de Tournus).

Juillet 78: 500 personnes se rassemblent sur le site de Boyer.

Février 79: Semaine régionale « Nucléaire et Santé ».

Pentecôte 79: Caravanes anti-nucléaires dans la région et rassemblement à Sennecey.

Septembre 79: Bal folk contre le nucléaire et la répression à Tournus.

Octobre 79: 200 personnes soutiennent les inculpés de Marnay jugés en appel à Chalon. EDF demande toujours 20 000f. Jugement mis en délibéré.

Novembre 79: Des scientifiques internationaux donnent une conférence sur les effets de faible dose de radioactivité.

19 Novembre 79: Devant le soutien constant des inculpés, EDF ET LE POUVOIR RECULENT. Les trois agriculteurs de Marnay sont condamnés à verser 200f de dommages et intérêts au lieu des 20 000f demandés par EDF. (La lutte est payante !).

Novembre 79: Au cours du Conseil Général, EDF demande une zone d'implantation de centrale nucléaire « dans un endroit proche » et un délai de quelques années.

Décembre 79: Une brochure de l'Association des Elus intitulée « LE NUCLEAIRE DETRUIRA-T-IL LE VAL DE SAÔNE ? » est diffusé à 30 000 exemplaires.

Mai 80: Le M.E.T. organise à Tournus une exposition « La saône, une rivière et des hommes » dénonçant la projet nucléaire dans le val.

Mai 80: Organisation des 4 heures sur l'énergie à Chalon par un COLLECTIF regroupant: Le MRAN, le MET, le CDPN (Comité Départemental de Protection de la Nature), la CSCV (Confédération Syndicale du Cadre de Vie), l'UDUC 71 (consommateurs Que Choisir), le PS, le PSU, l'OCT (Organisation Communistes des Travailleurs), le PCR (Parti Communiste Révolutionnaire), l'UL-CFDT de Chalon, les Amis de la Terre, la Libre Pensée, l'Association des Elus.

Novembre 80: Un responsable EDF de Chalon: M. PAQUET affirme que du moment qu'il y a site et de l'eau , IL Y AURA UN JOUR UNE CENTRALE NUCLEAIRE en Saône et Loire. L'avis des habitants er des élus, il n'en parle pas.

Janvier 81: Le collectif ci-dessus organise dans la région, la venue du film: DOSSIER PLOGOFF.

**suite** ☞

## DOSSIER PLOGOFF
(suite de la page précédente)

L'ENQUETE D'UTILITE PUBLIQUE
Un exemple de démocratie nucléaire avancée !

L'enquête d'utilité publique est soi-disant une consultation de la population avant le choix d'un site pour une centrale nucléaire.
Consultation truquée d'avance: une fois les décisions prises et les choix arrêtés, l'Etat demande alors leur avis aux citoyens, et,... n'en tient pas compte. Voyez plutôt:
« *Les centrales nucléaires ne seront pas imposées aux populations qui les refusent* » disait Giscard d'Estaing en avril 74. Belle promesse de celui dont la famille a les plus gros intérêts dans l'industrie nucléaire.
Après le vent des grandes phrases, la réalité:
- BRAUD st LOUIS (Gironde): 35 000 signatures contre la centrale et seulement quelques centaines pour: LA CENTRALE EST D'UTILITE PUBLIQUE.
- FLAMANVILLE (Manche): Les travaux commenceront avant même la déclaration d'utilité publique.
- CREY-MALVILLE (Isère): Les travaux commenceront avant même la déclaration d'utilité publique.
- LE PELLERIN (Loire-Atlantique): C'est le plus mauvais site du monde, déclare le Service Central de la Sûreté Nucléaire. Le pouvoir impose l'enquête à l'aide des gardes mobiles et des CRS. Résultats: 95 pour la centrale, 25 000 signatures contre: mais la commission d'enquête est favorable au projet d'EDF. Depuis le site du Péllerin semble abandonné.
« *Il ne saurait être question d'imposer aux français un programme nucléaire auquel ils seraient opposés après avoir été complètement informés* » disait encore Giscard dans le Monde du 28 janvier 78.
En fait, quelque soit le nombre de signatures et d'avis émis contre la centrale, celle-ci est toujours déclarée d'utilité publique. C'EST CA LA DEMOCRATIE !
- CATTENOM (Moselle): 15 000 non à la centrale, 2000 oui: Centrale d'Utilité Publique.
- PENLY (Seine-Maritime): 18 000 non à la centrale: Centrale d'Utilité Publique.
- NOGENT / SEINE (Aube): 45671 non et 12 oui: Centrale d'Utilité Publique.
- GOLFECH (Tarn et Garonne): Référendum dans les 2 cantons concernés: 80,6% de non à la centrale. Le conseil Régional et Général opposés à la centrale. L'enquête est imposée par les forces de l' ``ordre`` : 450 personnes, personnalités régionales ou nationales fissurent les registres d'enquêtes. 23 600 personnes signent la pétition contre la centrale. Mais, évidement, la centrale est déclarée d'utilité publique. C'était le 28 octobre 80. Le lendemain, 500 gardes mobiles et gendarmes parachutistes envahissent le site, les bulldozers démolissent les fermes appartenant à EDF. La population résiste et occupe les terrains des G.F.A. (Groupement Foncier Agricole).
Le pouvoir a beau promettre « *15% de réduction du tarif d'électricité basse tension pour les usagers voisins des centrales* » (conseil des ministres - Le Courrier du 22/11/79), plus personne n'est dupe.

A PLOGOFF (Finistère), à CHOOZ (Ardennes) la population et les municipalités refusent cette parodie de démocratie. Face à ce refus légitime, le pouvoir envoie les gardes mobiles et les gendarmes parachutistes, les blindés pour imposer son enquête.
Cette enquête n'a pour but que de donner à l'implantation d'une centrale, une apparence de démocratie, démocratie qui fait pourtant tant défaut à l'ensemble du programme nucléaire.
Nous aussi, DANS LE VAL DE SAÔNE, comme à GOLFECH, comme à PLOGOFF, comme à CHOOZ, refusons ce système anti-démocratique qu'est L'ENQUETE D'UTILITE PUBLIQUE.



**suite** ☞

DOSSIER PLOGOFF
(suite de la page précédente)

## NUCLEAIRE...ET...EMPLOI...

Depuis longtemps, les anti-nucléaires dénoncent l'industrie nucléaire comme une des raisons importantes du chômage, du développement de l'intérim, de la répression syndicale et politique.
Les 151 licenciements effectués en novembre 80 par Creusot-Loire Chalon en sont une preuve supplémentaire. De 73 à 79, ce ne sont pas moins de 7838 licenciements (suppression d'emplois comme disent ceux qui nous gouvernent) ont eu lieu dans la région (4300 à Creusot-Loire, 204 à Finimétal, 334 à Rateau, 1500 dans les mines) alors que Framatome créait 4300 emplois seulement à Paris, Chalon et le Creusot. Les mines de Montceau sont menacées de fermeture en 1982 et sont passées de 4200 en 73 à 2600 en 79.
Le nucléaire est actuellement le secteur où les profits patronaux sont les plus élevés. En conséquence, il aspire une masse énorme d'investissements condamnant d'autres secteurs jugés moins rentables (pas forcément moins utiles).
Nous répétons:
- Il ne faut pas de centrale dans le Val de Saône, ni ailleurs.
- Il faut arrêter le nucléaire et mettre en place une autre production à Creusot-Loire.
- Il faut maintenir et développer les mines de charbon avec protection totale de la vie des mineurs.

---

## MAIS PENDANT CE TEMPS-LA...

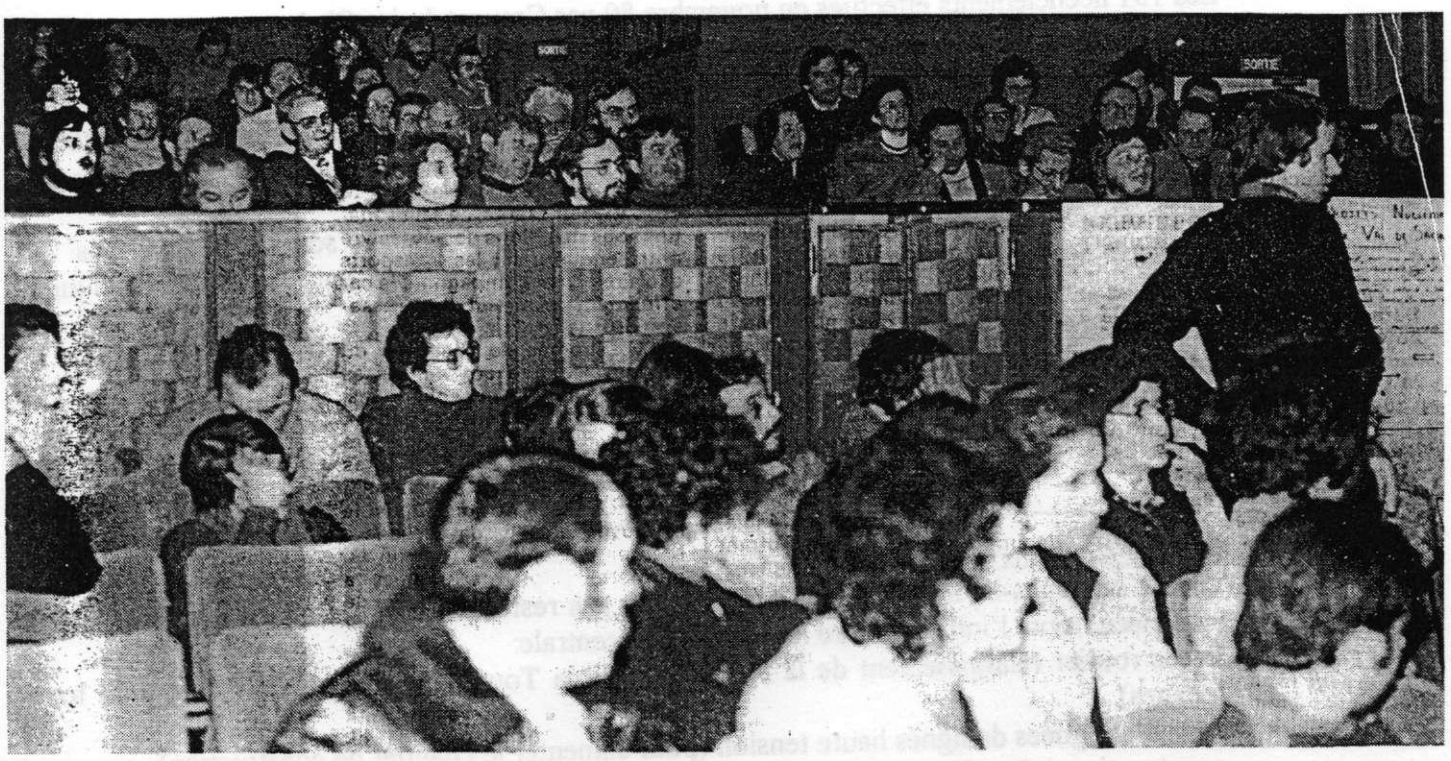
Pendant ce temps-là, le pouvoir et EDF ne sont pas restés inactifs, ils ont mis en place, pièce après pièce, toute l'infrastructure nécessaire à la centrale:
- accès routier (élargissement de la RN6), accès à la Tour de Vers (création d'un pont tous tonnages).
- toile d'araignées de lignes haute tension (pour alimenter le chantier de construction).
- construction à Santilly, près de St-Boil, d'un gigantesque transformateur (qui serait relié à la centrale).
- construction du barrage d'Ormes (faciliter l'accès fluvial, refroidir la centrale).

## MAIS...

Mais tout le travail effectué depuis des années par les comités de la coordination n'a pas été inutile.
- SANS MOBILISATION `` l'enquête d'utilité publique `` aurait eu lieu en 79 et les travaux commenceraient aujourd'hui. C'est déjà UNE VICTOIRE IMPORTANTE.
- SANS MOBILISATION, les 3 agriculteurs de Marnay auraient dû payer 20 000F à EDF et non 200F. VICTOIRE TRES IMPORTANTE, EDF N'AURAIT PAS TOUJOURS RAISON ?
Le Val de Saône a fait RECULER EDF en montrant son unité et sa force.
Il faut poursuivre cette lutte pour que le projet nucléaire ne puisse se réaliser.
Il faut poursuivre cette lutte pour que nos terres soient sauvées.

# Tournus

## Environnement




# Le film « Dossier Plogoff » vu par plus de 100 Tournusiens

Lorsque le projecteur s'allume, l'écran illumine la phrase de M. Giscard d'Estaing : *« Les centrales nucléaires ne seront pas imposées aux populations qui les refusent » (avril 74).*

Le film « Dossier Plogoff » tourné par la C.F.D.T. de Bretagne va s'évertuer à démontrer le contraire.

Se basant sur le cas d'une petite ville bretonne « Plogoff » sélectionnée pour l'implantation d'une centrale nucléaire, le film montre une population entière et ses élus refuser l'implantation. Il montre une population entière et ses élus refuser l'enquête d'utilité publique.

Car, cette enquête est « de la mascarade », c'est une apparence de démocratie, démocratie qui fait pourtant tant défaut à l'ensemble du programme nucléaire.

A Plogoff on refusera cette enquête car si à Braud-Saint-Louis (Gironde) 35 000 signatures ont dit non, si au Pélerin (Loire-Atlantique) 25 000 personnes ont dit non, si à Cattenom (Moselle) 15 000 ont signé non, si à Penly (Seine-Maritime), 18 000 ont dit non, si à Nogent-sur-Seine (Aube), 45 671 signatures ont dit non, si à Golfech (Tarn et Garonne) 23 600 personnes ont dit non : Toutes ces centrales ont été « reconnues » d'utilité publique. A Flamanville (Manche) et Crey-Malville (Isère) les travaux devraient commencer avant même la déclaration d'utilité publique.

A Plogoff, on refuse, alors on envoit les forces de l'ordre. La mairie est fermée, les habitants sont dans la rue. C'est l'occupation. C'est la *« guerre civile »*. C'est donc aussi la résistance. Le film « Dossier Plogoff » montre le débarquement des forces de l'ordre, l'occupation du village, la résistance des habitants. Le film montre que le dossier malgré sa taille importante (5 kgs) comporte de nombreuses manques, des oublis (ex : Les déchets...). Le film montre que cette petite phrase d'avril 74 devenue célèbre n'est pas tout à fait vraie...

« Dossier Plogoff » sera à l'affiche ce vendredi soir à Marnay et samedi 14 h 30 à Sennecey-le-Grand.

## Le dossier Plogoff ouvert à Tournus

Dans le cadre de sa tournée dans le val de Saône, le film « Dossier Plogoff » était projeté à Tournus, mercredi soir au cinéma La Palette. L'organisation ayant été prévu conjointement par le Mouvement Ecologique de Tournus, le Parti Socialiste, les élus du Val de Saône et la Libre Pensée.

Une centaine de personnes assistaient à la projection de ce film très dur traitant de l'occupation de Plogoff, ce petit village breton par les forces de « l'ordre » lors de l'enquête d'utilité publique. Le village refuse la centrale mais bien que Giscard d'Estaing ait dit en avril 74 : « Aucune centrale nucléaire ne sera imposée aux populations qui les refusent », les forces de l'ordre occupent la ville et imposent l'enquête d'utilité et la centrale nucléaire.

Un film à voir absolument encore visible à Marnay, le vendredi soir et Sennecey samedi après-midi.

*Cela peut servir...*

# Les anti-nucléaires du Val de Saône ont consulté le « dossier Plogoff »

*1981 : une année importante pour les anti-nucléaires*

« Il y aura une centrale nucléaire dans le Val de Saône »... En lançant cette phrase un certain jour de novembre dernier, devant une assistance de consommateurs, M. Paquet, chef de centre E.D.F., ne se doutait probablement pas qu'il allait indirectement redonner un peu d'oxygène à la lutte anti-nucléaire. Certes, du côté des sympathisants, ce n'était pas encore, loin s'en faut, la démobilisation. Mais l'enthousiasme collectif qui s'était manifesté lorsque les premiers bruits à « senteur atomique » avaient retenti sur le site de Boyer, cet enthousiasme, donc, s'était au fil des mois, quelque peu émoussé. Dans la population, on en arrivait presque à se dire qu'on avait peut-être « dramatisé » un peu vite. Jusqu'au jour où...

C'est dans ce contexte qu'est intervenue la déclaration de M. Paquet. Elle a indiscutablement sonné le réveil de l'opposition à l'implantation d'une centrale nucléaire dans le Val de Saône. Première manifestation concrète de ce réveil : une semaine de débat public autour du film « dossier Plogoff » : Tournus ce soir, Mâcon jeudi, Marnay vendredi, Sennecey et Boyer samedi. Hier, les Chalonnais ont eu la primeur du film et sont venus en masse à la salle des fêtes de l'hôtel de ville à l'invitation de l'Union locale C.F.D.T. et du collectif anti-nucléaire.

Personne ne s'attendait à recueillir des informations capitales, et effectivement, il n'y en eut point. Là n'était pas le but de la soirée. Il s'agissait surtout d'appréhender comment une population (celle de Plogoff en l'occurence) avait vécu et vit d'ailleurs toujours sa litte contre le nucléaire : refus de l'enquête d'utilité publique, création d'un GFA, occupation du site... Des recettes à accomoder localement dans un avenir plus ou moins proche ?

« Le nucléaire n'est pas créateur d'emplois, au contraire », « le problème du recyclage des déchets radio-actifs n'est pas résolu », « la richesse agricole du Val de Saône aerait remise en question », « le nucléaire n'est pas indispensable »... Ces arguments, maintes fois répétés, l'ont à nouveau été au cours du débat qui suivit la projection du film.

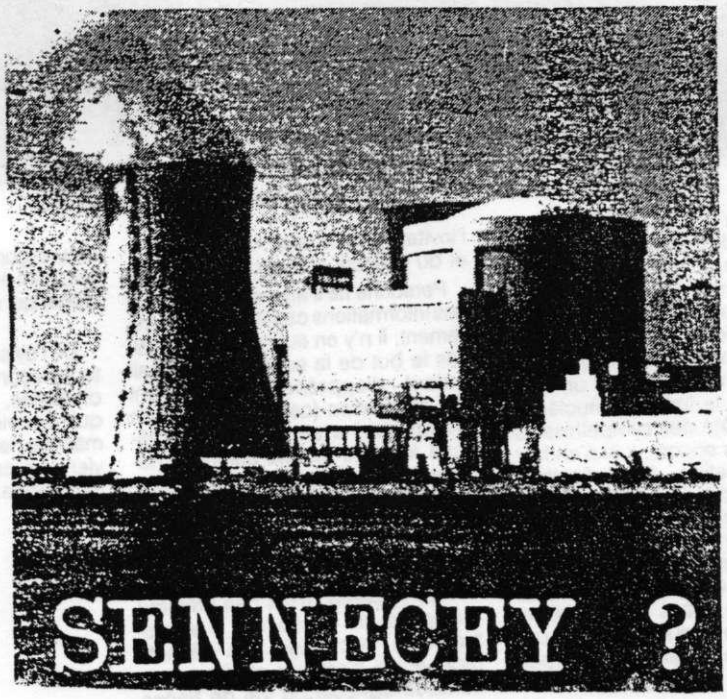
De l'avis général, tout se jouera de toute façon après les élections présidentielles, et c'est à ce moment-là qu'il conviendra d'être prêt. A leur manière, les militants anti-nucléaires viennent donc eux aussi d'entrer en campagne...

# SAÔNETTE D'ALARME

Journal de contre-information du Val de Saône

# Plogoff sauvé, ailleurs rien n'est réglé

p. 9




## IMMIGRES 21 JOURS DE GREVE DE LA FAIM

p. 3

---

p. 6

POUR LES JEUNES AGRICULTEURS DU VAL DE SAONE :

suite ☞

# SAÔNETTE D'ALARME

**(suite de la page précédente)**

## EDITORIAL

UNE JOIE : Voir Giscard, l'homme du chômage et de la matraque, remballer ses dossiers et sa morgue... Voir triompher ceux de Plogoff et ceux du Larzac !

UNE CERTITUDE : S'ils gagnent aujourd'hui c'est grâce à leurs luttes, longue et déterminée. Mais si changement du 10 mai est important, si des situations se débloquent, la société de profit, d'exploitation, de gaspillage dans laquelle nous vivons résiste à tous les «états de grâce» On n'aura rien sans rien.

UN BESOIN : La «Saônette d'alarme» s'est donné pour but l'information, le soutien aux luttes contre l'austérité et le chômage, aux luttes des femmes, des immigrés, aux luttes écologiques. Dans la nouvelle situation politique, elle garde donc toute sa raison d'être. Après le premier numéro, des gens nous ont rejoint, et vous le constaterez ce numéro est déjà plus varié. Il reste de la place... contacter nous au plus vite !

DES SOUHAITS : Que ceux qui soutiennent nos luttes, qui disent qu'il ne faut compter que sur nous-mêmes, fassent un score significatif au premier tour des législatives. Et qu'au second tour, la défaite de la droite soit confirmée. Que les luttes aboutissent et que l'idée selon laquelle il faut les prendre en mains nous-mêmes, dans le Val de Saône, progresse...

*SAÔNETTE D'ALARME*

**suite** ☞

(suite de la page précédente)

# IMMIGRES :

## 21 JOURS

## DE GREVE DE LA FAIM

21 travailleurs immigrés entament le 9 mai une grève de la faim pour obtenir la régularisation de la situation administrative des travailleurs sans papiers.
Le 29 mai, 58 autorisations provisoires de séjour et de travail , renouvelables, sont accordées. Avec elles, la promesse d'une régularisation définitive.
La grève est arrêtée sur cette première victoire mais la lutte continue :

– pour obtenir la régularisation de TOUS les sans papiers de Chalon (environ 150) quand ceux-ci seront connus ;
– pour que les promesses soient tenues ;
– pour l'égalité des droits des travailleurs français et immigrés (Emploi, S.S., logement, formation, culture)

A la suite de cette lutte, et pendant son déroulement, plusieurs questions d'ordre politique ont surgit et méritent d'être débattues au-delà des membres du Comité de grève. Il n'est pas utile d'y répondre complètement dans le cadre de cet article, de façon à ce que le débat ait lieu réellement (et dont notre journal pourra être l'un des outils).

En effet, bien que les grévistes aient continuellement expliqué qu'ils n'avaient pas eu d'autre choix que de faire la grève de la faim illimitée pour que leur existence de travailleurs à part entière et non plus clandestins soitent reconnues, l'idée persiste toujours chez certains alliés politiques et syndicaux traditionnels que ce n'était pas le bon moment... qu'il y avait d'autres formes de luttes collectives plus efficaces. De fait, le soutien concret du comité de grève à été limité à l'UTIT, et aux organisations françaises OCT, PCR, LCR et Groupe Femmes.

C'est bien simple, , pendant les premiers jours de la grève de la faim, la plupart des militants qui sont venus ont presque tous tenu ce langage alors qu'il était légitime d'attendre de leur part un soutien fraternel concret, ce qui n'a jamais voulu dire qu'il fallait taire les désaccords. Bref, beaucoup de monde a perdu l'habitude (pour ceux qui l'ont eu !) de se trouver confronté à des prolétaires qui n'ont rien à perdre que leurs chaines. Ou tout du moins c'est une réalité que certains refoulent parce qu'elles dérange fortement' le goulag est au cœur des villes, et pas seulement dans les autres pays.

Cette forme de lutte a touché la sensibilité contre l'injustice, mais en même temps, elle a fait surgir un formidable débat sur toute la ville car les arguments judicieux et pertinents du Comité de grève ont su attaquer de plein fouet cette division pernicieuse qu'est le racisme et la situation sociale, économique et politique qui le créé et le renforce continuellement pour pouvoir durer encore plus longtemps.

Cette lutte a donc été complètement à contre-pied de l'analyse généralement faite par les «spécialistes» sur la «meilleure façon de lutter» (négociations à froid sans rapport de force, limites nombreuses à l'auto-organisation cohérente des travailleurs les plus concernés soumission de fait aux échéances électorales, le gouvernement va tout régler, etc...)

suite ☞

## Immigrés...

## INTERVIEW D'UN RESPONSABLE DE L'UTIT

(suite de la page précédente)

La Saônette : Vous avez été une force essentielle dans la grève de la faim illimitée des travailleurs immigrés de Chalon, pourquoi ? Quelle est votre histoire ?

UTIT : L'UTIT est née d'un mouvement de masse en 70-73 et de la nécessité de l'expression des immigrés. 73 est l'époque d'une vague d'attentats racistes. Nous nous sommes créés en février 74, ainsi que le CTA, l'AMF (61), l'UGTSF (61). Après l'expérience du MTA qui s'est révélée riche mais insufisante sur la compréhension des spécificités entre tunisiens, algériens, marocains, etc... Pour lutter contre ces divisions, il faut les saisir. Nous avons un point commun, nous sommes autonomes politiquement, partie intégrante de la classe ouvrière et conservons des liens avec le peuple de notre pays d'origine. Nous sommes complémentaires aux syndicats et nous appelons nos compatriotes à se syndiquer. Il y a rupture avec la pratique précédente. Nous nous développons dans les luttes des travailleurs immigrés. Dans cette grève, nous avons tiré les leçons des grèves de la faim précédentes.

La Saônette : Pourquoi n'y-a-t-il eu que très peu de participation de travailleurs immigrés marocains, algériens ou turcs ?

UTIT : C'est simple, c'est parce qu'il n'y a pas à Chalon d'organisation d'immigrés pour ces travailleurs. Il y a quand même quelques marocains qui ont pû être régularisés. Nous avons aidé à constituer l'A.T.T. à Paris et c'est pourquoi nous renforçons la MTI nationale. Notre victoire a une importance nationale car dans d'autres villes d'autres immigrés pourront en tirer profit.

La Saônette : Quelle est votre analyse des divisions entre travailleurs immigrés et entre français et immigrés ?

UTIT : J'ajoute qu'il y a des amicales gouvernementales qui sont autorisées. Nous, nous sommes interdit par la loi de 1939. Ces amicales ont des moyens importants pour encadrer les travailleurs immigrés et les diviser. Un exemple : Giscard d'Estaing a annoncé 250000 expulsions de travailleurs immigrés d'ici 83 ; le lendemain, ces amicales ont voulu calmer les esprit en disant que c'était les autres nationalités qui seraient expulsées. Il y a division entre espagnoles, portugais, italiens et magrébins. Nous pensons que nous réussirons à réaliser l'unité malgré cela. C'est la même chose entre français et immigrés. Cette division est appuyée surtout sur le fait que les travailleurs immigrés n'ont pas les mêmes droits. C'est un frein important à la lutte commune (droits syndicaux, droit d'organisation, etc...). C'est une tâche pour les travailleurs immigrés conscients et les organisations françaises démocratiques politiques et syndicales. Le droit de vote n'est pas le problème essenteiel car les français musulmans n'ont quand même pas les mêmes droits bien qu'ils votent.

suite ☞

# SAÔNETTE D'ALARME

## Immigrés...

### (suite de la page précédente)

La Saônette : Quel est le contenu concret de votre axe de lutte politique : «égalité des droits entre travailleurs français et immigrés»?

UTIT : Logement, loisirs, travail, liberté, expression, ce sont quatre mots d'ordre prioritaires : a/ Régularisation des sans-papiers ; b/ Regroupement familial libre ; c/ Logement ; d/Arrêt de toute expulsion. Cette égalité de droits atténue les divisions entre français et immigrés.

La Saônette : Comment expliquez vous les difficultés que vous avez rencontrées avec les organisations politiques et syndicales françaises ?

UTIT : Ce n'est pas par rapport seulement à la grève de la faim que nous avons des difficultés. Ces difficultés sont surmontables par notre lutte, la discussion, la compréhension réciproque. Par exemple, il y a quelques années, les syndicats croyaient que l'organisation autonome était une division. Aujourd'hui, ils comprennent mieux. Avec les organisations politiques le problème est qu'elles ne s'expriment pas à notre place. Ceux qui n'ont pas compris cette base là sont ceux qui ont mis des réserves sur la grève de la faim. Il est légitime que les travailleurs immigrés mènent la lutte qu'ils ont décidé avec leurs organisations autonomes, pour leurs revendications. Ces organisations ont tout à fait le droit de ne pas avoir soutenu la grève de la faim. La victoire a bien démontré que le moment était propice pour lutter. Nous avons fait une analyse par rapport à la situation que nous subissons et non par rapport à lune surenchère vis à vis de la gauche. Nous espérons un changement radical de politique, car nous sommes prêts à lutter pour nos droits qui ne peuvent être résolus que dans l'abrogation de la loi Bonnet et de toutes les circulaires (loi 1939, Fontanet, Marcellin, Stoléru, etc...). Cela peut se faire seulement avec les organisations immigrés capables et aptes à trouver des solutions, ce qui n'est pas le ces d'amicales gouvernementales. Nous croyons que l'on ne peut pas avoir quoi que ce soit de qui que ce soit sans compter sur nous et notre capacité de lutte. Tout en ayant conscience qu'aujourd'hui, lutter c'est être vigilant, discuter, convaincre, rassembler ses forces. C'est tout cela lutter. Il ne s'agit pas de se croiser les bras et d'attendre. Nous luttons contre toute politique d'attentisme et d'illusion, ce qui ne veut pas dire que nous ne voulons pas attendre' mais nous demandons des assurances en attendant la nouvelle politique.

La Saônette : Quel est votre point de vue sur l'action des travailleurs immigrés dans les syndicats français ?

UTIT : Ce qui est essentiel, c'est qu'elle aille dans le sens de l'unité de la classe ouvrière. Nous voulons toute notre place dans les syndicats pour les décisions et ne pas être des figurants. Nous ne voulons pas être les immigrés de service. Nous voulons y démontrer la nécessité de l'égalité des droits et de lutter côte à côte avec les travailleurs français.



suite ☞

# SAÔNETTE D'ALARME

## Immigrés...

**(suite de la page précédente)**

La Saônette : Quel rôle jouent les travailleurs immigrés dans la pratique d'un nouvel internationalisme de classe ?

UTIT : C'est un teme nouveau que nous ne comprenons pas. Il y a une classe ouvrière d'un pays qui peut jouer un rôle dans l'internationalisme prolétarien. C'est tout.

La Saônette : Que prévoyez-vous maintenant pour que la régularisation de tous les immigrés sans papiers devienne réellement définitive ?

UTIT : Nous avons réussi plus de 100 régularisations provisaoires auxquelles il faut ajouter les femmes qui vont déposer leurs dossiers de régularisation suite à la déclaration du ministre de l'intérieur. Il y a une procédure administrative en cours qui nécessite des promesses d'embauche. En tant qu'UTIT, nous regroupons les sans-papiers pour mener l'action avec les organisations démocratiques. La lutte continuera jusqu'à la carte définitive. Nous allons élargir cette lutte à d'autres régions de France et d'autres nationalités et rallier les organisations françaises. Nous attendons toujours d'elles un soutien, plus de compréhension et d'être vigilantes avec nous pour obtenir des assurances et l'application de ce que nous demandons.

**suite** ☞

(suite de la page précédente)

# L'AGRICULTURE DANS LE VAL...

# S'INSTALLER : UN PARI IMPOSSIBLE ?

L'exode rural et les difficultés d'installation des jeunes agriculteurs : bien que ces problèmes ne datent pas d'aujourd'hui, ils sont toujours d'actualité.
Dans le département de Saône et Loire, lorsqu'on évoque cette situation, on pense au Morvan, au Brionnais, à la Bresse mais prenons garde à ce qui se passe dans le Val de Saône.

## LA SITUATION DANS LE SUD CHALONAIS

Quelques chiffres (recencement général de l'agriculture) caractérisent l'évolution de la situation entre 1970 et 1980 dans le canton de Chalon-Sud.

| | 1970 | 1980 | évolution |
|---|---|---|---|
| Nb. total d'exploitation | 898 | 650 | −27% |
| + de 50 hectares | 8 | 45 | |
| Surface moyenne sauf | 23 h | 45 h | +39% |
| Nb. Agriculteurs de moins de 35 ans | 69 | 49 | −29% |

On constate une diminution très sensible du nombre d'exploitations ; ce phénomène allant de pair avec une concentration :

— Le nombre des exploitations de plus de 50 h augmente très vite.
— La surface moyenne des exploitations progresse de près de 10 h.

Par contre, le nombre de jeunes agriculteurs régresse rapidement. Ce phénomène est particulièrement net dans certaines communes du canton (ex : à Varennes le Grand, il n'y a aucun jeune agriculteur de moins de 35 ans ; à Marnay, seulement 2).

L'installation d'un jeune est devenue une chose relativement rare. Cela pose des questions préoccupantes quant à l'avenir de l'agriculture dans la région (l'évolution des autres cantons est semblable) et plus généralement, quant à l'avenir de nos communes rurales. L'agriculture a en effet un rôle essentiel à jouer dans la sauvegarde du tissu social de l'espace rural.

## LES OBSTACLES A L'INSTALLATION

Les difficultés d'installation des jeunes sont dépendantes du mode de production capitaliste dont l'objectif est la recherche du profit maximum.

Dans cette logique capitaliste, lors de son installation, le jeune est contraint d'acquérir un outil de travail qui lui permette de produire beaucoup. Pour cela il faut qu'il modernise et qu'il intensifie. Il a besoin de financement et c'est le cycle infernal «emprunts-Annuités» qui commence. Et les conditions de vie ne cessent de se détériorer dans la mesure où le temps de travail ne fait qu'augmenter.

Les difficultés sont nombreuses. Elles ne sont pas toutes vécues de la même façon mais leur accumulation est significative.

LE FONCIER. Ceux qui s'installent ont besoin d'un minimum de terre. Ceux qui sont déjà installés augmentent leur surface pour subvenir à leurs besoins. Les petits agriculteurs en retraite ne veulent pas louer leur ferme mais sont les premiers à vendre en terrain à bâtir. La terre est aussi accaparée par d'autres besoins : centrales nucléaires, autoroutes, résidences secondaires...

Dans ce cas là, la surface cultivable se réduit mais de plus l'indemnisation lors des expropriations provoque une hausse des prix du foncier dans toute la région.

Que deviendrait le marché du foncier dans le Val si la centrale de Boyer se construisait effectivement ?

suite ☞

# L'agriculture dans le Val...
# (suite de la page précédente)

LE FINANCEMENT. A l'achat éventuel des terres, s'ajoute le financement du capital d'exploitation (Cheptel, matériel...) dont la valeur et l'importance ne cesse de croitre. Ainsi en Saône et Loire, entre 1976 et 1978, le capital d'exploitation à l'hectare a augmenté de 25% (le coût de la vie n'augmentait que de 18% pendant le même temps).

Consécutivement à la faible rémunération des produits, les jeunes sont obligés de recouvrir de plus en plus à l'emprunt pour financer leur capital. Ainsi l'endettement moyen des exploitations de Saône et Loire est passé de 2910 F l'hectare en 1976 à 4193 F en 1978 (44% d'augmentation en 3 ans).

LA MODERNISATION et l'intensification. Les produits agricoles payés au plus bas prix rémunèrent de moins en moins le travail de l'agriculteur. De plus, l'augmentation du prix de vente des produits est loin de suivre l'augmentation des charges de production. C'est ainsi que de juin 79 à juin 80 sur le marché de St-Christophe en Brionnais (référence pour la région) les «bovins-viande» ont augmenté de 4,6%. Dans le même temps, l'indice des produits nécessaire à la production (engrais, etc...) augmentait de 15,8%.

Dans ce contexte-là, l'agriculteur, pour tenter d'améliorer son revenu, modernise et intensifie sa production au plus vite. La dernière loi d'orientation ne fait qu'accentuer cette modernisation et cette intensification.

C'est une cause importante des difficultés des premières années, cal le nouvel installé, à qui il faudrait permettre une période d'adaptation, ne maîtrise pas toujours son exploitation.

LES CONDITIONS DE VIE. Pour tenter de s'attribuer un revenu décent, et poussé par le remboursement des annuités au Crédit agricole, le paysan augmente ses heures de travail, diminue ses temps de repos, de loisirs... On ne parle pas des 35 heures car les 50-60 heures sont une réalité fréquemment vécue, en particulier dans les exploitations d'élevage. Les vacances ne sont prises qu'execptionnellement. Le surcroit de travail contraint bien souvent les parents du jeune installé à continuer de travailler sur l'exploitation après avoir atteint l'âge de la retraite.

En Saône et Loire, il y a eu en 1979 près de 1700 départs à la retraite pour 200 véritables installations. La situation du Val est analogue, aussi est-il vital pour l'avenir de notre région que la situation se renverse.

Pour cela, il est indispensable que la politique agricole change. Jusqu'à ce jour cette politique était basée sur la recherche du productivisme à tout prix au détriment des populations rurales. Espérons que la politique agricole future aura des objectifs radicalement différents.

Mais cela ne suffira pas. Il est essentiel que l'ensemble de la population de l'espace rural se mobilise autour de cette question, vitale pour son avenir.

Et c'est dans ce sens là que des paysans s'organisent dès maintenant pour «une autre agriculture» créatrice d'emplois, moins gaspilleuse d'énergie et procurant un rythme de vie plus épanouissant !

Nous aurons l'occasion de revenir sur ces expériences dans la «Saônette d'alarme».

suite ☞

SUR LE NUCLÉAIRE
UNE POSITION RAISONNABLE

# TOUT ARRETER...

(suite de la page précédente)

«Battre Giscard et continuer la lutte» disions-nous dans le précédent numéro de «Saônette d'alarme».

Eh bien ! une partie du travail est faite, et nous nous en réjouissons. Une partie seulement, contrairement à ce que croient trop d'amis qui nous interpellent d'un joyeux «Alors, dans le Val de Saône, c'est gagné !». Au risque de passer pour des rabat-joies, en étudiant de près les déclarations des nouveaux dirigeants, nous disons que ce n'est pas gagné. Il y a du positif : nous n'aurons pas le mois prochain une enquête d'utilité publique et 50 cars de CRS à Boyer et à Sennecey. Mais, plus que jamais, il faut renforcer le mouvement antinucléaire pour prouver avec force que du point de vue de notre santé, de notre économie, de notre indépendance, la seule solution raisonnable c'est de tout arrêter.

## NI A PLOGOFF, NI AILLEURS

M. Le Pensec, ministre de la mer, avait annoncé le 28 mai l'abandon du site de Plogoff. Après l'annonce que le site était seulement gelé jusqu'au débat du parlement, il est confirmé maintenant que le site est définitivement abandonné. On voit mal d'ailleurs comment le gouvernement aurait pu imposer cette centrale à une population si résolue !

D'après le programme socialiste, 14 autres sites, sur lesquels les travaux n'ont pas commencé, pourraient être gelés. Parmi ceux-ci, Le Pellerin, Penly, Nogent, Golfech, Civaux, Cattenom, Chooz, St-Étienne des Sorts, Belleville, Pont la Nouvelle. Le site du Val de Saône est cité dans cette liste par le journal «Le Matin». Les termes mêmes du programme socialiste sont les suivants : «Dès notre arrivée au pouvoir, nous proposerons au pays un vaste débat sur l'avenir énergétique de la France et en particulier sur le recours au nucléaire. En attendant que ce débat soit tranché, les centrales en chantier seront terminées mais il n'y aura pas d'ouverture de nouveaux sites nucléaires». Enfin, selon Pierre Joxe, la nature de ce débat est précisée : il s'agit d'un débat parlementaire à l'automne.

Une constatation s'impose : le choix d'abandonner le site de Plogoff avant les législatives est dû à la lutte de la population du Cap Sizun. Même dans la situation politique nouvelle due à l'élection de F. Mitterrand, il est clair qu'une opposition forte et déterminée, qu'une lutte unitaire paie. En effet, dans le même temps, Pierre Joxe donnait le feu vert à EDF pour mettre en service deux nouvelles tranches de cantrales nucléaires à Gravelines (Nord) et à Tricastin (Drôme), et ceci malgré un épais dossier de la CFDT relatant la présence de fissures sur les tubulures de «Tricastin 4» et demandant sa suspension. Pour le mouvement antinucléaire donc, rien n'est gagné ni perdu d'avance. Tout dépend encore de sa capacité de mobilisation.

suite ☞

TOUT ARRÊTER...
(suite de la page précédente)

UN DÉBAT DÉMOCRATIQUE ?

On ne peut que se réjouir des déclarations selon lesquelles le nucléaire ne serait pas imposé, mais sans faire de procès d'intention, on doit bien rappeler que Giscard l'avait lui-aussi promis en 1974. Et un débat parlementaire précipité, dans les mois prochains, où seuls les grands partis pro-nucléaire interviendraient, semble dangereux. Dès sa réunion de Chalon-sur-Saône en avril 79, la coordination nationale antinucléaire avait expliqué qu'on ne pouvait débattre valablement le couteau sous la gorge, que de nombreuses conditions devaient accompagner une telle consultation :

— une discussion de longue durée où les opposants aient toute la place qui leur revient semble un minimum pour équilibrer des années de propagande sur la pénurie d'énergie, la menace sur nos voitures, notre chauffage...

— la fin du secret, une connaissance ouverte des dossiers sur les incidents et accidents, les fissures, les coûts réels de construction et de production, les ressources réelles en uranium, les bilans de santé de tous les travailleurs du nucléaire ;

— l'arrêt et la révision approfondie des dispositifs de sécurité des centrales actuellement en service, l'interdiction de la mise en service de toute nouvelle installation (dont Super-Phénix bien sûr), accompagnée d'une mise en place de recherches et de développement d'un programme énergétique alternatif pour qu'il soit clair qu'on a vraiment LE CHOIX ;

— un sérieux coup de frein au gaspillage, au productivisme effréné pour que chacun constate que les chiffres d'EDF concernant nos besoins en énergie ont été grossis de façon grottesque pour justifier le programme nucléaire.

DES CONTRAINTES ÉCONOMIQUES ?

Sans ces conditions, il ne sera guère possible de juger sereinement des dangers du nucléaire, mais aussi de son inutilité économique. Les déclarations du nouveau gouvernement mettent en avant l'impossibilité d'arrêter tout le programme, à cause des investissements énormes déjà engagés (et c'est bien vrai qu'ils sont énormes...). L'argument tiendrait si on avait prouvait que dans 4 ou 5 ans, on produirait de l'électricité nucléaire à une coût déterminé et intéressant. Or BOMBARD — actuellement au gouvernement — déclarait un jour à Chalon même que le programme ne serait JAMAIS rentable.

L'emploi ? F. Mitterrand déclare lui-même dans une interwiew au Progrès, qu'il ne faut pas attendre du nucléaire des créations d'emploi. La nécessité d'une production nucléaire pour notre équilibre énergétique ? Un document établi SOUS GISCARD par le très officiel commissariat général au Plan prouve en 83 pages qu'il serait possible d'économiser 60 millions de Tonnes d'Équivalent Pétrole et conclut : «60 millions de TEP, c'est l'ordre de grandeur du programme nucléaire. Si l'on ne s'attaque pas au gaspillage, on pourra considérer que l'on aura fait le nucléaire pour rien...». Alors, où sont les arguments économiques ?

Plus que jamais dans le Val de Saône, les antinucléaires devront amplifier l'information sur tous ces points, sur les énergies nouvelles, et compter avant tout sur leur capacité à rassembler dans la lutte de larges couches de la population. Un grand rassemblement d'opposition au nucléaire pourrait être un moyen de montrer notre unité et notre détermination, un moyen de préparer à notre manière le «grand débat sur l'énergie».

suite ☞

Alain

# SAÔNETTE D'ALARME

## Monsieur MATHUS déclare au MRAN : «Je suis personnellement opposé à la centrale de Sennecey-Boyer ; au P.S. le débat n'est pas tranché».

*Le 5 juin, M. Mathus, adjoint au Maire de Chalon, candat suppléant de P. Joxe dans la 5ème circonscription recevait deux militants du Mouvement Régional Anti-Nucléaire qui avaient demandé des précisions sur les propositions du P.S. en matière de nucléaire.*

INTERVIEW

M. Mathus : Vous connaissez bien mon opposition résolue au nucléaire, mon action à l'Association des Élus du Val de Saône démontre mon engagement total contre la centrale de Boyer. Mais mes réponses seront celles de Mathus et non pas du P.S. car la question n'est pas tranchée.

*MRAN : Il est vrai que nous connaissons votre position locale, que nous avons signé avec le collectif chalonais dont fait partie le P.S. de nombreux textes sontre les projets locaux, contre l'usine de la Hague, etc... mais à la veille d'élections importantes, nous aurions voulu connaitre vos engagements précis, au cas où vous siégerez à l'Assemblée nationale, sur l'arrêt de la construction de nouvelles centrales PWR, l'arrêt de Super-Phénix, l'usine de la Hague.*

M. Mathus : Je suis personnellement contre l'implantation de PWR, contre La Hague. J'ai visité le complexe de Tricastin, c'est une monstruosité, et c'est ce qu'on nous préparait sur la Saône. Mon opposition tient aussi à des raisons économiques, je réagis en tant qu'ancien mineur de Blanzy : on a affirmé un peu vite, et sans preuves, que le charbon n'était plus rentable.

*MRAN : Pour ce qui est de Super-Phénix, Mitterrand déclarait dans «Ici et maintenant» (Livre de poche p. 193) que le surgénérateur était un pari coûteux, risqué et inutile : pourquoi ne pas arrêter le chantier dès maintenant, avant que d'autres dépenses inutiles soient engagées ?*

M. Mathus : Je ne sais pas quelles seront les décisions finales du P.S. mais les surgénérateurs sont considérés comme dangereux par beaucoup de socialistes.

*MRAN : Revenons au Val de Saône, quels seront les votes du P.S. local et régional dans les assemblées qui seront consultées pour l'implantation d'une centrale ?*

M. MATHUS : Les élus du Val de Saône sont résolument opposés au projet, le débat n'est pas tranché au P.S..

*MRAN : Qui sera consulté ? Les associations antinucléaires ?*

M. MATHUS : Nous inaugurons une politique de concertation. Mitterrand l'a prouvé dès son installation à l'Élysée. Nous pouvons donc affirmer qu'il y aura concertation dans le Val de Saône, y compris avec les opposants à la centrale.

*MRAN : Peut-on dire aux agriculteurs menacés d'expulsion que c'est gagné, qu'il est certain qu'il n'y aura pas de centrale à Sennecey-Boyer ?*

M. MATHUS : Aucune affirmation n'est possible actuellement. Mais je suis personnellement persuadé que la centrale de Boyer ne se fera pas. Le P.S. a été trop en flèche sur ce projet pour changer d'avis. J'ai été personnellement vice-président de l'Association des Élus, mon engagement contre ce projet est total. Une implantation nucléaire dans le Val de Saône serait absurde alors qu'on a le bassin de Blanzy à 40 km (Nous allons demander une centrale thermique de 600 MW marchant au charbon de Blanzy, à Chalon, la centrale actuelle étant hors d'usage). D'autre part la région est très peuplée, et cela poserait des problèmes agricoles insolubles, en détruisant l'équilibre du Val de Saône.



suite ☞

# SAÔNETTE D'ALARME

## Les projets nucléaires dans le Val
## (suite de la page précédente)

LES PROJETS NUCLÉAIRES DANS LE VAL...

QUELQUES CHIFFRES...

Centrale nucléaire de Sennecey—Boyer
emplacement : «la Tour de Vers»
Puissance prévue : 1300 MW x 4 ou 1800 MW x 2
Superficie : environ 200 hectares (mais les surfaces réelles sont généralement très supérieures aux projets : Braud-St-Louis, l'emprise des travaux et de 650 ha pour une centrale de 170 ha...)
Lignes à haute tension : 3 lignes de 2 fois 400 KV
Population : dans un rayon de 10 km : 20000 h.
de 20 km : 85000 h.
de 50 km : 580000 h.

Usine d'enrichissement de Marnay—Gigny
(Coredif) position précise mal connue.
Superficie : environ 800 hectares.
But : enrichissement de l'uranium.
emploi : environ 950 personnes très qualifiées.

QUELQUES DANGERS...

L'accident de référence : pour une centrale de type PWR, il s'agit de la perte du fluide réfrigérant, et de la fusion du cœur. Selon le très afficiel «Institut de sûreté des réacteurs» en RFA, la valeur de l'irradiation dans l'axe du vent en cas d'atmosphère stable serait
1 kilomètre de la centrale . . . . . 2 500 000 REM
10 kilomètres . . . . . 94 000 REM
100 kilomètre . . . . . 9 200 REM

(dose mortelle dans un tel cas estimée à 600 REM)

Les rejets d'effluents radio-actifs se concentrent tout au long des chaines alimentaires avec des facteurs multiplicatifs pouvant aller de 40 à 20 000 et finissent... dans nos assiettes !

Les séïsmes peuvent atteindre selon EDF, à Boyer, la force VI. La centrale «devrait» résister à un séïsme de force VII. Et si c'était VIII ? Haroun Tazieff répondait il y a un mois et demi à une question du MRAN, à la Maison de la Culture de Chalon, en ces termes : «Des séïsmes de force ( sont prévisibles à Lyon, ou sur le Rhône et peuvent être ressentis à Boyer avec une force 7 ou 8. Une centrale ne peut pas en sortir indemne. Certes, l'enceinte en béton est solide, et peut résister, mais les canalisations, les vannes diverses risquent de casser»...

Les travailleurs du nucléaire : 400 contaminés lors des derniers accidents de la Hague.

La Saônette d'alarme N° 1 — Imp. Spéc. — 3 F

Le texte ci-dessous est destiné à être publié dans le journal "Le MONDE" lors du débat parlementaire à l'Assemblée Nationale à la rentrée.

Il faut appeler à le signer tout scientifique, toute personnalité politique ou artistique... Il serait souhaitable que chaque signataire accompagne sa signature de l'envoi d'une somme de l'ordre de 50 F. pour participer au financement de cette page publicitaire dans le journal.

Les réponses, signatures et envois d'argent sont à retourner à la même adresse et au même C.C.P. que pour les cartes postales; au dos des chèques écrire la mention "page publicitaire".

## A P P E L

Les signataires de cet appel s'adressent à François MITTERRAND pour exprimer leurs inquiétudes et leur déception de voir continuer la construction du surgénérateur SUPERPHENIX à Creys-Malville. Ce surgénérateur a été conçu comme la clef de voute d'un programme nucléaire démentiel mis en place par le régime giscardien que le Parti Socialiste et François MITTERRAND ont, comme nous, condamné.

SUPERPHENIX présente dans une France Socialiste, comme dans la France Giscardienne, trois dangers majeurs:

; C'est une impasse ECONOMIQUE: une vingtaine de milliards misés sur des techniques qui n'ont pas de débouché industriel d'ici l'an 2000 sans compter les milliards engagés pour étendre l'usine de La HAGUE, indispensable pour produire le combustible de SUPERPHENIX. N'y a-t-il pas d'autres priorités pour les investissements de la France? Notamment dans le secteur des énergies nouvelles?

. C'est un premier pas vers une filière surgénératrice même si le gouvernement socialiste se défend de vouloir la mettre en œuvre. Par là, c'est un puissant moyen de PROLIFERATION DE L'ARMEMENT NUCLEAIRE et une menace contre la paix: chaque année de fonctionnement de SUPERPHENIX produit un excédent de plutonium qui permet de fabriquer 15 BOMBES ATOMIQUES.

. C'est un DANGER de MORT pour une région très étendue. La technologie spécifique de SUPERPHENIX n'est pas réellement maitrisée; elle a d'ailleurs été l'objet de plusieurs modifications dans le cours des travaux. Toute étude détaillée et honnête montre que les dangers de dispersement dans l'environnement du combustible radioactif sont réellement plus graves que dans une centrale nucléaire classique. Même en laissant de côté la pollution radioactive autour de SUPERPHENIX en fonctionnement normal -elle est inévitable - et la pollution considérable autour de l'usine de La HAGUE, l'existence de SUPERPHENIX met en danger tous les habitants de la région Rhône-Alpes. Peut-on prendre cette responsabilité?

. Nous demandons , par conséquent, à François MITTERRAND d'éviter ces 3 dangers à la France, de faire cesser la construction de SUPERPHENIX et de mettre en œuvre, au plus vite, une politique rigoureuse fondée sur les ENERGIES ALTERNATIVES et les ECONOMIES D'ENERGIE.

# LA PETITION et après ?

Acceptons nous que toute notre action autour de la pétition se termine par un enterrement maison ? Ousommes nous déterminés à mener cette action jusqu'au bout ?

Il y a pourtant plusieurs raisons qui nous incitent à donner une suite à cette campagne :

- A l'occasion de cette pétition,les organisations signataires (P S,PSU,CFDT,CSF,CSCV,GSIEN,MRG,AT,UFC ) se sont engagées sur un certain nombre de points par rapport auxquels elles ne doivent pas reculer.Leur engagement est un atout pour nous.Nous pouvons les pousser à mettre en oeuvre les moyens nécessaires pour qu'aboutissent nos revendications communes .

- Nous avons pris une responsabilité vis à vis des signataires de la pétition (500 000 ce n'est déjà pas mal dans le climat de démobilisation que l'on connait ) qui comptent sur nous pour que nous donnions tout le poids possible à cette action.

-D'autre part il serait dommage de manquer ce rendez-vous avec le pouvoir et l'opinion publique (que nous avons sollicité le 29 Mars jour de remise de la pétition.)

Au moment où notre action devrait avoir le plus de publicité nous constatons qu'elle a plutôt tendance à tomber dans l'oubli.
Il nous semble donc important d'exiger certaines garanties quant aux conditions dans lesquelles sera portée la pétition (composition de la délégation,forme de l'entrevue,destinataire) et de créer un climat de soutien et de mobilisation dans la semaine précédant la remise de la pétition: -Par une action grève de la faim porte ouverte

-Par une action marquant l'anniversaire de l'accident d'Harrisburg,(dépôt de gerbes....)
Cette proposition sera discutée à l'intérieur de la commission bilan de la pétition Samedi 20h 30 - 24h.

# Le Nucléaire continue...
# LA LUTTE AUSSI !

Au début du mois d'otobre aura lieu au parlement un débat sur la politi que énergétique de la France et notamment sur le programme nuclèaire légué par Giscard. Ce débat, présenté dans les promesses électorales, comme décentralisé et ouvert aux associations de défense et aux collectivités locales, est réduit aujourd'hui à une simple discussion pelementaire où tout semble joué d'avance.

- Le gouvernement ne respecte pas les engagements de F. MITTERRAND et du PS : sur les 14 sites concernés, seuls 5 d'entre eux ont été gelés. En fait là aussi les travaux se poursuivent.

- Face aux résistances sur le terrain, comme à la Hague, il n'a pas hésité à envoyer les forces de l'ordre.

- Les dossiers restent secrets et l'accés à l'information bloqué.
- Au nom d'engagements internationaux et de contraintes financiéres, le gouvernement poursuit le programme giscardien :exportation du nuclèaire, retraitement des déchets à la Hague, poursuite du surrégénérateur de Malville.

- De plus ce débat précipité ne laisse aucun choix car aucune alternative énergétique n'est mise en place, même sur le papier.

Il faut que tous les signataires de la Pétition Nationale (dont le PS) exigent que les engagements précis et écrits pris par la plupart des ministres soient respectés. Cette pétition demandait, notamment : "la levée du secret qui entoure toutes les décisions concernant l'énergie" et "la suspension du programme électro-nuclèaire actuel tant que le débat démocratique n'aura pas été conduit à son terme..".

C'est pourquoi la coordination nationale anti-nuclèaire appelle à une

MANIFESTATION NATIONALE ANTI-NUCLEAIRE SAMEDI 3 OCTOBRE A PARIS
- Contre le programme nuclèaire.

- Pour une véritable politique d'économie de l'énergie.

- Pour le développement d'énergies alternatives créatrices d'emplois, et non polluantes .

- Pour un gel réel des sites en attendant un réel débat démocratique, avec consultation des populations locales, des associations et des scientifiques.

DANS LE VAL DE SAONE, aucun élu local ne peut prendre l'engagement selon lequel le site de Boyer serait abandonné, et les ministres contactés n'ont pas pris, après 3 mois la peine de répondre.
LALUTTE CONTRE LA CENTRALE DE BOYER/SENNECEY doit donc continuer et s'étendre.
Il est important que nous soyons nombbeux à représenter le Val de Saône à Paris le 3, avec nos camarades de Golfech, Plogoff, Malville, etc..

DEPART COLLECTIF EN CAR (100 F aller/retour) de Macon (8 h maison des vins);de Tournus (8 h 45 gare SNCF); de Chalon (9h15 gare SNCF); de Beaune (9H45 gare SNCF)

Inscrivez-vous à l'avance: en téléphonant au 42.01.45 ou à la Librairie des Coquelicots, rue Saint Georges à Chalon .

COORDINATION ANTI - NUCLEAIRE DU VAL DE SAONE

Imp. Spec.

148

# A P P E L

=+=+=+=+=

Au début du mois d'octobre aura lieu au Parlement un d&bat sur la politique énergétique de la France, et notamment sur le programme électronucléaire légué par Giscard. Ce débat, présenté dans les promesses électorales comme décentralisé et ouvert aux associations de défense et aux collectivités locales, est réduit aujourd'hui à une simple discussion parlementaire où tout est joué d'avance :

. Depuis le 10 mai, le lobby nucléaire continue d'imposer sa politique. Le gouvernement ne respecte pas les engagements de François Mitterrand et du PS : sur 14 sites concernés, seuls 5 ont été gelés; en fait, là aussi, les travaux continuent.

. Face aux résistances sur le terrain, on n'a pas hésité à envoyer les forces de l'ordre, comme à La Hague.

. Les dossiers restent secrets et l'accès à l'information bloqué

. Au nom d'engagements internationaux et de contraintes financières, le gouvernement poursuit le programme nucléaire giscardien : extension de La Hague, poursuite du projet de Superphenix, maintien des exportations.

. De plus ce débat précipité, alors qu'aucune alternative énergétique n'est mise en place, même sur le papier, ne laisse aucun choix.

C'est pourquoi La Coordination Nationale Anti-nucléaire et le Mouvement d'Ecologie Politique appellent à une manifestation nationale le samedi 3 octobre à Paris :

. contre le programme nucléaire

. pour le développement d'énergies alternatives créatrices d'emplois et non polluantes

. Pour un gel effectif des sites, en attendant un réel débat démocratique avec consultation des populations locales, des associations et des scientifiques.

RENDEZ-VOUS A 15 HEURES A LA BASTILLE.

C.N.A.N.
M.E.P.

Coordination Antinucléaire
du Val de Saône

# NUCLÉAIRE: OU EST LE CHANGEMENT ?

Dans le monde entier, le développement du nucléaire se heurte à des oppositions de plus en plus importantes et à des problèmes croissants: Techniques, donc économiques, mais aussi écologiques et politiques. Les scientifiques et les populations s'élèvent contre les implantations électro-nucléaires, et de plus en plus contre les armements atomiques. Des organisations aux moyens dérisoires face aux pouvoirs économiques du lobby nucléaire informent depuis des années, par des publications ou conférences scientifiques, des dangers du nucléaire, confirmés malheureusement par une série d'accidents. Quelle est la réponse du gouvernement PC. PS ? Le mépris:

UN DEBAT PARLEMENTAIRE TRUQUÉ RECONDUIT LE PROGRAMME GISCARDIEN

Avant même que le débat sur l'énergie ne soit ouvert à l'Assemblée tout était joué. Même les promesses-timides-du PS n'ont pas été tenues et aucun arrêt réel du programme n'a permis un débat serein, aucune consultation des populations, des scientifiques, des associations n'a eu lieu. Il a fallu pour les parlementaires PS s'aligner derrière la nécessité-présentée comme impérieuse pour la relance, de poursuivre le programme jusque dans ses paris les plus irresponsables: poursuite du « retraitement » à la Hague, poursuite de Super-Phénix. C'est le temps du mépris pour les populations, mais aussi pour les élus PS, qui s'étaient localement opposés aux implantations de centrales: Les consultations des conseils municipaux et régionaux ne serviront guère plus que les « enquêtes d'utilité publique », le gouvernement décidant en dernier ressort. Des dirigeants PS même ont dû se soumettre: Quilés, dont le rapport faisait état pourtant de sérieux problèmes de sécurité, et émettait des doutes sur la rentabilité du programme, Gisèle Halimi dont les questions sur Super-Phénix ont été jugées...inconvenantes par Pierre Joxe.

A Chooz, à la Hague cet été, cette politique s'est heurté à la détermination unie des populations . A Toulouse, le collectif qui manifestait le Week-end dernier pour exiger du conseil régional qu'il maintienne son refus de la centrale de Golfech compte 43 organisations, antinucléaires, syndicales (CFDT), politiques (PSU, LCR...) ou agricoles (CDJA, Paysans-Travailleurs, jeunes du MODEF...).

DANS LE VAL DE SAÔNE aussi, nous resterons unis, et la Coordination Antinucléaire appelle ses sympathisants et les organisations qui la soutienne à une réunion VENDREDI 20 NOVEMBRE à 20 Heures à la Mairie de Chalon.
Afin d'examiner les moyens de faire aboutir les exigences suivantes:

150

suite ☞

-- Pour l'accès à tous les documents administratifs et techniques concernant les projets sur la Saône.
-- Pour l'examen sérieux, par les conseils municipaux, généraux, régionaux, de plans alternatifs; dont le plan Alter-Bourgogne, basés sur les économies d'énergie et les énergies non polluantes et renouvelables.
-- Pour la création d'emplois dans la région, par la réorientation des productions des entreprises travaillant actuellement pour le nucléaire.
-- Pour l'abandon définitif des projets sur la saône, et l'arrêt immédiat de toute étude préalable.

---

---

envoyé aux organisations: CFDT, CSCV, Association des Elus du Val de Saône, Libre Pensée, OCT, PCR, PS, PSU, CGT, FEN MRJC, LCR, UFC, CNSTP (Travailleurs-Paysans).

pour rappel aux comités: de la Coordination: MRAN, ME Tournus, CDPN, La Pierre Fiche, CAN Sennecey, St Germain du Plain, St Boil, Macon, Montceau, MANIC.

## Index des SIGLES:

- ATT: Association des Travailleurs Immigrés.
- CAVS: Coordination Anti-Nucléaire du Val de Saône.
- CDJA: Centre Départemental des Jeunes Agriculteurs
- CDPN: Comité Départemental de Protection de la Nature.
- CEA: commissariat à l'Energie Atomique.
- CERN: Centre d'Etudes et de Recherche Nucléaire.
- CFDT: Confédération Française et Démocratique des Travailleurs.
- CGT: Confédération Générale du Travail.
- CNAN: Coordination Nationale Anti-Nucléaire.
- CNRS: Centre National de la Recherche Scientifique.
- CNSTP: Conf. Nationale des Syndicats de Travailleurs-Paysans.
- CPAC: Comité Populaire Anti-Capitaliste.
- CSCV: Confédération Syndicale du Cadre de Vie.
- EDF: Electricité de France.
- EE: Ecole Emancipée.
- GSIEN: Groupe de Scientifiques pour l'Info sur l'Energie Nucléaire.
- LCR: Ligue Communiste Révolutionnaire.
- MANIC: Mouvement Anti-Nucléaire Intercommunales.
- MEB: Mouvement Ecologique Beaunois.
- MEP: Mouvement d'Ecologie Politique.
- MET: Mouvement Ecologique de Tournus.
- MRAN: Mouvement Régional Anti-Nucléaire.
- MTI: Maison des Travailleurs Immigrés.
- OCDE: Organisation de Coopération et de Développement Economiques
- OCT: Organisation Communiste des Travailleurs.
- PCF: Parti Communiste Fançais.
- PCRML: Parti Communiste Révolutionnaire Marxiste-Léniniste.
- PS: Parti Socialiste.
- PSU: Parti Socaliste Unifié.
- RAT: Réseau des Amis de la Terre.
- RIAH: Rassemblement International Antinucléaire à la Hague.
- RPR: Rassemblement Pour la République.
- SGEN: Syndicat Général de l'Education Nationale.
- UCFML: Union des Communistes de France Marxistes-Léninistes.
- UTIT: Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens.